

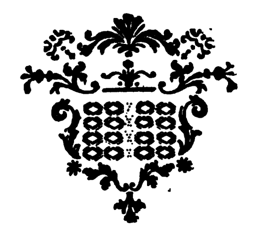
L'AMI
DES HOMMES,
OU
TRAITÉ
DE LA POPULATION.
TOME TROISIEME.

Victor de Riquetti Mirabeau
Marquis de, 1715-1789.

L'AMI DES HOMMES, OU TRAITÉ DE LA POPULATION.

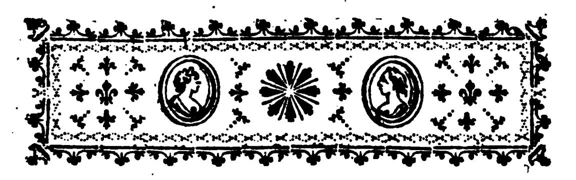
CINQUIEME ÉDITION.

TOME TROISIEME.



A HAMBOURG,
Chez CHRÉTIEN HÉROLD, Libraire.

M. DCC. LXIV.



L'AMI DES HOMMES,

OU TRAITÉ DE LA POPULATION.

CHAPITRE I.

Ce que c'est que le Commerce Etranger, sa nécessité, & sur quel plan il faut s'en faire une idée.

On a traité dans la premiere Partie de ce que c'étoit que la vraie richesse & la vraie prospérité, comme aussi des moyens de les trouver. Dans la seconde, des moyens de les accroître & d'en réprimer les abus. On va dans la troisieme traiter de ceux de s'aproprier l'une & l'autre chez autrui.

Pour se faire une idée juste du Commerce étranger, il faut revenir sur nos pas, & nous rapeller certains principes généraux & immuables que nous avons ci-devant établis. L'étendue d'un Etat ne fait pas sa force; au contraire, l'Histoire nous montre que tous les grands Empires ont tourné court vers leur décadence aussi-tôt qu'ils ont cessé d'être conquérans. Qu'on se souvienne à cet égard de ce que j'ai dit dans ma seconde Partie: *Aussi loin qu'un Gouvernement peut étendre protection, justice & sûreté, il peut se promettre un Empire durable; où sa justice ne peut atteindre, son Empire s'arrête aussi.*

En conséquence, nous nous sommes contentés des bornes de nos frontieres, & nous avons mis tous nos soins à nous aproprier véritablement les Provinces qu'elles renferment; c'est à-dire, à y distribuer la police & y établir la vivification intérieure. Pour cela nous nous sommes fait un plan fixe; & du centre, c'est-à-dire, de la Capitale, nous avons ouvert les rameaux de la circulation jusqu'aux extrêmités, de façon que la méchanique entiere de la machine politique a tout son jeu libre, & que l'Etat ensemble ne fait qu'un tout qui reçoit ses mouvemens par l'action

facile du cœur. La France en un mot tient la racine de la prospérité, elle est forte & unie au dedans.

En cet état, je m'éleve & je regarde autour de moi ; je vois ce qu'on apelle les Nations étrangeres. J'y trouve des préventions contre nous, des craintes, de la haine, de l'ambition. Or, mes semblables, nous ne pouvons rien les uns que par les autres. L'homme isolé seroit le plus malheureux de tous les êtres ; & qui cependant caveroit le résultat de nos passions, verroit au bout des projets de celles de chacun de nous la conséquence d'être seul. Il est pourtant vrai que la nature nous porte d'elle-même à la société ; d'autre part, cette même société nous inspire des craintes, des jalousies, des précautions. Qu'est ce que cette prudence ? Est-ce perfection de la nature ? en est-ce la corruption ? Le problême est aisé à résoudre par les effets ; s'il tend à perfectionner la société, le principe est bon ; s'il vise au contraire à la corrompre & la dissoudre, il est mauvais. C'est-là l'épreuve à laquelle je me soumets volontairement, & j'espere faire voir dans la suite de ce Traité que tous les hommes gagneroient, tant étrangers que concitoyens, à se traiter en freres.

Le Prince gouverne sa Cour d'un coup d'œil, ses armées par un ordre absolu, ses sujets par un régime fixe de loix : il est donc plusieurs sortes de dominations, même dans le Royaume le plus soumis. Il est de même une façon de dominer ses voisins, sans envahir & dévaster leur territoire ; & cette façon usitée de tous les temps dans plusieurs grands Empires, c'est de leur imposer un tribut. Heureusement pour l'Europe tout y est contrebalancé de façon qu'il est impossible qu'aucun Prince puisse imposer à ses voisins un tribut forcé : il faut donc avoir pour objet un tribut volontaire, & c'est ce que fait le Commerce étranger.

Pour parvenir à me procurer cet avantage, je suis précisément la même méthode que j'ai mise en œuvre pour la vivification intérieure ; & l'Etat entier dans ma grande spéculation qui embrasse désormais l'Univers, est relativement aux pays étrangers ce qu'étoit ci-devant la Capitale relativement aux Provinces & à tout le territoire de la France.

Je n'ai rien négligé pour y établir la confiance & l'exacte police qui regne aujourd'hui dans la Capitale ; l'agriculture a mis en jardin tout le territoire ; l'induf-

trie inventive, économe, & active, s'est établie par-tout; les canaux & chemins de communications forment les rues de cette florissante ville. Il ne s'agit plus maintenant que de procurer les mêmes avantages à nos voisins, & de nous les rendre relatifs ces avantages. Mon Prince ne dût-il y gagner que le titre de bienfaiteur de l'humanité; à qui ce titre divin sera-t-il dévolu plus justement entre les hommes, qu'à celui dont un Auteur très-partial contre notre nation a dit: *Dominus Rex Francorum, quis terrestrium Rex Regnum est?* Mais il est aisé de démontrer qu'on ne peut faire le bien d'autrui sans faire le sien propre, & j'espere prouver la vérité de cet axiome dans la Partie que je traite, qui, je crois, est la plus importante de toutes.

Je viens d'annoncer que la France devroit être aux terres étrangeres ce que j'ai dit ci-dessus que la Capitale étoit aux Princes. J'ai dit dans la seconde Partie, qu'une ville n'étoit vraiment Capitale d'un pays qu'autant qu'elle en attiroit tout, & qu'en conséquence de ce qu'il n'y a bourse aucune dont on puisse toujours tirer sans y rien remettre, la Capitale devroit porter toute son attention à

repousser sans cesse aux lieux d'où elle vouloit tirer. C'est par cette méthode seule que nous sommes parvenus à unir, peupler & vivifier le Royaume entier. La même méthode doit exactement être observée à l'égard des étrangers.

Entre tant & tant de paradoxes dont on pourra m'accuser dans le cours de cet Ouvrage, paradoxes que j'ai avancés de bonne-foi, & sur lesquels je serois bien-aise d'être contredit, celui-ci sans doute paroîtra des plus insoutenables; car il suit de mon principe, que nous avons intérêt à ce que nos voisins éclairés sur tous les ressorts de la saine politique, portent chez eux l'agriculture, l'industrie & les bonnes loix au plus haut point où elles peuvent aller, & retirent de ce régime prospere tous les avantages qui en sont la suite. C'est cela que j'ai prêché pour nos Provinces. Vous vous trompez, je ne soutiens pas cela, je le démontre.

Pour parvenir à cette démonstration, suposons un moment qu'une Puissance commerçante, que l'Angleterre, par exemple, parvînt au but de ses desirs; quels seroient-ils d'abord? D'une part elle envahiroit & livreroit à ses colonies le nouveau Monde; mais toujours en garde contre ces mêmes colonies

qu'une si vaste étendue de pays, & tant de ressources en tout genre à leur disposition, porteroient à l'indépendance, elle prendroit soin de borner par tous moyens leur accroissement & leur industrie. Maîtresse absolue de la navigation, elle déclareroit une guerre sanglante à tous voituriers de mer, s'il est permis de parler ainsi, ce qui ne feroit au fond qu'étendre son tyrannique acte de navigation en même-temps que son empire. Ses peuples feroient alors eux-mêmes le Commerce entier de l'Univers, & cela sans doute est très-beau; mais prenez garde que, par une conséquence inévitable, tout peuple à qui le commerce extérieur est interdit, perd bientôt l'industrie. La cessation de celle-ci étrangle la population; avec la population tombe l'agriculture. Oh! je demande aux Anglois ce qu'ils retirent des côtes de l'Afrique qu'on apelle la Barbarie? des blés, diront-ils, & c'est tout ce qu'il nous faut. Sans doute, & je le dirai dans le Chapitre suivant. Mais toutes les terres ne sont pas de la nature des côtes Septentrionales de l'Afrique, qui presque sans aucune culture sont d'une fertilité singuliere. Les terres de l'Europe en général ne raportent que par un travail

aſſidu. Supoſons-leur cependant la même vertu qu'à ces premieres, & voyons ce que font les Barbareſques avec ce ſecours. Féroces, livrés au gouvernement du Sabre, c'eſt-à-dire à une Anarchie, preſque abſolue, ils s'entredétruiſent au dedans, & n'ont au dehors d'autre profeſſion que celle d'infeſter les mers de leurs pirateries. Ils obligent par-là les Anglois, ainſi que toutes les nations commerçantes, à entretenir des flottes qui les contiennent dans un état de paix : contrainte mal gardée, & toujours enfreinte au moment où elle ſeroit la plus néceſſaire. Si au lieu de cela l'Afrique, peuplée comme elle l'étoit autrefois, & mieux policée encore, choſe poſſible, avoit ſur ſes côtes nombre de villes floriſſantes; enfin la population & l'induſtrie relatives, d'une part ſon produit centupleroit à l'infini, à l'avantage général de l'humanité ; de l'autre, ſes beſoins multiplieroient de même, & les Nations les plus induſtrieuſes, hardies & économes dans le Commerce en profiteroient, néanmoins concurremment avec toutes les autres, chacune en proportion de ſes avantages naturels.

Conſidérons d'autre part la Hollande, l'opoſé diamétral. aſſurément de l'Afri-

que, autant par l'industrie & la population, que par le climat. Un Politique foible, un Historien partial vous diront, comme le Sultan Selim, que, pour le bien de l'humanité, il eût fallu jetter dans la mer ce petit morceau de terre; que dans son enfance & sa jeunesse, ce pays fameux a été arrosé de ruisseaux de sang; qu'il a ruiné l'Espagne, & par contre-coup épuisé d'hommes tous les Etats de la maison d'Autriche; qu'élevée par nos soins, ingrate de tant de bienfaits, la Hollande a soulevé contre nous l'Europe entiere, & soudoyé nos ennemis; que la premiere, elle a changé l'esprit liant & pacifique du Commerce en une politique barbare, qui n'a rien eu de sacré que son propre intérêt; qu'elle a donné l'exemple d'une dérision indigne de la Religion, sous le nom de tolérance; que sa liberté n'a servi qu'à autoriser le libertinage, à multiplier & répandre par l'impunité de la presse les libelles les plus dangereux; qu'en un mot, c'est le rendez-vous des vices humains, où l'on ne connoît d'autre Dieu que leur principe, à sçavoir, la cupidité.

C'est ainsi que je l'ai oui peindre par des gens qui croyoient dire vrai. Retournons le feuillet, & cherchons la vé-

rité. Les guerres de Flandres ont sans contredit été très opiniâtres, & à la longue très-sanglantes; mais je soutiens, que loin d'être destructives pour l'humanité, elles ont été tout le contraire. Repassons les annales de l'art de la guerre en Europe, depuis que les Nations du Nord eurent détruit l'Empire Romain, les invasions des Barbares, leurs guerres entr'eux, les ravages des Normands, nos guerres avec les Anglois, nos courses en Italie, &c. On ne verra dans tout cela, que des expéditions rapides, où tout plioit devant le nouveau venu qui alloit brûlant & saccageant, jusqu'à ce que rencontrant l'ennemi, le sort des armes se décidoit par une bataille sanglante, où l'une des Nations, étoit exterminée, & l'autre affoiblie au point de ne pouvoir s'en relever de long-temps. C'est ainsi que les Hurons & les Iroquois se font la guerre. Les guerres de Flandres faites dans un pays où tout étoit en armes pour sa défense contre des étrangers, obligerent les deux partis à se disputer le terrein pied-à-pied. Les nécessités grandes & capitales des deux côtés, rendirent l'esprit des gens de guerre inventif; on couroit de grands dangers, on étoit mû par de grandes passions; il fallut faire de gran-

des choſes pour de petits ſuccès. Dès-lors la réputation entra pour beau coup dans la guerre, & la plus cruelle des guerres dans ſon principe, ſe trouva par cette gradation avoir civiliſé l'Europe dans ce genre meurtrier. L'art de vaincre prit la place de l'art de détruire; &, ſans étendre plus loin une diſcuſſion qui me meneroit hors de mon ſujet, on ſent la différence de ces deux points, & je m'en raporte aux gens du métier, pour décider ſi la guerre réduite en art, n'eſt pas infiniment moins meurtriere que les courſes de la barbarie & de la férocité.

Quant à l'allégation, qu'elle a ruiné & dépeuplé l'Eſpagne, j'ai dit autre part que c'étoit à toute autre choſe qu'il falloit attribuer la dépopulation de ce beau Royaume : en effet, rappellons-nous ce que c'étoit que les Armées que l'ambition de l'Eſpagne envoyoit dans les différentes contrées de l'Europe. Trois ou quatre mille hommes des vieilles bandes Eſpagnoles, troupes alors de la plus haute réputation, étoient regardés comme un renfort capable de changer la face de la guerre. Si l'on veut balancer ce qu'il eſt ſorti d'hommes de l'Eſpagne pour les guerres de Flandres & d'Italie, avec ce qu'il en eſt ſorti, & ce qu'il en ſort con-

tinuellement de la Suisse, on verra qu'il n'y a aucune comparaison ; cependant la Suisse est toujours également peuplée & cultivée. Pourquoi cela ? C'est que les sources de l'or arrivent en fleuves en Espagne, & ne sont plus que de petits ruisseaux quand elles parviennent en Suisse.

La Hollande, dit-on, nous doit son existence ; ingrate depuis, elle a été notre pire ennemie. Raison d'Etat ; hé ! quel Gouvernement au monde peut sans rougir reclamer le droit des bienfaits ? Quand nous avons appuyé la Hollande, ce fut pour affoiblir l'Espagne trop puissante alors. La triple alliance, époque du revirement de systême de cette République à notre égard, étoit dans la raison d'Etat. Un Roi jeune, puissant & redouté, alloit devenir leur voisin, en vertu d'un droit au moins litigieux & d'un fait très-décidé. L'ancien possesseur étoit foible, & hors d'état de se faire craindre. S'il y eut eu lieu à des discussions pacifiques de droit, & que la Hollande eût sonné le tocsin en s'alliant contre nous, le trait eût été ingrat & trop audacieux ; mais notre Cour en entamant des négociations, se faisoit rapidement Justice par les armes ; le Ministre

d'Angleterre arrive, propose une alliance qui établit un contre-poids ; le Chef de la République s'y engage, & ne se sert ensuite de cette augmentation de forces, que pour appuyer & faire conclure une paix qui nous fut avantageuse. Quand le Ministre d'autrui fait pour son Maître ce que nous voudrions que le nôtre fit pour nous, l'équité, qui est la vraie politique, veut que loin de la haïr, son ennemi même l'estime. La grande ame de Louis XIV, étoit faite pour ces sentimens-là, si ceux de ses Ministres, qui avoient intérêt de l'occuper de la guerre, n'avoient cherché à faire dégénérer en fierté son penchant vers la gloire. Il ne pardonna pas à la Hollande d'avoir connu ses vrais intérêts ; & la marque qu'il lui donna peu après de son indignation, fut d'espece à changer le cœur & l'esprit de l'Europe entiere à notre égard. Depuis Louis XI, aucun de nos Princes n'avoit paru avoir le génie usurpateur : les apparences en furent dévolues à la Maison d'Autriche ; & les grands hommes en tout genre qui l'ont servie, n'ont pû empêcher que l'effroi que toute l'Europe conçut de ses desseins, n'ait affoibli de toutes parts cette puissante Maison. Louis XIV par son expédition de Hol-

lande se rendit propre cette fâcheuse disposition de ses voisins ; faut-il être étonné que ces Républicains, plus exposés que tous les autres, aient fait contre lui tous les efforts qu'inspirent de tels ombrages ?

Quant au reproche d'injustice & de politique barbare dans le Commerce, il y en a peut-être bien eu quelque chose jadis dans les détails ; mais de dire qu'ils aient été les premiers, cela est faux. Qu'on voie les guerres de Venise & de Genes ; qu'on remonte enfin jusques à Carthage, les annales du gouvernement marchand sont & seront toujours tachées des traces impures de la cupidité dominante. Le Commerce doit servir en toute liberté, & jamais ne condamner.

Pour ce qui est de la tolérance, c'est un chapitre qui n'entre point dans mes spéculations déja trop étendues ; mais je la crois plus propre à détruire les faux cultes, qu'à les autoriser ; & la liberté de la presse, qui seroit un vice principal dans un pays gouverné, est un incident de rien en un rendez-vous public, où la Police tient lieu de Loix, & où le travail sert de Police. Le travail, quoi qu'on en dise, est plus d'habitude en Hollande, qu'excité par la cupidité des-

tructive. Vous, qui cherchez des vices en Hollande, souvenez-vous que leur mere est l'oisiveté.

Voilà, je crois, la Hollande considérée sous son vrai point de vûe, & lavée des reproches principaux que lui font ses ennemis. Voyons maintenant si l'humanité en général ne lui auroit pas de véritables obligations.

Le Commerce du Levant & celui de l'Asie, par la voie unique des caravanes, étoit le seul connu en Europe, avant que la nécessité eût obligé les Hollandois à se faire un fond de leur industrie. Ces Commerces cultivés par quelques peuples d'Italie, & qui n'avoient de théatre que la Méditerranée, laissoient toujours dans l'enfance l'art de la navigation. Les Portugais avoient doublé le Cap de Bonne-Espérance, & trouvé la route des Indes Orientales, & les Espagnols avoient découvert, conquis & dévasté les côtes Méridionales de l'Amérique; mais les premiers dormiroient peut-être encore seuls dans les comptoirs d'Asie & les derniers se contenteroient de faire fouiller des mines, si les Hollandois, forcés par la nécessité & par l'interdiction du Commerce dans les ports d'Espagne, n'avoient de toutes parts tenté & établi la concur-

rence par des travaux inouis, une audace & une constance plus qu'humaine.

On sçait que les premiers navigateurs Anglois & François, que le desir de s'enrichir, & la témérité romanesque qui régnoit alors, porta vers les côtes de l'Amérique Septentrionale, échouerent, la plupart dans leurs entreprises; parce que comptant pour rien les avantages de la nature qui s'y présentoient de toutes parts, ils ne songeoient en débarquant qu'à s'occuper de l'inutile recherche des mines, & que les autres abandonnerent volontairement ces beaux pays, dès qu'ils virent qu'on y trouvoit ni or ni argent. Les Hollandois montrerent les premiers à l'Europe encore barbare, que le vrai moyen de trouver l'or, étoit d'acquérir & approprier à nos besoins les productions de la terre & de la mer, s'éveiller matin, s'endormir tard, travailler jour & nuit, & s'ouvrir les routes de l'échange.

Non-seulement ils apprirent à faire circuler les métaux, mais encore à les reproduire par le moyen des banques nationales; ils établirent des Compagnies, & firent enfin regner l'industrie de l'Europe sur l'Univers entier. Si les Anglois ont un Commerce, si nous eûmes une Marine,

Marine, nous la devons aux Hollandois.

Ajoutez à ces objets généraux tant d'autres services de détail, la perfection des manufactures, l'art des canaux, de la construction marchande, &c, il se trouvera que l'industrie Hollandoise a plus instruit & accommodé le monde moderne, que la philosophie, la législation & les arts de la Grece n'éclairerent le monde ancien. Si pourtant on peut citer un exemple d'un peuple qui ait poussé ses avantages au plus haut point où ils pouvoient aller, & au delà du degré imaginable, c'est assurément celui-là. Le monde entier y a gagné, & ceux-mêmes à qui leur puissance a fait le plus d'obstacles.

On verra à la suite de ceci, qu'il entre dans mes principes, que chacun se mette en état chez soi de ne pas recevoir la loi de son voisin. Je dirai aussi comment l'esprit d'équité constante & soutenue, doit donner aux armes un poids & une force plus à l'abri des revers de la fortune; qu'elles ne l'ont sans cela. A l'égard du premier de ces deux points, je crois l'avoir sous-entendu en mettant à la tête de tout la force & la vivification intérieure: J'établirai bientôt que les moyens de se faire respecter en sont une

des apartenances absolues. Je reviens à mon principe. Dans la spéculation actuelle, la France est la capitale, les pays étrangers sont les Provinces.

Notre intérêt donc, dans ce nouveau genre d'Etat, est comme dans celui que nous avons vivifié tout-à-l'heure, que les grands chemins soient libres, & les communications assurées d'un bout à l'autre de ce vaste Empire. La premiere des communications est sans contredit la mer; on préjuge d'avance à quel point j'y établirai la liberté, ainsi que celle des rivieres, des chemins, des frontieres, de tout enfin ce qui peut faciliter la communication entre nous & les contrées étrangeres, même les plus éloignées.

Nous avons dit aussi qu'il importoit de renvoyer justice & protection aux lieux d'où on veut tirer service & subvention; nous ne pouvons exécuter ces deux opérations chez l'étranger, que par voie de la guerre & de la paix. Il faut donc que l'empire de ces deux choses oit dans notre main; & cette empire, je l'avance hardiment, n'y sçauroit subsister qu'en conséquence de mes principes, & sur-tout de cette équité prédominante, dont je fais le premier & le plus puissant de mes moyens. Maintenant, après avoir

établi l'eſſence du Commerce étranger en général, tâchons d'en déduire les attributs & le détail.

Mais qu'on ſe ſouvienne à jamais, qu'ainſi qu'une famille ne peut proſpérer ſeule ſans le concours des autres familles, dont elle eſt environnée, de même une bourgade, une ville, un Etat perdront toujours à vouloir réaliſer la chimere de la proſpérité excluſive.

La Chine, qu'on cite quelquefois comme exemple, qu'un Empire peut ſubſiſter & proſperer ſur ſa propre ſubſtance, ſans avoir aucune relation de commerce ni de politique avec ſes voiſins; la Chine eût beaucoup gagné, ſi elle eût employé à civiliſer les Tartares, les frais, les ſoins & le travail que lui coûta ſa célebre muraille. Je parlois ci-devant à des Chrétiens, & j'aurois pû leur alléguer une Loi dictée par l'Etre Souverain, qui leur enjoint de vivre tous comme freres, & qui proſcrit en conſéquence la politique de l'intérêt particulier. Je parle maintenant à l'Univers entier, & conſéquemment faiſant abſtraction de notre Loi, quoiqu'elle ne prêche que douceur & humanité, je ſuis en droit de demander aux nations Mahométanes & Païennes la même impartialité.

Consultons la Loi naturelle. Qu'on éleve ensemble cent enfans des différentes Nations des quatre parties du monde, sans leur dire qu'ils sont étrangers les uns aux autres, on verra naître entr'eux les mêmes liaisons d'amitié, qui désignent les premiers principes de la société : ils se réuniront pour le plaisir, se sépareront pour l'étude, s'entr'aideront au travail. Les hommes enfin sont tous freres par nature, & la nature ne fut jamais un mauvais politique.

Le mal est que les gens attentifs aux petits intérêts, ont presque toujours prédominé dans le monde. Le bien est fort au dessus de nous, le mal rampe à nos pieds ; en conséquence la vie de l'homme qui tend au bien est spéculative, celle de son contraire est active. Par une suite de la foiblesse humaine, l'homme actif arrive communément à son but. De là vient que de cent personnes qui arrivent sur le grand théatre des dignités (ce qui au fond est bien peu de chose, si ce n'est pour faire bien) à peine y en a-t-il dix qui aient les grandes vues, c'est-à-dire, un génie vaste, éclairé & droit en même temps. Or les petits hommes dans les grandes places, & devenus conséquemment maîtres des grands ressorts,

font ceux qui ont établi comme une vérité le mensonge le plus physique, à sçavoir, que les maximes d'Etat ne s'accordent pas avec l'exacte probité. Je supose qu'un homme fourbe soit Ministre, mille particuliers honnêtes gens, ne peuvent l'empêcher d'être tel, ni même éviter d'en être oprimé, s'ils se trouvent en son chemin. Cet homme alors & ses flatteurs attribueront à sa supériorité le succès qui n'est dû qu'au poids de sa position. Si un homme de la trempe de ceux qu'il croit primer, se trouvoit en tête de notre Sicophante, Ministre d'un Prince égal ou même inférieur, c'est alors que le fripon & ses rusés montreroient la corde; mais la Providence, qui veille à l'équilibre des Nations, en même-temps qu'elle permet que leurs fléaux les plus actifs naissent d'ordinaire au milieu d'elles, la Providence, dis-je, sçait bien que notre petit grand trouvera presque toujours son semblable dans son antagoniste. Oh! quand les deux arlequins se rencontrent, c'est à qui surpassera son compétiteur en grimaces, & voilà la politique des prétendus hommes d'Etat, qui ont voulu bannir de leur science l'équité.

Aujourd'hui cependant le monde dé-

vient plus éclairé sur ces sortes de choses ; les mysteres d'Etat n'en imposent plus à l'humanité, qui s'est fait des révolutions passées un tableau de proportion, pour juger du vrai mobile des grands événemens présens & futurs. Nous voyons que des miseres d'intérêts, ou des passions particulieres, ont de tout temps décidé des plus grandes choses ; & le masque de politique est désormais percé à jour.

Il seroit difficile, si jamais on sçavoit qui je suis, de coudre à ma position & à ma façon d'être, toutes les ébauches de notions éparses dans cet Ouvrage. Je puis néanmoins ajouter que, quoique ceci ait été écrit tout de suite, (& il y paroît) il m'en coûteroit moins encore de traiter de tous les détails que j'omets, & qui n'entrent pas dans mon plan. Je placerois aisément ici par ordre le dénombrement de chacune de nos Provinces, ses loix civiles & municipales, son produit, son industrie, ses moyens particuliers d'exportation actuelle & d'amélioration future. Je déduirois de là en détail notre Commerce étranger, & celui de toutes les Nations de l'Europe, & en gros pour les Nations étrangeres, les mêmes points que je viens d'énumérer pour nous ; il m'en coûteroit aussi peu de traiter des

intérêts actuels des Princes, de la gradation des actes respectifs qui les constatent depuis cent ans; en un mot, ce qui gît en faits, s'il étoit de mon sujet, me coûteroit moins à parcourir, qu'à établir ici tant d'idées différentes, mais qui ressortissent à un tout uniforme. Pour tout cela, je ne m'en crois pas plus merveilleux, & il y en a mille dans Paris, qui en sçavent autant & plus que moi; en un mot, les hommes aujourd'hui sont éclairés. C'est donc par le raisonnement, & non par le mystere, qu'il faut démontrer la nécessité de l'astuce dans la politique. Oh! quant à ce point, je défie les plus habiles. Mon systême est à découvert, & je le rendrai complet dans toutes ses parties.

CHAPITRE II.

De quelle nature d'effets doit être le Commerce Etranger.

MA tête est le pays des idées, & je crois qu'on commence à s'en apercevoir. Un jour que je rêvois pour m'amuser, il me vint en pensée qu'un

terrein de deux toiſes en carré, mis en petite loge à l'Opéra, ſe louant mille écus par an, & ce terrein ſe trouvant multiplié en hauteur par le moyen des échafaudages, il ſe trouveroit que par un calcul du nombre de toiſes ainſi eſtimées, que renferme l'étendue du Royaume, on le rendroit d'un prix ineſtimable, en le couvrant d'hiſtrions, chanteurs & baladins. Cette folie qui me fit rire un moment, peut avoir trait à une vérité très-eſſentielle, qui eſt l'avantage de la population.

Le terrein dans le quartier des halles à Paris, ſur le port à Marſeille, & en quelques autres lieux, ſe vend cent piſtoles la toiſe, &, relativement, au profit naturel qu'on peut faire ſur le produit d'une toiſe de terrein, ce prix eſt auſſi fol que le premier. C'eſt uniquement la population & l'induſtrie qu'elle néceſſita, qui ont forcé ſi avantageuſement la nature des choſes.

Il eſt conſtant, par cette induction & par tout ce qui ſe préſente à l'entendement, indépendamment des raiſons que j'ai déduites, que la population eſt le bien & l'avantage unique où doivent tendre & ſe réunir tous les ſoins, tant politiques que civils d'un bon Gouvernement.

ment. J'ai fait voir ci-devant comment tous les moyens d'augmenter la population se réduisoient en un seul, à sçavoir, d'étendre les moyens de subsistance. En conséquence de ce principe, j'ai d'abord recommandé l'agriculture, qui seule peut établir & multiplier le produit du terrein qui ne nous est point disputé. J'ai ensuite traité des moyens de rendre, autant qu'il est possible, tous les avantages de la société communs aux habitans des divers cantons de ce territoire, afin d'éviter qu'on en abandonne certains moins favorisés, pour surcharger les parties vivifiées. De là j'ai traité des moyens de borner les consommations, & de tourner la société de façon qu'on oublie en quelque sorte, s'il est possible, l'axiome homicide, qui dit : *le superflu, chose si nécessaire* ; attendu que qui de la consommation d'un seul peut faire celle de trois, gagne 200 pour cent sur le meilleur de tous les commerces. J'ai ensuite déduit la façon de porter tous les hommes vers l'agriculture ou l'industrie. Maintenant, en suposant que tous ces arrangemens soient en pleine vigueur, je vais chercher des subsistances chez les autres.

C'est dire d'un seul mot tout l'objet du Commerce étranger bien entendu.

Portez à l'Etranger autant que vous pourrez de l'or & des matieres œuvrées ; rapportez de chez lui des denrées comestibles d'abord, & à leur défaut, des matieres brutes, qui servent de fonds au travail de vos manufactures : voilà tout le secret d'un commerce étranger avantageux, & tout le mystere de cette science si compliquée de détails, & si mal entendue par les Gouvernemens qui voudroient que tout allât par leurs loix, par leur inspection, & que tout s'arrêtât en vertu de leurs systêmes & prohibitions.

Revenons au plan tracé dans le précédent Chapitre. Considérons le Royaume comme la Capitale, & les Pays étrangers comme les Provinces. Nous avons dit qu'il falloit repousser sans cesse l'argent de la Capitale dans les Provinces, attendu que, selon la constitution des choses, la Capitale l'attiroit toujours à elle par les nécessités du Gouvernement, par le séjour des grands propriétaires, par l'influence des grandes affaires, &c. Toutes ces choses au premier coup d'œil ne se rencontrent pas dans la nouvelle Capitale que nous venons de fonder. Elle n'est ni en droit ni en pouvoir de tirer des subsides de ses prétendues Provinces ;

les grands propriétaires de l'Empire universel sont tous chez eux, il en est de même des grandes affaires. Ainsi la comparaison cloche dès le premier pas, & défectueuses dans le principe, elle le deviendra davantage encore par les conséquences. Considérons mieux cependant, & remontant à la nature des choses, nous retrouverons peut-être la parité dont nous paroissons maintenant si éloignés. Examinons d'abord le premier de ces deux articles sur lesquels nous paroissons en défaut, nous passerons ensuite au second.

Quelle est en soi la nature des subsides? Si ce n'est autre chose que la loi du plus fort imposée en espece sur le plus foible, la recolte sera le droit des gens. Mais nous lui avons ci-devant trouvé une définition & plus honnête & plus vraïe. La subvention des Sujets envers leur Souverain, n'est autre chose que la soulte du payement que fait le Prince en justice & protection, & nous avons démontré, que si-tôt que ces deux subventions n'étoient pas au pair, l'Etat couroit à sa perte. En conséquence, il n'y a ni perte ni gain dans cette sorte de commerce; chacun y fait sa fonction, & le bien de l'Etat en résulte; c'est-là tout.

Dans le nouveau Gouvernement établi dans l'induction actuelle, la Capitale, qui n'a d'inspection sur les Provinces que de supériorité, & qui ne lui doit justice & protection qu'en grand, & dans le genre que j'ai renvoyé au Chapitre de la guerre & de la paix, n'a pas besoin d'en tirer en services & subvention ce qu'elle ne sçauroit acquiter en justice & protection.

La circulation se ralentit en proportion de ce que les Provinces sont éloignées, je l'ai dit dans la seconde Partie; mais elle existe, ou bien tout commerce est interrompu. Or, quand elle existe, il faut qu'elle se raporte aux regles déja établies, ou que le fleuve remontant vers sa source, le sang refluant vers le cœur, le désordre se mette dans toute la machine.

Mais, dira-t-on, de quel droit vous considérez-vous ici comme le centre de toutes choses? Chaque Nation n'auroit-elle pas le même droit? Il s'en faut bien que je ne défende aux autres d'en user; je ne fais ici pour l'Etat que ce que chacun fait pour soi dans le monde. En général, involontairement même, on raporte tout à soi; & de cette infinité de faux calculs naissent cependant le mou-

vement, les raports, le bien enfin de la société. Que chaque peuple donc se considere comme le centre universel : pourvû qu'il se conduise selon mes principes, il n'en pourra résulter que son bien & l'avantage général. Si au contraire, il s'en écarte, & tend au but de la prospérité exclusive, il fera le malheur de ses voisins, & se détruira lui-même après avoir barré les autres ; mais il ne tiendroit qu'au Roi Pasteur de....

Lui montrer en moins d'un instant,
Qu'un rat n'est pas un éléphant ;

& que de la façon dont sont constitués les différens Etats de l'Europe, le véritable éléphant c'est la France, quand elle voudra n'avoir que des vues subordonnées à la justice & à l'équité.

Revenons donc à notre induction faite uniquement pour nous, & disons que la Capitale pleine de peuple, d'industrie & de commodités, n'a naturellement besoin d'aucunes matieres œuvrées qu'elle trouve chez elle à meilleur marché que par tout ailleurs. D'une part, l'immense population y a établi la concurrence qui met au rabais tous ouvrages ; de l'autre le soin de repousser au loin les métaux

l'empressement de tous les autres.

Ces matieres donc, à sçavoir, l'argent, commodités & superfluités de la vie, font entr'elles la subvention que la Capitale doit aux Provinces dans le nouvel arrangement que nous venons de faire, & il en faut attirer en revanche les matieres de consommation, comme nous avons dit dans la seconde Partie, que Paris devoit faire de sa banlieue.

Mais, dira-t-on, de ces deux choses que vous voulez sans cesse fournir, je vois bien d'où vous tirerez la premiere, à sçavoir, les matieres œuvrées; votre produit, votre population & votre industrie sont des ressources inépuisables de ce genre de trésor; mais quant à l'autre, vous n'avez point de mines, & en eussiez-vous, elles seroient bientôt épuisées au moyen de votre systême, de toujours solder en argent & recevoir en denrées. Or l'agriculture & la population peuvent aller sans argent, mais l'industrie ne sçauroit s'en passer.

J'ai dit ailleurs, que si-tôt que les métaux étoient sortis de la terre, inutile fardeau au désert, ils couroient se répandre aux lieux où se trouvoient les richesses réelles, dont ils devoient être le signe, & par conséquent aux lieux

vivifiés par la population. Ainsi donc les communications étant ouvertes, par-tout où il y aura de l'agriculture, il y aura des hommes : par-tout où seront les hommes en nombre, sera l'industrie ; par-tout où seront ces trois choses, vous verrez circuler les métaux avec facilité.

D'ailleurs, en désignant ici la nature du commerce avantageux, je n'ai prétendu en exclure aucun autre, & on le verra dans la suite de mes principes. L'or nous viendra de toutes parts en échange des choses qu'on viendra prendre chez nous, ou que nous irons porter aux autres ; je n'exclus pas même le commerce de nos denrées chez l'étranger, persuadé que l'entiere liberté est l'ame du commerce & de la production ; mais j'ai pris mes mesures pour qu'il entre dix fois plus de denrées dans le Royaume qu'il n'en sortira, & c'est tout ce qu'il me faut.

Ces mesures demandent beaucoup de calcul & de finesse dans la réduction des Ordonnances à cet égard ; mais en voici le précis. Ce sont exactement les mêmes qui font que le maraîcher de Paris va vendre ses herbes à la Halle plutôt que de les porter à Chartes ou à Montargis.

Si-tôt qu'une consommation continuelle & répétée sur les lieux assurera le débit de la denrée à un bon prix, & sans dépacer, je doute que personne soit assez fol, pour aller courir les risques, & payer les frais de la route & du transport pour les porter aux Hollandois. Il peut arriver cependant qu'un gourmet retiré dans une des deux villes ci-dessus, veuille goûter des premiers pois, ou des fruits qu'on ne cultive bien qu'auprès de Paris, en ce cas, il les fait venir à grands frais; mais en revanche de cette petite exportation, quelle importation immense ne tire pas de ces lieux & de leur territoire la population Parisienne! de même, quand les Anglois consommeront ce qu'on appelle les grands vins à Bordeaux, au prix où on les paie; quand les Flamands, les Allemands tireront nos premiers vins de Champagne, c'est assurément le produit de notre territoire qu'ils consomment; & c'est une grande perte pour l'Etat, s'ils n'en remplacent ce produit en dentelles & autres ouvrages fins, où la forme emporte mille & mille fois le fonds; mais si nous retirons en blé cet équivalent, nous y gagnerons beaucoup, attendu la différence du prix & de la nécessité entre ces deux marchandises.

On a prévu depuis long-temps en France l'inconvénient de l'immenſe multiplicité des plantations en vignes, & on l'a ſenti depuis, quand toutes nos côtes de l'Océan ſe trouvant fermées, les peuples de ces parties du Royaume ſont morts de faim au milieu de leurs vignobles. Mais à cet égard on a prétendu abbatre l'arbre par les feuiles. On a défendu les nouvelles plantations, & ordonné d'en arracher pluſieurs des vieilles.

Combien d'Ordonnances on s'épargneroit en conſidérant les choſes dans leur principe, & jamais dans leurs effets! Qu'eſt-il arrivé de cette méthode? Quelques pauvres diables compris dans la verve des arrachis ont murmuré, d'autres ont acheté des permiſſions, le plus grand nombre a fait des expoſés faux; & à combiner ceux de toutes les requêtes à certaines Intendances, il ſe trouveroit prouvé par bons certificats que le territoire entier de la généralité eſt impropre à porter autre choſe que des vignes. Somme totale, le nombre des vignes a augmenté de beaucoup, & ira toujours croiſſant malgré les inconvéniens de ce genre de récolte, inconvéniens accrus encore par la diſproportion du débit à la denrée, tant qu'on ne fera pas trouver au

colon son avantage à faire produire autre chose à son champ.

En effet, la dépopulation ôtant toute espece de débit à la denrée comestible, il se trouve que dans l'intérieur des Provinces éloignées du commerce, celui qui a fait une abondante récolte n'en sçait que faire, & la donne en nature a des volailles qu'il est obligé de consommer faute de débit. Cela iroit bien jusques-là s'il ne falloit pas payer les charges de l'Etat ; mais à l'échéance il est sergenté, & se trouve dans l'opression au milieu de cette richesse primitive devenue pauvreté par la tournure des choses. Il se retourne alors, & considere autour de lui quelle est la sorte de denrée dont il peut faire de l'argent, puisque c'est de l'argent uniquement qu'on lui demande. Il voit que son voisin devenu vigneron vend bien ou mal sa denrée qui descend par les rivieres aux lieux de l'exportation; il se met à planter des vignes. Son vin lui demeure-t-il ? il le brûle en eau-de-vie, & s'il pouvoit le réduire en esprit de vin, & mettre toute sa récolte au dépens de ses bois en une bouteille de pinte, pourvû qu'elle lui raporte de l'argent en proportion des doubles & triples façons qu'il lui aura données pour la ré-

daire à rien, son affaire est faite, & il vit.

Il résulte néanmoins de la réunion d'une quantité d'affaires particulieres faites de la sorte, que le produit de Provinces immenses va se consommer chez l'étranger en matieres qui n'étant pas de nécessité absolue, ne le mettent point dans notre dépendance, au grand détriment de la population & par conséquent de l'Etat.

Si au lieu de cela par les moyens de vivifications simples, mais indispensables que j'ai établies dans la seconde Partie de cet Ouvrage, on étoit venu à bout de semer par-tout du peuple, de l'industrie & de la consommation, vous, verriez bien tôt les vignes se rétrecir d'elles-mêmes. Les denrées propres à la nourriture de l'homme deviendroient nécessaires & hausseroient de prix, on en trouveroit le débit prompt & assuré dans son canton, cela suffit, & tient lieu de toute ordonnance pour obliger le paysan à quitter le hoyau & reprendre la charrue & la bêche ; & ce qui resteroit de vignes dans les terreins impropres au labour & au jardinage, raporteroit au double, étant mieux cultivés, parce qu'une nature de bien aide l'autre. Voilà tout mon secret, & je

ne connois sorte de denrée qui le fit tomber, sinon le papier qu'on emploie en ordonnances vaines, qui demeurent sans exécution.

Les Anglois pour encourager la culture de grains dans leur isle, ont usé d'une singuliere méthode qui leur a réussi ; c'est de gratifier aux frais de l'Etat les exportateurs de cette sorte de denrée. Ils ont modifié & dirigé cet important objet de police sur des proportions relatives au tarif des marchés de l'intérieur pour cette précieuse marchandise. Cette méthode pourroit avoir été bonne pendant un temps, & devenir nuisible dans d'autres circonstances ; car il n'est aucun réglement de police de détail immuable ici-bas.

Si mon systême absolu n'étoit pas d'abandonner tout le régime de détail en fait de commerce à la prudence, à l'industrie & activité du commerçant, je dirois que je trouverois plus raisonnable de gratifier l'importateur de grains que l'exportateur ; mais quant à moi, je ne voudrois nullement m'en mêler. Il est des peuples qu'un Gouvernement éclairé doit exciter par tous moyens à gagner leur vie ; heureusement le François n'a jamais donné cette peine-là. Il n'y a qu'à le laisser

faire & le protéger, il trouvera de lui-même toutes les routes possibles d'industrie & de gain.

Je ne suis pas vieux, & si pourtant j'ai vu déja plusieurs fois la disette dans différentes Provinces, & cela sur de simples bruits. Aussi-tôt que le prix des grains monte à un certain point, chacun le boucle chez soi; les Provinces, abondantes en cette sorte de denrée en regorgent, & la voient manger par les charençons, tandis que la famine est à leur porte; & ceux qui ont permission d'en faire sortir, ne profitent pas du surhaussement, attendu que les permissions coûtent cher, & que quand même le chef est integre, ses sous-ordres font leur main.

D'autre part, ceux qui sont chargés de la police des Provinces affamées, font des marchés onéreux pour faire venir de bien loin ce qui seroit naturellement à leur porte. Comme d'un côté leur défaut à la plupart n'est pas la prévoyance, & que de l'autre ces sortes de révolutions sont d'ordinaires si subites qu'il seroit impossible de les prévoir, le secours n'arrive jamais que quand le fort de l'orage est passé. Ces grains amenés de loin, échauffés & quelquefois pourris en partie, arrivent au moment où la nouvelle

récolte a remis une sorte d'abondance dans le pays; & comme il ne faut pas tout perdre, & au contraire, on oblige les Provinces à consommer ces grains qui portent des maladies dans un pays déjà dévasté par la disette précédente.

Qu'on ne crie point à la satire, mes preuves sont faites, & c'est devant Dieu que je veux n'en avoir jamais à me reprocher. Ce que je dis, je l'ai vu cent fois, & d'un œil qui sçait voir au dessus des erreurs populaires. On dit ici ce que l'on veut, & il n'y a rien qui ne puisse être présenté d'un bon côté; mais quatre millions de témoins apuyeroient mon allégation. Et comment cela pourroit-il se faire autrement? Je supose que l'Auvergne, le Limousin & les pays voisins, Provinces les plus méditéranées du Royaume, manquent tout à coup de subsistance; si le bruit de la cherté se répandant, la Bourgogne, le Poitou, le haut Languedoc, pays abondans resserrent leurs grains, il faut que les bloqués reçoivent les vivres par les oiseaux, ou désertent leurs pays. Mais dira-t-on, l'on y pourvoit avec prudence; chaque Administrateur sçait ce qu'il lui faut de grains pour la subsistance de sa Province, & laisse sortir le reste: opération raisonnable,

sonnable, puisqu'il n'est pas juste de s'exposer à mourir de faim pour secourir ses voisins qui ne souffrent souvent qu'en opinion, & parce que des monopoleurs ont entrepris de mettre chez eux la disette qu'ils parviendroient à nous communiquer aussi.

Belle spéculation ! & si je demandois tout-à-l'heure à chacun de ces Thermometres ambulans ce qu'il leur faut de grain, année commune, pour nourrir leur département, les plus sages me disoient qu'ils n'en sçavent rien, comme en effet cela est impossible à sçavoir, & les autres me produiroient une somme idéale, comme le sont du plus au moins tous les dénombremens. Mais je veux que ce soit chose estimable ; pour sçavoir à quoi la consommation doit se monter, en seront-ils plus instruits de ce qu'ils ont réellement des grains chez eux, de la disposition & fantaisie des possesseurs, soit pour débiter, soit pour attendre ? C'est pourtant sur des supositions de cette nature qu'on leur attribue la superintendance des entrailles des sujets du Roi : & moi je vais donner mon secret pour abreger tous ces calculs, pourvoir à tant de craintes vraies ou fausses, détruire à jamais le monopole ; & je mets ma tête,

qui vaut bien la leur, qu'il n'y aura j
mais plus de famine, ni même de diſet
dans aucun canton du Royaume.

Ce ſecret eſt tout ſimple comme le ſoi
tous les miens, car il en eſt de cela com
me des ruſes dont la meilleure eſt de n'
point avoir. Le judicieux David Hum
a dit que l'argent eſt comme l'eau q
prend néceſſairement ſon niveau. Ce tra
de génie eſt relatif au blé tout de mêm
Conſidérons notre heureuſe poſition
indépendamment de l'incomparable fe
tilité de nos Provinces qui, ſelon mo
plan, ne doit pas nous ſuffire, nous do
nons la main de toutes parts aux pa
de l'abondance en ce genre; à droi
l'Italie, la Sicile, l'Afrique; à gauche
l'Angleterre, l'Irlande, le Nord, &
Dans cette poſition pouvons-nous jama
craindre de manquer de blé? laiſſez-
courir en toute & entiere liberté d'u
bout à l'autre du Royaume. Ce ne ſer
point le blé de Picardie qui viendr
nourrir l'habitant d'Aurillac affamé, ma
ſi-tôt qu'on aprendra qu'un march
en manque, les voiſins s'empreſſeron
d'y en aporter, & ce marché deviendr
tout de ſuite plus abondant. Si l'apa
du gain a obligé les ſuſdits voiſins qu
n'avoient que leur proviſion néceſſaire

se dégarnir avant le temps, l'annonce du feu se montrera bientôt chez eux, & dès-lors les pompes d'accourir, ainsi de proche en proche les grains reflueront d'eux-mêmes, & sans aucun soin de police, des extrêmités au centre. Arrivés aux frontiéres, les mers, les rivieres, tout vous est ouvert, fussiez vous au milieu d'une guerre sanglante; vos ennemis fussent-ils les maîtres de la mer, article dont je vous garantirai tantôt, rien n'empêchera le commerce & la cupidité de l'ennemi même d'aporter du blé où il en manque; ainsi donc pour maintenir l'abondance des grains dans le Royaume, que faut-il faire? Rien.

M. Colbert a passé & passera toujours pour avoir sçu gouverner l'intérieur du Royaume; pendant tout le cours de son ministére, les grains n'ont jamais été gênés un seul instant. Il prenoit soin seulement que les grandes Villes, celles surtout qui sont voisines des débouchés maritimes, s'aprovisionnassent des grains étrangers, & laissoit aller le reste.

Ce soin même (si j'ose raisonner d'après ce grand homme d'Etat) me paroît superflu & dangereux: superflu, en ce que l'industrie & l'activité du Commerçant sçaura prévenir toujours la nécessité

des aprovisionnemens, & que par moyen les frais & la perte du magasi seront aux dépens, ou de l'étranger, ou d particulier, qui veut bien les suporter & non à ceux du public, dont les affai res ne sont jamais mieux administrées que quand il n'en a point ; dangereux en ce que c'est un commencement d'in pection dans une matiere, où toute in pection ouvre la porte aux plus granc inconvéniens.

Revoyez d'un coup d'œil l'histoire en tiere ; vous y trouverez que le propre d tous les Gouvernemens du monde e d'aimer les détails, en proportion de c qu'ils deviennent incapables & langui sans. Plus l'esprit est foible, plus il aim à embrasser des objets nouveaux ; & l même paresse qui laisse flotter les vrai rênes du Gouvernement, voudroit ram ner à soi les moindres fils de l'admini tration particuliere. Ainsi donc, un gran Ministre, qui sçait où l'autorité do s'arrêter d'elle même, doit, s'il est hon me de bien, se suposer des successeu qui l'ignoreront, & en conséquence, év ter de toucher de certaines cordes qu'un main mal habile peut & doit dérang tout à fait.

Il y a des Provinces où l'on a imagir

de faire des magasins de blé au Roi, soit pour les Troupes, soit pour les occurrences & nécessités du pays. Qu'arrivera-t-il de cela ? C'est qu'un jour ce sera le canevas d'un monopole criant. Quand il faudra remplir les greniers, le nom du maître privilégié par-tout arrêtera les grains & les Employés les auront au prix qu'ils voudront. Faudra-t-il vuider les magasins, de crainte que les grains ne dépérissent ? Le même nom sacré arrêtera toute autre vente, & servira de voile à un gain sûr & illicite.

J'ai vû des privilégiés, affamer un pays, & qui plus est, en extorquer honneur & chevance ; je n'en dirai pas davantage par les principes que je me suis faits. Il n'y a rien, vous répondent à cela ceux qui ont assez de bon esprit pour vous entendre, qui n'ait son inconvénient. Qu'on me montre celui de l'entiere & absolue liberté, & j'y répondrai : mais faisons mieux, & recevez le défi de l'abeille aux frêlons ; on a assez long temps usé de votre méthode, & tous les quatre ans une disette en a été le prix. Nous voila à la veille d'une guerre qui nous fermera la mer, le temps ne nous est pas favorable ; essayez de la mienne, & vous sçavez ce que j'ai parlé. Je fais plus, je me

ner ses greniers, il les ouvrira de lui-même à perte, & sera corrigé pour jamais.

Cet exemple en grand, porte sur toutes semblables opérations en petit. Le marchand de blés devenu presque la chouette de la société, à force de mal-entendus & d'abus, bien ou mal intentionné, seroit toujours très libre d'acheter ; mais son propre soin & celui de son camarade l'empêcheront de survendre jamais. Il en est de ce genre d'hommes, comme de l'homme en général ; voulez-vous le rendre inutile ? multipliez l'espece.

Mais dira-t-on, l'exemple que vous venez de nous citer, vous l'avez précisément pris à votre propice. Vous mettez la famine au centre du Royaume, entourée de toute parts de l'abondance qui vient au secours, & qui attire après soi le superflu de l'Etranger ; il vous est aisé de la sorte de reprendre votre prétendu niveau. Mais changeons la thèse ; supposons des calamités étrangéres qui, au moyen de la liberté donnée au commerce des blés dans le Royaume, attire tout à coup le suc alimentaire de vos campagnes, la multitude d'éveillés que vous avez dressés à ce genre de commerce,

ce ;

ce, parcourra à l'instant vos Provinces, votre grain descendra au lieu de remonter, & où en trouverez-vous après? Votre liberté de sortie & d'entrée étant égale, le besoin & la cherté étant ailleurs, tout sera en sortie, & rien en entrée; vous apaiserez la premiere faim chez vos voisins, & vous succomberez sans ressource sous le poids de la derniere.

Je réponds à cela que je supose la famine où elle naît d'ordinaire, c'est-à-dire, aux lieux les plus ingrats & les plus éloignés du commerce; & quant au fait que l'on m'opose, c'est une hypothèse de pure fiction; puisque si la disette est dans le Nord, & que nos grains y courent, ceux du Midi viendroit les remplacer chez nous, & nous y gagnerons les profits d'un double commerce. Il faut donc, pour que nous soyons dans l'embarras supose ci-dessus, que d'un pôle à l'autre les fruits de la terre aient été séchés jusques dans leurs racines. A moins de ce cas sur lequel il seroit fol de calculer, puisqu'il n'y a pas d'exemple depuis que le monde est monde, revoyez notre position; nous tendons également la main au Levant & au Nord; rendez-vous naturel le commerce des grains, tant par cette situation que par

la liberté établie déformais à cet égard dans le Royaume, nous n'en manquerons jamais, tant qu'il y en aura quelque part dans l'Univers.

Si la fupofition de la difette générale peut avoir lieu, je pourrois dire que les Anglois, qui n'ont jamais gêné la fortie de leurs grains, l'arrêterent cependant en 1709, temps de la calamité prefque générale, & qu'une exception de cette efpece ne titre pas à conféquence; mais je m'en garderai bien. Je crois l'entiere & inacte liberté des blés d'une telle importance, que je me regarderois comme un parricide, d'avoir confeillé au Gouvernement d'y mettre la main en quelque circonftance que ce pût être, de crainte des conféquences pour l'avenir. J'ai donc une autre réponfe à l'hypothèfe fictive d'une famine générale; en ce cas nous ne nous flattons pas, je crois, d'avoir le privilege de la peau de bœuf de Gédéon; & fitués comme nous le fommes au centre de l'Europe, d'être feuls exceptés de la difette univerfelle: chacun donc en aura fa part, & dès-lors les grains étant chers par-tout, chacun confommera le peu qu'il en aura recueilli; puifque d'une part, il feroit impoffible d'en faire des amas qui valuffent la

peine du transport, & que de l'autre, le transport, ajoutant au prix de la denrée celui des frais, on trouveroit mieux son compte à vendre sur les lieux.

D'ailleurs un Pays adonné à l'agriculture, (tel que le sera la France selon mon plan, & que la liberté des grains l'aidera encore à l'être) trouvera dans de telles calamités des ressources que les autres n'auront point. Ceux qui en 1709, voyant les semailles perdues, prirent leur parti de semer de l'orge aussi-tôt que la terre s'ouvrit, la trouverent tellement préparée à la fécondité par le nitre dont le froid excessif l'avoit empreignée, qu'ils eurent une récolte extraordinaire de cet sorte de blé, qui empêcha le peuple de mourir de faim En un mot, en tout état de cause, le Gouvernement ne doit jamais se mêler des blés, que pour en protéger la culture & l'exportation par une entiere liberté.

Tout le détail dans lequel je viens d'entrer, paroît au premier coup d'œil apartenir à la seconde Partie de cet Ouvrage, dans laquelle je traite de la vivification intérieure; mais il est aisé de voir combien cette spéculation a trait au commerce extérieur, puisque dans l'état où j'ai suposé le Royaume, ce n'est que

des Pays étrangers qu'on peut désormais tirer la subsistance d'une partie des habitans.

Une fois la consommation des grains assurée, de façon qu'il faille toujours une grande quantité de grains étrangers, pour nourrir le peuple immense que contiendroit la France en ce cas, une fois les communications libres & faciles, par-tout ouvertes & établies dans l'intérieur, il n'est pas possible d'imaginer que jamais on en vienne à consommer des grains étrangers, que ceux du Pays n'aient eu auparavant le débit le plus sûr & le plus facile ; cela supose un entier encouragement à l'agriculture qui, comme nous l'avons dit, sçaura faire fructifier les rocs, d'où s'en suivra un fonds toujours renaissant de population.

En général chaque Province croit se vanter en disant : Nous pouvons nous passer de toutes les autres, & notre Province nous fournit toutes les nécessités de la vie pour ses habitants. Ces sortes d'allégations, qui démontrent l'esprit patriotique, & qui en quelque sorte le régénérent, ne sont pas faites pour être combattues ; mais quand elles seroient exactement vraies dans l'état actuel, comme elles ne le sont nulle part, je ne leur

répondrois pas moins : Ce que vous me dites prouve votre misere, & non votre prospérité ; car en supposant que votre Province nourrisse un million d'habitans dans l'état de culture où elle se trouve, les ressources de l'agriculture ménagées dans toute son étendue, comme elles le sont aux environs de Paris, d'Orléans, &c. en tireroient de quoi en nourrir trois. Partant ensuite de ce point, & marquant les gradations proportionnelles, il faut poser que là où trois millions d'habitans vivent du produit de la terre, un tiers en sus doit vivre de celui de l'industrie, si l'Etat est en sa pleine prospérité. Cette industrie, pour être métamorphosée en subsistance, a besoin de l'aller chercher ailleurs, puisque tout le produit de votre territoire est destiné. Donc un tiers de cette valeur réelle, qui n'est autre chose que la population, ne peut exister que par autrui.

Somme totale ; je ne demande autre code pour la Police générale & particuliere des grains, qu'un Edit qui *déclare cette denrée marchandise libre dans toute l'étendue du Royaume, qui l'affranchisse de tous droits d'entrée & de sortie, de quelque nation que puissent être les bâtimens qui la viendront chercher ou qui l'apor-*

teront, permettant à tous particuliers a quelque qualité & condition qu'ils puissen être, d'en faire tels aprovisionnemens & magasins, & en tel lieu qu'ils voudront défendant en outre à tous Officiers, Magistrats & Entrepreneurs d'en faire des achats autrement que de gré à gré, fût-ce au non du Roi, & sous quelque prétexte que c puisse être, même de raison d'Etat, comme provision de Paris, de Places frontières menacées, d'Arsenaux maritimes, &c A ces conditions, je me charge de tou évenemens, & promets que toujours le pu blic & les particuliers en trouveront sou leur main pour les amagasinemens les plu considérables.

Ce que j'ai dit de l'utilité d'un com merce étranger, qui attire dans le Royau me les grains de l'étranger, doit s'enten dre au second rang de toute denrée co mestible & de consommation, des légu mes, du ris, des marons & chataignes s'il étoit un Pays d'où l'on en pût apor ter des chargemens; du poisson frais & sec, objet immense pour la consom mation du peuple; des viandes salées des fromages, des vins étrangers qui quoique d'une utilité seconde, ne laissen pas de tenir lieu de quelque chose; e un mot, de tout ce qui peut nourrir vo

habitans du produit du territoire étranger.

Pour attirer toutes ces choses, comme vous ne le pouvez que par l'échange, il faut payer à l'étranger des tributs d'industrie, autrement votre dette ne pourroit être soldée qu'en denrées; & alors non-seulement ce ne seroit pas la peine, mais encore vous courriez risque de voir tourner le commerce à votre désavantage.

Il n'y a donc que les matieres œuvrées, ou produits des manufactures, qui puissent être présentées à l'étranger en équivalent fictif & de convention de matieres d'une utilité premiere & absolue. A cet égard, nous y avons pourvu en semant par-tout le Royaume des manufactures, qui d'abord n'avoient d'objet que de fournir à la consommation du Pays, & d'y établir une portion d'industrie proportionnée aux charges que le Gouvernement vouloit y imposer. Mais comme la perfection est en tout & par-tout fille du travail, il se trouve que ces menues racines d'industrie ont poussé des troncs qui se renfoncent chaque jour. Chaque Pays & canton a dans son climat, dans le génie de ses habitans, dans la nature de ses eaux & de ses différentes productions,

diverses propriétés, qui mises en œuv par l'art, par un travail assidu, & u encouragement continuel, multiplierо bientôt à l'infini les produits de l'indu trie dans le Royaume. Je ne crains p de dire qu'en ce genre aucune nation l'Europe ne nous égale non plus qu' produit. Mais ce n'est pas ce derni article dont il est question maintenant puisqu'il s'agit de nous servir de cel d'autrui.

Dire que les manufactures les plus pa faites, c'est-à-dire, celle où la valeur travail excedent le plus celle de la matie premiere, sont les plus avantageuses, seroit mettre en maxime ce qui est d montré en calcul presque dans tout cours de cet Ouvrage. Tout ce qui en matiere est dépense, tout ce qui en travail est profit. Mais comme il fa des manufactures de toute espece, ta pour la consommation du peuple & ceux qui n'ont pas de quoi acheter che que pour laisser toute liberté à l'indu trie, il importe fort aussi d'attirer à des matieres étrangeres, pour fournir travail des manufactures; bien enten que tout le territoire national soit à to égards mis en sa plus grande valeur.

Quand nous aurons des mûriers b

entretenus & émondés à l'entour de nos champs (ce qui est par parenthèse la seule façon de les placer pour qu'ils ne nuisent pas à la récolte) qu'on sçaura en France faire deux cueillettes de leurs feuilles comme en Toscane & en Piémont, que de proche en proche on aura apris à filer les soies de la façon qui a donné tant de réputation à celles du Piémont ; alors, dis-je, il sera très avantageux que nous en tirions beaucoup du Levant & de l'Italie, attendu que ces soies n'entreront chez nous que pour y être travaillées, & qu'on a une certitude physique, que la premiere balle étrangere est un signal que toutes celles du pays sont destinées. J'en dis autant des laines, des chanvres, des lins, des cotons, des bois, & de tout enfin ce qui est matiere à fabrique.

En cet état regardons autour de nous, & voyons encore une fois si le Commerce étranger peut se passer de la prospérité étrangere. Pour trouver chez nos voisins du comestible, il faut que l'agriculture y soit en valeur ; & plus elle y fleurira, plus ces denrées seront abondantes.

Pour trouver le débit de tant de marchandises, dont l'échange est nécessaire à la subsistance d'un tiers de vos habitans, il faut que les étrangers soient en état de

les acheter ; & plus ils seront riches, plus le goût des ouvrages fins, que nous avons dit être les plus avantageux à débiter, s'étendra chez eux. Si la Providence écoutoit vos vœux intéressés, ô Puissances commerçantes, ils tendroient à la fin à anéantir le commerce étranger.

Mais dira-t-on, accordez-vous donc avec vous-même. Selon votre plan, vous voulez non-seulement consommer toutes vos denrées, mais encore attirer celles d'autrui : vous voulez encore non seulement vous fournir toutes les nécessités, commodités & superfluités, mais en fournir à l'étranger : de deux choses l'une, ou chacun en fera autant de son côté, & en ce cas votre plan est caduque ; ou ce plan réussira, & dès lors votre projet de fraternité universelle est un leurre, ou un droit d'aînesse si fort, que vous prenez tout & ne laissez rien aux autres. Les Puissances que vous taxez d'ambition, n'ont pas un objet plus exclusif & plus marqué.

Qui prendra la peine de me lire d'un bout à l'autre, verra que mon plan est uniquement que chacun vaille ce qu'il peut valoir relativement à son produit, à son travail & à son industrie. Je crois cette liberté générale de droit des gens

& d'équité naturelle. Qu'on mette de toutes parts un frein à l'oppreſſion; que l'Univers le veuille ou qu'il en frémiſſe, le Roi Paſteur, le peut, s'il eſt Roi de France. A cela près, chacun eſt le maître chez ſoi de ſe faire les loix qu'il voudra, & de ſuivre le plan qui lui paroîtra le meilleur. Je vois que certains principes généraux du mien pourroient convenir à toutes les nations ; mais quand nos voiſins les ſuivroient à l'envi, cela ne nous ôteroit pas le droit d'aîneſſe que nous tenons de la nature ; ils en ſeroient plus puiſſans, & nous en proportion. Si au contraire nous ſommes les ſeuls à ſuivre ce ſyſtême ſage & ſalutaire, loin qu'il fût ruineux pour eux, il les vivifieroit par impulſion. Je ne connois que les Provinces Autrichiennes des Pays bas, qui puiſſent ſe plaindre que la proſpérité des Provinces Unies a fait diſparoître la leur, au lieu que le monde entier y a profité, comme je l'ai dit plus haut.

Mais la comparaiſon du ſyſtême des Hollandois au mien, clocheroit autant que celle de leurs Etats à la France. Revenons à celle que j'ai établie ci-deſſus de la Capitale & des Provinces, & convenons qu'il en eſt dans cette ſupoſition comme dans la réalité, où la Capitale

ne peut avoir de prospérité constante, qu'autant qu'elle a soin de l'entretenir dans les Provinces, au lieu de les épuiser. En conséquence, loin de retenir chez moi le secret de mes manufactures, & de tâcher par tous moyens de me conserver la prospérité exclusive, je serois tout le premier à communiquer aux Etrangers tout ce que l'expérience & le travail m'auroit pû faire découvrir de secrets; je ne chasserai plus les Ouvriers de chez moi par des loix de force, comme nous avons fait jadis; mais si tôt que par la protection de détail, je me suis assuré un fonds toujours vivant d'industrie, je serai fort aise que les autres puissent jouir des mêmes avantages.

Une grande erreur en politique, qui tourne en venin toutes nos lumieres & connoissances en ce genre, & qui détruira à la fin l'humanité, c'est d'être infatués, comme nous le sommes, du malheureux principe renfermé dans ce proverbe : *Nul ne perd que l'autre ne gagne*, principe barbare autant que faux; & moi je dis, soit dans le physique, soit dans le moral : *Nul ne perd qu'un autre ne perde*. Dévastons, par exemple, l'Angleterre aujourd'hui, brûlons ses Arsenaux, mettons le trouble civil dans son Gou-

vernement, chassons par des succès inouis toutes leurs colonies de l'Amérique, réduisons-les dans l'intérieur à l'état de Barbarie, où ils étoient du temps des massacres des deux Roses; Carthage est disparue, qui a pris sa place? Qui a continué les voyages d'Hamilcar, les découvertes d'Hannon? Qui repeupleroit, je le demande, les immenses colonies de l'Amérique Septentrionale? Le produit en seroit désormais aproprié aux taureaux sauvages, comme ci-devant. En Europe, toutes les richesses, dont cette Isle merveilleuse est comblée, seroient dévorées comme le furent jadis celle de l'Univers par les barbares du Nord; cette législation singuliere, les arts fougueux & sublimes chez eux comme leur génie, l'industrieuse agriculture, tout disparoîtroit de la surface de cette Isle couverte désormais de forêts. L'Angleterre devient la Corse du Nord, je le veux; mais pensez-vous que les nations restantes vivront à l'avenir sans querelles? vous ne vous en êtes sans doute pas flattés; l'une après l'autre, & par les mêmes raisons il faudra tout abymer, tout soumettre & parvenir à la Monarchie universelle, qui n'est autre-chose que la dévastation universelle. Voyez vous-même; vous menai-je trop loin?

Dans l'autre hypothèse, je supose, par exemple, que l'Espagne étant une des Provinces les plus voisines de la Capitale que je supose, je cherche à établir dans son territoire la même vivification dont je ressens les avantages. Je lui enseigne d'abord les vrais moyens de mettre en honneur l'agriculture : son produit alors lui suffit & au delà : mais où est le mal pour nous, puisque nous avons dit qu'un commerce exportatif de nos denrées étoit ruineux ? Je lui aprens ensuite à rendre ses rivieres navigables ; est-ce aux dépens de nos eaux ? Elle ouvre ses chemins, c'est les ouvrir aussi à mon commerce. Elle fabrique enfin, elle met en œuvre les matieres premieres de son produit ; loin alors de me livrer aux clameurs & à l'avidité de nos commerçans, de faire ces honteuses démarches ausquelles trop de Ministres se sont prêtés, pour solliciter chez des voisins foibles ou ignorans la suffocation de l'industrie, je fais tout le contraire.

En effet de quel front une Cour étrangere ose-t-elle solliciter auprès d'un Prince éclairé la supression des fabriques naissantes, & de quelles mauvaises raisons son truchement peut il colorer cette démarche ? Il n'en est aucune qui vaille ;

il faut donc corrompre, métier infâme pour les régiſſeurs de l'humanité. Quant à moi, je craindrois de déſigner par de telles plaintes à une Cour éclairée, préciſément le but où elle doit tendre. Je ferois donc tout le contraire, & voici comment : tout ſecret ſeroit prohibé dans mes manufactures ; loin de craindre que l'Eſpagne & tout autre (car je ne la cite ici que pour exemple) me volât mon métier, je l'exhorterois à m'envoyer des éleves, qui ſeroient particulierement inſtruits & recommandés chez moi. Je verrois tout-à-coup toutes ſortes de manufactures s'élever en Eſpagne ; Dieu le veuille, car c'eſt ma Province. Il s'enſuivra, direz-vous, qu'elle ne viendra plus rien prendre chez moi. Folle & trois fois abuſive conſéquence ! Je ſoutiens, & à cet égard je m'en raporte aux Commerçans, que les Nations chez leſquelles on fabrique, conſomment plus, proportion gardée, du produit de nos manufactures, que celles qui n'en ont aucunes chez elles ; & que ſera-ce, en ſupoſant le point établi de la liberté générale, article que je traiterai en ſon lieu ?

Des pieces de drap de mauvaiſe qualité, & où le prix de la matiere eſt preſque égal à celui du travail, ſuffiſent au

commerce de presque toutes vos échelles du Levant. Est-ce-là le produit de nos manufactures, qu'on consomme en Angleterre malgré le cri général & l'émulation de la Nation. Plus un peuple jouit des nécessités de la vie, & plus il en veut les commodités, plus ensuite il en connoît les commodités, & plus il en recherche les superfluités; & c'est cela qu'il nous importe de donner en échange à l'Etranger. Or, s'agit-il de superfluités & de bagatelles, c'est le sublime du François, & Dieu décréta, du jour qu'il peupla les Gaules, que jamais aucun peuple n'égaleroit en ce genre d'industrie, celui qui vivroit dans cette terre & sous ce climat.

C'est donc désormais, dira-t-on, sur ce prétendu décret, que vous fondez le renversement de tous les principes de politique & de commerce connus jusqu'à ce jour. Je réponds à cela, que ce n'est pas ma faute, si nous pensons comme des hommes, & agissons comme des brutes. Que nous dit le Décalogue, & non-seulement le nôtre; mais celui de toutes les Religions? Que nous disent la loi naturelle, le droit des gens, les loix particulieres, tout institut humain, & conséquemment la raison universelle? C'est

que

que les hommes sont freres, & doivent se traiter en conséquence. Je ne renverse donc rien, je tire la politique de la raison & de la morale ; je crois que c'est sa vraie source. Ceux qui prétendent tirer la leur de leur intérêt exclusif, pensent sans doute être les seuls ici-bas, qui aient le sens commun. Or, en cela, ils se trompent plus lourdement que les plus stupides des hommes, car chacun entend à peu près aussi-bien que tout autre ses petits intérêts, & c'est-là le principe de tant & tant de chaînes données de toutes parts à la prospérité humaine.

Mais il s'en faut bien, que je ne croie mes vues assez vastes, pour m'en attribuer l'invention. Je me supose ici Ministre du plus puissant Prince de l'Univers, cette position donne du large à l'équité. C'est Dieu qui décide de la confiance des Princes, rarement encore les Ministres qui en sont honorés, trouvent-ils chez les peuples même les plus soumis cette accession volontaire, dont le refus seme de buissons la marche des plus grands Ministres, & les borne souvent à la rubrique des usages & du courant. Je ne blâme donc point ceux qui font autrement que je ne conseille, mais j'espere démontrer en totalité, que ce plan

universel est la seule route de la prospérité, & que les moindres détails économiques peuvent y tendre par des chaînons nécessaires. A l'égard de ce que je dis de notre supériorité en industrie, finesse de travail, & goût pour les nouveautés de détail, il n'y a pas de fait plus démontré par l'expérience de tous temps.

Tel est donc mon plan relativement à l'industrie étrangere. Qu'on juge maintenant si d'une part celle-ci peut le rendre caduc, & de l'autre, s'il tend à rendre notre droit d'aînesse opresseur.

L'ensemble de cette multitude de principes a déduit assez, je pense, quelle est la sorte de subsides que je veux tirer de l'Etranger, & quel est le représentatif du droit d'échange que je dois à ces nouvelles Provinces en qualité de Capitale. A l'égard de l'autre objet de balance, dont il a été fait mention, & que nous ne retrouvons plus dans notre nouvelle distribution, à sçavoir, le *séjour des grands propriétaires*, j'ai à ce sujet quelques objets de détails à traiter. Ils paroîtront d'abord très-minutieux, & contraster par-là avec les inductions ci-dessus; mais sans recourir à l'indulgence que j'ai demandée pour ma façon libre d'écrire, je desire seulement qu'on me lise jusqu'au bout, &

l'on verra que ces détails ont trait aux grands ressorts de la prospérité de l'Etat.

Il est certain qu'un bon Gouvernement doit avoir une singuliere attenton à attirer les Etrangers chez lui. Ce que je dis ici doit s'entendre, non-seulement de ceux qui viennent s'établir dans le territoire, & y aporter leur travail, mais encore de ceux qui voyagent, ou qui y font quelque séjour.

A l'égard des premiers, j'ai cru inutile de dire que ces restes de Barbarie, nommés *droits d'aubaine* & autres, devoient être suprimés, comme les loix du code de Caïn, quand il commença à bâtir un fort : mais c'est des seconds que je parle uniquement.

J'ai dit ci-devant que la politesse & l'honnêteté de la nation, sa magnificence & les arts, avoient tellement attiré les Etrangers en France sous le regne de Louis XIV, qu'à peine 60 ans de guerres presque consécutives les en avoient pu écarter. Tout les arrêtoit en France, même la sorte de courtoisie & la modération des aubergistes.

Ce dernier point paroît d'abord indigne de considération; mais à l'examen j'ai fait voir qu'il importe, & j'ai dit comment il avoit dégénéré. Nos sociétés exclusi-

ves d'aujourd'hui, notre goût pour les commodités obscures, notre paresse en fait de dépenses d'éclat, & peut-être notre pauvreté, ont au moins autant nui à notre lustre en ce genre. Il y avoit autrefois à Paris, & plus encore à la Cour, plusieurs maisons de grands Seigneurs qui en faisoient en quelque sorte les honneurs, & où les Etrangers d'un certain ordre étoient admis & recherchés sur leur nom; ils y trouvoient tout le monde, faisoient des connoissances, & se louoient de l'urbanité de la nation. Aujourd'hui qu'un Etranger arrive à Paris, livré d'abord aux corsaires d'ouvriers en tout genre qui assiegent les hôtels garnis, on le pille à l'envi comme ville prise d'assaut; il n'a de ressource, d'amusement que les spectacles : là il voit l'air exclusif peint sur le visage de tous les merveilleux; familiers entr'eux, leur air redressé semble attendre un nouveau visage pour devenir impertinent, & n'être pas de leur connoissance paroît à leur maintien être une note d'infamie. La liste de leurs soupers prétendus, qu'ils débitent en confidence à l'assemblée, fait croire à l'Etranger, qui ignore que la plupart vont manger un poulet dans quelque réduit, pour s'éviter la honte de souper en public,

que tout est partie de plaisir dans cette Capitale. Seul & désorienté, il en rentre plus tristement dans son hôtel garni, & s'il veut enfin en sortir, il faut qu'il se détermine ou à aller souper avec des filles, ou à être reçu dans quelque maison de jeu, où une assemblée de harpies le guettent pour le dépouiller. Il entend annoncer des Marquises & des Comtesses à la diable, qui lui font faire des parties de dupe, le caressent d'une façon vile quand il perd son argent, & le querellent quand il veut aller se coucher. Cet homme qui souvent n'a de neuf que le langage, s'aperçoit de ce manége si grossier d'ailleurs, qu'il n'échape pas au plus borné; confondu avec toute sorte de gens qui hantent ces sortes de maisons, il y voit arriver des étourneaux de toutes parts, & souvent telle espece de son pays qui n'eût osé manger avec ses valets de chambre, & qu'on fête plus que lui, parce que ce dernier ouvre sa bourse avec plus de sottise. Cet homme sort enfin de Paris, croyant avoir vu le monde, l'apréciant au taux de la facette qu'il en a aperçue, & le méprisant en conséquence. Je me souviendrai toujours d'avoir oui dire dans une société presque bourgeoise, à l'occasion d'un bal qu'on y avoit donné la

Rois la vérité toute nue, & de leur faire entendre ce qu'ils feront pour la postérité. L'éloquence est le théâtre de l'empire de l'esprit & du sentiment sur les opinions, les penchans, les passions même de l'humanité : elle montre que le noble & le vrai sont les seuls ressorts efficaces de l'émotion, & les seuls dont l'impression soit durable. La philosophie enfin, qui renferme les hautes sciences, c'est-à-dire, ce qu'il y a de plus grand & de plus élevé dans l'ordre des connoissances, a été définie par un grand homme : *L'étude de la nature & de la morale fondée sur le raisonnement.*

Si de la définition des sciences & des beaux arts, nous passons à celle des arts libéraux, nous les trouverons en proportion marqués au même coin de grandeur premiere & d'utilité absolue, soit pour fournir les commodités de la vie de l'homme, soit pour élever son ame, soit pour aiguiser, ou détendre son esprit. Il est aparent que la même Providence, qui a répandu sur toute la surface de la terre habitable les choses nécessaires à la vie, y a distribué aussi les talens qui en multiplient les commodités & les agrémens. Les peuples les plus célebres autrefois par ces chefs-d'œuvres du talent & de l'industrie,

dustrie, ne sont aujourd'hui connus que par leur barbarie & leur ignorance ; le Gouvernement fait tout.

J'ai montré dans la seconde Partie, par quelle gradation ces talens précieux dégénerent ; l'estime & l'apui qu'on leur accordera, en proportion de ce qu'ils se raprochent de leur institution premiere, est le seul moyen de les soutenir & perfectionner. Si-tôt qu'un Poëte, qu'un Ecrivain, qu'un Orateur ne regardera plus son art que comme un moyen de distinction passagere & de mode, qu'un Architecte, un Sculpteur, un Peintre, un Musicien, n'auront d'objets, qu'un lucre mercenaire, les uns & les autres prenant la nouveauté pour le goût du siecle, parce qu'elle est celui du vulgaire, aideront à sa corruption en l'égarant par des sentiers scabreux & inusités, ou en flattant les passions qui, toujours changeantes, ne font cas que de ce qui pique leur goût émoussé. Les gens à talens, ainsi que leurs juges, ne retireront à la fin d'autre fruit de cette corruption réciproque, qu'un mépris mutuel, qui tend à la chûte entiere des arts, d'où s'ensuit pour une nation l'état de barbarie. Le Gouvernement ne sçauroit donc trop considérer les Sçavans, les hommes de

génie, les Artistes chacun dans son ef
pece.

Notre nation à fait à cet égard la tran
sition la plus rapide d'une extrêmité
l'autre. On recommande encore dans le
Châteaux aux Précepteurs, de ne poin
aprendre aux enfans à faire des vers
parce que c'est un métier fol, qui dé
tourne un homme des devoirs de so
état, qui nous fait des ennemis, & qu
n'est bon à rien; tandis qu'à la Vil
chacun imagine avoir pû être un De
préaux, parce qu'on sçait faire un cou
plet: se réservant en conséquence le droi
de juger les Poëtes, on regarde l'art com
me une misere faite pour l'adolescence, &
qu'on doit dédaigner dans l'âge mur. U
grand Poëte est un homme divin, dou
d'un talent rare par la Providence, e
qui ne peut le faire valoir dignemer
que par une étude opiniâtre & jama
servile des grands modeles, une univer
salité singuliere de connoissances, ur
patience, un travail & un jugement bie
pénibles à allier avec la vivacité d'imag
nation, & la fougue d'harmonie, qui con
tituent le talent primitif de la poési
Malgré la quantité d'exemples qu'on vou
droit me citer, au contraire, je démon
trerois, si cette discussion m'étoit ici per

maise qu'il n'a paru aucun véritablement grand Poëte, chez qui les vertus n'aient de beaucoup surpassé les défauts. C'est à tort qu'on sépare dans ces hommes éclatans la personne du talent ; rien n'est moins séparable. Un fol peut avoir eu quelques-uns des talens qui font le Poëte, & souvent les plus brillans, mais revoyez la vie des vraiment grands Poëtes de toutes les Nations, & vous en reviendrez à mon avis.

S'il en est ainsi dans l'abandon & la sorte de liberté outrée où on laisse les gens à talens, que seroit-ce si l'on aidoit par l'encouragement & l'honneur au penchant heureux qu'ils ont, à se croire des hommes privilégiés & considérables ? si on les regardoit comme faits pour illustrer leur patrie, pour en faire vivre les Héros, en perpétuer l'espece, donner à leur langue, la prééminence & l'immortalité ? Ils sont cela cependant aux yeux d'un Gouvernement éclairé ; & quand je cite ici les Poëtes, on n'imagine pas sans doute que je leur donne une juste préférence sur les Sçavants, sur les Orateurs, les Historiens, &c. Par-tout où les beaux arts & les sciences seront en honneur, vous trouverez les vertus brillantes & solides de la société au premier rang ; par-

tout où les arts libéraux fleuriront, vous verrez le goût & les mœurs s'élever en proportion.

Vainement un homme prétend-il tenir un rang distingué dans le monde, si quelque sorte de mérite ne le lui attribue : il en est ainsi des Nations, ce ne seront ni nos prétentions, ni notre vanité exclusive, qui nous conserveront le rang qu'ont tenu nos peres dans l'Europe. La prud'homie & la haute courtoisie nous le donnerent d'abord : ces vertus étoient seules estimées parmi des Nations toutes conquérantes ; la valeur bouillante, la générosité & la noblesse nous l'ont continué dans la suite. Quand les sciences & les arts vinrent dans l'Europe éclaircir les préjugés, & établir le goût du génie & des connoissances, nous nous distinguâmes encore dans ce genre, où nous avons presque égalé la plus brillante antiquité. Conservons tous nos attributs moraux, si nous voulons nous maintenir dans nos avantages physiques, sinon nos lumieres ne nous serviront qu'à perdre même l'orgueil, ressource en quelque sorte de la barbarie, mais interdite à la décadence.

Tant qu'une Nation conservera la prééminence du mérite & des talens, elle est

sûre d'imposer aux étrangers le tribut volontaire *du séjour des grands propriétaires* ; la jeunesse la plus distinguée de ses voisins viendra s'y former, & tous jusqu'aux moindres artisans méchaniques, voudront y prendre des leçons. On sacrifie communément des fonds considérables, en proportion de sa fortune à la dépense des voyages, & ces fonds restent dans l'Etat. Quels tributs immenses n'ont pas valu à l'Italie les restes défigurés des édifices utiles ou fastueux des Romains? Nous sommes en état de les égaler, & d'arrêter ici la curiosité satisfaite. On va voir la tombe prétendue de Virgile, & l'on cherchoit ici dans la foule le Président de Montesquieu. Si un tel homme une fois connu, au lieu d'être forcé, pour jouir de quelques parcelles de sa réputation, d'aller la soutenir par des distractions, des bons mots, des soupers qui peut-être ont abregé ses jours, & autres miséres de la société, eût été noté par quelque distinction marquée, couronnée en un mot dès son vivant, quels efforts ne feroit pas faire à chacun en son genre un exemple, trop rare toutefois, pour tirer à conséquence.

Il en est de nos facultés sensitives, comme des parties animales, qui s'ac-

croissent & se renforcent en s'exerçant. Le génie universel d'une nation s'éleve & s'étend par l'émulation ; les hommes s'y mettent à leur rang, & les étrangers accourent prendre en quelque sorte droit de citoyen chez un peuple, où le mérite est à sa place.

Mais j'en ai dit assez, pour faire comprendre sur quel plan devroit, selon moi, être conduit le commerce étranger : si d'un bout à l'autre de mon Ouvrage, on a trouvé des idées effrayantes de nouveauté, ce Chapitre paroîtra en ouvrir une carriere plus extraordinaire encore ; mais à cet égard, je répete que je serois fort aise d'être combattu. J'ai bien d'autres principes plus étrangers à établir dans la suite de ceci ; mais si l'on se rapelle d'où je suis parti, & avec quel soin j'ai lié toutes les conséquences d'après lesquelles je marche, on verra que si je m'égare c'est de bonne-foi : au reste, le papier souffre tout ; peut-être mon plan est-il impossible dans la pratique, on pourra du moins le dire tel jusqu'à ce qu'on l'ait tenté ; mais il est composé de bien des rameaux d'usage, & je doute qu'aucun portât des fruits nuisibles à la société.

CHAPITRE III.

Des Communications & des Ports.

ON eſtime les frontieres d'un Etat, en proportion de ce qu'elles ſont de facile garde, c'eſt-à-dire ſéparées de toute communication avec les voiſins. Si la Providence en eut jugé ainſi, elle eût transporté les différentes peuplades d'hommes, chacune dans des iſles ſéparées, & nous eût privés du goût & du talent marqué que nous avons pour la navigation. La nature nous fit tous pour la ſociété ; le premier opreſſeur bâtit les premiers remparts, & des frontieres gardées ne ſont autre choſe qu'un fort d'une plus grande étendue. Quand les barrieres naturelles ſe ſont refuſées à la crainte, compagne aſſidue de la tyrannie de fait ou de volonté, les Souverains ont cherché à s'en faire, les uns en reculant les bornes de leur Empire, d'autres en les raprochant au contraire, quelques uns en réduiſant en déſerts de vaſtes contrées, qui les ſéparent de leurs voiſins ; certains en bâtiſſant une muraille, détournant des

rivieres ou faisant des lignes & retranchemens foibles par leur étendue, & de difficile garde ; le plus grand nombre enfin a pris le parti de se couvrir de places fortifiées, ensorte que chaque peuple a l'air de se précautionner contre la peste qui est chez ses voisins.

Spéculons dans le courant de la société ; les maisons les plus exactement fermées, sont en général celles où l'humanité a le plus à souffrir. Remarquez encore que la cloture est plus contre ceux qu'elle renferme, que contre ceux qu'elle exclut. Toutes les images de la méfiance sont tristes & lugubres ; toutes celles de la confiance sont gaies & libres, nous forçons en tout & par tout la nature des choses, & nos efforts sont nos propres bourreaux.

Si les précautions dont nous venons de parler, sont nécessaires à quelques Puissances, ce seroit sans doute aux plus foibles dans la crainte de l'invasion de la part des plus forts : il est cependant à remarquer que dans la pratique on les trouve toujours employées dans le cas contraire. Les Républiques de la Grece ne sçurent se fortifier contre le grand Roi que par leur union, leur courage & l'amour de la patrie. Rome renfermée

dans le continent de l'Italie, n'aprit à faire la garde aux portes Caspiennes, qu'après qu'elle eut subjugé le monde entier; le Rhin ne lui parut pas alors une assez forte barriere, & malgré les forts & les légions innombrables qui couvroient les frontieres de l'Empire, les Barbares n'avoient qu'à paroître pour y jetter la consternation & l'effroi: forcer la barriere & démembrer l'Etat, étoit la meme chose. Si aux exemples anciens j'en voulois ajoûter de modernes, ils viendroient également à l'apui de mon principe, & l'on trouveroit que les Etats les moins soigneux de couvrir les frontieres, sont dans le fait les plus difficiles à démembrer, témoins la Germanie, la Suisse, &c. D'autre part, l'Italie, qui est peut-être la contrée de l'Univers à qui la Providence a donné les plus belles barrieres naturelles, qui par tout est bornée par des mers, ou couverte de montagnes inaccessibles, a de tout temps été en proie aux invasions de ses voisins. Depuis quatre siecles, elle ne se défend de la servitude que comme le roseau de la rage des vents, & pour être tout-à-fait esclave, il ne lui manque que des places de guerre.

On sçait à la guerre, que l'offensive a

fait tous les conquérans aux dépens des Etats enceints de barrieres supoſées impénétrables. Soyez fort au dedans, peuplé d'hommes laborieux, d'une ame élevée, d'un eſprit induſtrieux, qui eſtiment & craignent le Gouvernement, & n'euſſiez-vous de places fortes, & de troupes reglées, que ce qu'il en faut pour élever des Officiers, vous ſerez certainement invincible. Mais il n'eſt point en queſtion ici de troupes, je ne parle même de places, qu'en qualité de barrieres contre l'étranger. Si vous les croyez néceſſaires, faites du moins qu'elles ſoient comme la garde d'un Prince légitime, qui montre la puiſſance, mais qui n'effraie ni ne vexe perſonne.

Loin de vouloir fermer l'entrée de votre pays à nos voiſins, cherchez à la leur ouvrir de toutes parts; ouvrez les gorges & défilés, aſſurez les chemins, abbatez les rochers; ne ſouffrez pas qu'on mette en uſage dans vos Villes frontieres ces précautions minutieuſes, utiles contre de ſi mepriſables eſpions, offenſantes ou du moins fatiguantes pour un honnête Citoyen, indignes enfin d'une Nation également puiſſante, généreuſe & civiliſée; que votre pays, en un mot, ſoit ouvert aux étrangers, comme votre

Capitale l'eſt aux Habitans de vos Provinces.

J'ai dit que les chemins & les canaux de communication devoient être tracés & conduits avec ſoin de la Capitale aux extrêmités des Provinces ; ils aboutiſſent alors à l'étranger. Bientôt dès que votre confiance aura attiré la ſienne, il ne craindra pas d'imiter votre conduite proſpére, il fera des chemins chez lui, il joindra ſes canaux aux vôtres ; la facilité des communications fera chez lui, le même effet qu'elle a fait chez vous, elle rendra les tranſports aiſés, vivifiera l'agriculture. Si ſuivant la méthode que je vous ai preſcrite ci-devant, au lieu de regarder d'un œil d'envie la proſpérité d'autrui, baſſeſſe d'ame dans des commerçans, mais deshonorante & de la plus vile ineptie dans une Nation naturellement magnanime, vous l'aidez au contraire de vos ſoins, de vos conſeils, de vos ouvriers mêmes, quand on vous en demandera ; bientôt vous aurez le plaiſir & l'honneur de faire le digne perſonnage de pere commun ; vous verrez fructifier vos Provinces ; & la barbarie, la ſeule choſe que la proſpérité ait à redouter, s'éloignant de proche en proche, vous la verrez ſe confiner chez les Samoyennes.

Vous aurez l'avantage de voir disparoître chez nos voisins, ainsi que chez vous, cette politique barbare & imaginaire, qui n'a d'objet que d'envahir, de détruire, de partager le bien d'autrui, de disposer des meubles, comme d'un troupeau de bœufs, sous le prétexte du bien général, & d'un être de raison apelé équilibre, chimere qui n'a de réel qu'un masque qu'elle prête à l'ambition; idée dont les dépendances sont si sujettes à varier, qu'il faudroit pour la maintenir un congrès toujours subsistant, & toujours autorisé à tenir la balance, à placer & déplacer les contrepoids d'après l'examen d'un thermometre.

Je l'ai dit & je ne sçaurois trop le répéter; civilisez vos voisins, & de proche en proche, s'il étoit possible, l'Univers entier, & vous n'en aurez plus rien à craindre. Eh! que vous importe de donner des loix par delà les lieux où elles peuvent atteindre? Je vous ai démontré que la souveraineté n'a qu'une certaine portée par delà laquelle elle ne peut régner que sur la destruction. Cette portée s'étend en proportion de ce que vous pouvez étendre vos bienfaits, & retirer subvention. Je vous enseigne le seul moyen d'établir l'un & l'autre point sur

les étrangers ; je vous l'ai démontré possible, & j'ai prouvé que cette opération vaudroit beaucoup mieux pour vous qu'une souveraineté réelle, quand même elle ne vous seroit pas disputée.

Il est une sorte de frontiere la plus assurée de toutes, & en même-temps la plus ouverte, c'est la mer, territoire commun à toutes les Nations. Vouloir s'en attribuer l'empire, c'est se déclarer l'opresseur universel; & l'usurper, c'est être le fléau du genre humain, & se déclarer digne d'une proscription de droit, comme la race de Cham, & de fait, comme les empoisonneurs & les incendiaires.

Si quelque chose fondoit le droit d'un Souverain sur certaines mers, ce seroit la charge & le soin de les tenir nettes de forbans & de pirates, le titre de protection, en un mot. Mais ce droit respectable, dès que, semblable aux expéditions d'Hercule & de Thésée, il n'a d'objet que l'utilité générale, ne sçauroit s'étendre jusqu'à s'y attribuer une Jurisdiction. Sans cela, tout peuple assez puissant pour se rendre le plus fort sur l'universalité des mers, & pour en exclure tout autre, se feroit de la violence une extension de droit ci-dessus. La mer est,

donc libre selon les loix de l'équité, qui fait la base de ma politique, libre comme l'air dont aucun peuple, que je sçache, n'a pretendu jusqu'à présent usurper l'empire.

Le commerce maritime est devenu si nécessaire à la vivification & prospérité d'un pays, qu'en général la terre vaut moins en proportion d· sa qualité & fécondité, qu'en proportion de ce qu'elle est à portée d'une mer navigable. Or, comme il s'en faut bien que tous les parages le soient, & que toutes les côtes offrent des abris, des anses, des rades & des ports, c'est un don tout particulier de la Providence & de la nature, que d'avoir des côtes d'un facile abord, attendu que des plages dangereuses nous éloignent plus du commerce, que ne feroient des montagnes inaccessibles. Ce don peut, comme tous autres, être perfectionné; la nature peut même être corrigée aux lieux où elle offre le moins d'avantage.

On a mis en farce & exposé aux risées du public, par l'organe de M. Ormin, faiseur de projets à la Comédie, le plus utile de tous, qui est devenu proverbe; c'est de *mettre toute la côte en ports de mer.* Les Hollandois se sont bien

trouvés de n'avoir pas cru ce projet idéal. La mer ne baignoit chez eux que des côtes basses, & conséquemment exposées à tous les vents ; l'embouchure des rivieres, qui viennent s'y rendre de toutes parts, y formoit des marécages sans fonds solides ; la nature enfin sembloit avoir pour jamais condamné ces contrées ingrates & aquatiques, à servir de retraite à des especes d'hommes amphibies, dont la pêche seroit l'unique moyen de subsistance. L'art & le travail ont corrigé & forcé la nature ; des digues prodigieuses ont fait des rivieres & des ports. Le terrible élément s'est vû forcé de reculer devant des hommes laborieux ; & quand ils ont eu éprouvé jusqu'où la nature pouvoit céder, ils ont trouvé dans l'art de quoi surmonter ceux de ses désavantages, qui sembloient invincibles. Pour eux l'art de la construction a changé ses proportions, & l'Europe étonnée a vû sortir de leurs marais des flottes victorieuses, & tout le commerce de l'Univers. C'est véritablement en Hollande que toute la côte est en ports de mer. On pourroit citer encore ici le port de Livourne, ouvrage du grand Côme, & situé dans un endroit dont le génie du peuple déterminera seul le choix, la terre &

la mer y refusant d'ailleurs toute autre sorte de facilité.

Les deux mers qui baignent nos côtes dans une étendue immense de pays, n'ont aucun des inconvéniens dont nous venons de parler. Si dans quelques endroits les parages y sont moins favorables, il n'en est aucun où l'on ne pût, par de moindres soins, se procurer des débouchés, & une navigation relative à la nature des terres, & à l'exposition des mers.

En vain opposeroit-on à la possibilité que j'établis ici, que le Gouvernement Républicain, qui supose l'égalité de fait ou d'opinion, est plus favorable à la liberté, qui donne l'essor au commerce, & le met en état de faire les efforts singuliers dont nous venons de parler. En vain diroit-on d'autre part, que la nécessité seule peut pousser l'industrie à ce point : Que les Hollandois cantonnés & repoussés par les armes de leurs ennemis, forcés de périr ou de tirer leur subsistance de la mer, ne peuvent servir de modéle pour un peuple heureux, à qui la terre offre par-tout le nécessaire & même l'abondance, & qui vit tranquille sous un Gouvernement auquel il est attaché. Ces deux objections, quoique faciles à détruire,

détruire, ont cependant quelque chose de frapant qui m'oblige à les discuter dans le détail.

Dire que le Gouvernement Républicain est plus propre au commerce qu'une sage Monarchie, ce seroit décider une question qui sera, je crois, long-temps indécise, & qui, si elle devoit cesser de l'être, seroit plutôt déterminée au contraire; cette question est de sçavoir lequel des deux Gouvernemens, ou du Monarchique ou du Republicain, est le plus propre à faire le bonheur de l'humanité. Comme un des grands arcboutans de ce bonheur est le commerce, s'il étoit vrai que l'un des deux Gouvernemens, lui fût plus favorable que l'autre, la question seroit décidée.

Si je voulois écrire simplement pour m'exercer & me faire valoir; si je voulois citer, comparer, differter, &c. je pourrois retoucher ce sujet déja tant rebattu; & je finirois, je crois, par dire que la forme de République vaut mieux pour un petit pays, & nécessiteux, & la Monarchie pour un grand Etat. Mais trop de grands hommes ont déja échoué dans cette discussion, qui n'est même pas de mon sujet. Quant à moi, je pense que l'Empire le plus doux & le plus prof-

pere, eſt celui des mœurs; les mœurs ont fait les uſages, les uſages ont fait les loix. Quand un Empire décline, & que les loix y perdent de leur force, on croit étayer le batiment par de nouvelles loix. C'eſt traiter la maladie de l'arbre par les branches; coupez aux racines, remédiez aux mœurs. Cela poſé, il eſt de fait que la Monarchie a plus de reſſources contre la décadence, que la République: un ſeul dans la premiere, régne ſur l'opinion, & peut ſans le ſecours des loix ramener ſes mœurs par ſon exemple.

Il eſt une race de Souverains qui jouent un grand rôle dans l'Europe. Le pere donna dans un faſte exceſſif qui introduiſit le luxe dans ſes Etats; & ſes envieux qui en préſagérent la ruine, excitérent par un titre ſon humeur prodigue & magnifique: le fils en un trait prit une conduite diamétralement opoſée; tout changea de face; le luxe fit place aux mœurs de Lacédémone, & le treſor du Prince, s'accrut d'autant: le petit-fils trouva le treſor, & les mœurs militaires; les circonſtances ne manquent jamais aux Souverains. Un rare génie ſçut employer ces moyens; il devint l'homme de l'Europe, & prenant un milieu

entre les excès opoſés de ces deux prédéceſſeurs, il a fait valoir & reſpecter la dignité attribuée comme vertueuſe à ſon grand-pere; il a fait profiter le double treſor acquis par ſon pere; il a montré une puiſſance prédominante, où à peine autrefois on cherchoit un allié. Il y auroit mille exemples ſemblables de régénération dans des Monarchies. Qu'on m'en montre un ſeul d'une République une fois corrompue, qui ne ſe ſoit jamais relevé. La choſe eſt ſans exemple: pourquoi cela? C'eſt qu'elle eſt impoſſible.

Dire que la Monarchie eſt plus ſtable, dire qu'elle eſt plus ſuſceptible de régénération, ce ſeroit dire qu'elle eſt plus favorable au commerce, qui comme toute autre branche d'utilité, ne peut que perdre au double, & au déſordre; mais on imagine que l'eſprit d'égalité, qui conſtitue en aparence le Gouvernement Républicain, eſt plus propre à la liberté, ame reconnue du commerce. Il n'eſt rien dans l'état naturel des mœurs & uſages d'un peuple, qui établiſſe plus promptement l'inégalité des fortunes que le commerce. De la diſproportion des talens & des ſuccès, naît rapidement celle des fortunes, toujours dangereuſes dans une République; on croit encore que l'Etat

Monarchique, & les nombreuſes Hiérarchies qui le compoſent, éloignent trop du ſyſtême des affaires le commerce & ſes intérêts, & mettent au dernier rang ce qui devroit être au premier.

A cet égard on ſe trompe, & dans le fait & dans le droit. Dans le fait, en ce que tous les hommes, de quelque rang qu'ils puiſſent être, ſe tournent directement vers l'objet où ils s'imaginent rencontrer leur utilité. Qu'y a-t-il de plus ravalé de ſa nature que la Finance? Il fut un temps cependant où l'on perſuada aux Princes que c'étoit le nerf de leur puiſſance, & que les Financiers étoient les pilliers de l'Etat. Auſſi-tôt on vit tous les Princes ſemblables au Jupiter de la fable, remettre la foudre dans les mains d'un oiſeau de proie, la Finance prédomina viſiblement, & fructifia du moins pour ſon compte, ſi ce ne fut pour celui du Souverain. Aujourd'hui l'on s'éveille de toutes parts ſur les avantages du commerce; & ſi les Princes veulent en croire mon conſeil & non pas le leur, c'eſt-à-dire, ne s'en mêler aucunement que pour le protéger, vous le verrez proſpérer dans les Monarchies, avec d'autant plus de rapidité, que le mot *Gaſcons, le Roi vous voit*, qui ſous

Louis XII changea en lions des troupes ébranlées, fera toujours, quand on voudra, le même effet en tout art & profession sous un grand Prince.

On se trompe aussi dans le droit, si l'on imagine que le commerce doive pour prospérer être l'objet premier des délibérations & des conseils dans l'Etat, tenir en un mot le premier rang dans l'attention du Prince.

Le plus habile commerçant est celui qui entend le mieux ses intérêts particuliers. J'en ai baucoup connu, & des plus éclairés, je n'en vis aucun qui ne donnât plus que parfaitement à gauche sur ceux de l'Etat. A la réserve de quelquels aigles du commerce qui sçavent tout, & dont le vrai négociant se moque, quand par hazard ils s'avisent dans leur précis de faire quelque incursion sur son canton, le bon commerçant n'entend que sa partie, & il l'entend bien. Semblable au vigneron, au berger, au jardinier, au laboureur, tirez-le de là, il ne comprend plus chose au monde; ou si par hazard un esprit naturel, des voyages, des connoissances acquises, un Gouvernement plus incliné vers de semblables Conseillers d'Etat, l'ont mis dans le bas de sortir de sa sphere, questionnez-

le, suivez le dans ses plans ; si-tôt que vous aprocherez de la corde qui l'intéresse, comme la chate métamorphosée en femme, vous le reverrez bientôt sur ses quatre pattes, & le nouveau Ministre ne sera plus qu'un politique de la bourse.

Si le Roi donc veut faire du commerce sa plus importante affaire, & en prendre lui-même la direction, il ne le peut qu'avec le conseil des Négocians, & dès-lors la charrue ira avant les bœufs. L'expérience l'a prouvé, & les annales de l'humanité entiere nous montrent que les Puissances commerçantes furent toujours les plus promptes de toutes à décliner.

Heureusement cette attention de Banquier & de Commettant, qui ne pourroit qu'avilir & débiliter le Gouvernement, n'est point du tout nécessaire dans le Prince, pour que le commerce fleurisse dans ses Etats. Le Prince n'a d'intérêts grands & petits que la population. Cet intérêt, à la vérité, entraîne tous les ramaux de la surveillance souveraine, mais en voici la gradation ; l'agriculture d'abord, l'industrie ensuite, & le commerce. Ces trois racines de la population ne demandent de lui qu'encouragement & protection. La protection à la vérité, exige du Gouvernement des soins,

mais tous grands, tous dignes du Sceptre & de la majesté ; police des mœurs & jamais du travail ; protection de l'humanité entiere, qui comprend celle du nom François. Voilà ce que je présenterois à mon Maître, comme objet digne de ses soins ; il trouveroit mon travail facile, & verroit qu'il n'en seroit pas moins fructueux. J'expliquerai dans la suite plus au long cette idée.

Le commerce débarrassé de tant d'Edits, de Déclarations, de Réglemens & d'Inspecteurs, chargé lui-même de sa police de détail & momentanée, se trouveroit aussi libre, & plus libre qu'il ne sçauroit l'être dans une République ; & mieux protégé ; c'est tout ce qu'il lui faut, & tout aussi ce que j'ai à répondre à ceux qui prétendent que le Gouvernement Républicain convient mieux au commerce que l'Etat Monarchie. Examinons maintenant la seconde objection, qui consiste en ce qu'il ne faut pas attendre de l'industrie volontaire les mêmes efforts que de celle qui est nécessitée.

J'ai dit, & l'on n'en sçauroit disconvenir, que l'industrie est fille de la nécessité, mais de la nécessité courageuse, déterminée, & non d'accablement. J'ai

dit aussi que la population nécessite l'industrie, & cela se voit par-tout. J'ai prouvé que la population ne pouvoit venir que du travail de tous le plus pénible, à sçavoir, l'agriculture. J'ai fait voir que dès que cette racine de l'humanité seroit bien entretenue, elle fourniroit des colonies nombreuses, & surabondantes à toutes les autres parties du travail. C'est de là que doit naître la vraie nécessité. En ôtant même aux François ce génie actif & volage, qui d'une part le condamne au mouvement, & de l'autre, réalise en quelque sorte à son imagination les espérances les plus éloignées il suffit que de toutes parts la population le presse & le force à chercher les moyens de subsister, pour qu'il soit obligé de porter des colonies sur toutes les parties du travail & de l'industrie.

Cette portion de territoire fictif une fois remplie, les consommations resserrées par le nombre de consommateurs, cette nouvelle ressource est encore épuisée. La renaissance continuelle de la population n'en est que plus prompte, & son superflu plus nombreux. Il ne reste desormais à ce superflu de moyens de subsister que sur les terres étrangeres. Mais ce n'est plus le temps où des côtes desertes

s offroient de toutes parts un asyle aux
uveaux essains que les anciens chas-
ient de la mere ruche, & où les colo-
es trouvoient promptement, par le dé-
ichement des terres, la subsistance à la
is, & les même commodités que dans
ur patrie, attendu que les besoins de
umanité dans son adolescence étoient
finiment moins étendus qu'ils ne sont
ijourd'hui. Maintenant c'est toute autre
iose : la terre entiere est par tout distri-
iée, & s'il reste encore des pays im-
iensés, de nouvelles découvertes à fai-
, les colons ne sçauroient y transpor-
r les arts & commodités qui leur sont
evenus nécessaires, & qui les attache-
ont toujours à leur patrie. Foulés d'un
ôté, & pressés par la population sura-
ondante, repoussés de l'autre par la pro-
riété exclusive établie par-tout, je de-
ande quelle est la nécessité plus forte
ue celle-là ? Invincible d'une part, elle
'a de l'autre rien de l'apareil des nécessi-
és de tout autre genre, toujours voisi-
es du désespoir. L'homme pressé de la
orte ne voit que son besoin personnel,
k non celui de ses semblables : environ-
ié de gens qui, partis du point où il se
trouve, ont eu l'adresse & le bonheur
de se faire une passe, il voit toujours le

ſuccès autour de lui, ſa famille l'aide dans ſes premiers pas, & ſon courage, toujours d'émulation, n'eſt jamais de crainte.

La néceſſité donc qui a produit des prodiges d'induſtrie, peut & doit être plus naturellement, plus promptement & plus conſtamment une ſuite d'une bonne adminiſtration dans un grand Etat, & abondant en produit que dans un petit, attendu que dans ce dernier l'ordre naturel des choſes eſt renverſé. L'induſtrie y établit la population, au lieu que c'eſt la population qui doit forcer l'induſtrie. Or, on ſçait qu'un ordre de choſes priſes dans la nature, eſt infiniment plus ſolide que celui où la nature eſt forcée.

Il eſt donc de fait, que nous pouvons tirer de nos côtes, même les moins favorables, le même parti que les Hollandois ont tiré des leurs. Cela poſé, le devons-nous ? Je ne crois pas que la choſe ſoit problématique ; ce ſeroit demander ſi nous devons augmenter nos débouchés, notre vivification, notre commerce, nos pêches, nos matelots. Eh ! pourquoi toute notre côte ne ſeroit-elle pas en ports de mer, ſi elle y peut être ? Ce ſont des provinces maritimes que nous acquérons.

Je ferai voir dans le Chapitre des prohibitions, de quel œil on doit regarder les privileges attribués à certains ports à l'exclusion de tous autres. Nous sommes tous enfans du même Etat & sujets du même Prince! tous doivent jouir également de sa protection, & des avantages de la nature, en proportion de ce qu'elle en a mis à la portée d'un chacun. Proportionnez le gabaris & la force des bâtimens à la qualité des parages, des rades, des anses, des ports qui s'offrent à vous, protégez la navigation & les navigateurs de quelque espece qu'ils puissent être; aidez, autant qu'il est possible, aux avantages de la nature en ce genre. & corrigez ses avantages pour ouvrir sur toutes vos côtes des retraites & des nids à ces sortes d'alcyons; faites que les communications en canaux & en chemins y aboutissent de toutes parts, & ensuite laissez-les faire

CHAPITRE IV.

De la Marine Militaire, sa nécessité, les moyens de la rendre florissante, & de la borner.

N'AYANT point parlé des forces militaires d'un Etat, il semble que la marine militaire devroit être comprise dans cette sorte d'interdiction; puisque les forces de mer sont, ainsi que celles de terre, une portion de la partie militaire. Mais il est entre ces deux portions plusieurs différences sensibles, qu'il est bon de déduire ici. Elles se réduisent toutefois à trois principales.

1°. Les troupes de terre sont la force d'un Etat au dedans, & la marine l'est au dehors. 2°. Les troupes de terre peuvent oprimer l'Etat même qui les soudoye, & la marine ne peut jamais rien contre lui. 3°. Un Etat peut, moralement parlant, se soutenir en pleine prospérité & se faire respecter sans soudoyer aucunes troupes reglées, & l'on en trouve encore aujourd'hui en Europe qui sont dans ce cas; au lieu que s'il a des côtes mariti-

mes, il ne sçauroit maintenir son commerce extérieur dans l'indépendance, s'il n'est apuyé par une marine puissante & proportionnée à ses forces.

J'ai donc pû m'abstenir de traiter de la marine militaire relativement à la terre, puisque mon plan n'a jamais été de régler l'Etat ; & je ne pouvois sous-entendre la marine, puisqu'elle est indispensablement liée au commerce étranger.

On ne s'attend pas sans doute à me voir traiter les détails & la manutention intérieure de cet partie ; ce que je n'ai fait pour aucune des autres dont j'ai traité, je ne le ferai pas précisément pour celle de toutes, qui est la plus étrangere à toutes connoissances acquises autrement que par expérience. Je n'en parlerai donc point en homme de mer, puisque je ne le fus jamais. Il est difficile aujourd'hui, me dira-t-on, d'être bon politique sans cela, je l'avoue ; aussi ne suis-je ce dernier que comme citoyen.

Les troupes de terre sont la force d'un Etat au dedans, & la marine l'est au dehors. Je m'explique : je ne prétends pas dire qu'un Etat en soit plus ou moins inexpugnable en proportion de ce qu'il entretient plus ou moins

de troupes réglées ; à cet égard, je suis absolument de l'avis d'un Auteur moderne, homme de génie, dont je transcris ici tout entier le morceau qui à trait à cet article, parce que je ne dirois que la même chose, & la dirois infiniment moins bien.

» C'est l'erreur de ce siecle & du pré» cédent, de croire que les forces d'un » Etat consistent dans les nombreuses » troupes réglées qu'il entretient. Pour » en sentir le faux, il suffit de jetter les » yeux sur l'Histoire des guerres de l'Eu» rope depuis 4 à 500 ans. Dès qu'une » Armée est battue sur la frontiere, il » n'y a plus maintenant de salut pour le » vaincu, que dans un prompt traité de » paix. Son Etat ouvert à l'ennemi n'a » plus que des bourgeois timides, & des » paysans sans émulation à oposer à des » soldats. Il a perdu toute une Provin» ce, dès qu'il n'en a plus la Capitale. Il » est réduit à s'ensevelir sous les ruines de » son trône, ou à s'y asseoir aux condi» tions qu'il plaira à son vainqueur de » lui prescrire.

» Lorsque les Souverains ne prenoient » sur eux que de guider leurs peuples » dans la défense de la patrie, ils comp» toient autant de soldats qu'ils avoient de

» ſujets : l'Etat étoit une frontiére pour » l'ennemi, qui trouvoit à combattre auſ- » ſi long-temps qu'il cerchoit à vaincre ; » on lui diſputoit le terrein pied-à-pied. » Une ville qui ſe rendoit à lui après » des aſſauts redoublés, ne faiſoit point » ſa capitulation pour les villes de ſa dé- » pendance, chaque bourg, chaque vil- » lage coûtoit au ſiege. Tant qu'un Sou- » verain poſſédoit un coin de ſon pays, » il pouvoit ſe flatter de rechaſſer ſon » ennemi de ce qu'il en occupoit, & de » recouvrer ce qu'il avoit perdu ; le plus » puiſſant Prince de l'Europe n'y étoit » redouté que par la peine & l'inquié- » tude que ſon ambition pouvoit don- » ner à ſes voiſins. On étoit ſûr que le » temps émouſſeroit ſes forces, & qu'à » force de choquer, elles deviendroient » incapables de ſoutenir le choc.

» La différence entre les regnes de » Charles VII & de Louis XIV en Fran- » ce, met dans tout ſon jour la vérité de » ce contraſte. Maître des plus belles » Provinces de la France, Poſſeſſeur tran- » quille de ſes villes principales, Roi » reconnu & obéi dans Paris, le Roi » d'Angleterre avoit dans ſon ennemi, » réduit à la Seigneurie de Bourges » un Champion qui lui tenoit tête. Louis

» XIV voit la frontiere entamée par
» deux Généraux de ses ennemis, & il
» se hâte d'offrir à Saint Gertruidem-
» berg, pour prix de leur retraite, les
» fruits de vingt victoires. Son Royau-
» me est encore entier : il a des mil-
» lions de sujets qui n'ont seulement
» pas entendu le bruit des canons enne-
» mis, & il ne se croit pas en état de
» tenir contre soixante à quatre-vingt
» mille soldats. Il n'a perdu encore au-
» cune bataille sur ses terres, & il juge
» qu'il ne lui reste que d'aller mourir
» glorieusement, par un coup de témé-
» rité & de desespoir. L'ennemi est en-
» core à deux journées des frontieres
» que le Royaume avoit, lorsque Phi-
» lippe Auguste soutenoit l'effort de tou-
» te l'Europe conjurée contre lui, & en
» triomphoit, & Louis le Grand croit
» impossible de lui en empêcher la con-
» quête. Plus de 200 lieues de pays der-
» riere lui, plus de cent à l'un & l'au-
» tre des ses côtés, ne lui semblent pas
» assurer une retraite honorable. L'an-
» drecy & le Quesnoy décident du sort
» de la France ; Valenciennes & Dun-
» kerque, Arras, Amiens, Cambray
» Maubeuge, & tant d'autres places for-
» tes que ses prédécesseurs, ou ne pos-

» féderent jamais, ou cesserent de posséder, sans qu'ils en jugeassent leur trône moins ferme, sont à ses yeux des places inutiles Il n'a que des hommes pour les défendre. Il ne peut donner des habits uniformes à des milliers de ses sujets, qui ne demandent qu'à prendre l'ennemi à dos & en flanc, à le ruiner sans combattre, & il n'ose employer leur zele. La Pologne est encore à present sur le pied que l'on nomme Gothique & Barbare : elle fatigua Charles XII, comme elle avoit fait les autres Rois de Suéde. La Saxe est disciplinée à la moderne * : Charles XII y fut maître, sans combattre, aussi long-temps qu'il y voulut rester.

Les troupes réglées pourroient avoir en France deux utilités que j'ai détaillées dans la premiere & dans la seconde Partie ; l'une d'occuper, alimenter, & affider au Gouvernement une nombreuse & pauvre Noblesse, dont l'inquiétude & la nécessité pourroient embarrasser la police de l'Etat ; l'autre de fournir aux travaux publics des ouvriers d'un tout autre ordre, que les manœuvres ordinaires ; mais le véritable objet des troupes ré-

* *Testam. polit. du Card. Alberony.*

glées en général, c'eſt d'être le porte-reſpect du Gouvernement.

Il ſeroit à ſouhaiter que les mœurs fuſſent aſſez bonnes dans un Etat, & qu'en conſéquence les loix y fuſſent aſſez reſpectées pour que la force n'y fût jamais néceſſaire au maintien du bon ordre. Un enfant qui craint un air de froideur de ſon Mentor ou de ſes parens, a de toutes autres reſſources que celui qu'on ne peut conduire que par la crainte des châtimens; & comme un Mentor habile, ne ſçauroit trop ſe ménager les nuances du ſentiment, & celles de la honte, pour n'être pas obligé d'en venir aux remedes qui abaiſſent le cœur, qui riſquent d'aliéner l'eſprit, qui peuvent même l'aigrir à la fin; de même un Gouvernement éclairé trouve dans l'honneur, la prud'homie, l'attachement à la patrie, &c. des reſſources toujours prêtes qu'il doit manier avec une dextérité & une attention paternelle & conſtante.

Mais ſi des petits pays peuvent être maintenus dans la regle par ces moyens doux & proſperes, il n'en eſt pas ainſi des grands Etats qui renferment tant de peuples différens en mœurs, en tempérament, en loix civiles, & où tant d'humeurs contraires fermentent ſans ceſſe.

Pour que le Gouvernement soit respecté, il faut qu'il soit en état de se faire craindre. Telle est, quoi qu'on en dise, la véritable institution des troupes réglées.

Si les Princes l'envisagent ainsi, ils rougiront d'employer tant de satellites pour le maintien d'une autorité légitime & sacrée; si au contraire ils veulent considérer leurs troupes comme la défense de l'Etat, ils rougiront encore de montrer tant de crainte, & de faire passer leur vie sous les armes à la dixieme partie de leurs sujets adultes en pleine paix, n'ayant pour voisins que des nations civilisées. Mais à cet égard je renvoie tout partisan des troupes réglées à l'article transcrit ci-dessus. considérons d'ailleurs que ce sont les plus puissans Princes, & conséquemment ceux qui ont le moins à craindre de leurs voisins, qui ont le plus de troupes réglées.

Ne craignez rien pour votre territoire exclusif. Je l'ai tellement peuplé & vivifié, coupé de canaux, couvert de villes, de villages, & d'habitations, que, pour peu que vous preniez soin de discipliner les habitans de vos frontieres, de leur apprendre à se rallier à de certains signaux, & à défendre l'entrée de

leur pays, les Tartares mêmes n'y sçauroient pénétrer. Mais c'est le territoire commun, qui ne peut avoir aucun de ces avantages, qu'il faut défendre, & sur lequel il faut porter des forces capables d'y maintenir la police & la liberté générale, seule & unique loi que vous ayiez à donner au dehors. Ce territoire, c'est la mer.

C'est sur cet élément seul que vos forces peuvent se transporter au loin, sans risquer de se détruire. Vos troupes de terre veulent-elles faire une invasion dans les pays étrangers, tout les arrête : les montagnes, les rivieres, les chemins, le défaut de vivres, de munitions, de chaussures, que sçais-je ? L'intempérie du climat, tout enfin dérange vos projets, & multiplie les inconvéniens. Sur mer, au contraire, le logement, l'artillerie, les vivres, tout marche avec vos troupes sur un terrein uni. L'art a appris à y vaincre les tempêtes, cet art a endurci le corps de vos soldats ; & qui peut vivre sur son bord dans vos rades, est fait à peu de chose près au climat universel. Il est donc vrai que le militaire de terre est la force d'un Etat au dedans, & la marine au dehors.

J'ai dit encore que le premier peut

être dangereux, & le second jamais. L'expérience de tous les siecles, & de tous les peuples nous aprend, que si-tôt que l'esprit militaire, & plus encore les troupes soudoyées prennent le dessus dans un Etat, tôt où tard le chef militaire s'y empare de l'autorité. Or comme toute société d'hommes qui s'est réduite en forme de Gouvernement, n'eut d'abord d'objet primitif que celui de se mettre à couvert de la force, il s'ensuit de ce que nous venons de dire, que les forces de terre sont dangereuses pour tout Etat quel qu'il puisse être.

Il n'en sçauroit être ainsi des forces de mer ; plus vous les élevez & illustrez, plus aussi vous les détachez de l'esprit de piraterie, qui n'est en soi que l'enfance & la barbarie de la marine. Quelque nombreux que devienne ce corps nécessaire, un matelot à terre n'a pas plus d'adresse & de résolution qu'un loup renfermé. Quelque autorité & décoration que vous donniez à ses chefs, ils ne sont rien que sur leur bord, ou tout au plus dans l'enceinte de leurs arsenaux : hors de là personne ne les connoît que par la gazette, ne les entend que sous le *capot* ; & en suposant que leurs jalousies ou leur ambiton puissent faire manquer des ex-

péditions éloignées, du moins ne peuvent-ils rien dans l'intérieur de l'Etat, qui est le foyer sacré.

J'ai dit enfin, qu'un Etat pouvoit se passer en quelque sorte de troupes réglées, & se faire respecter sans cela ; mais qu'il devoit renoncer à tout commerce extérieur, s'il n'avoit une marine militaire.

La preuve de la premiere de ces allégations se trouve sous nos yeux. Je ne citerai pas l'Angleterre qui ose aujourd'hui provoquer une Puissance qui lui est aussi supérieure en tous genres de ressources, qu'en étendue de territoire, & qui a 200000 hommes de troupes. On me diroit avec raison que ses fossés la garantissent. Mais la Suisse n'a pas de semblables barrieres ; le corps Germanique si respecté des Puissances étrangeres, n'a pas, comme tel, des troupes proportionnées à sa puissance ; & si quelques Maisons dans l'Empire sont puissamment armées, c'est pour leurs intérêts particuliers & non pour le service du corps ; la Pologne se conserve, quoiqu'ouverte de toutes parts, divisée au dedans & nulle part en corps. En un mot, sans vouloir aprouver cette façon d'être, elle existe ; mais qu'on me montre aujourd'hui un pays commerçant sans for-

ces maritimes. Le Portugal & l'Espagne sont par leur position la tête naturelle du commerce de l'Univers ; l'Italie est à la porte de celui du Levant, & cependant....

Je veux bien néanmoins qu'une République peu considérable & industrieuse, que Genes, Hambourg, Raguse, &c. pussent, au milieu des dissensions qui occupent & énervent réciproquement les grandes Puissances, faire un commerce neutre & utile, & des profits que la cupidité leur pardonne en faveur de leur foiblesse ; mais en tout genre les grands ne sçauroient décheoir sans tout perdre. Si nous n'avons une marine proportionnée au rang que la France doit tenir en Europe, plus notre industrie est vive & naturelle, plus ses ressources sont nombreuses, & plus aussi les usurpateurs du commerce, quels qu'ils puissent être, seront attentifs à l'étouffer, à l'éteindre & à nous ôter toutes les ressources que la plus attentive manutention intérieure nous a préparées. Un bâtiment sapé par un pied perit bien plus vîte qu'un autre qui, laissé à découvert aux injures du temps, se détruit par le faîte. Mais à la fin, tout cela revient au même. Ainsi un Etat où l'agriculture est négligée, où le peuple

eſt vexé par le traitant, où le luxe eſt en honneur, où la richeſſe eſt ſeule eſtimée, eſt bien plus près de ſa ruine & du changement de ſa conſtitution, de ſon démembrement & de ſa diſſolution totale, qu'une autre où l'induſtrie ſeulement eſt attaquée : alors à la vérité les calamités ne viennent que par le faîte du bâtiment ; mais bientôt toute la maſſe s'en reſſent & ſe trouve accablée ſous les débris.

Il nous faut donc une marine proportionnée à notre rang en Europe. Quant à ce qui eſt de ce rang, je dirai dans les Chapitres ſuivans ce que j'entends par-là. Conſidérons maintenant en grand ce qu'eſt & ce que doit être cette marine.

Je ne ferai point entrer dans cet examen une partie autrefois importante de nos forces en ce genre, & qui a ſervi d'école à pluſieurs des plus grands hommes de mer que la France ait eus ; c'eſt des Corſaires dont je veux parler : nous avons beaucoup perdu de ce côté-là ; mais un examen d'un inſtant fera voir que ceux qui comptoient retrouver parmi nous en ce genre les mêmes hommes qu'on y vit autrefois, n'avoient fait aucune des réflexions qui doivent ſervir de regle aux opinions,

opinions des hommes d'Etat. 1°. Le génie aventurier est passé de mode par-tout, comme j'ai dit ailleurs. 2°. Les courses des Chevaliers de Malte en général sur tout ce qui portoit le pavillon du Grand-Seigneur, courses qui ne leur sont permises aujourd'hui que sur les foibles Corsaires qu'on appelle Barbaresques, formoient bien des jeunes gens distingués à l'intrépidité & aux fatigues de la mer, & c'est-là le seul métier de Corsaire qu'eussent fait les Officiers d'un certain ordre ; mais c'en étoit un. 3°. Quant à nos Corsaires de profession, l'avidité du gain est le seul mobile de cette prodigieuse valeur qui les rendit terribles : tant que l'Espagne fut notre ennemie naturelle, maîtresse des sources de l'or, elle offroit l'apas nécessaire à cette sorte d'intrépidité ; on alloit en course périr ou faire fortune, & on la faisoit. Si-tôt que, par le nouvel arrangement de l'Europe, nous sommes devenus les amis naturels des Espagnols, cet avantage a passé à nos ennemis. Ceux de nos Corsaires célebres que les guerres précédentes avoient élévés, ont encore paru tels pendant le cours de la premiere guerre de ce siecle; mais une longue paix ayant terminé leur course, il n'étoit pas prudent d'espérer

que la race s'en perpétuât. Heureusement dans mon systême elle ne pourroit être, que nuisible, on le verra dans la suite; & c'est par cette raison que je n'en dirai pas davantage sur cet article.

Je me souviens d'avoir lu quelque part dans *du Moulé*, comme disent les bonnes gens, que la marine en France est composée de deux corps, l'un militaire, l'autre je ne sçais plus comment on le désignoit; mais, en style de marins, cela s'apelle *la plume.*

Ce mot qui fait hérisser les crins à un Officier de vaisseau, comme celui de *gabelle* à un Bas-Breton, me donna de la curiosité; je demandai s'il étoit question de faire voler des vaisseaux, comme autrefois Pégase ou l'Hypogrise, & j'apris par le menu, que c'étoit une armée de gens d'écritoire & de bureau, destinés à tenir dans les arsenaux & sur les navires des états de dépenses & de fournitures, & à aprendre au militaire que, pour ferrer la mule, il vaux mieux être assis que debout. Je compris alors qu'il seroit tout aussi raisonnable de dire que les entrepreneurs de vivres, munitions, fourages, hopitaux, &c. & leurs préposés, font partie du corps militaire en France; car s'il est vrai de dire que ces gens

là ne ſont annexés aux troupes que paſſagérement, & ſeulement quand la guerre oblige de les mettre en corps d'armée, au lieu que les autres ſont permanents & brevetés du Roi ; l'on peut répondre à cela, que la marine eſt toujours en corps, & que ſon objet & ſes néceſſités n'étant guere moins eſſentielles en temps de paix qu'en temps de guerre, il eſt néceſſaire que ſes *impedimenta* ſoient toujours ſur pied. On pourroit encore noter une autre diſparité, c'eſt que ceux des troupes de terre leur ſont juſqu'à un certain point indiſpenſablement néceſſaire, au lieu que les gens de mer prétendent tout le contraire des leurs.

Ce n'eſt pas à moi à décider cette queſtion ; ce que j'y vois, ainſi que tout le monde, c'eſt que cette union de deux matieres entiérement hétérogenes, qu'on a prétendu amalgamer & réunir en un même corps, cauſe dans l'intérieur de cette partie intéreſſante de la choſe publique, les mêmes diſſenſions qu'on voit dans la maſſe phyſique entre le feu & l'eau ; mais différent en cela de tout autre ferment interne, qui rend ordinairement plus terrible au dehors le peuple qui en eſt travaillé, celui-ci a totalement

énervé la marine. La partie militaire foible, inconnue, découragée en quelque ſorte, n'eſpere & ne deſire rien, tant que la plume aura quelque autorité ; la plume de ſon côté, munie de l'inſtrument qui atteint le plus loin, avantagée auprès du Gouvernement de la ſorte de confiance que la foibleſſe humaine accorde preſque toujours à la ſoupleſſe & au reſpect extérieur, regarde ſes antagoniſtes comme gens incapables de bien ſervir l'Etat. Or, comme il eſt de fait, que depuis le Prince Robert, juſqu'au moindre matelot, en général tout bon marin eſt un animal aſſez rude & indigeſte ; il s'enſuit de là, que ceux qui de leur nature ſeroient les plus propres à régénérer les anciens Héros raboteux de la marine, les Duqueſne, les Barth, les Duguétrouin, &c. ſont prévenus & devinés dès leur enfance par leurs adverſaires adroits & civiliſés, & éloignés du ſervice & de tout avancement comme moins capables de plier ſous le joug, que ne le feront les Officiers médiocres. De ſemblables jalouſies & mécontentemens, dans une autre ſphere, ont de nos jours privé la France du célebre la Bourdonnaye, c'eſt-à-dire, de l'homme de notre ſiecle le plus redouté par nos ennemis ſur la mer.

Il ne m'apartient pas de décider sur ces matieres, & sur la forme d'une administration, dont le fond est absolument inconnu à tout homme qui n'a point été sur la mer. Seulement puis-je dire, qu'on a reconnu depuis long-temps que l'axiome *divide & impera*, est aussi faux que détestable, & qu'en suposant que le corps contrôleur, soit aussi nécessaire que le corps acteur, il seroit indispensable de les unir, de faire rouler entr'eux les fonctions, les prérogatives, les récompenses d'arracher enfin jusqu'au germe d'une zizanie qui par mille détails va directement à la destruction de la marine, véritable nerf de l'Etat dans la situation présente des choses de l'Europe.

Mais je pourrois répéter ici ce que j'ai dit ailleurs dans l'article du taux de l'intérêt : nos rivaux dont la marine est si florissante, peuvent nous servir de modele ; s'ils ont comme nous dans les choses de la mer une administration mi-partie ; si les gens de bureau ont toute la confiance du Conseil de l'Amirauté, & si les marins ne sont regardés que comme instrumens passifs, destinés à monter sur les planches au jour & au quart-d'heure préfix, sauf à décider de leur route sur le contenu de paquets cachetés à ou-

vrir à telle hauteur ; s'il en est ai
dis-je, chez les Anglois, cherchon
leurs le vice intérieur qui a détruit
marine, & qui semble combattre le
forts du Gouvernement pour la rel

Les Anglois ont cependant un
mêlange, dont l'imitation risqueroit
vilir notre marine militaire. Cette
tion devenue commerçante d'esprit,
me & de corps, a pris en une for
mépris les vertus militaires ; & cet
inhérent au comptoir qui a detruit
thage & autres, est encore aidé chez
par le goût de l'indépendance qui
le militaire, parce qu'elle le craint.
conséquence tout ce qui compose
marine de guerre, fait en temps de
la marchandise. Bien des gens ont
que nous devrions suivre en France
te méthode qui exerce sans cesse les
ciers & les matelots, & qui fait retro
dans les profits du commerce une
de compensation des fortes dépense
la marine, qui aide à en soutenir le p
Je suis bien éloigné de cette opinio
n'ai rien tant recommandé en fai
mœurs dans tout le cours de cet Ou
ge, que de laisser à chaque profe
son esprit & ses principes, & de rega
comme le plus grand des profits, l'e

ſion de tout autre moblile que celui de l'intérêt.

L'honneur, ame de l'eſprit militaire, n'eſt nullement compatible avec l'eſprit du gain. Sans vouloir inculper la conduite des Amiraux Anglois, ni leur attribuer le peu de ſuccès de leurs entrepriſes en grand, tandis qu'ils tenoient la mer eſclave ſous les forces prodigieuſes qui ont épuiſé leur nation; ſans déſaprouver un régime qui peut être bon chez eux, & ſur lequel je ne déciderai point, parce que je ne les connois pas aſſez pour cela, je ſoutiens par la connoiſſance que j'ai du génie de notre marine militaire, que la méthode ci-deſſus l'abatardiroit entiérement chez nous.

Pour quelques hommes privilégiés ſortis ſeuls, parmi un millier d'autres éternellement obſcurs, du ſein du commerce & de la piraterie, pour devenir des Héros, il y en auroit cent en qui cette baſſeſſe d'éducation & de principe étoufferoit toute idée de gloire & d'élévation. J'ai vu pluſieurs de nos ports : j'ai été ſurpris de l'eſprit de vivacité, d'émulation, de témérité & d'amour pour le travail qui perçoit de toutes parts dans la jeuneſſe de ce corps : tout s'y occupoit de ſon métier; la plus grande faveur à

laquelle ils aspirent, c'est d'être préférés dans les armemens de détail qui se font; & j'ose affirmer, moi qui me connois mieux en hommes qu'en rhumbs de vent, que sur dix il n'y en a pas deux qui ne cherchent à se distinguer dans leur métier. Si les fruits de cette émulation ne percent pas aussi avantageusement qu'on devroit l'espérer, plusieurs raisons peuvent contribuer à cette sorte d'engourdissement.

1°. Il est presque impossible dans ce métier de se tirer du pair, si la faveur n'aide au mérite, & ne lui donne les occasions. Dans tout état, hors le militaire, dont l'obéissance passive fait l'essence absolue, un homme se distingue par son propre mérite; un Ecclésiastique, un homme d'Etat, un Magistrat, un homme de Lettres, &c. met de lui-même ses talens au jour; &, quoique les circonstances influent toujours beaucoup sur sa réputation, il peut néanmoins aller de lui-même jusqu'à un certain point. Dans le militaire de terre même, quoique la tête & le cœur d'un Héros aient souvent été pour jamais bornés par la fortune aux emplois subalternes, il est pourtant vrai qu'il se rencontre des occasions où un homme entreprenant peut par quel-

que

que heureuſe témérité ſe faire un nom, & ſe frayer la route à de nouveaux ſuccès. Les commiſſions de détail dépendent du chef préſent & actuel, & la Cour n'aprend le nom du nouvel éleve de la gloire, que par le bruit de ſes premiers exploits. Dans la marine au contraire, tout vient de là, & le Commandant d'un port n'oſeroit confier un Brigantin à un Enſeigne de vaiſſeau pour une expédition hazardeuſe, que le projet d'abord n'ait été aprouvé, retardement qui de lui-même change & anéantit les circonſtances dont le ſuccès dépendoit, & qu'enſuite la nomination de l'homme même à qui l'exécution doit être confiée, ne vienne de la Cour. Or, il eſt de fait, qu'en tout état & ſur-tout à la guerre, rarement ſe fait on de bonne heure une réputation brillante par les voies ordinaires.

Par où un Enſeigne, par exemple, ſe tirera t-il du pair, dans une flotte, dans une eſcadre, ſur un vaiſſeau même ? Il ſera brave ; ils le ſont tous. Il fera mieux le quart qu'un autre, il entendra mieux les parties relatives à la conſtruction, ſera plus actif dans un armement, &c. ce ſont-là les détails qui conſtatent eſſentiellement le mérite relatif, & qui

sont le bien de la chose, mais qui ne sçauroient percer jusqu'au Ministere trop éloigné des ports, pour y voir clair en ce genre.

On a des notes, dira-t-on, sur tous les Officiers : le Gouvernement n'aprendra-t-il jamais, qu'en quelque partie que ce puisse être, l'inspection des détails ne lui sçauroit servir qu'à être plus facilement & plus irrémédiablement trompé ? Ces libelles de noms notés, invention dont M. de Louvois a je crois l'honneur en France (article dont on l'a loué d'autant plus mal-à-propos, qu'il n'étoit instruit que par l'espionnage, & que cette méthode ne tend au fond qu'à détruire toute subordination, en établissant la correspondance directe du subalterne à la Cour) ces libelles, dis-je, sont aux mains d'un Commis, & jamais les livres Sybillins ne furent susceptibles de tant d'interprétations diverses. Un Gouvernement aussi auguste que le nôtre, n'a besoin de tenir notes que des qualités des chefs, *Mitte sapientem, & nihil dicas.*

Que l'autorité soit remise à des hommes dignes de la faire valoir, & qu'on s'en raporte à eux des détails, du soin de choisir les sujets, & de celui de les employer. Vainement, diroit-on, que pour

parvenir à choisir de bons Commandans, la Cour doit être instruite des différens mérites de ceux qui aspirent à ces sortes de grades, les prévoir de loin, ce qui est l'effet des notes ci-dessus: si-tôt que les places auront le *Decorum* & le dégré d'autorité qu'elles doivent avoir, la voix publique indiquera toujours les hommes d'élite, capables de les remplir. Je n'apelle point la voix publique les raports & les intrigues des courtisans, mais l'estime du public, & cette sorte de déférence volontaire que s'attirent immanquablement la réputation, l'age & l'expérience dans leur sphere, déférence qui n'a rien de commun avec l'engouement qu'inspirent quelquefois passagérement les hommes à la mode.

De plus, ces hommes une fois à leur place, en remplacent une infinité d'autres. Les gens d'esprit & de mérite n'ont qu'une chose de commune avec les sots & les fripons, c'est que l'une & l'autre espece provigne avec une égale facilité, ce qui revient au proverbe des anciens; *par parem quarit*.

Une autre raison qui empêche qu'il ne sorte aujourd'hui d'une école de jeunes Héros, des hommes aussi brillans que l'étoient ceux qui la fondérent autrefois;

c'eſt, 1°. la conſtante hiérarchie des grades multipliés, qui engourdit & affaiſſe néceſſairement la bonne volonté. Je ne dirois pas auſſi décidément que cet arrangement fut un mal ; car puiſqu'il faut un grand nombre d'Officiers, & peu de Commandans, du moins faut-il donner des objets fictifs d'ambition à la totalité, pour empêcher l'émulation de s'engourdir. Il y a cependant à répondre bien des choſes à cela ; car d'abord il eſt vrai de dire que l'ambition des grades a preſque par tout pris la place de celle de la gloire, qui fut l'ame autrefois de toutes les vertus militaires ; enſuite on convient généralement que l'ordre du tableau eſt le pont aux ânes, & pis encore : car je doute que ces animaux, en allant au moulin, marchent par rang d'ancienneté ; l'ordre du tableau cependant eſt une ſuite néceſſaire de la multiplication des grades militaires ; ſans lui, ils ſeroient bientôt donnés à la faveur, ce qui eſt le pis de tout.

Je ne ſçais donc ſi ce ſeroit un paradoxe de dire, qu'en tout genre de militaire, peu de grades, mais fort reſpectés, vaudroient mieux que la méthode d'aujourd'hui, où nos gens de guerre doivent, pour faire leur chemin, amaſſer

autant de brevets que nos peres entassoient d'exploits du tems des Bayards, pour se faire une réputation.

Quoi qu'il en soit du pour ou du contre des deux questions que je viens de traiter ici, il est certain qu'on y trouve les raisons de l'espece d'égalité, qui se rencontre aujourd'hui entre les Officiers de la marine en France. Peut-être aussi est-ce qu'ils marchent de niveau, car jamais un corps militaire n'a été si ameuté, & si rempli de l'esprit de son métier.

Mais cette volonté, qui est sans bornes dans la jeunesse, ainsi que toutes les autres passions, s'émousse dans l'âge mur. On veut alors des espérances plus réelles que celles de surprendre & de brûler un vaisseau ennemi. Les grands honneurs de la guerre & de l'Etat, le Bâton de Maréchal de France. L'ordre du Roi étoient autrefois des points de vue permis aux Officiers de marine, & toujours présens à leurs espérances en la personne de leurs chefs. Ils sont aujourd'hui comme bornés au Cordon-Rouge, récompense de Caporal. A tort allégueroit-on que depuis le combat de Malaga, il n'y a eu aucune occasion de mer, qui ait mérité ces sortes de distinctions à nos marins ; il est aisé de répondre à cette objection; mais

elle m'offre un examen qui n'est point étranger à ce Chapitre.

Jamais on ne présenta à Louis XIV, l'idée de la nécessité d'une marine puissante sous son véritable point de vue. Je l'ai dit ailleurs, en parlant de l'âge de la France, nous étions jeunes encore dans le siecle passé ; des fantômes d'éclat & de gloire s'offroient aux Souverains, au lieu de la vraie gloire, qui n'est autre chose que l'utilité de leurs peuples. Je ne prétens pas dire que M. Colbert n'eût sur cela les vues d'un véritable homme d'Etat ; mais pour en faire goûter à son jeune Maître les plans & la dépense, il fallut les présenter à son ambition, lui faire bombarder Genes & Alger, attirer des Ambassadeurs de Siam. Louis XIV donc (& il seroit aisé de le prouver par les faits) ne considéra la marine que comme une branche de sa puissance, propre à fraper les étrangers ; une dorure de son Palais, nécessaire à sa gloire, mais inutile à la solidité du bâtiment.

Un Ministre puissant, homme de la plus profonde judiciaire & de la plus vaste expérience en petit, se rapeloit sur ses vieux jours, que durant une année de guerre ce Prince voulant absolu-

ment qu'on achevat le bâtiment des Invalides, & tous les fonds étant destinés, ordonna qu'on prît sur ceux qui étoient attribués à la marine 5 millions qui étoient nécessaires à la perfection de cette maçonnerie. Cet homme spectateur alors, devenu Ministre depuis, trouvant peut-être, son répertoire de principes d'homme d'Etat un peu sec, fut ravi d'y recueillir cette anecdote, persuadé sans doute que pour être un Alexandre, il ne falloit que porter la tête de côté ; il agit en conséquence, nous en avons dit ailleurs un mot.

Louis XIV donc, pressé de toutes parts dans la derniere guerre, retrancha ses armemens de mer, comme l'on retrancheroit aujourd'hui les voyages de la Cour. Or, si l'on eût eu quelque idée de ce que c'est que la marine, il étoit aisé de faire sentir à ce Prince infatigable & consommé dans les affaires du Gouvernement, qu'en tenant la mer, il faisoit tomber d'elle-même la ligue de ses ennemis sur terre.

En effet, toute cette ligue étoit uniquement soudoyée par ce qu'on appelle les Puissances maritimes, l'Angleterre & la Hollande. Si ce Prince se fût borné à faire passer en Espagne peu de troupes,

nombre de braves volontaires, des grains des munitions & de l'argent, pour aider aux efforts de cette généreuse nation qui vouloit se conserver un Prince qu'elle s'étoit choisi ; s'il se fut borné en Italie, à accabler le Duc de Savoye, & s'emparer des montagnes, de façon à ne plus craindre d'invasion de ce côté ; en Allemagne, à la defensive du Rhin; en Flandres, à munir & aprovisionner les places fortes, y mettre de bons Commandans, & dans le pays quelques camps volans sous des chefs éveillés, dont on ne manquoit pas alors : que de dépenses prodigieuses n'eût-on pas épargnées ! dépenses qui ne lui ont servi qu'à entretenir & perdre chez ses voisins cinq cens mille hommes de troupes réglées. La moitié de ces dépenses portées du côté de la mer, auroit fait tomber, en trois campagnes, cette hydre de ligue, nourrie de succès imprévus, & arrêtée par le premier regard de la fortune de notre côté. Nos vaisseaux en ce temps, forts ou foibles, ne pouvoient souffrir qu'un Anglois tint devant eux. Le proverbe étoit parmi les marins : *S'ils sont Hollandois, nous nous battrons ; s'ils sont Anglois, nous les battrons.* Le Roi Guillaume lui-même étoit dans ce préjugé fon-

dé sur les faits d'alors, & disoit que ses Anglois n'étoient plus les mêmes, si-tôt qu'ils n'avoient pas leur bœuf bouilli dans le ventre. Nos flottes armées, comme elles l'auroient été, si cet objet eût été le principal point de vue de l'énorme puissance de Louis XIV, auroient accablé celles des Puissances maritimes, & l'on sçait que cela ne tint qu'au lendemain de Malaga. Bientôt, la mer étant libre, on auroit pû faire craindre partout les maux de la guerre portative, croiser sur les flottes Hollandoises à leur retour des Indes, livrer à nos armateurs sans nombre les mers du Levant & du Nord, les côtes de l'Angleterre & de la Hollande; bloquer, en un mot, de toutes parts ces colosses d'argent aux pieds de tourbe & de fromage.

En même-temps des escadres détachées auroient dominé dans la Baltique. Le Roi de Suéde qui dédaigna notre alliance, dont il connoissoit le faste, la distance & la foiblesse, l'eût acceptée & peut-être recherchée, si nos escadres avoient été en état de tenir en bride le Roi de Danemarck, de protéger les renforts qui venoient de Suéde à son Roi engagé en Allemagne, de lui donner la main en Livonie, de garantir les côtes de ses Etats.

D'autres escadres envoyées coup sur coup dans l'Amérique Septentrionale, auroient aidé aux efforts des braves Canadiens si redoutables alors aux colonies Angloises ; pour peu qu'ils eussent été aidés, toutes les colonies de nos ennemis dans cette partie du nouveau monde, qui sont aujourd'hui des Etats, foibles alors, auroient disparu de ce continent : du moins peut-on affirmer, sans paroître bâtir en Espagne, que l'Isle de Terre Neuve, la Baye d'Hudson, & l'Acadie entiere, leur eussent été enlevées, puisqu'il ne tint presque à rien, qu'avec les plus médiocres secours, ils n'en fussent alors entiérement chassés.

De ces trois conquêtes, l'une leur enlevoit le plus riche des commerces, celui des pêches ; l'autre la meilleure des traites, celle des pelleteries ; la troisieme, un pays admirable, & dont la conservation est absolument nécessaire à celle de notre colonie du Canada. On sçait que les trois furent cédées au traité d'Utrecht, article qu'on auroit compensé plutôt par la cession de la Bourgogne, si l'on en eût connu l'importance.

Mais mon dessein n'est pas ici de faire une incursion sur la politique. Je demande seulement, si d'après le tableau que

je viens de faire, assurément sans exagération, de l'emploi que Louis XIV pouvoit faire d'une marine supérieure dans sa derniere guerre, je demande, dis-je, si l'on pense que cette guerre eût autant duré dans le cas où les Puissances maritimes se seroient vû attaquées de la forte dans leur vrai foyer, qui est la mer. Je le répéte, Louis XIV & son cabinet si célébre dans l'Europe, ne connoissoient point les véritables avantages des forces de mer. La preuve en est qu'il se renferma dans ses ports au moment où il étoit le plus nécessaire de faire les derniers efforts sur mer.

Si donc ce Prince, qui ne rendit sa marine brillante que par la même raison qui lui fit galonner sa Maison militaire, crut cependant que pour donner à ce corps l'émulation & le degré d'estime nécessaire au succès, il falloit le faire participer aux grades & aux honneurs du premier rang dans l'Etat; combien à plus forte raison ne doit-on pas lui faire espérer les mêmes avantages aujourd'hui, où l'on commence à convenir du principe ancien qui dit que, *qui est Maître de la mer, est Maître de la terre.*

Objecter qu'il n'y a pas dans ce corps des hommes de marque qui puissent être

décorés de la ſorte, ſeroit objecter faux; puiſqu'il s'y rencontre au moins autant qu'ailleurs des gens de nom & de mérite: mais quand cela ſeroit vrai, ce ſeroit tranſpoſer la cauſe & l'effet; ce n'eſt point le manque de ſujets qui fait la décadence du corps; *vice verſâ*, c'eſt la décadence du corps qui abſorbe les ſujets. Mais je demande ſi tous les Maréchaux de France aujourd'hui ont gagné des batailles? Dieu nous en préſerve, nous nous ſerions trop battus: pourquoi croit-on qu'il faut des décorations pour le militaire de terre, où dès qu'un homme eſt Officier général, il eſt étranger pour ainſi dire à tous les corps, qu'il n'en faut point dans la marine, qui a l'avantage de conſerver ſes Chefs dans ſon ſein, dans les ports, & pour ainſi dire, en famille? avantage qui par paranthèſe, ne contribue pas peu à l'éducation & à la bonne volonté de cette jeuneſſe, tellement tournée vers ſon metier, qu'elle en devient preſque amphibie.

Quoi qu'il en ſoit de la ſolidité des raiſons ſur leſquelles je viens de m'étendre pour motiver le prétendu engourdiſſement du corps militaire de la marine, il n'en eſt pas moins vrai, comme je l'ai dit, que l'eſprit du corps y eſt plus que

par-tout ailleurs, l'ambition bornée au métier, l'honneur, la gloire & le desir des occasions, le tout en un degré, qui peut être également utile à la patrie & redoutable à l'ennemi.

Que deviendroit tout cela, si l'on s'avisoit d'y faire entrer un alliage d'esprit marchand ? Je ne sçaurois trop le répéter, l'esprit militaire & celui du commerce ne s'accordent pas. Tant que les Nations belliqueuses ont dominé, le commerce a été livré à des peuples esclaves, les Juifs & les Arméniens, &c. Le commerce brave les avanies, & vise au gain, c'est son unique ambition ; comment l'unir à celle de la gloire ?

Les Flibustiers, les Corsaires & autres, ont fait des prodiges de valeur dans des vues de pillage, c'est autre chose. L'avidité de ces gens-là ne peut pas s'apeler plan de fortune, c'est le brigandage dans ses profits & ses déprédations. Ce cercle de nécessités & de profusions accoûtume enfin les gens du bas étage, les matelots & autres, à un genre de vie qui leur fait une habitude de valeur ; aussi n'ai-je pas prétendu vous dire qu'il fallût un ordre de matelots & de pilotes pour la marine, distinct d'avec ceux qui servent au commerce ; mais à l'égard des chefs de ces

aventuriers, qui se sont acquis quelque renom, remarquez qu'ils se sont retirés après s'être enrichis, ou que s'ils ont continué à servir & à s'exposer pour la gloire, le désintéressement est devenu une de leurs vertus.

En un mot, un des plus sûrs moyens pour abâtardir entiérement le militaire, c'est de l'enrichir. Le soldat Romain qui ayant fait une action d'éclat pour ravoir son bagage, chargé par son Général d'une autre expédition hazardeuse, lui répondit : *Envoyez-y quelqu'un qui ait perdu tout son bien*, fit une leçon à tous les Gouvernemens présens & à venir. Tel homme (& les marins en badinent souvent entr'eux) va aux Indes le plus hardi navigateur de l'Europe, qui en revient craignant toujours de porter trop de voiles.

Je suis donc bien éloigné de penser qu'il faille en cela suivre la méthode des Anglois. Je pense au contraire qu'on ne sçauroit trop séparer nos arsénaux maritimes des ports de commerce, & composer le corps militaire de brave Noblesse pauvre, & destinée à demeurer telle. C'est ici l'escorte de la richesse & de l'abondance, & non les bêtes de somme. Est-ce aux porte-bales à tenir les

chemins libres ? Eſt-ce à ceux qui ſont commis à leur ſûreté, à enlever à ces premiers les menus profits de leur pénible métier ?

Deſtiner une claſſe de Citoyens à la pauvreté, ſeroit une eſpece d'excommunication majeure, ſelon la façon de penſer d'aujourd'hui ; ce ſeroit chez-moi une inconſéquence d'autant plus grande, ſi je penſois ainſi touchant la marine, que j'établis que c'eſt la plus néceſſaire de toutes les portions de l'Etat relatives à l'extérieur ; mais pour peu qu'on ſe rapelle mes principes ſur l'amour prédominant des richeſſes, ſur la néceſſité de l'amortir & de lui ſubſtituer des mobiles plus nobles & plus vertueux pour toutes les profeſſions, chacune dans ſa ſphere, on verra que ce n'eſt pas ma faute, ſi l'on ſe méprend à mon intention à cet égard. Il eſt juſte que chacun ſoit récompenſé ſelon ſes ſervices : qui travaille pour l'honneur doit obtenir honneur & conſidération, & c'eſt ce qu'il faut au corps militaire de la marine, pour lui rendre ſon ancien luſtre, & mettre dans tout ſon jour ſa bonne volonté qui n'a point dégénéré.

Au reſte, c'eſt encore un miracle de notre bonheur & de notre puiſſance,

que cette émulation réelle. Dans les temps de splendeur de notre marine, il y avoit 600 gardes marines, sçavoit 200 dans chaque département, & des Enseignes, Lieutenans, Capitaines, &c. en proportion; on en auroit autant demain si l'on vouloit, & qui bientôt seroient animés du même esprit qui vivifie le corps entier. Eh! n'est-ce rien que cette pépiniere immense de Héros déshérités, qui ne coûtent presque rien, qui n'ont guere plus à espérer, & qui se donnent corps & ame, sang & os, au service de la patrie dans le plus rude de tous les métiers? Un vaisseau du premier rang étoit alors monté de 18 gardes marines, & d'Officiers à proportion. Cet ordre de gens qui se tiennent fort superieurs, comme de droit, au soldat & au matelot, faisoient la force de nos navires, & les rendirent invincibles. On a crû bien faire d'en diminuer depuis le nombre de plus de moitié sur chaque vaisseau; au dire des gens du métier, on a mal fait, & cela paroît vraisemblable. Mais ceci me jetteroit dans des détails qui me doivent être interdits.

Un autre arcboutant principal de la marine, c'est le nombre, la police, l'instruction & l'encouragement des matelots,

telots. Pour bien connoître à quoi tiennent les ressorts de ces quatre choses, il faut en revenir à mes principes, que l'agriculture & la vivification interieure pousseront la population aussi loin qu'elle peut aller; d'où s'ensuit, qu'un grand peuple sera obligé de chercher au dehors des moyens de subsistance.

La légéreté & vivacité Françoise est telle, que loin que cette nécessité lui soit pénible, nous avons toujours plus de goût pour les travaux des courses que pour la vie sédentaire. Le métier de la mer a d'ailleurs, tout dur qu'il est, une sorte d'attrait qui fait que ceux qui y sont une fois habitués, ne peuvent plus s'en passer, & à plus forte raison ceux qui y sont élevés, tels que les enfans des matelots, pêcheurs & autres. Si donc on manque de ces sortes de gens, il faut s'en prendre, d'une part à la misere du peuple, de l'autre, à la foiblesse & aux intercadences du commerce, de l'autre enfin, à la tyrannie qu'on exerce sur eux sous prétexte de police.

Quant à ce dernier point, tout constant & réel qu'il est, je m'abstiendrai d'en traiter par deux raisons; l'une que ce seroit me jetter dans les détails, l'autre que je devois conformément à mon plan,

éviter tout ce qui peut gréver ou offens
quelqu'un en particulier. Je me conte
terai de répéter ici ce que j'ai déja d
ailleurs, que c'est vicier la chose publ
que, que de la charger de tant d'ordr
& de ressorts de détail.

Dans quelque partie de la masse physiq
que ce puisse être, toute accélération d'a
tivité sera nécessairement suivie d'une sor
d'engourdissement. On crée des plac
pour le mérite quand on s'éveille, e
les sont données à la faveur quand
s'endort, il n'en reste que la surcha
ge pour le Tresor, & quelquefois la t
rannie des sous-ordres pour la chose. L
temps viendra où le Bibliothécaire
sçaura pas lire, où le Surintendant d
bâtimens ne connoîtra pas l'équerre, l'I
tendant des classes ne sera jamais so
de Paris, où les Inspecteurs des man
factures se connoîtront en figures
Rhétorique. Quant à l'instruction d
matelots, une grande navigation seule
sans autre secret, y suffit, & pour
qui est de l'encouragement, qu'ils soie
payés; qu'au lieu de les forcer pour
service de la marine militaire, on l
choisisse comme d'élite sur les armateurs
les commerçans, &c. quelques petit
distinctions de détail feront le reste.

Le François a un avantage singulier, & que je n'oserois dire exclusif, c'est qu'en tout état il est aisé de le piquer d'honneur, & par ce mobile de lui faire faire des prodiges. Je ne voudrois pas juger qu'il n'y eût des prétentions jusques dans le métier de porte faix, du moins je le crois, à la vérité, sans l'avoir bien examiné; mais en tout autre, je l'ai vû, & quand on ne lui fait pas faire des miracles, c'est la faute des chefs.

J'ai traité de la nécessité de la marine. J'ai déduit ensuite les moyens de la rendre florissante, autant du moins qu'il convient à un homme de terre qui ne sçauroit parler qu'en aveugle des détails de cet art exclusif. J'ai dit qu'il falloit réunir en un seul corps les deux états qui en avoient tout le maniement, en consulter les chefs, leur donner du crédit & de l'autorité dans leur partie, les décorer, &c. Il me reste, pour remplir le plan de ce Chapitre, à traiter d'un article tout particulier, c'est *des moyens de la borner.*

On me dira peut être, que nous n'avons que trop bien entendu cette partie, & qu'on auroit besoin aujourd'hui d'un travail tout oposé, & qui traitât des moyens de l'accroître; mais ce point me rejetteroit dans les détails que j'ai préten-

du éviter. Je me contenterai donc de dire qu'avec de l'argent & la volonté de le bien employer, vous ferez sortir des vaisseaux de la terre, comme Pompée des légions ; mais de même que celles-ci arriverent tard, & furent bientôt dissipées, parce que les gens du Sénat, de la Tribune & du Barreau, voulurent se mêler de le conduire & de guider le Général ; prenez garde....

C'est dans un tout autre sens que j'envisage ici la nécessité de borner la marine militaire. La mer étant aujourd'hui devenue le théâtre naturel de la guerre, il est à craindre que la folie de la multiplication des forces ne passe de la terre sur cet élément. Autrefois on faisoit la guerre sans s'épuiser. Louis XII l'eut pendant tout son régne sans surcharger son peuple ni dépleupler ses Etats. Henri IV, pret à monter à cheval pour aller présider à une révolution générale de l'Europe, à la tête des plus grandes forces qu'on eût encore vues rassemblées, avoit une armée de trente mille hommes. En un mot, jusqu'au temps de Louis XIV, *de grands hommes commandoient de petites armées, & ces armées faisoient de grandes choses.* Mais depuis la guerre de 1672, qui changea tout le systême

de l'Europe, & qui de défenseurs de l'équilibre nous en montra les opresseurs, toute l'Europe étant réunie contre nous, il fallut faire tête de toutes parts. Louis, conformément à son caractere, voulut faire plus, & être le plus fort par-tout : secondé par les efforts surnaturels de deux Ministres, dont les talens eussent pû faire à jamais le bonheur de la France, tandis que leur jalousie en fit le malheur ; il en vint à bout, & cet état forcé parut dès lors à Louis triomphant, être son état naturel. Il s'y tint donc, & força par-là ses ennemis à en faire de même. Chaque Prince eut depuis le triple des troupes réglées qu'il entretenoit autrefois, & quelques-uns jusqu'au décuple.

Il arrive cependant de cela que les peuples sont plus foulés en temps de paix, & que la guerre dont les premieres dépenses portent toujours sur des fonds extraordinaires, c'est-à-dire, sur le capital de l'Etat, n'est autre chose qu'un rendez-vous général de deux ou trois cens mille hommes qui traînent une immensité de caissons, de chariots de vivres, d'artillerie, & d'équipages ; qui, s'ils se rencontrent, donneront ce qu'on nomme une *bataille*, où personne n'or-

donne, & où peu sçavent ce qu'ils font, sinon trouvant une place devant eux, ils pointeront tant de canons contre, qu'ils la raseront jusqu'à ce que capitulation s'ensuive. Chacun ensuite s'en retourne de son côté, moins sçavant que le premier jour, jusqu'à l'été prochain où il en reviendra d'autres ; car ceux-ci mourront tous pendant l'hiver de cette fatigue inusitée. Heureusement au bout de 4 ou 5 ans on fait un traité, où jouant à qui perd gagne, tout se retrouve à peu près comme il étoit avant qu'on eût commencé, & il arrive en effet, que ce n'est qu'à l'humanité en général qu'on a fait la guerre.

Il me paroît à craindre que la même manie ne gagne sur mer, aujourd'hui qu'on commence à sentir que c'est le véritable théatre de l'empire & de l'intérêt. Elle y seroit d'autant plus dangereuse, que des forces exorbitantes sur mer sont encore d'une plus grande consommation par dépérissement, que sur terre.

A entendre parler nos badauts, les Anglois ont aujourd'hui six cents bâtimens de toute espece armés en guerre, au moyen de quoi il nous en faudroit mille environ, à nous, proportion gardée, de façon que

si chacun de son côté calculoit de la sorte, il n'y auroit peut-être pas assez de bois de construction aujourd'hui dans le monde, pour que chaque Puissance fût armée sur mer selon ses proportions réelles ou imaginaires. Tâchons de prendre un tarif plus raisonnable, & d'en établir ici les moyens.

Un peuple qui, pour faire la guerre, déserteroit en entier les campagnes, & abandonneroit l'agriculture, n'auroit plus d'autre ressource que de faire comme les Suisses, dont le projet étoit de s'établir sur le territoire d'autrui, lors de leur invasion dans les Gaules au temps de César. Mais cette ressource, qui ne seroit pas, je crois, du goût des nations d'aujourd'hui, seroit même prohibée à une Puissance maritime, attendu que les descentes sont & toujours seront les plus infructueuses des opérations de la guerre offensive. Il est pourtant vrai qu'une telle Puissance, qui met toutes ses forces en armement de guerre, est précisément dans le cas que nous supposions tout à l'heure, attendu que le commerce est aux forces de mer ce qu'est l'agriculture aux forces de terre. Pour qu'une famille ne se ruine pas, il faut qu'à mesure que la dépense augmente,

la recette augmente aussi. Une nation n'est autre chose qu'une grande famille, & ses affaires sont assujetties au même principe : en conséquence, l'objet d'une grande marine étant de protéger un grand commerce, elle opère directement contre son institution, quand au contraire elle lui coupe les veines : c'est l'égorger que d'enlever tous les matelots pour des armemens forcés, dont la moitié est toujours inutile. Vainement diroit-on que c'est un mal indispensable & nécessité par la folie de son voisin; cela peut être sur terre (& encore plus rarement qu'on ne pense, ce que je prouverois aisément si cela étoit de mon sujet) mais jamais sur mer. Si notre voisin est assez fol pour s'enfler contre la grenouille, laissons-le crever de lui-même. Tout ici-bas a ses proportions relatives, & qui en sort perd en solidité ce qu'il gagne en étendue.

Pour bien faire donc, il faut avoir une telle marine en temps de paix, que sans augmentation elle puisse suffire en temps de guerre.

Cette partie du militaire a dans ce genre un avantage que n'a point l'autre. Les troupes de terre ne peuvent être exercées en temps calme par des camps de paix, exercice

exercice de pure montre, ou par les travaux publics, objet d'excellente utilité, mais qui en endurciſſant le ſoldat, ne le forme point à ſon métier. Pour la marine, au contraire, ſortir du port, c'eſt faire campagne; les riſques & les travaux de la mer, les tempêtes, les changemens de climat, ſont ce qu'il y a de plus dur dans ce métier : il faut également alors ſavoir manœuvrer ſelon le temps & les parages, voguer en eſcadre, ménager le vent, connoître les ſignaux, & le reſte. La guerre n'ajoute à cela que la néceſſité de faire feu, quand on rencontre l'ennemi. Une marine bien exercée eſt à demi invincible; les plus redoutables vaiſſeaux de la mer ſont ceux de Malte, qui n'ont peut-être jamais attaqué leurs ſemblables.

Toute l'augmentation donc que je voudrois à la marine en temps de guerre, ce ſeroit des lettres de marques aux armateurs. Ceux qui font votre commerce, & ceux qui pillent celui de l'ennemi, tendent au même but dans ces temps de calamité, & certainement le François aura toujours quinze & biſque ſur l'étranger au jeu de l'audace & de l'étourderie. Mais quant à votre marine, il faut que, bornée à un point fixe & propor-

tionné à votre commerce, elle ne vous coûte ni plus de dépenses, ni plus de soins, ni plus de projets quand il y aura des mutins sur mer, que quand tout y sera dans l'ordre & soumis à votre Empire, c'est-à-dire, au droit des gens. Ces deux points paroissent plus aisés à prescrire qu'à établir ; mais comme dans tout le cours de cet Ouvrage, je n'ai mis en avant, autant que je l'ai pu, aucune allégation que je n'en aie marqué le point & les moyens, je vais en ceci suivre la même méthode.

Il paroît difficile d'abord de fixer le point de proportion que j'ai établi ci-dessus entre la marine & le commerce ; mais sans s'arrêter à cet égard à de vaines spéculations, j'ai transcrit ailleurs l'état de la marine de Louis XIV dans les temps de splendeur, & ce qu'elle coûtoit armée par moitié chaque année. Il est aisé de voir que les frais de cette marine ne sauroient être à charge à l'Etat, & les faits encore tout vivans, démontrent que ce ne fût point elle qui l'épuisa.

Quoique l'exagération puisse dire aujourd'hui de la puissance navale d'Angleterre, les gens instruits conviendront, en revenant au vrai, qu'elle n'est pas plus forte que ne l'étoit alors les forces combinées

de la Hollande & de l'Angleterre, à qui nous tînmes tête avec supériorité. Si la derniere s'est accrue, c'est au dépens de l'autre. Je dis plus, c'est qu'en augmentant notre marine, & conséquemment notre commerce, nous diminuerons celui de nos rivaux; mais en les supofant au point où ils sont aujourd'hui, tout homme sensé conviendra que nous disputerions au moins le terrein à l'Angleterre, si notre marine étoit sur le pied où elle fut en 1681. Prenez garde en outre, que selon le plan proposé dans le Chapitre précédent, un point qui nuisit extrêmement dans le siecle passé à nos plus belles opérations de mer, seroit corrigé, je veux dire le manque de ports en plusieurs endroits, & surtout dans la Manche. La Hogue, Cherbourg & autres, devenus de beaux ports, seroient une bride toujours présente à nos ennemis, & retraites assurées contre les revers de la guerre, & les inconvéniens de la mer.

Si à cet avantage & aux forces établies ci-dessus, vous ajoutez encore les forces auxiliaires que vous assurera le titre toujours exactement suivi & respecté dans toutes vos démarches de protecteur du droit des gens, j'ose répondre que vous dominerez seul sur les mers, tant que vous

ne perdrez pas de vue l'objet réel de cet Empire. Cet objet, je le répete, doit être de tenir libre cette campagne commune, de façon que l'industrie & le travail y puissent tout, & la violence rien.

C'est ce point de vue dont il ne faut s'écarter en aucune sorte pour quelque intérêt national que ce puisse être ; à ce prix vous dominerez. Dans le cas contraire, vous rentrerez bientôt dans la classe des accidens. Je ne fais point de plan pour l'injustice & pour la force, ce n'est pas la peine ; on peut seulement prédire, en vertu du même don qui fait que le diable est quelquefois prophete, c'est-à-dire, par une constante expérience du passé, que des plans destructeurs auront toujouts une mauvaise fin, quelle que puisse être l'intelligence & l'habileté qui les conduise & qui en déguise les ressorts. Quant au plan de la protection universelle du commerce, j'en établirai les moyens dans le Chapitre suivant.

A l'égard de ce que j'ai dit, qu'il faut que la marine ne coûte pas plus de dépense, de soins & de projets en temps de guerre qu'en temps de paix, on sent, quant à la dépense, que puisqu'elle devoit être armée par moitié chaque année dans la paix, il n'y a d'augmentation à

cet égard que celle de l'armement en entier dans le cas de néceſſité ; ce qui n'eſt pas un objet comparable à toute autre dépenſe de la guerre en quelque genre que ce puiſſe être. Par rapport aux plans & aux projets, ſi l'on en ſuit de bons en temps de paix, il y aura peu de choſe, ou rien à y changer en temps de guerre.

En effet, quel doit être le but de vos eſcadres de haut bord en temps de paix? C'eſt de paroître chaque année dans les trois mers, l'Océan, la Méditerranée & la Baltique ; d'y faire montre de votre puiſſance & de votre ſouvenir, d'y recevoir les plaintes de vos commerçans, & d'en vérifier l'objet, d'examiner la conduite des prépoſés à l'agence du commerce, de rehauſſer la conſidération de nos Miniſtres dans les pays étrangers, de faire paroître en tous lieux une jeune & floriſſante Nobleſſe qui, par ſes manieres généreuſes, ſe fera des amis, dont le parti François ſera groſſi ; de ſe montrer enfin en état de redreſſer les torts & contraventions, tant les nôtres que celles des étrangers, toutes choſes néceſſaires pour faire reſpecter le pavillon françois, c'eſt-à-dire, la Nation. D'autre part, quel peut être l'emploi de vos eſcadres

légeres? C'eſt de faire d'abord les mêmes choſes dans le nouveau monde & les colonies, d'en établir la correſpondance directe avec la Cour, d'y porter le ſecours d'hommes, d'outils & de munitions néceſſaires, de viſiter les côtes pour veiller de toutes parts au maintien de l'ordre, à l'apui des nouveaux établiſſemens, au ſecours du foible, à l'encouragement du colon, à la liberté du commerce, &c. autant au Levant & ſur les côtes de Guinée. Or je demande ſi au temps de guerre, il y aura rien à ajouter à ces différentes deſtinations, ſi ce n'eſt une ſorte de plan, pour que les eſcadres parties des divers ports, puiſſent ſe donner la main en cas de beſoin, & marcher en force quand il ſera néceſſaire.

Vainement projetteriez-vous de les faire ſervir à des expéditions de terre, le ſuccès de ces ſortes d'entrepriſes mis en balance avec ce qu'ont coûté celles mêmes qui ont été les plus honteuſes, devroit avoir déſabuſé l'Europe entiere de ce genre de projets. Voulez-vous entreprendre ſur les établiſſemens de vos ennemis? Renforcez vos colonies; qu'elles agiſſent dans le Continent, & que vos eſcadres n'aient d'autre emploi dans ces ſortes d'expéditions, que de convoyer les bâti-

mens destinés au transport des troupes aux lieux où elles ne peuvent arriver que par mer, comme par exemple, en Terre Neuve; & de bloquer ensuite les ports des lieux contre lesquels on voudroit agir.

Une marine militaire fixée & entretenue au point où étoit celle de Louis XIV, suffiroit pour remplir tous ces objets également vastes & indispensables; & maintenue dans l'esprit militaire, brillant, audacieux & désintéressé, qui s'est toujours conservé dans son sein, passeroit sur le corps à tous les marchands de l'Univers mis en colere. Ce n'est pas que je prétende dire que les Hollandois autrefois, & les Anglois aujourd'hui n'aient été de braves & redoutables ennemis. L'air de la mer, & l'habitude de ses périls indépendans de la guerre, endurcissent l'homme, & le rendent en conséquence propre à cette profession; mais la pauvreté volontaire ou habituelle d'une part, de l'autre cette élévation & ces vues que donnent le métier exclusif de commander & de combattre, se trouveront dans un corps de marine uniquement militaire, & lui donneront, soit dans les plans, soit dans l'exécution, le même avantage sur les marines marchandes, qu'à l'oiseau

de proie ſur une poule qui défend ſes petits.

J'ai rempli à peu près l'objet de mon titre, moins en détail que je n'aurois pu, mais autant que j'ai cru le devoir pour faire apercevoir ſur cette matiere tout ce qu'il eſt néceſſaire d'en montrer au public. La néceſſité de la marine eſt un point dont tout le monde convient. Les moyens de la rendre floriſſante, qui paroiſſent ſi ſimples dans mon énoncé, renferment néanmoins tous les ſoins de détail qui doivent concourir à cet objet d'importance premiere. Quant à ceux de la borner, je me ſuis preſcrit de n'indiquer que le point où l'on doit s'en tenir, & l'emploi qu'il en faut faire: je n'ai pas voulu aller plus loin.

On me demanderoit peut-être plutôt les moyens de la porter à ce point; mais en ce cas on ne m'a guéres lû, ni dans l'énumération des frais de la marine de Louis XIV, citée d'après Dutot, ni dans les effets que j'ai démontré devoir résulter d'une agriculture animée, honorée & protégée, d'une vivification intérieure portée au plus haut point, de l'immenſe population qui doit être la ſuite de ces choſes, & de l'induſtrie prodigieuſe qui naît de celle-ci; ſi l'on ajoute à ces reſ-

es celles qui naîtront du rétablisse-- des affaires de l'Etat par le baisse- des intérêts & l'extinction des ren- la diminution des dépenses de l'ex- dinaire des guerres, au moyen d'un me de conduite qui nous conciliera ne & l'amitié de ceux de nos voisins eront hommes, & nous mettra à e de mépriser les turbulens; on verra selon ce plan nous dévrons être si , qu'une telle marine feroit plutôt nous un exemple de modération, effort.

vais toutefois à tant de ressorts na- s, & qui naissent de la chose, en er encore un, le plus fort de tous, ant les moyens de détail nous sont gers; c'est ce que nous verrons dans apitre suivant.

CHAPITRE V.

Des Prohibitions.

'EST ici la manie universelle de l'humanité, & l'article fur lequel, à sens, tous les Gouvernemens du le s'éloignent le plus de leur objet.

Celui de toutes bonnes Loix, telles qu'elles puissent être, est l'utilité générale & particuliere, réunies ensemble. C'en est-là le vrai type dont il ne faut jamais s'écarter, cette regle seule peut nous garantir des écarts de l'imagination & de l'irrésolution de l'esprit dans une matiere d'une importance absolue, & sur laquelle on a tant erré.

Un nombre de législateurs, une infinité d'auteurs politiques ont réfléchi, ordonné, écrit sur cette matiere, ils n'ont trouvé que vuide, écarts, inconvéniens naissans des remedes aportés à d'autres inconvéniens, erreur enfin, en proportion de ce qu'ils se sont écartés de ce principe simple & général. Un grand génie, entr'autres, a de nos jours dévelopé l'immense tissu des Loix connues jusqu'à nous, a recherché leur esprit & leur convenance, leurs propriétés selon les différens genres du Gouvernement, leur utilité selon les differentes classes d'hommes, leur possibilité selon les divers climats. Personne ne respecte plus que moi le génie vivifiant, l'utile & vaste érudition, l'heureuse & malléable imagination de cet homme célébre. J'admirai des premiers l'humanité de ses principes, la fermeté philosophique de son esprit,

le feu de son style, &c. mais je trouvai, comme bien d'autres, que lorsqu'on veut suivre ce grand maître, & que desireux de bien, on espere le trouver sous de tels auspices, bientôt trop éclairé par son guide, on parvient moins à se consoler & à esperer, qu'à se rebuter. Ce grand homme au fond détruit bien plus qu'il n'édifie, montre le mal partout, & ne dit pas où seroit le bien. Ses partisans outrés alléguent sur cela qu'il n'ose tout dire, & je répond que c'est lui faire tort que de lui supośer une crainte basse à laquelle il s'est montré fort supérieur. Il a rendu en cela justice à son siécle; mais si j'ose porter un œil d'Artiste sur les images des Dieux, je dirai qu'à force de considérer l'humanité dans la corruption de sa conduite, il devient moins propre à l'envisager dans la pureté de son institution. Tout homme, quelque supérieur qu'il ait pû être, eut son défaut; le sien fut d'aimer trop les objets compliqués, & de ne pas assez en revenir au simple qui est le vêtement de la vérité.

Je le répéte, l'esprit des bonnes Loix n'est autre chose que l'utilité générale & l'utilité particuliere, combinées & réunies. Considérons les loix primitives de

l'humanité, celles de la nature qui, à la réserve des ordonnances de culte & de la soumission de l'esprit, renferment toutes les loix de la Religion ? parcourons, dis-je, la totalité de ces Loix, je défie qu'on m'en montre une seule qui, en faisant le bonheur de la société, sacrifie à l'intérêt général l'avantage personnel de quelque particulier. Le respect, la soumission & la reconnoissance pour l'Etre souverain (ce qui, je crois, compose en totalité l'amour de Dieu qu'on nous recommande) l'amour de ses semblables, le respect filial, la tendresse pour ses proches, les vertus enfin qui posent les premiers fondemens de la société, n'ont assurément rien d'exclusif pour aucun de ses membres. Je puis en dire autant de celles qui en étendent & consolident l'établissement. L'amour de la Patrie, l'attachement au Gouvernement, toutes les vertus enfin qui constituent les mœurs, sont aussi avantageuses au moindre des individus qui composent la société, chacun à par soi, qu'elles le peuvent être aux têtes qui se trouvent les plus privilégiées par ces arrangemens interieurs. C'est ce que j'avance sans crainte, & desirant même d'être démenti ; parce que la preuve par les détails, qui seroit étrangere à cet ouvrage,

ne donneroit que plus de jour à la vérité la plus essentielle en morale & en politique.

Quelques Ecrivains imbus des maximes d'indépendance ou d'opression qui régnent de nos jours (car ces deux extrémités se touchent) ont prétendu trouver dans les priviléges de certains ordres & corps de l'Etat, une infraction du droit commun qui donne à tous les hommes une égale part aux avantages de la société. Ce ne peut être qu'un aveuglement absolu, ou une malignité qu'il n'est pas permis de supposer sur de simples indices, qui confonde ainsi les êtres moraux & physiques, & prêche le renversement de tout, sous prétexte de vouloir en rétablir les droits. Chaque individu a sans doute un droit égal aux avantages de la société en proportion de ce que comporte la position où il a plu au ciel de le faire naître. Le même soleil est pour tous, & personne n'a droit de nous en ôter la jouissance; mais l'un a les organes vifs, l'autre les a foibles, sans que cette disparité mette le dernier dans le cas de murmurer. L'inégalité du partage est même infiniment moins exclusive dans les biens de la fortune, que dans les dons de la nature. Les premiers en

traînent avec eux leurs charges, imposent des devoirs, nécessitent des soins, & une sorte d'esclavage qui compense les besoins de la médiocrité la plus rétrécie. Plus on est élevé, moins on est libre, quand on fait son devoir; plus on est infame & malheureux, quand l'on y manque.

L'inégalité des conditions, & les priviléges attachés aux premiers rangs du bâtiment politique, ne choquent donc point les bonnes loix; car s'il en étoit autrement, nulle société ne pourroit subsister que contradictoirement aux loix de la nature, puisqu'il n'en peut exister aucune sans Hiérarchies plus ou moins multipliées, plus ou moins privilégiées en proportion de l'étendue de l'Etat, c'est-à-dire, du territoire de la société.

Je n'ai point de droit au bien d'autrui, mais j'ai droit à tout le mien. Ce *mien* est l'Univers entier, comme si je sortois de l'arche, pourvû que je n'emploie pour l'acquérir aucun des moyens proscrits par la Loi naturelle. On sçait qu'elle est toute renfermée dans ce grand principe, éternel comme la vérité dont il énonce une portion : *Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrois pas qui te fût fait.* A cela près je puis & dois me procurer à

moi, & à toute la société dont je fais partie, tous les avantages que mon esprit peut apercevoir, que mon activité peut atteindre, que mon industrie peut faire valoir.

L'étendue de ce devoir, ainsi que ses bornes, sont les mêmes pour tous les hommes depuis le premier jusqu'au dernier; je dirois depuis le sceptre jusqu'à la houlette, si, selon mes principes, tout sceptre ne devoit se terminer en houlette par un bout.

Ce peu de principes établis jetteront une vive lumiere sur la nature des prohibitions, & feront discerner aisément celles qui sont permises d'avec celles qui sont injustes. Mon plan n'est assurément pas de faire, en quelque partie que ce puisse être, un traité de morale. Je ne parle que de l'intérêt. On ne sait, ou du moins on ne répéte que trop aujourd'hui, que tout ce qui n'est pas vraiment équitable, n'est jamais véritablement profitable aussi. Ce principe de toute vérité sert de plastron à bien des gens qui veulent paroître ce qu'ils ne sont pas. Ils répétent hautement que ce n'est que faute de calcul qu'on est injuste, espérant persuader par là qu'il ne faut les examiner que du côté de l'esprit qui est leur fort, & non de celui du

cœur, qui est leur côté foible. Mais ici je n'établis rien que je ne le raisonne du moins selon ma portée; & si quelquefois une sorte de morale perce dans cet Ouvrage, ce n'est jamais que pour démontrer des vérités politiques.

C'en est une, que le monde est encore dans son enfance en matiere de Gouvernement. Je n'imagine pas avoir montré jusqu'ici assez de présomption pour qu'on m'accuse de m'élever un autel de nuées systématiques, devant lequel j'immole tous les législateurs présens & passés, me croyant seul chargé d'une mission expresse pour annoncer à l'Univers que tous les hommes qu'il a révérés n'avoient nulle idée du terrein sur lequel ils jettoient les fondemens des édifices qui ont subsisté & subsistent encore aujourd'hui. De toutes les sottises répandues ici-bas, & sur lesquelles j'ai *légitimé* au moins aussi avantageusement qu'aucun autre, l'aveugle présomtion est une de celles que j'ai le plus oubliées. Je crois donc fermement que les différences du juste & de l'injuste eussent été le pivot des opérations de tous les Législateurs, si les hommes étoient une pâte docile dans les mains de ceux qui les gouvernent. Mais il s'en faut bien qu'un génie supérieur ne soit le

le maître de faire recevoir les meilleures loix, précisément parce qu'elles sont telles. Le tempérament d'un peuple, les usages, le climat, & tant d'autres matériaux étrangers à la constitution de la chose en elle-même, mais dont l'habitude à fait une seconde nature, entrent nécessairement dans la composition des arrangemens de la société, & un homme sage se voit réduit à ne lui donner que les loix souvent informes qu'elle est capable de supporter. Solon le disoit en parlant de ses Athéniens, & le plus grand des exemples nous a fait voir que cette barriere insurmontable aux vues de l'équité, est invincible pour la Divinité même, sans détruire le libre arbitre de l'homme, & conséquemment toutes les loix.

Il n'est donc pas étonnant que toutes les législations, dont nous avons connoissance, soient très-imparfaites; & l'on n'en doit pas moins admirer la supériorité d'esprit & de vues de ces génies privilégiés qui ont sçû amener des hommes indociles & accoutumés à la licence, les amener, dis-je, au point de subir la contrainte des loix.

Si ces hommes qui se sont acquis tant d'autorité, & qui venus, pour ainsi dire, à propos dans le monde, sçavoient si bien profiter de la disposition de leurs

compatriotes vers la lassitude de l'anarchie pour se les soumettre, n'ont pû pousser cet empire jusqu'à rétablir dans la police intérieure la Loi naturelle dans toute sa pureté, devons-nous être surpris que cet effort ait été impossible aux Législateurs du second ordre, à qui il n'étoit permis que de réparer ou orner en détail un bâtiment déjà construit, & dont on eût pû reprendre les fondemens, sans risquer d'entraîner la ruine de l'édifice ?

La force seule ou d'esprit ou de corps, a fondé les Empires : *igitur initio reges (nam in terris nomen imperii id primum fuit,) diversi, pars ingenium, alii corpus, exercebant*. La force de corps régne sur la servitude, celle d'esprit sur la superstition. La plûpart des Fondateurs des nations ont réuni ces deux moyens, chacun en proportions des circonstances. L'un & l'autre sont propres à préparer l'esprit des hommes, & à les rendre capables de recevoir de bonnes loix, mais ils ne sçauroient en produire. Il s'ensuit de là que fonder un Empire & lui donner des loix, sont deux opérations tellement distinctes, qu'elles appartiennent nécessairement à deux hommes différens.

En supofant que Guillaume le Conquérant eût eu le génie de Charlemagne, & qu'ayant détruit la nation dominante en Angleterre, il eût cherché à rendre heureux les peuples de ses nouveaux Etats, que Platon se fut présenté, & que le Prince, renonçant à tout autre avantage de sa conquête qu'à celui de bienfaiteur, n'eût conservé de sa puissance que ce qu'il en falloit pour apuyer le nouveau Législateur, jusqu'à ce que l'habitude eût forcé ces hommes grossiers à vouloir être bien ; ces deux hommes réunis auroient pû fonder un Etat, & lui donner des loix : mais si la refonte & l'assemblage des idées Platoniciennes combinées d'une part avec les préjugés de la Chevalerie, la loi des serfs, l'amour de la guerre, l'orgueil de la victoire, &c. si l'union, dis-je, de toutes ces choses paroît former une hypotèse monstrueuse, c'est toutefois précisément l'image d'un Conquérant Législateur. En effet, les idées folles & les préjugés inhumains des premiers sont aussi inhérens à l'esprit de conquête, que les lumieres pures de justice & d'humanité sont nécessaires à l'esprit de législation.

N'en déplaise donc aux Historiens de Cyrus & de Sésostris, qui ont fait des

modèles plutôt que des copies d'après nature, je mets en fait que ces deux rôles n'ont jamais été réunis. Romulus fonda Rome ; Numa Pompilius lui donna des loix. Cette alternative de deux hommes indispensablement nécessaires à l'établissement d'un Etat, répétée dans leurs successeurs, fut peut-être, humainement parlant, le principe réel de l'inébranlable solidité de cet Empire.

Si donc on a dit avec raison, que tout projet de régénération dans quelque partie du corps politique que ce soit, & par conséquent dans la masse entiere, doit avoir pour objet de ramener la chose publique à ses principes fondamentaux, c'est seulement des loix d'installation dont on a voulu parler, & non des loix d'Ordonnance & de distribution, puisque ces dernieres n'existoient pas ; je m'explique. Une nation qui originairement militaire pencheroit par la corruption de ses principes à devenir commerçante ou usuriere, c'est-à-dire, où la prééminence passeroit du premier de ces états au dernier, tourneroit visiblement vers sa décomposition, & conséquemment le but du régénérateur devroit être de le ramener à son ancien esprit ; c'est ce que j'appelle loix d'institution. Mais

si de là nous passons à rechercher ses loix fondamentales que j'appelle loix d'Ordonnance & de distribution, ce n'est point dans son origine que vous le trouverez ; à peine chaque siecle vous en présente-t-il quelqu'une de celles qui ont mérité ce grand nom par une utilité éprouvée.

Cette discussion nous méneroit loin, & me jetteroit insensiblement hors de mon sujet. Ce que j'en ai dit suffit pour faire sentir. 1°. Qu'il n'est rien d'immuable & de toujours bon dans les institutions humaines : rien qui puisse constamment servir de point de ralliement dans les écarts où le relâchement des ressorts politiques peut entraîner ceux qui en ont le maniement. 2°. Que la distinction du juste & de l'injuste est la seule boussole qui puisse diriger de bonnes loix. 3°. Qu'il ne sçauroit y avoir d'état & de société, dont un grand nombre de loix de distribution ne puisse être réformé sur ce principe, & que ce n'est point innover, mais consolider & fonder. 4°. Qu'il est toujours temps de s'apliquer à cette sorte de travail, autant que les circonstances peuvent le permettre.

Si jamais cependant un Souverain peut sans crainte entreprendre les nobles fonctions de Législateur, c'est lorsque son

peut dérober à son cœur. Ne présageons point des temps fâcheux quand la Providence nous en accorde de favorables. Il est de fait que le Prince peut tout à present en France sur les esprits ; c'est assez pour autoriser un Citoyen à mettre au jour celles de ses idées qu'il croit pouvoir servir à l'avantage public. Les plus vagues imaginations peuvent avoir quelque utilité, quand des vues supérieures daignent les diriger & les réduire.

Il s'ensuit de ce que dessus, qu'il n'est édifice politique si bien construit, qu'on ne trouve dans son architecture des marques de l'antique barbarie de ses premiers constructeurs. Il en résulte encore, que l'attention d'un Gouvernement éclairé, doit se porter toujours à réformer ces restes difformes & deshonorans, & que le juste & l'injuste sont le seul point sur lequel cette attention puisse diriger ses vues, sans crainte de s'égarer dans le Dédale des contradictions humaines. Il est évident enfin, que si jamais aucun Gouvernement fut, par la qualité des accessoires, libre de travailler à cet ouvrage utile avec certitude de la facilité dans l'exécution, c'est le nôtre aujourd'hui.

Ce

Ce préambule pourroit servir d'introduction à un plan de réformation, c'est-à-dire, de discours de réception aux Petites-maisons. Mais on sait par quelles gradations je me trouve en ce moment docteur *in utroque jure.* Je ne suis dans le principe que populateur; mais la population, quoiqu'un miracle continuel de la Providence, est néanmoins soumise aux arrangemens du Gouvernement.

Tant que les hommes ont eu de la terre pour s'éloigner les uns des autres, la population a pu s'étendre malgré les efforts destructeurs des passions humaines; mais cette ressource eût été bornée & bientôt épuisée sans celle du travail & de l'industrie. En effet, toutes les premieres peuplades étoient de pasteurs ou de chasseurs. Eh! combien peu d'hommes nourriroit la terre, si elle n'offroit à notre subsistance que ces secours-là! Nous les avons multipliés à l'infini par l'agriculture, & c'est le premier des moyens; j'en ai traité dans ma premiere Partie. L'industrie est le second: celle-ci se divise en deux branches, industrie domestique, & industrie étrangere: j'ai parlé de la premiere dans ma seconde Partie. Comme elle est entiérement assujettie aux

ressorts de protection & d'encouragement, qui partent des vues du Gouvernement & de son régime intérieur, j'ai été nécessairement forcé à toucher cette corde-là, mais je l'ai fait légérement & avec le respect que doit un Citoyen à l'autorité qui le protege, & à laquelle il doit sa sûreté. Dans cette troisieme Partie où je traite de l'industrie étrangere, je me trouve obligé, par la même continuité de chaînons relatifs, à devenir Politique, comme j'étois Magistrat ci-devant. Tel est le principe & la gradation de toutes mes prétentions. J'acheverai ma carriere, parce que je l'ai commencée ; mais quand ma mission volontaire sera finie, reprenant, comme Esope, mon sarrau & mes sabots, je résignerai toutes mes Charges, & redeviendrai Gros Jean comme devant.

Cependant, croissant de la sorte à chaque instant en dignité, mes devoirs augmentent proportionnément en étendue. J'ai cru, par exemple, pouvoir sous-entendre dans la seconde Partie tout ce qui se rencontroit de relatif, sur le terrein que je parcourois alors, au Chapitre des Prohibitions que je traite en ce moment.

Ce n'est pas que je ne susse bien qu'a-

vant que d'entreprendre de faire respecter le droit naturel dans l'Univers., il ne fallût commencer par le faire régner chez soi. Sans sortir des regles de prudence & de conduite que je me suis prescrites, je pouvois, je devois peut-être rapeler combien de monumens de l'antique barbarie sont encore vivans parmi nous. En désignant les gabelles, &c. je n'aurois pas craint qu'on m'eût accusé de vouloir tarir les sources des revenus du Prince & de l'Etat. On sait comment j'ai parlé sur les impôts, & l'on n'imagine pas que je sois assez peu fécond, pour ne pouvoir remplacer un filet impur autant que foible de finance, par dix autres trois fois plus abondans, & dont l'établissement & le régime, conformes au droit naturel, rentreroient pour le fond dans le grand principe que j'ai établi, qu'il faut que tout ici-bas donne en proportion de ce qu'il reçoit. Combien d'abus de régime compliqué, & de police recherchée n'aurois-je pas pû attaquer, & j'ose dire, démontrer ridicules par le fait encore plus que par le raisonnement? les privileges & maîtrises de corps & métiers, par exemple, tyrannie de détail, & couvre-feu de l'industrie, & tant d'autres qui se sont glissés dans la police, & y ont

établi les plus crians abus du monopole, ſous le prétexte de déraciner ceux de la liberté.

J'ai cru devoir omettre tout cela, tant pour éviter de choquer l'intérêt particulier, que pour ne pas m'engager dans des diſcuſſions qui demanderoient des volumes. J'ai d'ailleurs toujours craint de m'ériger en cenſeur public, mais ce qui eût peut-être ſoulevé bien des gens, ſi je l'euſſe entrepris dans le détail, on me pardonnera de le tenter en grand. Ce n'eſt-là le territoire que d'un petit nombre de gens moins ſujets à ſe paſſionner, & qui entendent raiſonner les Auteurs politiques & moraux à peu près comme le vent ſouffler. *Laiſſons-les dire, pourvu qu'ils nous laiſſent faire*, eſt leur deviſe. Eux & moi, nous nous ſommes partagés ces deux genres de travaux, & il n'y a pas d'aparence que nous nous gênions réciproquement dans nos fonctions.

Me contentant donc à l'égard des prohibitions domeſtiques, d'avoir dit qu'il eſt toujours néceſſaire de déraciner dans l'intérieur de l'Etat tout ce qui y ſubſiſte de contraire au droit naturel, & que jamais les circonſtances, qui peuvent concourir à déſigner le temps oportun pour

des changemens, ne furent plus favorablement réunies qu'elles le sont aujourd'hui parmi nous, je passerai aux prohibitions étrangeres.

Parcourons les différens tarifs établis dans les ports de toutes les nations de l'Europe : retrouvons les traces premieres de cette absurde & scélérate science, qui bientôt a serpé dans tout l'Univers, au détriment de tous les peuples : cherchons dans les traités les monumens des travaux & des finesses de la politique, pour tourner à son avantage ce moyen décevant de prospérité exclusive : voyons dans les états de finance ce revenant bon de la barbarie & de l'opression sur la civilisation & la liberté ; ce recueil immense, cet arsénal de traits lancés & renvoyés contre l'humanité en général, ne seroit encore qu'un petit échantillon du nombre d'empêchemens que l'esprit exclusif & d'intérêt a répandus sur la surface de la terre, pour gêner l'industrie & la communication nécessaire entre les hommes, qui est l'essence du commerce. Ne diroit-on pas que nous sommes au temps des brigands & de la barbarie, où l'on ne connoissoit d'autre droit que la force, & d'autre loi que la nécessité, avec la différence, que les petits brochets ont

servi de pâture aux grands qui, s'étant partagé l'étang, dominent chacun dans leur canton, & n'y voulant laisser engraisser que ceux qui vivent sous leur protection, & qu'ils sont sûrs de devorer plus tôt ou plus tard, selon leur apétit ou leurs besoins.

Quand l'imaginative de charger de droits une sorte de marchandise qu'on veut discréditer, seroit aussi recherchée & sûre qu'elle est plate & fautive, tout homme d'Etat eût dû la rejetter, par l'idée seule que l'invention n'en peut être secrete, ni le principe exclusif. Vous imposez ici, l'on vous rend la pareille ailleurs : l'industrie y perd de toutes parts ; mais le plus grand désavantage est pour celle des deux nations qui est la plus prompte à se rebuter, la plus opiniâtre à consommer, & dont le genre d'industrie est de la nécessité la moins absolue. D'après ce principe incontestable, je laisse à juger si nous gagnons plus que d'autre à cette méthode destructive.

Je sais tous les *si* & les *mais*, dont les petits spéculateurs ont enluminé cette vaine science. J'ai parcouru l'immense bibliotheque du pour & du contre ; & c'est parce que je la connois, que, dégoûté des sinuosités de ce Méandre, j'ose affirmer que qui

n'en ſaura pas franchir les détours & tendre au delà, ne fera jamais rien de grand ni de ſolide pour le bonheur de l'humanité. On doit ſavoir de reſte de quel point de perfection eſt ſuſceptible l'action des reſſorts compliqués : ne voudra-t-on jamais connoître l'efficacité de ceux qui ſont ſimples ?

En cela, comme en toute autre choſe, je n'ai qu'un ſecret, mais je le crois bon : & comme je n'ai juſqu'à préſent rien détruit, que je n'aie mis quelque choſe à la place, je vais donner mon idée, qui n'eſt rien moins qu'impraticable pour le Roi Paſteur.

Il faut ſe rapeler ce que j'ai dit : premierement, que le commerce eſt à l'extérieur ce qu'eſt la vivification à l'intérieur ; ſecondement, que nous avons tous intérêt à ce que nos voiſins tirent de leur territoire & de leur induſtrie toutes les reſſources poſſibles ; troiſiemement, que le commerce eſt de ſa nature incompatible avec toute autre domination que celle de l'induſtrie & du travail.

Raſſemblant en un point ces principes & les diverſes conſéquences que j'en ai tirées, quand je les ai traités chacun en particulier, ne pourroit-on pas ſe faire

un plan général de débarrasser l'industrie de toutes les entraves que lui ont donné de toutes parts l'aveugle cupidité & l'abus de l'autorité ?

J'ai dit ailleurs, que le Roi Pasteur commenceroit par dégager l'intérieur de ses Etats de tant & tant d'obstructions établies dans les temps où chaque partie de l'Etat avoit ses fonctions à part, & ne concouroit à former un tout que dans certaines circonstances, presque toujours au choix de ceux qui dominoient dans les Provinces. Si depuis l'avarice du fisc les a conservées, on sait qu'il est presque dans tous ses calculs aussi éclairé que le seroit le labouteur qui n'ensemenceroit pas ses terres, de crainte de se priver de la portion du grain nécessaire pour cela; mais le Roi Pasteur qui, par les vues que j'ai détaillées ailleurs, n'a d'autre objet que d'établir une prompte & facile communication entre les différentes parties de son territoire, a fait tomber tous ces empêchemens, comme les barricades dans les rues de sa Capitale, & tout est désormais libre dans l'intérieur de son Royaume.

Il a fait plus; considérant que ce seroit perdre une partie des avantages de la situation de ses Etats, que de ne pas

offrir la liberté du *transit* aux marchanises & denrées des étrangers, dont la estination est au dehors de chez lui, & u'il prive par-là ses sujets des profits u *nolis*, du dépôt, des commissions, :c. il leve de toutes parts les barrieres, : présente à l'Univers étonné les droits e l'hospitalité, les avantages d'une comiunication toujours aisée, & d'une pote admirable dans ses Etats. Tant de enfaits l'ont déja rendu l'idole & l'emple de l'humanité; s'élevant alors de situation naturelle à cette nouvelle here acquise à si bon droit, il entreend enfin de rendre universels tous s avantages, & voici comment il y ussit.

Il propose d'abord à ceux des Etats mmerçans, qui n'ont presque d'autres nds que leur industrie, un traité de iternité, portant supression totale de us droits d'entrée sur tout ce qui sera orté dans tous les ports de l'une des iissances contractantes par les sujets & isseaux de l'autre, de quelque nature l'il puisse être, & de quelque pays l'il soit aporté.

Certain d'avoir poussé chez lui l'indusie au point que celle de l'Etranger : lui damera jamais le pion dès qu'elle

aura le désavantage des frais de transport, il levera toutes les défenses & prohibitions de manufactures étrangeres, pour obtenir les mêmes avantages chez les autres, & ne prohibera que celles de la fabrication des peuples qui n'auront pas voulu entrer dans le Traité.

Je ne crois pas qu'on imagine cette négociation bien difficile à conclure avec la Hollande, Hambourg, Génes, & autres Républiques qui ont quelques vues de commerce. Certaines Puissances du Nord, dont le Gouvernement est éclairé, y accéderoient bien volontiers aussi: & s'il en est encore quelques-unes qui, par un bizarre aveuglement, renonçassent aux avantages du commerce, pour se conserver cette destructive portion de leurs revenus, qui provient des droits d'entrée sur les matieres indispensables à la consommation de leurs sujets hérissés d'ignorance & de misere, il pourroit se contenter d'un réglement de tarif universel & uniforme, immuable également, & respectif, au moyen duquel on recevroit leur accession.

Le systême de l'Univers est changé: le monde entier est connu, & les irruptions des Barbares ne sont plus à craindre, à moins que le malheureux systê-

me d'intérêt exclusif, dont la politique du commerce fait aujourd'hui la base de ses spéculations, ne porte les nations policées à s'affoiblir réciproquement, jusqu'à ce que quelque brigand ou chef de voleurs sorti du fond de la Tartarie, dévaste enfin le second théâtre de la prospérité humaine, comme leurs pareils ont autrefois désolé le premier.

Une semblable révolution n'a pas d'aparence. Si nos vues de commerce & d'intérêt sont encore bornées, c'est qu'elles sont bien modernes; mais les hommes vont loin en peu de temps, quand une fois ils trouvent le fil de quelque connoissance nouvelle; & puisqu'il me vient à moi, qui m'avoue très-médiocre, des notions claires & nettes sur des matieres au dessus de ma portée dans la pratique, que ne doit-on pas attendre dans peu des vues des vrais hommes d'Etat, & de ceux que la Providence a doués d'un génie supérieur? Il y a donc toute aparence que les hommes connoîtront bientôt leurs vrais intérêts en ce genre, qui ne sont pas plus difficiles à concevoir, que ne le sont les subtilités de détail dont on envelope cette prétendue science. On peut conclure en conséquence, que les révolutions désastreuses,

du moins celles dont les hommes sont les auteurs, sont bannies de l'Univers.

L'art de l'Imprimerie a multiplié, communiqué & étendu les connoissances; la découverte de la Boussole a facilité les communications; celle de la Poudre à canon a égalisé les forces, & rendu la férocité moins redoutable. Ces trois inventions assez voisines l'une de l'autre, & qui ont entr'elles des raports de désastre & d'utilité, forment ensemble une époque qui a changé la face du monde.

En tous les temps le commerce & l'empire de la mer ont élevé les peuples au dessus de leur sphere naturelle; mais les nations belliqueuses, toujours sûres de détruire leurs rivales commerçantes en les attaquant dans leurs foyers, pouvoient étouffer le commerce, & remettre l'empire aux mains de la force, jusqu'à ce que, bannie par la prospérité qui engendre la mollesse, elle passât chez d'autres peuples pour régner de nouveau par leur succès. C'est ainsi que Lacédémone victorieuse d'Ahenes concentra le commerce & la politique des Grecs; que celui de Tyr ne fut plus que dans la mémoire des hommes, pour avoir osé braver un Conquérant; que Carthage, qui couvroit presque les deux mondes, dis-

parut & entraîna dans sa chûte le commerce de l'Univers ; qu'Alexandrie enfin, étape du monde entier par sa situation & ses autres avantages, n'est plus qu'un monceau de ruines, pour s'être trouvée sur le passage d'un peuple dont le cercle d'idées ne s'étend pas au delà de l'esprit de conquête & d'opression.

Depuis les découvertes ci-dessus, tout a changé de face dans le principe ; d'où la prudence humaine peut conclure que tout en changera dans les conséquences. Le commerce s'est partagé, l'ignorance n'a plus été comme autrefois la compagne de la force ; elle suit au contraire par-tout l'abatardissement & la langueur. L'empire de la mer a toujours à la vérité fait pencher la balance ; cette vertu est son essence, & rien ne peut la lui enlever ; mais les nations policées ont toutes senti cette vérité, & cherché à enlever cet empire à leurs ennemis. L'espagne, que la Providence avoit destinée à subjuguer & ravager le nouveau monde, jouissoit à peine de la domination des mers, qu'une poignée de ses sujets révoltés entreprit avec un courage merveilleux de lui disputer, & en vint à bout avec un succès qui passa ses espérances. De peuples proscrits qu'ils étoient,

ces favoris de l'industrie, devenus puissance importante, virent bientôt les Insulaires leurs voisins, marcher sur leurs traces, & leur faire d'un trait de plume la plus cruelle des guerres, en pleine paix. La Hollande sentit le coup tel qu'il étoit, & la plus acharnée des guerres maritimes alloit décider de l'empire disputé, quand la France mêlée dans la querelle, d'abord comme alliée, & qui sous ce personnage avoit attrapé une partie du gâteau, ensuite comme conciliatrice, devenue bientôt une rivale redoutable,

Peut être troisieme larron,
Eût saisi.....

si son maître, séduit par l'apas des circonstances & par l'espoir de reculer utilement ses frontieres, n'eût donné d'autres ombrages à l'Europe, & n'eût forcé la Hollande, par la crainte de ses propres foyers, de courir au plus pressé, & de s'unir à sa rivale pour s'assurer contre un tel voisin. La continuation du mauvais systême volontaire de la France entraîna celle du mauvais systême forcé de la Hollande. L'étoile & les forces prodigeuses de Louis XIV le maintinrent sur cet élément comme ailleurs; ses en-

nemis devinrent, il eſt vrai, les propriétaires & les laboureurs de la mer ; mais il y campa toujours, ſoit en corps d'armée, ſoit avec des troupes légeres ; & quoi qu'on en diſe, l'empire de la mer eſt non-ſeulement encore une chimere, mais même déſormais une chimere impoſſible à réaliſer. Vainement les Anglois prétendent-ils en être aujourd'hui les maîtres : l'objet ſeul de s'y rendre les plus forts, les oblige à des dépenſes qui excédent leurs moyens, & les tient dans un état de contraction qui ne peut qu'entraîner un accablement abſolu. L'union de deux ou trois Puiſſances, même dans l'état actuel, les embarraſſeroit étrangement ; & de ces trois, il en eſt deux qui, ſi elles connoiſſoient leurs forces, & prenoient les moyens véritables pour en rendre l'exploſion maritime, les réduiroient dans peu d'années à tenir dans l'Europe le rang qu'ils y ont tenu de tout temps, & qui eſt aſſez beau pour qu'ils puſſent s'en contenter.

Il réſulte de tout ceci, que ſelon les loix de la prévoyance fondées ſur le cours des choſes paſſées, les incurſions de la barbarie ne ſont plus à craindre pour le monde policé, du moins dans le genre dont l'Hiſtoire ancienne nous donne tant

d'exemples, c'eſt-à-dire de façon à s'établir ſur la ruine entiere de l'induſtrie & des arts, & que les parties, qui déſormais tomberont en décadence, périront par des maux de langueur, dont pluſieurs cantons furent & ſont tour-à-tour attaqués.

La mer & les ſciences perpétuées ſauveront déſormais l'humanité du malheur de retomber en entier aux portes de l'abrutiſſement, & de recommencer les pénibles efforts de l'invention. Il réſulte encore, que par un effet contraire, quoique raproché dans le principe, la mer & les ſciences perpétuées, ſauveront pareillement l'humanité du joug de l'intérêt excluſif, qui n'eſt autre choſe au fond que la Monarchie univerſelle. Qu'arrivera-t-il donc du froiſſement continuel de cet intérêt déifié de nos jours? Le voici. Il n'apartient qu'aux élémens arrangés expreſſément par une main toute-puiſſante, pour ſe combattre ſans ceſſe ſans s'entre-détruire, de montrer à nos yeux ce miracle continuel; mais les choſes ſecondes ne participent nullement à ce prodige: il arrivera donc entre les peuples qui ſe diſputent l'empire de la mer & le commerce excluſif, qu'épuiſés de toutes parts par des efforts exceſſifs, obligés de ſurcharger

furcharger les peuples pour fournir aux frais d'une guerre difpendieufe, & aux accès d'un émulation dégénérée en haine, tantôt ouverte, tantôt couvée fous la cendre, ils fe dépeupleront réciproquement.

Ainfi que les meubles précieux, & après eux les rats & les reptiles mêmes fuient d'une maifon prête à tomber, les mœurs, les fciences, les arts, l'induftrie, & jufqu'aux moindres talens méchaniques, tout abandonne un Etat en décadence. Le nouveau monde offre à l'humanité exilée les mêmes avantages qu'elle trouvoit dans l'ancien; & fi les hommes demeurent toujours auffi barbares qu'ils le font encore, quelque jour fes peuples divifés, auffi peu inftruits par nos malheurs, que nous le fommes par ceux des pays ou les Antiochus & les Ptolomée fe faifoient autrefois la guerre, fe difputeront avec acharnement les pelleteries de nos déferts.

Le projet donc de fraternité entre les peuples commerçans, loin d'être idéal & imaginaire, eft le feul qui puiffe remettre la cupidité à fa place; elle eft bonne quand elle obéït, éxécrable quand elle commande. De pafteurs des humains, les Souverains cupides en deviennent les

bouchers : les uns & les autres conduiſent les troupeaux ; mais les premiers au pâturage, les autres à la mort.

Le Souverain, qui, perſuadé de l'utilité & de l'abſolue néceſſité du traité général propoſé ci-deſſus, & que je ſupoſe ici peu inſtruit de l'opiniâtreté des faux calculs de l'intérêt, penſeroit d'abord que les plus grandes difficultés à l'exécution de ſon projet, viendroient de la part des Puiſſances qui ne font aucun commerce maritime, & qui, accoutumées à jouir des droits perçus ſur les marchandiſes que les nations induſtrieuſes aportent dans leurs ports, ne voudroient point borner à cet égard leur pouvoir, dans l'eſpérance d'obtenir les mêmes immunités dans une ſorte de commerce inconnu à leurs ſujets, ne doit point être arrêté par ces foibles conſidérations. J'ai dit ci-deſſus par quel moyen on pourroit faire entrer ces Puiſſances dans nos meſures, en les modifiant en leur faveur ; je ſuis perſuadé que, ſi par une conduite toute contraire à celle des conſeils de commerce d'aujourd'hui & par une généroſité que j'ai démontré utile & néceſſaire dans les premiers Chapitres de cette troiſieme Partie, au lieu de chercher à perpétuer l'ignorance &

la paresse des nations qui n'entendent ni le commerce, ni les manufactures, on les aidoit & encourageoit au contraire, par tous moyens, à établir chez elles l'une & l'autre de ces richesses, ces nations entreroient bientôt avec une confiance entiere dans toutes les vues de leur bienfaiteur.

Peut-être que d'abord les plus grandes difficultés viendroient de celles des Puissances commerçantes, dont l'ambitieuse cupidité est fomentée par l'orgueil; & servie par de grandes vertus de patriotisme, de constance, &c. Une nation, qui se laisse journellement bercer dans les écrits de quelques visionnaires du faux espoir, qu'elle peut & doit envahir le commerce universel, & qui (je l'ose dire, moi, l'ami du genre humain) autorise également la fraude & la violence, ou du moins la souffre dans ses branches, pourvû que l'intérêt de l'instant se trouve au bout; une nation qui conserve précieusement dans ses fastes comme monument la législation la plus éclairée, & observe soigneusement dans sa conduite la teneur de l'acte le plus tyrannique, qui jamais ait été proposé à un peuple qui prétend s'unir à l'Univers entier par les liens du com-

merce, cette nation, dis-je, pourroit bien envisager comme formé contre elle un plan de liberté générale & universelle sur la mer, & de communication libre & fraternelle entre tous les peuples. Il est pourtant vrai de dire, que nulle part plus que chez ce peuple altier, il ne naît à la fois d'hommes supérieurs & clairvoyans en grand. Il est en conséquence à présumer que dans l'hypothese de l'éxécution de tous les plans d'utilité & d'amélioration proposés dans mon Ouvrage, ces hommes attentifs auroient dès long-temps examiné les opérations, & aprouvé les vues du Roi pasteur; que la nation entiere auprès de laquelle les bons conseils prévalent toujours à la fin, auroit antécédemment profité dans bien des détails des bons exemples de son voisin, & que par-là plus disposée à juger favorablement de ses projets, elle seroit plus susceptible de persuasion sur l'utilité de ceux ausquels son accession seroit nécessaire.

En la suposant dans cette disposition, je ne vois pas ce que des têtes sages pourroient oposer dans le Parlement d'Angleterre à la proposition d'accéder au traité de fraternité universelle en fait de commerce. Il seroit aisé de leur prou-

r d'abord, que leur célébre acte de
vigation étoit une folie dans le temps
ême où il fut proposé, quoique les in-
dens qui porterent alors d'un autre côté
s vues des Puissances étrangeres, en
ent procuré le succès. En effet, si
ouis XIV, que les Anglois ont tant
ombattu, & qui les a si bien servis,
endant tout le cours de son regne, n'eût
tiré sur lui la jalousie & les craintes de
Europe entiere; si l'Espagne, la Fran-
e, le Danemarck & la Suede sentant
omme on l'auroit dû les conséquences
e souffrir qu'une nation, par un acte de
ommerce, osât déclarer toutes les au-
es pestiférées pour ses ports, & se ré-
ervant le privilege de faire par-tout le
ommerce en toute espece de denrées &
archandises, osât prescrire la nature de
on chargement à tout vaisseau qui n'au-
oit pas le bonheur d'être Anglois: si
es Puissances, dis-je, également inté-
essées à cette injure faite au genre hu-
main, avoient pris des mesures combi-
ées contre cet attentat à la liberté pu-
lique, les Anglois auroient honteuse-
nent réculé. Au lieu de cela, chaque
Puissance regarda cet affront comme étran-
ger à son fait, & contente d'obtenir la
permission d'aporter chez la reine des

nations les denrées de son cru, n
de lèsés dans cet acte, que les Ho
dois voituriers immenses, & cultiva
presque nuls.

Mais est-ce un soulagement pour 1
quand la moitié de ma maison brûl
celle de mon voisin se trouve consi
toute entiere ? L'acte de navigation,
d'être une des dépendances du dro
souveraineté que chacun à chez soi,
un attentat tyrannique contre le
des gens, & comme tel devroit êtr
primé, si ce n'est par une ligue géné
du moins par une semblable prohib
chacun chez soi, uniquement pou
Anglois. Cet acte le seroit aujour
que toutes les nations visent à être c
merçantes, s'il étoit question de le
éclore.

Je doute qu'il fût plus mal aisé de
montrer dans le même sens, que toute
prohibitions usitées de nos jours péc
également contre la justice & contr
bon sens ; & tout me porte à c
qu'en étendant plus qu'il ne convie
mon plan, les détails du projet qu
propose, on parviendroit à faire en
dre à l'Angleterre, que ses peuples
jourd'hui mieux établis que tous au
pour la mer, auroient un avantage

& prompt à l'établissement de la liberté universelle.

Et pourquoi se figurer des monstres où peut-être ils ne sont pas ? Combien de commerces lucratifs que cette nation fait par interlope, supposant les frais de la fraude, & les perils du badinage, & dont l'apas les pourroit faire entrer dans les vues du Roi Pasteur ! Combien de motifs de guerres ruineuses rayés sur le livre des calamités du genre humain ! Quel accroissement dans le reflux immense des denrées & marchandises, dont les plus habiles navigateurs auroient le premier profit, & du moins ceux du *nolis*, &c. ! Depuis long-temps je suis d'assez près, quoique dans mon cabinet, les progressions de l'esprit Anglois dans ses vues, dans ses actions & dans ses délires, car il y en a par-tout. J'efface, autant qu'il m'est possible, de nos relations les nuages du prejugé, & des leurs les exagérations de l'enthousiasme ; je tâche de les juger sans partialité dans ce moment même où les préventions contre eux m'environnent de toutes parts. Je me trompe fort, ou les différentes vues de détail qui, dans un ouvrage moins sommaire que celui-ci, jetteroient un jour avantageux sur les consequences de

mon systême, les fraperoient bientôt plus efficacement que tous autres.

En suposant toutefois que quelque Puissance, telle qu'elle pût être, refusât de se prêter à ce nouvel arrangement, soit en totalité, soit avec les modifications que j'ai admises en faveur de celles qui n'exportent rien, fort ou foible (ce qui me seroit égal en matiere d'Etat, où la justice seroit la seule, alliée offensive & défensive dont je voulusse dépendre) j'aiderois au privilege exclusif de ce peuple opiniâtre par la plus décidée des opérations.

Je n'aurois point recours à la force pour contraindre des peuples libres à concourir à leur propre avantage ; car chacun est le maître chez soi. Je défendrois à tous les sujets de l'Etat, comme crime de haute trahison, & au premier chef, tout commerce direct ou indirect avec la nation qui m'auroit renié pour son frere. Cette loi proclamée avec les plus grandes solemnités, & revêtue de toutes les formes qui pourroient la rendre autentique, seroit encore redoutable par les peines qui suivroient son infraction. La tête du fraudeur seroit mise à prix, sa maison rasée, sa postérité déclarée infâme jusqu'à la derniere génération.

Vainement

Vainement allégueroit-on contre cette sévérité, que les peines disproportionnées aux crimes sont un abus contraire aux mœurs, & qui avilit les loix. Personne ne connoît mieux que moi la vérité de cet axiome dans le courant de la société ; mais la nécessité de régime dans le tronc a des exceptions dans les branches. La lenteur des formes reçues dans l'administration des loix civiles seroit aussi mal dans un camp, que le despotisme d'un Général d'armée, ou d'un Capitaine de vaisseau dans son bord, seroit dangereux dans le tribunal de la Justice. Le commerce est une branche de la société ; la célérité est son élément, & conséquemment les loix tranchantes son régime. A considérer d'ailleurs, dans celle que je propose, les vues du Législateur, il est aisé de sentir que celles-ci étant d'une utilité du premier ordre, ce qui les dérange mérite d'être réprimé par des peines proportionnées. Quoi qu'il en soit, ennemi juré du pour & du contre, dès que je vois justice devant moi, j'établirois cette loi ; je ferois observer, & (ce qui, selon moi, est l'ame de toute police & de tout Gouvernement) je prendrois en contravention quelqu'un dont le procès & la punition rendus publics,

effraieroient pour long-temps les plus hardis.

En cet état, permis seroit aux nations prohibées d'établir chez elles les mêmes défenses; je ne m'en ressentirois aucunement, ni sur terre ni sur mer, & nous vivrions de la sorte, comme gens qui ne s'entendent ni ne se voient.

Qu'en arriveroit-il alors? On peut concevoir la chose sous deux hypotheses. La premiere est, que chacun de son côté seroit réduit à son propre fonds. En ce cas, celui qui en auroit le plus, auroit le dernier; & je ne vois pas que celle-là fût à notre désavantage avec qui que ce puisse être. La seconde, plus conforme à la tournure actuelle des choses, c'est que chacun de son côté feroit concurremment le commerce chez les nations neutres, solliciteroit l'exclusion de son rival. Oh! dans ce cas, je demande pour laquelle des deux parleroit la justice, les faits, & les vues d'utilité? Ne seroit-ce pas pour celle qui, renonçant à tout privilege particulier, ne demande de franchises que celles qu'elle offre, & d'avantages que ceux qu'elle procure?

Enfin, ou la nation Cananéenne a, au moment de l'interdiction, plus de commerce que nous, ou elle en a moins. Si

la en a plus, la perte d'une branche conſidérable lui doit être plus ſenſible; ſi elle y a moins, elle eſt moins en état de ſe récupérer ailleurs de ce qu'elle perdroit chez nous. Je ſais qu'on peut me rétorquer l'argument; mais d'une part, on ne ſauroit m'ôter l'avantage d'avoir la juſtice de mon côté, & un objet fixe au lieu d'un but idéal : de l'autre, je vois ici à peu près quelles pourroient être les puiſſances; je connois des vues chez elles, ainſi que des moyens chez moi, qui feroient prévaloir mon parti. J'en dis aſſez, mais je m'en réſerve peut-être encore davantage.

Cependant ce ſeroit pouſſer trop loin le châ teau en Eſpagne, que de donner comme probable l'eſpérance qu'un pareil état de tenſion pût durer ſans occaſionner une guerre ouverte entre des nations rivales, & déjà aigries par l'interdiction mutuelle du feu & de l'eau. C'eſt ici que je rapelle ce que j'ai écrit à la fin du Chapitre précédent, quand, après avoir établi une floriſſante marine militaire chez nous, & les moyens de la ſoutenir & de la diriger de façon qu'elle ſoit en état de nous faire reſpecter par-tout, j'ai dit que j'allois ajouter à tant de reſſorts naturels, & qui naiſſoient de la choſe, des moyens

étrangers, & qui nous deviendroient propres.

Revenons en effet sur la suite d'objets que j'ai présentés dans le cours de cet Ouvrage ; peignons le Roi Pasteur environné d'un peuple immense, qui bénit la douceur & la vigilance de son gouvenement, ouvrant ses chemins, ses villes & ses ports aux étrangers qui jouiroient chez lui des mêmes avantages que ces régnicoles. Montrons ce Prince magnanime, qui d'une part a persuadé l'Europe de sa modération, & de l'autre, montré que cette vertu est fondée en principes, & qu'étant chez lui l'ame de la justice, il en veut être l'arbitre ailleurs. Bienfaisant pour tous ses voisins, il leur a communiqué les arts qui font sa prospérité, enseigné ses manufactures, encouragé chez eux l'art de la navigation ; ils doivent tout enfin, & il ne leur demande rien.

En cet état, il leur présente un traité dont tout l'objet est de rendre libre la mer & les communications, le travail & l'industrie. Ce traité visiblement utile pour la plûpart des Puissances ausquelles il est proposé, a été signé, comme je l'ai dit, par plusieurs d'entr'elles qui ont visiblement goûté les fruits. Concevez, s'il se peut, quel accroissement de

éputation doit avoir procuré à ce Prince une telle conduite. Chacun sait que la éputation est le premier des biens pour out homme, en quelque classe que la Providence l'ait placé ; mais que ce bien devient plus important pour chacun d'eux à proportion de l'élévation de son état. In Roi de haute renommée est la principale, & pour ainsi dire, l'unique force de son état. Or supposant que ce Prince, ami des hommes, dont toutes les démarches & les vues sont à découvert, dont toute la politique est sur les levres, soit obligé d'employer le glaive pour soutenir la cause de l'humanité ; peut-on penser que cette guerre ne devienne pas bientôt la cause commune de toutes les Puissances alliées? & c'est alors qu'affranchi par la Déclaration de guerre des entraves de la justice qui me défendoit de contraindre même pour imposer le joug de l'humanité, je ne ferois de traité que celui dont la base feroit l'accession à la confraternité universelle dans le commerce.

Tel est le seul joug qu'il soit permis d'imposer à ses voisins, & le seul empire qu'il soit utile & praticable d'exercer sur eux. Et qu'on ne m'accuse pas de donner ici un réchauffé de Platon & de

sa République. Ce rare génie bâtissoit en l'air, & moi je parle d'après les faits tels qu'ils sont, & j'en tire des arrangemens subséquens, tels qu'ils doivent être.

Je ne vois sur tout cela qu'une objection réelle à me faire, qui est celle du fisc. Votre entiere liberté de communication, me dira-t-on, entraîne d'une part la supression de tous droits & douanes intérieures, qui, selon vous, ne sont que des obstructions contraires à la circulation, de l'autre celle des droits d'entrée & de sortie des ports : par où donc remplacerez-vous le déchet énorme que votre plan cause aux revenus de l'Etat ? & comment le Roi, qui ne fait point le commerce, profitera-t-il de celui de ses sujets ? Ne nous alléguez point ici vos axiomes philosophiques & rebattus, que les richesses des peuples sont celles du Prince ; qu'où il y a plus d'hommes, les services sont à meilleur marché, d'où s'ensuit qu'un moindre numéraire équivaut à un plus grand ; que des peuples riches & contens sont toujours prêts à se saigner pour l'honneur & l'utilité de leur Prince ; que la réputation est le plus grand des biens, & autres sentences de cabinet. Nous avons assez entendu de tout cela ; nous saurions auf

si, si nous voulions savoir, que plus les peuples sont riches, plus ils sont attachés à leurs richesses, & d'autant moins disposés à s'en dessaisir, qu'où il y a plus d'hommes, il faut plus de nerf pour les contenir; que les Princes de la plus haute réputation, Salomon, ou si l'on veut, Louis XIV, sont ceux qui ont le plus accru leurs finances, &c. mais tout cela ne fait rien au fait. L'extraordinaire des guerres, la marine, la politique, la justice, la police, la maison du Prince, ne seront point entretenus avec des axiomes moraux; ainsi donc remplacez au trésor d'un côté ce que vous lui ôtez de l'autre, si-non l'on ne vous fera seulement pas l'honneur de vous ranger dans la classe des suivans de *Sir Politick*, qui, visionnaires de bonne foi, méritent du moins quelque indulgence comme tous bien intentionnés; mais singe du renard sans queue, vous serez sifflé, comme ayant, en vertu d'une dialectique aussi foible qu'abondante, entrepris de nous démontrer que les fievres-quartes nous sont bonnes.

Ce n'est peut-être pas des gens du fisc que viendroient ces objections. Ceux d'entr'eux qui n'entendent que leurs calculs, ne lisent & ne commettent que Ba-

rême, & les autres plus éclairés savent bien que le mieux est possible; mais incertains si le mieux public concourroit avec le mieux particulier, ils parviennent à penser, à force de le dire, que tout ce qui est, est bien, & qu'il suffit, pour être homme d'Etat, de faire l'office de jour le plus rondement & le plus utilement qu'il est possible : mais de quelque genre que puissent être les auteurs de ces objections qui, je l'avoue, peuvent du moins venir à l'esprit de bien des gens, je leur répondrai sommairement, & sans répétition de mes anciens principes où je ne crois pas avoir rien biaisé : 1°. Que je n'ai jamais prétendu rendre les sujets de l'Etat riches, mais au contraire, l'Etat riche de sujets; 2°. qu'en avouant qu'où il y a plus d'hommes, il faut plus de nerf pour les contenir, je demande ce que c'est que ce nerf. Si, selon mes Critiques, ce nerf est la finance, je conviendrai que j'ai fait autre part que chez eux mon cours d'anatomie, mais j'ai oui dire que le plus riche & le moins nerveux des Souverains est le Mogol, & l'histoire des révolutions d'Empire nous montre que dans le conflit de deux nations, la plus riche a toujours succombé. Si au contraire le nerf est la police

nterieure, & les forces de terre & de mer, tout cela n'agit que par des hommes; & qui en a le plus a plus de nerfs aussi; 3°. Que les Princes qui doués d'ailleurs les plus grandes qualités, ont abusé de l'obéissance de leurs sujets pour pousser trop loin les ressources de la finance, ont préparé par cet éclat éphémere les plus fatales révolutions, des scissions d'Empires, des banqueroutes d'Etat, &c. mais que Cyrus, Charlemagne, & autres, dont le nom sera toujours un éloge, ont fait les plus grandes choses sans moyens extraordinaires, & ayant toujours en horreur de fouler les peuples. Pour en venir enfin au point principal, & oubliant pour ce moment-ci par combien de raisons de fait j'ai trouvé que le Roi pasteur doubleroit ses revenus en cultivant ses terres, j'offre un dédommagement tout simple de la diminution de revenu occasionnée par la supression des douanes, & autres droits perçus en ce genre dans l'interieur du Royaume & sur nos frontieres : & quel est-il ? accroissement d'impôts sur les terres. Je m'explique.

Il a paru cette année un Ouvrage sous le titre de *Mémoire S. L. E. P.* Ce morceau qui traite d'un des détails du

une offre comme feu Girardin ; c'est qu'on fasse un relevé de ce que valent les douanes du Royaume, qu'on préleve ce qu'il en coûte pour l'entretien des préposés & les frais de la gestion de cette partie, & que le produit en soit établi sur le pied de la meilleure année en dix ; j'offre alors de m'en charger, & d'en donner le double au Roi, sauf à en traiter avec tels gens qu'il me plaira, étrangers, nations ou particuliers, compagnies, chambre de commerce, provinces, communautés, &c. sans exiger que l'autorité me prête main-forte en quoi que ce soit, & promettant en outre qu'on ne payera nulle part aucun droits de douane, d'entrée ou de sortie, ni dans le Royaume ni sur la frontiere. C'est je crois, au fond, avoir trop répondu à cet objection ; revenons.

L'intérêt exclusif, semblable à ces fruits trompeurs qui sous une belle aparence cachent un venin corrosif, n'est autre chose qu'un poison lent qui ronge & détruit également celui qui le prépare, & celui qu'il attaque. Comment un Gouvernement, dont les démarches & les conseils tendent hautement à cet intérêt, peut-il attendre de ses sujets quelque fraternité entr'eux ;

quelque soin de la gloire de l'Etat, quelqu'amour de la patrie ? Ses voisins lui sont étrangers, parce qu'il n'a avec eux qu'un raport second, si l'on peut parler ainsi ; il le sera de même aux habitans des provinces de l'Etat, qui ne le regarderont que comme une puissance étrangere, attentive à s'enrichir des dépouilles de la vraie patrie, & ne verront sa domination que comme une décharge ! l'habitant d'une ville particuliere aura les mêmes sentimens pour le corps de l'administration générale de la province ; le pere de famillle pour la communauté ; l'enfant s'acoûtumera à regarder son pere & ses freres comme des Vampires qui le desséchent, & rendent sa condition plus mauvaise. Toutes les passion particulieres enfin tendront à la dissolution de la société générale, & l'intérêt déguisé sera le lien unique des citoyens entr'eux, semblables à ces animaux de carnage qui s'aident & s'unissent en quelque sorte, pour la rapine, toujours prêts à s'entre-dévorer pour le partage de la proie.

Je m'entens oposer de toutes parts, que l'Histoire démontre presqu'en tous lieux que l'amour de la patrie n'est point du tout une branche de cette douce & recommandable vertu qu'on appelle l'humanité ; que

les peuples qui nous ont donné les plus grands exemples de la premiere de ces vertus, ont toujours été ceux qui fraternisoient le moins avec les étrangers; que les Juifs les avoient en horreur, les Grecs en haine, les Romains en mépris; & que l'Anglois, qui d'entre les peuples modernes est celui où le patriotisme est le plus en recommandation, fait de son droit de naturalité le titre le plus exclusif & le moins communicable, que ce sont cependant les peuples qui eurent le plus de prospérité & de durée. Cette objection vaut peut-être la peine d'être discutée.

Les Juifs à les examiner dans le point de vue qui nous est ordonné, devoient selon les vues de la Providence, éviter toute communication étrangere pour conserver dans toute sa purté le dépôt précieux de la Loi écrite, & se garantir de la corruption de l'idolâtrie qui les environnoit de toutes parts. La même Loi nous ordonne aujourd'hui d'être tous freres; mais ce n'est point dans ce sens-là que nous considérons la chose. A les voir donc uniquement en politique, je demande si l'Histoire entiere des Juifs, si leur infortune éternisée offre un tableau bien concluant pour le dogme de l'intérêt exclusif?

es Grecs toujours divisés entr'eux, jours jaloux de la prospérité publi- & de la vertu des particuliers, nous voir dans l'Histoire de leur Gou- ernement intérieur, le théâtre le plus rebu- de l'inconséquence humaine; les dif- ites petites Républiques qui parta- ent entr'elles cette partie des beaux & des grands talens, s'userent pour dire, les unes contre les autres. Les s conquérans furent les pires des res; les Grecs assujettis, les plus des esclaves.

es Romains aimerent leur patrie par- is toute chose; mais qu'étoit-ce que patrie? l'Univers entier, dont l'em- promis à leur postérité, faisoit le ier de leurs préjugés; toutes leurs res, tous leurs traités tendoient à objet unique; leurs ennemis les plus ls, une fois assujettis, entroient en des priviléges des Citoyens, & fai- it portion de la partie. Ils marché- de la sorte à la Monarchie univer- ; & si dans les temps de leur pros- té, ils devinrent orgueilleux & in- ains, ce fut un vice d'un Gouverne- t étendu par-delà les bornes naturel- de sa constitution. Prospérant com- guerriers, il déclinerent comme Ci-

toyens, si-tôt qu'ils eurent pris des Grecs la manie de traiter de barbares les étrangers, jusqu'aux temps où ces barbares étoufferent enfin leur civilité, comme le feront toujours tous barbares qu'on regardera constamment comme tels.

Quant aux Anglois, un principe d'honnêteté & de pudeur doit empêcher un Ecrivain qui se respecte, de disserter sur les nations vivantes ; mais sentant bien qu'en tout & par-tout, je ne parlerai que comme ami des hommes, j'ose dire mon avis sur le droit de naturalisation, dont ils étendent d'une part, & resserrent de l'autre le privilége. Rien n'est si inconséquent que de les voir d'un côté résister dans leur isle à l'évidence de l'utilité de la naturalisation des étrangers, qui leur est mise sans cesse devant les yeux par les discours & les écrits des Citoyens éclairés ; & de l'autre, admettre & attirer même dans leurs colonies les Protestans de toutes les régions de l'Europe. Une raison puérile, & pour cela même frapante, leur servira pour motiver cette inconséquence. C'est, diront-ils, que le terrein, & par conséquent l'objet du travail est immense dans les colonies, & borné dans la métropole. J'ai répondu dans tout cet Ouvrage à cette futile objec-
tion :

on ; si le terrein & le travail sont por-
ʼs au plus haut point de production en
ngleterre, les étrangers ne trouveront
as de place, & vous ne risquez rien
les admettre ; mais ce *si* là est le pen-
ant de celui qui dit : *Si le Ciel tomboit.*
'ous vous flattez d'envahir le commerce
u monde, ou du moins vous voulez
n conquérir & conserver la plus grande
artie ; le commerce du monde en est
empire, vous le sçavez ; étendez donc,
ontre les Romains, le nom Anglois sur
out ce qui voudra bien le porter. Je
e connois d'autre ressort de puissance
ue des hommes, & la fable de la gre-
ouille ne représente rien mieux qu'un
etit peuple qui prétend à un grand em-
ire. Mais pourquoi combattre chez les
Anglois, comme un faux calcul de droit,
ne méprise de fait, qui n'est qu'un reste
e barbarie & d'erreur populaire chez
ne nation où les écrits du peuple pré-
alent souvent sur les bonnes raisons. Je
'ai dit, la conduite des Anglois dans
eurs colonies prouve qu'ils ont senti le
aux de ce préjugé, & c'est à tort qu'on
es accuseroit de judaïser en ce genre.

Si ce sentiment pouvoit être bon à
uelque chose, ce ne seroit qu'à un petit
peuple, dont toute l'ambition se borne-

roit à se tenir bien ensemble, & maintenir sa liberté ; cependant tous l'ont abandonné, & les Suisses, nation peut-être la plus sage & la plus heureuse qui ait encore paru, reçoivent chez eux sans aucune difficulté les étrangers qui viennent s'y établir.

Enfin la même raison qui a établi chez toutes les nations policées la défense des mariages entre proches, milite contre l'exclusion étrangere. On a voulu lier les hommes par des alliances & confondre les familles ; les unir, de peur que les plus fortes n'étouffassent les plus foibles, provigner, pour ainsi dire, les ressources & les talens en tout genre. Qu'est-ce que les nations ? sinon de grandes familles. Le devoir des Législateurs est de les unir entr'elles, de faire tomber, d'abord quant au personnel, ensuite pour la généralité, ces odieuses distinctions de régnicoles & d'étrangers. Le globe entier est contigu ; tous les pays sont voisins, tous les hommes sont freres.

Loin donc, à plus forte raison, tous ces malheureux droits d'aubaine, de bris & naufrage, de péage, &c. comme autant de restes d'une aveugle barbarie, & de dérivés de la loi du plus fort, loi plus dangereuse encore pour les puissans

que pour les foibles. Peuples & Souverains, rivaux de puiſſance & de grandeur, je ſçais le ſecret de faire prédominer infailliblement celui de vous qui le premier voudra m'en croire, & ce ſecret le voici. Celui, qui le plus conſtamment voudra prendre la deviſe & la conduite de l'ami des hommes en général, régnera ſur leurs cœurs & leur affection, ſorte d'empire d'où naiſſent tous genres de proſpérité.

Il s'enſuit de tout ce que deſſus, que ce beau ſecret de la politique commerçante, qu'on apelle *prohibition*, n'eſt qu'une groſſe bêtiſe, qui ſupoſe des gruës dans nos voiſins, quand elle emploie l'artifice, & qui devient la plus ſordide injuſtice, quand elle ſe ſert de la violence. Ce genre de loix contraires au droit naturel, n'eſt propre dans l'intérieur qu'à faire haïr & mépriſer, comme ſatellites de la tyrannie, les gens préposés au maintien de leur exécution; qu'à entretenir vagabonds ſes infracteurs aux dépens des ſujets de l'Etat; qu'à donner enfin dans l'opinion publique la préférence aux étoffes & denrées étrangeres ſur les nôtres; au dehors, qu'à entretenir un germe de diviſions & de mal vouloir qui ne peut manquer de dé-

générer fréquemment en guerre ouverte au détriment de toutes les parties. Toute paix ne sera jamais dans le réel qu'une tréve, tant que le mal ne sera pas déraciné dans son princpe ; & ce principe, ce sont *les prohibitions.*

Ce dernier raisonnement paroîtra singulier, en se rapelant l'histoire des guerres qui ont affoibli & ravagé l'Europe depuis plusieurs siecles; mais quand j'en serai à cet article, j'espere faire voir que le systême a changé, & que desormais on ne doit plus craindre que des guerres de commerce : les autres ne seront que des feux de paille faciles à éteindre ; cela se verra dans son temps. Je finis sur l'Article des Prohibitions, dont chaque branche produiroit un volume; mais il est des choses dont la substance seule suffit.

CHAPITRE VI.

Des Colonies.

LE monde entier ne s'est peuplé que par colonies. Soit qu'on adopte le systême de population premiere que la

oi nous enseigne, & dont chaque pas
ue l'on fait vers la connoissance de
'Histoire du genre humain, nous fait re-
rouver les traces & nous confirme la
'érité ; soit aussi qu'on veuille le jetter
lans la mer immense d'incertitudes &
l'inexplicabilités que rencontre le Pyr-
honisme, on ne sçauroit, sans révoquer
n doute sa propre existence, nier que
e monde se soit peuplé par colonies.

Les colonies, branches du Gouverne-
nent, sont comme lui un effet de la né-
æssité que l'eprit humain a ensuite ré-
luit en art ; mais on peut dire qu'il
'en faut bien que cette branche ne se
oit perfectionnée comme le tronc. L'art
les colonies est encore, selon moi, dans
a plus imbécille enfance. C'est ce qu'il
st aisé de démontrer, & l'on doit me
ardonner la sorte de détail dans lequel
'entrerai sur un article qui a tant de ra-
port avec mon sujet.

On peut diviser à cet égard les dif-
férens âges du monde en trois temps.
1°. Les premieres colonies des temps
nommés dans l'Histoire *héroïques* & *fa-
buleux*, c'est-à-dire, des temps dont la
mémoire n'est parvenue jusqu'à nous qu'en-
velopée de fables, à travers lesquelles
il est comme impossible de découvrir

quelques traces de vérité. 2°. Les colonies des Anciens, à compter depuis les premiers temps où la guerre n'étoit qu'un brigandage, où l'œil de la tradition, & celui de l'histoire sa sœur cadette, a commencé à éclairer l'humanité, jusqu'à ceux où la guerre cessant d'être un mal de nécessité, elle parvint aux honneurs de l'empire, & devint une sorte de droit parmi les humains malheureux. Cette meurtriere du genre humain suposa dès-lors le monde assez & trop peuplé. L'esprit de conquête ne régne que sur la terreur, & la terreur ne sçauroit avoir trop peu de voisins. Dès-lors les colonies cessérent ; & si quelques Princes ont encore fondé des Villes, comme en effet la plûpart des grands Princes ont eu cette noble ambition, sur-tout dans les temps anciens, ce ne furent, pour la plupart, que des déplacemens d'un lieu à un autre. Quelques-uns de ces déplacemens, à la vérité, ont moins été le fruit d'une vanité inutile, que d'une politique éclairée. Telles furent autrefois Alexandrie, Constantinople, &c, & presque de nos jours Livourne, Petersbourg ; mais ceci apartient aux fondations, & non aux colonies.

Il est en général vrai de dire, qu'aussi-tôt

que les hommes ont été assez près les uns des autres pour se retrouver, ils ne se sont presque jamais rejoints que les armes à la main. J'ai trouvé en ma vie un Philosophe qui prétendoit que l'homme n'étoit autre chose qu'un animal foible & malin, que tous ses traits de force étoient des élans hors de sa nature, semblables au desespoir qui rend un chat renfermé un animal redoutable; mais qu'au fond, il n'étoit propre qu'à l'orgueil & à la mollesse dans la prospérité, & à l'abattement ou à la rage dans l'adversité. Je n'ai jamais aimé cette philosophie-là, & l'on sent que la thèse ci-dessus ouvre la carriere à des volumes de pour & de contre, où ce dernier cependant auroit l'avantage; mais il faut avouer qu'à ne consulter que l'histoire du genre-humain, on ne peut s'empêcher de convenir qu'autant l'homme éclairé est au dessus de la brute, autant l'homme inculte & barbare est au dessous.

Autre vérité très-essentielle, c'est que les passions brutales & qui deshonorent l'humanité ne lui ont jamais fait autant de mal que lui en fait ce malheureux intérêt exclusif, qui paroit d'abord une passion combinée, & qui n'est au fond qu'un esclave de quelques apétits bru-

taux réunis. Ses ravages ont nécessité les loix & les peines au dedans, les traités & les guerres au dehors ; & rien cependant n'en a pu arrêter les débordemens, que la lassitude & la foiblesse momentanées de ses ressorts toujours tendus & toujours en mouvement.

Arrêtons-nous, & considérons tous les fléaux de l'humanité ici-bas, ce sont autant de têtes de l'hydre qui partent du même tronc. Tout homme réfléchissant a senti cela avant moi, & beaucoup d'autres l'ont dit sans doute; mais je trouve qu'en ce genre on a trop désespéré de la perfectibilité de l'homme. Il semble que les Législateurs, les Magistrats, les Ministres, & tout enfin ce qui eut à gouverner l'humanité, ceux d'entr'eux du moins que leurs lumieres rendoient dignes de leurs places, aient statué sur ce vice-là, comme inhérent à notre substance, & participant de telle sorte à notre nature, qu'il falloit seulement en arrêter les désordres trop visibles, sans espérer pouvoir en corriger le principe. Il s'en faut bien que je ne pense ainsi.

Je suis convenu de ce point pour ce qui concerne la cupidité ; je lui ai cherché une carriere libre pour s'étendre, persuadé qu'en vain voudroit-on la borner,

ier, & que, quand même la chose seroit possible, ce ne seroit qu'aux dépens d'un mobile utile & nécessaire. Mais ce que j'appelle intérêt exclusif est autre chose ; ce n'est qu'une branche, qu'un calcul de la cupidité : ce calcul est faux, il est aisé de le démontrer tel, & les hommes sont faits pour entendre.

Ce n'est pas que je pousse la présomption jusqu'au point d'espérer que ce que la grace n'a point fait, elle qui au fond ne proscrit que cela d'entre les hommes, les raisonnemens des Ecrivains & des Auteurs éclairés le puissent faire ; mais il est certain qu'une vérité simple, & qui parle en même-temps au cœur & à l'esprit, ne sauroit être trop répétée, & qu'à la fin elle gagne parmi nous : il est du devoir de qui la sent, de la faire connoître ; c'est ce devoir que je remplis en ce moment où je parois me laisser entraîner dans une digression déjà trop rebattue dans cet Ouvrage ; mais on verra qu'elle rentre dans mon sujet actuel aussi naturellement qu'elle naissoit de mon Chapitre précédent, où je l'ai peut-être trop allongée.

Du moment donc que les hommes commencerent à se bien connoître, loin de s'aider les uns les autres, ils ne songerent qu'à

s'entre-détruire. Il y eut cependant depuis une ſorte de colonies qui a quelque trait avec celles du troiſieme âge, dont je parlerai ci-deſſous.

Des peuples victorieux, pour fonder plus ſolidement leur empire ſur des Provinces conquiſes, tranſportoient & établiſſoient des colonies au milieu de ces Provinces, & dans les lieux les plus propres à les tenir en bride; ils y établiſſoient des Vétérans, & autres gens de main. Quoique ces colonies, formées aux dépens des territoires voiſins, aient été la plûpart des Villes floriſſantes par les ſoins de la métropole qui fraterniſoit avec elles, ces ſortes d'établiſſemens ne contribuant en rien à la population, ne ſont pas de mon ſujet, & apartiennent plutôt aux fortereſſes qu'aux colonies.

Le troiſieme temps de celles-ci commence à celui de la découverte du nouveau monde, & vient juſqu'à nous, puiſqu'indépendamment de ce que les différens peuples de l'Europe, qui ſe ſont aproprié l'Amérique, font chaque jour pour renforcer leurs colonies anciennes & nouvelles; nous venons de voir, depuis la derniere guerre, les Anglois fonder Halifax, & la peupler de ſoldats réformés, qui ne ſont ailleurs que des va-

gabonds dangereux. Ce sont ces trois temps dont je vais considérer la marche & la progression, non comme le feroit le savant & judicieux David-Hume, mais selon mes vues auxquelles l'érudition est peu nécessaire, & simplement pour en induire, si notre façon de penser & d'agir sur cet article montre des lumieres bien sûres, & un intérêt bien entendu.

Nous n'avons de connoissance des premiers âges de l'homme, que par nos Livres sacrés. Quoique très-foible en érudition, j'en sais assez pour avoir toujours été étonné qu'il y ait eu des Théologiens assez aveugles, & des écoles assez ténébreuses, pour regarder la science comme dangereuse, & pouvant nuire à la Religion. Je trouve, au contraire, que toutes sortes d'études qui constituent le savoir, proprement dit, nous ramenent à la soumission qu'exige la foi, tandis que la grace seule ou la superstition peuvent assujettir un ignorant.

L'étude des faits sur-tout, accompagnée de toutes celles qui la rendent utile & nécessaire, n'est qu'un cahos dans son origine, dans sa marche, dans son ensemble, & dans sa fin, pour qui forcé de se choisir des guides, raye d'abord

de sa liste le plus ancien, le plus authentique, le plus simple, & le plus clair des Historiens. Notre spéculateur dès-lors se voit par-tout environné de fables tellement mêlées avec la vérité, que, las de débrouiller sans cesse ce dédale de contradictions, il abandonne ses guides fautifs, & se séparant, pour ainsi dire, de sa mémoire, il s'accroche, & se tend sur les ressorts de son esprit, tous prêts à lui manquer encore, après l'avoir ébloui par un mêlange confus de notions équivoques & de folles conjectures. C'est alors que la mer d'incertitudes s'étend à l'infini. Par-tout il voit l'homme brute à côté de l'homme civilisé; les arts tantôt naissans, tantôt perfectionnés, étouffés par-tout, & toujours par la barbarie leur voisine, qui bientôt voit naître dans son sein l'ébauche de ces mêmes arts qu'elle eût pû conserver & transmettre, en s'épargnant les douleurs de l'enfantement. Ici les hommes sont noirs, rouges ailleurs, blancs, mulâtres, jaunes, & de cent autres nuances: les différences d'ornemens ou de difformités qu'ils tiennent de la nature, celles de leur structure, tant de variétés, dis-je, ou de contradictions font imaginer à notre spéculateur ou même croire, sur la rélation de quelques voyageurs,

des êtres intermédiaires qui nous raprochent de la brute, & le voilà prêt à voir les Faunes & les Silvains des anciens : revenant ensuite sur l'espece décidée homme, il se perd dans ses spéculations : forcé de renfermer dans le même genre tout ce qui peut produire lignée, puisqu'il voit, sans en concevoir le *comment*, que la nature se refuse à perpétuer les dérivés des deux especes différentes, il comprend dans la même dynastie le Lapon & l'Ethiopien, le Malabare & le François, le Chinois, le Caraïbe & l'Algonquin. Mais comment ces hommes si différens se sont-ils répandus de la sorte sur la surface de la terre ? Leur souche à chacun d'eux a-t-elle été dans leur canton ? En ce cas, en remontant au premier, il faut mille Deucalions au lieu d'un. Sont-ils sortis de la terre ? mais elle ne produit rien sans germe. Viennent-ils d'un seul ? mais quelle différence !...... Que de ténébres presque par-tout, sans cependant avoir jamais renoncé au don de perfectibilité, à cette intelligence distinctive qui, bien conduite, s'étend au besoin à l'infini ! D'autre part, que de lumieres en quelques lieux ! lumieres conservées comme le feu sacré, pour se répandre ensuite

ſur la ſurface de la terre. Qu'eſt-ce que l'homme enfin ? D'où viennent ſes loix ? Pourquoi la néceſſité d'un Gouvernement ? Tout, en un mot, dans cette carriere n'eſt qu'abyme & profondeur d'incertitudes & d'obſcurités ; & ſi l'eſprit peut, en s'y jouant, trouver une matiere à quelques ſubtilités qui ſatisfont un amour-propre futile, il n'y rencontre pas moins un tiſſu de contradictions, qui déſole l'amour de la recherche & de la vérité, ſi naturel en nous.

C'eſt dans le déſeſpoir & la laſſitude où cette pénible courſe jette un homme vrai & de bonne foi, que je veux lui préſenter Moyſe & les Livres ſacrés, dépôt inaltérable, plus authentique mille fois que l'exiſtence même de ceux qui en nient la vérité ; mais ce n'eſt point en cela que je le conſidere. J'ouvre Moyſe, il me montre l'homme créé par un miracle perpétué ſous mes yeux par ma propre conſervation, & ſimple comme tout ce que je vois dans la nature. Il voit, ſans le comprendre, dans le ſein du premier homme, l'humanité entiere par l'ordre & l'action de celui qui a mis dans le premier grain de bled tout le froment de l'Univers. Il voit à l'homme une deſtination qui lui fait ſentir l'objet

& l'emploi de cette ſublimité d'intellect, inutile à nos beſoins d'ici-bas, ſouvent nuiſible à nos plaiſirs, & dont quelques Philoſophes voudroient nous dépouiller, comme contraire à leur abrutiſſement. Il voit notre liberté néceſſaire à cette deſtination : il en voit l'abus auſſi-tôt que l'uſage; la dégradation de l'homme, myſtere effrayant, mais démontré par ſes effets, & qui ſeul nous donne la clef de ce mêlange d'inconſéquences & d'excès oposés, qui rendent l'homme un problême incompréhenſible à la réfléxion.

Cè composé de céleſte & de ſublime dans ſon inſtitution, & de viciation dans ſa racine, une fois admis dans le même être, tout ſe débrouille dans l'homme; & ſans recourir aux deux ames des Philoſophes, au bon & au mauvais principe des Manichéens, on conçoit alors comment l'excès de la brutalité d'une part, & celui de la grandeur d'ame de l'autre, ſe trouvent par-tout en même nation, même ville, même famille, & ſouvent dans le même homme : on connoît alors & le principe qui néceſſite les Loix, & l'intelligence qui les conçoit & les rédige. L'eſpoir renaît dès-lors dans le ſpéculateur, & l'Hiſtoire gagne dans

sa confiance, en proportion de ce que son esprit a repris d'assiete & de tranquillité. Ramené sur les faits, il suit sans peine alors la marche de l'humanité.

D'une souche préservée d'un naufrage universel, dont la Fable, la Tradition & l'Histoire montrent des traces en tous lieux, sortent trois familles qui dirigent leur marche vers les extrêmités oposées. Avant de se séparer, un effort de l'orgueil & de l'indépendance humaine est confondu par un nouveau miracle continué jusqu'à nous, & toujours subsistant. Ce prodige de la diversité des langues, qui ne nous surprend plus, parce que nous sommes si bornés que tout ce qui nous est habituel, nous paroît simple; ce prodige inexplicable est marqué dans sa date & dans son principe. Ce pas fait, rien n'a plus de difficulté qui ne gagne à être éclaircie, tout se dévelope naturellement; la marche des empires, la naissance des superstitions qui s'épaississent en proportion de ce qu'elles s'éloignent des temps & des lieux de la lumiere, l'invention des arts dûs la plûpart à la nécessité, quelques-uns au hasard, humainement parlant; par ce seul chemin, en un mot, l'homme porte, à travers les

contradictions & les obscurités de l'Histoire, le flambeau de la vérité, se comprend, se connoît, se corrige, & peut s'assurer qu'il marche droit au but de toute étude louable, qui est de se rendre utile à soi & à ses semblables.

C'est d'après ces réfléxions, & peut-être ayant fait moi-même le pénible voyage que je propose à tout homme réfléchissant, que je me suis déterminé à cet égard à n'en sçavoir pas plus que mon Curé; & comme de plus sçavans ne pourroient rien nous aprendre sur l'origine de l'homme, je me crois autorisé à traiter mon sujet actuel selon ces notions.

C'est donc sur la seule Histoire que nous avons des commencemens de l'homme, qu'il faut tabler pour considérer la marche de la population, & des colonies des premiers temps. On y voit les premiers hommes, pasteurs en général, errer avec leurs familles & leurs troupeaux en tout genre, utiles & précieuses richesses. Les autorités de pere, de chef & de maîtres, unies & confondues, composoient toutes les loix; la guerre n'étoit autre chose que le droit d'une défense légitime, & la paix que l'hospitalité & la bonne-foi. Les familles même les plus unies se séparoient aussi-tôt, ou peu après

la mort du Patriache ou pere comı
par elle les liens de la société éı
rompus; il n'étoit pas juste que de
res ou des proches égaux en degré
connussent une autorité que la r
n'imposoit plus. Il ne restoit donc d
chées au tronc que les branches
foibles pour se passer de son apui
autres emmenant avec elles leurs
tons, alloient faire de nouvelles sou
dont la ramification étoit bientôt s
aux mêmes partages.

On sent aisément que si des sépar
de cette nature laissoient lieu pe
quelque temps à une sorte de fat
entre des peuples qui ne reconn
qu'un même pere, ce ne pouvoit
que quand les cantons où ils se fi
respectivement, étoient forts voisin
core par une fatalité inhérente à l
stance de l'espece humaine toujou
pide & inquiéte, voit-on que ces p
n'attendoient souvent que le terme
génération, pour se regarder en er
souvent implacables.

Il s'ensuit de là, & personne
dispute, que les branches qui se
roient, & alloient fonder de nou
peuples, emportoient avec elles la
tude de leur liberté, & ne conser

ucune sorte de dépendance de la mere-ranche. Bien loin de là, ce qu'on peut écouvrir d'exemples de ces sortes de sé-arations dans l'Histoire, montie une ondescendance réciproque, & une con-ention établie, par laquelle le térritoire remier demeuroit neûtre, pour ainsi ire, & chacun alloit de son côtè s'éta-lir en d'autres lieux.

Il n'est pas à présumer cependant, que ette simplicité de mœurs se soit éten-ue fort loin, ni dans les terres ni dans es temps. La vie errante & pastorale ne ouvoir convenir qu'aux premiers hom-nes qui, en petit nombre encore, voient des terres à choisir, ou à des rigands qui infestent un pays immense lutôt que de l'habiter. Le brigandage à uccédé à la population, & il étoit im-ossible qu'il l'eût précédée.

Les hommes donc resserrés par la né-essité, & décidés même par la différence les terreins & des climats, qui tous ne ont pas propres au pâturage, furent obli-gés de s'adonner à l'agriculture pour pou-oir subsister en plus grand nombre sur in plus petit terrein. Dès-lors, il n'est plus possible d'imaginer que la mere-ru-che, surchargée d'habitans, & poussant au dehors ses éleves, abandonnât son lo-

gement, pour donner aux jeunes essaims l'exemple & le courage de fonder des colonies. La terre nourriciere demeuroit habitée, & sa peuplade en poussoit au-dehors de nouvelles, qui alloient habiter des pays vacans. Il n'est pas difficile de comprendre que le monde fut de la sorte peuplé très-promptement, & vers ses extrêmités aussi-tôt que dans le centre.

Quelques réflexions sur la sorte d'inquiétude qui nous est naturelle, sur notre penchant vers l'espérance, notre attrait pour les courses & notre dégoût pour regarder en arriere & revenir sur nos pas, nous ameneront à penser que des hommes jeunes & robustes, accoûtumés à une vie pénible, & n'ayant presqu'aucuns besoins, une fois le maître d'errer dans la vaste étendue de l'Univers, & de se choisir un domicile, dûrent aller bien loin, & n'être arrêtés que par les barrieres de l'élément qui fait aujourd'hui la jonction des différentes parties de l'Univers, & qui en faisoit alors les bornes. En effet, si les premiers rayons de l'Histoire nous montrent la trace de la population premiere partant du centre pour aller à la circonférence, on peut dire que la lumiere de l'Histoire ancienne

ous fait voir la population feconde re-
ènant, pour ainfi dire, de la circonfé-
ence fur le centre.

Cependant ces premieres peuplades
n'aporterent de leur pays natal qu'une
radition foible de quelques points prin-
ipaux, telle que celle du déluge, dont
on trouve la trace dans toutes les ancien-
nes annales des nations, mais bientôt
offufquée par une infinité de fables. Les
néceffités des lieux & du climat engen-
drerent quelques arts méchaniques variés
elon les différens pays en proportion de
es néceffités; & bientôt les hommes
épandus fur la furface de la terre, n'eu-
ent plus rien de commun entr'eux,
que ce mêlange inconcevable de grand
& de bas, de fort & de foible, de noble
& d'indigne, type de leur origine ainfi
que de leur décadence

Telle fut la marche de la population,
& le régime des colonies dans les temps
dont je compofe ici le premier âge de
l'humanité. Il eft fenfible & démontré
par l'ignorance où tous les peuples fe
trouverent de leur origine, quand ils com-
mencerent à en faire la recherche, & à
defirer de fe perpétuer en tout fens, que
les colónies de ces premiers temps étoient
entiérement indépendantes de leur fouches

d'enfance ; mais ses premiers efforts, qui font peut-être plus d'honneur à l'industrie humaine que les derniers, commencerent à lier entr'elles les différentes parties du Continent, qui n'étoient séparées que par des mers bornées.

C'est à cette époque qu'il faut fixer les colonies du second âge. Des mécontens ou des bannis de quelques-unes des sociétés déja établies, des fugitifs ou des ambitieux, emmenant avec eux ceux qu'ils avoient pû attacher à leur fortune, alloient chercher à fonder de nouvelles villes, s'établissoient dans des cantons, encore déserts, achetoient le territoire qui leur convenoit des anciens possesseurs, ou s'en rendoient les maîtres les armes à la main. Quelquefois une société détruite renaissoit de la sorte par ses débris. C'est ainsi que les restes de Troye, s'établirent dans l'Italie, & ailleurs.

Telle fut l'origine des plus anciennes Villes du second âge. Carthage reconnoissoit Tyr pour sa souche : Marseille reclame encore son origine des Phocéens : les colonies Grecques peuplérent l'Ionie, & cette partie de l'Italie qu'on apeloit la grande Gréce. Toute l'Histoire ancienne, en un mot, montre par-tout des

traces.

traces de ces sortes de filiations.

Ces colonies du second âge emporterent plus de choses de la mere-ruche, que n'avoient fait les premieres, parce qu'il y en avoit plus à emporter. L'invention, bornée de sa nature aux mesures de la nécessité, n'est extensible à l'infini que parce que son principe l'est aussi. Ce qui n'est d'abord que commodité, devient dans peu nécessité par l'habitude; en conséquence les arts nécessaires pour se vétir, se loger, &c. les réglemens inventés pour établir & ordonner la société, toutes superfluités inconnues aux premieres colonies de l'Univers dont je parlois tout-à-l'heure, étoient des nécessités indispensables pour les seconds. Ils emporterent donc toutes choses de leur berceau, & ce furent autant de points de reconnoissance, qui perpétuerent chez ces nouveaux peuples la mémoire de leur origine : les langues d'ailleurs étoient devenues nombreuses & variées, en proportion de la multiplication des besoins & des ordonnances de la société. Les chemins & les communications plus libres entretenoient cette sorte de fraternité. En un mot, les colonies reconnurent leur souche, & conserverent en général avec elle une alliance de prédilection.

Cependant on ne voit nulle part que ces colonies aient aucunement relevé de la métropole. Le Chef ou la République leur donnoit des loix, plus ou moins relatives à celles des pays dont ils étoient originaires, selon que l'éxigeoient les nécessités des temps & des lieux, l'humeur, ou le pouvoir, soit du peuple, soit du gouvernement; ils en envoyoient même quelquefois demander à leurs voisins, ainsi que des hommes capables de les faire exécuter. On en voit plusieurs exemples dans l'Histoire ancienne; mais jamais ces peuples ne renoncerent à leur liberté primitive, moins encore en faveur de la souche dont ils tiroient leur origine: & comme l'homme en général édifie avec infiniment plus de vivacité & de succès: qu'il ne sçait conserver, il arriva presque par-tout que ces nouveaux établissemens devinrent plus puissans que ne l'étoient les anciens.

Tel fut en général le régime des colonies du seconde âge. Depuis long-temps le berceau de l'humanité étoit en proie à l'ambition & aux malheurs qui accablent les peuples des Monarchies trop étendues; lorsqu'au centre de l'Europe, pays plus divisé par la nature, & mieux défendu par le caractere de ses habitans,

se forma, par des travaux suivis & redoublés, une puissance destinée à réunir toutes les parties du monde possible à connoître alors

Depuis la naissance de Rome, l'Histoire ancienne se raproche de nous ; c'est là l'époque où j'ai marqué la cessation des colonies du second âge, en renvoyant à l'ordre des fondations & des forteresses les établissemens que j'ai notés ci-dessus. Les invasions des Barbares dans l'empire Romain qu'ils inonderent de toutes parts, & les incursions de leurs successeurs sur les Monarchies qu'avoient fondé les premiers, sous des dévastations, & non des branches de la population.

Enfin, la barbarie ayant plus que jamais séparé & concentré les differentes parties de l'Univers, tout-à-coup l'invention de la boussole ouvroit de nouvelles routes à la curiosité humaine. Cette découverte aidée de deux autres ses contemporains dont j'ai parlé ailleurs, nous fit connoître un nouveau monde & un nouvel ordre de choses. C'est ici que commence le troisieme âge des colonies, qui vient jusqu'à nous.

Les premiers peuples de l'Europe, qui passerent en Amérique, ne furent pas des colons, mais au contraire des Con-

quérans, c'eſt-à-dire, des dévaſtateurs, & les pires de tous. La ſoif de l'or, toujours excitée par ce qui devroit la ſatisfaire, fut le premier & l'unique objet de nos aventuriers. Elle a retardé longtemps leurs ſuccès, a fait de tout temps, & fait encore de nos jours de ces vaſtes contrées, un théâtre d'horreurs qui deshonorent l'humanité; & cette ſoif, quoique moins brutale en aparence, plus éclairée aujourd'hui, puiſqu'on commence à eſtimer ces pays par ce qu'ils peuvent raporter au commerce autant que par leurs mines & leurs diamans, eſt encore néanmoins le point capital de l'attention des puiſſances, puique l'intérêt, peut-être le plus ſordide, & j'oſerois dire le plus mal entendu dans ſes moyens, eſt l'ame de leur conduite en cete partie.

Inutilement ferois-je ici un précis des annales du nouveau monde depuis ſa découverte, il ne pourroit ſervir qu'à nous faire rougir de la conduite de nos peres, ſans nous porter ſans doute à en avoir une meilleure. Je ne prêche la morale, qu'en tant qu'elle eſt l'intérêt bien entendu, & dans ce ſens il ſuffit de prendre les choſes telles qu'elles ſont aujourd'hui.

Le nouveau monde, dont les anciens habitans, du moins la plupart, se prétendent libres & usent cruellement quelquefois de cet attribut envers les nouveaux, est partagé plus en desir encore qu'en réalité, entre quatre Puissances de l'Europe : les Espagnols, établis sur les débris des deux grands Empires du Méxique & du Pérou : les Portugais, qui occupent une grande & riche Province de l'Amérique méridionale : les Anglois, qui s'étendent sur les côtes depuis ces derniers jusqu'aux extrêmités de l'Amérique septentrionale, & posédent encore quelques Isles dans le Golfe du Méxique, ainsi que les Hollandois ; nous enfin, autrefois les maîtres, maintenant les coureurs de l'Amérique septentrionale, & insulaires au midi, comme ceux-ci, chacune des ces nations a une façon d'être dans ces nouveaux établissemens, relative à ses mœurs, & à la forme de son gouvernement en Europe.

L'Espagnol toujours immuable dans ses préjugés, parce que l'orgueil en fait le tissu, & que l'orgueil est toujours content de sa façon d'être ; l'Espagnol, qui de tous les peuples est celui qui a le plus retenu des vices & des vertus des siecles d'ignorance, obéït & commande avec

hauteur, fait consister sa dignité dans la paresse, ne connoît de richesses que l'or, & d'autre usage de l'or, que le faste & l'ostentation. Il dédaigne de se courber vers la terre nourriciere, & force des esclaves à s'enterrer dans ses entrailles, pour en arracher l'objet de sa cupidité; vrai Mogol de l'Amérique, il a fait par le fer ce qu'il eût fait également par la forme de son gouvernement. Il a dévasté des pays immenses, il régne sur des contrées desertes, qui ne lui donnent d'autre soin que celui d'en défendre l'entrée aux étrangers; maître terrible & fidele sujet, il attire sans cesse les habitans de son ancienne Patrie, & lui renvoye en échange ces tresors qui la ruinerent autrefois, & dont elle ne fut plus que l'entrepôt.

Le Portugais, puissance précaire, & qui n'a de Souveraineté que l'indépendance, est en Amérique ce qu'il est en Europe, pour la conduite & le gouvernement. Il fouille les mines, & les carrieres de diamans, fraude les prohibitions, & franchit les barrieres des Espagnols, attire de chez eux la poudre d'or, &c. le tout pour le compte des Anglois, dont il n'est que le Facteur, à titre si onéreux, que l'Angleterre perdroit beau-

oup à être Reine de Portugal & Maî-
:esse du Bresil.

L'Anglois, le plus éclairé des peuples 'Europe en sa conduite dans le nouveau ionde, y est cependant comme chez ii, un composé de deux principes, si posés de leur nature, qu'il sera tou- ours impossible de les réunir en un point, : que leur alliage dévorera toute Socié- é, comme il détruira enfin cette na- ion, si l'un de ces deux principes ne emporte à la fin sur l'autre, je parle de amour de la liberté, & de celui des ri- hesses. De ces deux principes, le pre- iier est éclairé, quoique souvent fou- ueux, il a le bien pour objet, quoiqu'il ache rarement s'arrêter au cran du bien ossible, qui est le seul réel : il retrace ins cesse à l'homme les droits de l'éga- té, de la justice, de l'humanité enfin. .e second, au contraire, toujours aveu- le, est une rage insatiable, soit qu'elle ouvre ou qu'elle laisse éclater ses fureurs : ien ne lui coûte, rien ne l'effraie ; elle 'a d'objet que le succés, *rem, quocum- ue modo rem.* La cupidité n'a vu tom- er les préjugés nobles & vertueux, que our mettre à leur place les plus viles assions : rend-elle service ? elle prête à sure. Donne-t-elle des sources ? elle les

fait acheter. Elle ne sçait même se défendre, se venger, être cruelle enfin, qu'à profit. Dans ses mains le commerce n'est que fraude & violence, la politique qu'espionnage, subtilité, noirceur & trahison. Qu'on compare ces deux mobiles d'après ces portraits abregés & foibles, & qu'on juge si les ressorts qu'ils doivent faire mouvoir, peuvent être d'espece à s'amalgamer.

Je l'ai dit ailleurs, un peuple dont l'objet municipal & domestique, est le premier de ces deux mobiles, & dont l'objet extérieur & étranger est le second, ne sçauroit long-temps unir ces deux contraires, sans que l'un des deux emporte l'autre, mais enfin ils existent dans le systême Anglois aujourd'hui, & semblables à ces combats souterreins des élémens qui causeront un jour les plus grands ravages, mais qui, en attendant, élevent des vapeurs qui fécondent la surface de leur séjour, on pourroit peut-être leur attribuer la prospérité éphémere, dont l'Angleterre étonne l'Univers depuis près d'un siecle.

Ce composé, tout défectueux qu'il est, a présidé à l'établissement de leurs colonies, & les dissonances qui en procédent, s'y montrent de toutes parts. L'esprit

prit de liberté & de Patriotisme, que les colons ont aporté d'Angleterre, accompagné de tous ses attributs, a multiplié ces établissemens, leur a donné des loix de République, des Conseils, des Parlemens, des autorités balancées, des variétés par-tout en ces choses mêmes, & du serment ou un entier découragement aux lieux où l'autorité est plus militaire, que municipale : aux lieux où le Gouvernement est aux gré des colons, l'industrie, le commerce & les arts s'établissent à l'instar des plus florissantes villes de l'Europe ; dans les pays au contraire, où la forme des loix est moins analogue à l'esprit de liberté, quelques avantages que promettent le sol & le climat, la population est arrêtée ; tout déserte ou languit sans accroissement.

D'autre part, la cupidité gêne en tous sens, on affoiblit ces mêmes colonies, pour lesquelles le patriotisme de la nation fait de si fortes avances, & de continuels sacrifices. La mer ne leur est ouverte qu'à certaines conditions, toutes onéreuses & partiales. Sur terre, elle voudroit faire des villes contre l'ordre de la nature qui a prescrit que les premiers colons habiteroient les champs, que leur superflu formeroit des villages,

ceux ci des bourgs, & que des bourgs naîtroient des villes ; au lieu de cela, des Inſtituteurs, des Fondateurs, des Marchands, tous intéreſſés, voudroient renverſer cet ordre naturel, & fonder d'abord des villes, des entrepôts, des magaſins, des marchés, avant d'habiter la campagne ; ſemblables à cet Architecte, qui vouloit placer tout cela dans la main du mont Athos, devenu la ſtatue d'Alexandre.

Elle leur a fait enſuite un plan dans les nues, qui conſiſte en trois lignes, dont le triangle embraſſeroit l'empire du nouveau monde, & en conſéquence, celui de l'ancien. Ces trois lignes ſont d'enlever dans le Nord toutes les pêches, véritable Pérou du commerce ; au Midi, les mines ; dans les Terres, les pelleteries : & le triangle entier eſt de s'établir de proche en proche ſur toutes les côtes, projet ſi conſtamment & ſi ouvertement ſuivi, qu'il ſemble que l'Angleterre ait le deſſein de bloquer & réduire l'Amérique par des lignes de circonvallation.

Ce deſſein cependant qui, comme tout projet hors de proportion avec les forces qui l'entreprennent, ne ſera jamais que le voyage de Pyrrhus, a dans ſes branches des inconvéniens qui regardent

ɪpulation, & la prospérité de leurs
ɪies. Les François, dont nous parle-
tout-à-l'heure, nation aventuriere,
ont le gouvernement dans leurs co-
s est infiniment plus propre à la
:e qu'à la paix, compagnons natu-
en libertinage, en fougue, & en
ır des Sauvages, aidés par leurs Mis-
aires toujours infatigables, quelque-
fanatiques, souvent Hommes d'Etat,
ıent à la moindre rupture, le flam-
& la hache à la main, punir le
re colon des attentats vrais ou pré-
ūs de l'ambition. Plus leurs rivaux
détachent du commerce en l'opri-
t, plus ils les livrent au brigandage
ours cruel & inattendu. Les proprié-
Angloises se rétrécissent en réalité, en
ortion de ce que leur territoire s'é-
en idée; personne ne gagne à ces
uses guerres, & l'humanité entiere y
l.

ɪe François enfin est ainsi que les au-
, dans ses colonies, marqué au coin
son gouvernement, & malheureuse-
ıt aussi au coin de son génie. Un
ıverneur, un Intendant, se préten-
t tous les deux Maîtres, & jamais
cord; un Conseil pour la forme;
:té, libertinage, légéreté, vanité,

force fripons très-remuans, d'honnêtes gens souvent mécontens, & presque toujours inutiles; au milieu de tout cela, des héros nés pour faire honneur à l'humanité, & d'assez mauvais sujets capables dans l'occasion de traits d'héroïsme; le vol des cœurs, pour ainsi dire, & le talent de se concilier l'amitié des naturels du pays; de belles entreprises, & jamais de suite; le fisc qui serre l'arbre naissant, & déja s'attache aux branches; le monopole dans toute sa pompe; voilà nos colonies & nos colons.

Tels que les voilà faits, ils se sont avisés aussi d'être intéressés, & terriblement. Cela leur a bien réussi, comme vous allez voir; mais c'a été la faute de l'Europe, plutôt que celle de l'Amérique. Arrivés ou établis les premiers dans l'Amérique septentrionale (car peu m'importe la chronologie des découvertes, qui me fait rire toutes les fois que je la vois sérieusement discutée dans des Traités) ils avoient à choisir de tous les dons de la nature, à la réserve d'un seul qu'on cherchoit alors, & dont ils se dégoûtérent heureusement, je veux dire les mines. La terre étoit excellente dans ses productions, la mer la plus poissonneuse qui soit au monde, le commerce des pel-

eteries tout neuf, & si abondant qu'on ne sçavoit que faire. Ils se déterminerent en braves François : ils prirent tout, & tout de suite furent plus loin, pour voir s'il n'y auroit pas encore quelque chose de meilleur. Ils étoient sept; l'un demeura en Terre-Neuve, & dit : malgré ces brouillards je tiens ici, & toute la pêche est à nous; deux en Acadie, qui bientôt se battirent entr'eux, à cause qu'ils étoient trop serrés. Les quatre autres se furent poser à Québec, dont l'un fut à plein pied, par le plus beau chemin du monde, s'établir dans la Baie Hudson; deux autres, pour prendre l'air, remonterent le fleuve pendant quelques vingt-cinq, trente ou quarante jours, jargonnerent avec les Sauvages qu'ils n'avoient vus depuis long-temps, & leur demanderent des nouvelles, les filouterent de leur mieux, furent à la chasse aux hommes avec les premiers qui les en prierent, sans leur demander pourquoi, & seulement pour se désennuyer; ficherent quatre bâtons en terre, qu'ils apelerent *Forts*, par-tout où il leur parut que s'assembloit la bonne Compagnie, & sur-tout planterent force poteaux, où ils eurent soin d'écrire avec du charbon : *De par le Roi.*

Tels ſont les titres inconteſtables que nous avons ſur l'immenſe pays apelé la Nouvelle-France ; & je demande au fond aux autres Peuples, qui pourra en produire de meilleurs de ſes poſſeſſions dans le nouveau Monde ? Quoi qu'il en ſoit, nous y voilà ; & quoique nous ne puſſions pas plus enlever toutes les fourrures en l'état où étoit notre commerce alors, que manger toutes les morues (ce n'eſt pas à dire, parce que le Grand Seigneur ne ſçauroit uſer toutes ſes femmes, qu'il ſoit juſte qu'un autre vienne les lui enlever) point du tout ; ces coquins de Commerçans en titre, qui furétent partout, vinrent s'établir à ce qu'ils apellent aujourd'hui la nouvelle York ; ils ſe trouverent arrrivés par le plus court chez les vendeurs de caſtors. Comme ces Marchands ſont des vilains qui léſinent ſur tout, ils fourniſſoient les couteaux, cizeaux fins, les peignes, les ſifflets, &c. à meilleur marché que nous, achetoient les peaux plus cher, & les Sauvages ſe mirent tous pour la plupárt à faire la contrebande. Nous voulûmes empêcher cela, nous nous battîmes ; & puis on ſe battoit en Europe, nous nous battîmes encore ; & ſans nos Séminaires & nos Couvents, perſonne ne ſeroit reſté à la

maison, tant nous aimons à nous battre.

Tout cela cependant alloit assez bien, & nous étions du moins bons chiens du jardinier dans ces contrées, quand les nécessités d'Europe firent recevoir la Loi en Amérique, & sans coup férir nous rendîmes l'Acadie, Terre-Neuve, & la Baie Hudson; c'est-à-dire, qu'on nous laissa le second étage de la maison, à condition que désormais nous ne passerions plus par la porte. Bien contens de cette position, nous nous pratiquâmes une fenêtre au rès de chaussée, nommée Louisbourg, par laquelle nous pouvions en quelque sorte entrer & sortir. Par la raison, que de pauvres gens, qui n'ont qu'une écuelle, la récurent du moins tous les jours, il étoit tout simple que nous eussions soin de cette porte bâtarde: gens bien entendus prétendent même que ce Louisbourg, en bonnes mains, pourroit devenir une colonie considérable, & une ville de commerce du premier ordre, entrepôt naturel de celui des deux Indes & de l'Europe, mais ce n'est pas la peine; tout ce qui est, est bien, & en conséquence, il n'y faut rien changer. Nous laissâmes donc Louisbourg comme il étoit; ne fût-ce que pour en donner

moins d'envie à nos ennemis ; ils en furent tentés cependant, & quand on ſçut qu'ils l'avoient pris, nos politiques cherchoient ſur la Carte, au long du Rhin, de la Moſelle, ou de la Meuſe, où étoit ce Louiſbourg, bien étonnées de n'y trouver que Straſbourg, Philiſbourg, Sarrebourg, &c. Les Anglois cependant nous le rendirent pour rien : ou preſque rien. Aujourd'hui enfin, c'eſt tout de bon, & ſur les lieux contentieux que les Romains & les Carthaginois diſputent de l'Empire. A Rome, on dit que les Carthaginois ſont des ambitieux ſans principes, & qui violent ouvertement le droit des gens ; à Carthage, que les Romains ſont des brigands cruels. Des trois Vertus Théologales, la Foi me paroît en cette occaſion celle qui doit prendre le deſſus. En effet, Carthage connoît les lieux, & ne ſçait pas la guerre ; Rome ſçait la guerre, & ſi peu les lieux, que, non-ſeulement dans mille brochures, mais encore dans ſes papiers publics & imprimés ſous l'autorité du Gouvernement, on y parle par-tout des Apalaches, comme on le feroit des Alpes, les traitant de barrieres impénétrables, placées par la nature pour tracer les bornes des deux Empires, tandis que ce ſont des ro-

ches ſimples, & qui à peine ſortent de terre en bien des endroits. Qu'arrivera-t-il de tout cela ? En Eté, les colonies nombreuſes & riches feront de grands efforts, arriveront de toutes parts ſur la retraite des voleurs prétendus, leur feront du mal & plus encore de peur ; mais une des brigades de la Maréchauſſée arrivera trop tard, l'autre s'embourbera en chemin, une troiſieme manquera le rendez-vous, les maladies détruiront la quatrieme. Ils planteront des Forts, gagneront du terrein qu'ils auront payé au centuple de ce qu'il vaut ; l'hiver viendra enſuite, & les guerres alors pouſſant plus loin leurs endiablées troupes legéres feront de toutes parts mille maux aux malheureux colons rentrés dans leurs héritages. Beau métier pour des nations policées, qui euſſent pû ſe prêter la main dès les premiers temps, en ſe retrouvant dans des terres inconnues & dans un nouveau monde ! Quoiqu'il en ſoit, telle eſt notre façon d'être, relativement au commerce & au militaire dans le continent du nouveau monde. Conſidérons-nous maintenant du côté du civil, de l'agriculture, des arts, de la population, de tout ce qui conſtitue enfin la vraie force des colonies.

La Providence a fait seule, pour ainsi dire, notre établissement en Canada. Quand les premiers dont j'ai parlé ci-dessus, s'y furent arrêtés, on en conta d'abord merveille en France, la plupart aimerent mieux les croire que d'y aller voir : quelques-uns furent plus curieux : & tous en partant eurent soin de se munir de bons privileges exclusifs : il fut un temps où l'on en expédioit aussi aisément à la Cour de France, que des dispenses à la Daterie de Rome. Le dernier privilege absorboit toujours les précédens. Le devancier dépouillé revenoit en France parler le dernier, avoit raison, & retournoit ensuite combattre son rival avec des armes toutes semblables.

A cette navette de Privilégiés succéderent des Protecteurs, des Princes, qui tinrent cure de la chose ; des Devots, qui y envoyerent de quoi prier Dieu. Il faut avouer cependant, que c'est au zele, de plusieurs de ces derniers, qu'on dût les principales racines que nous jettâmes dans ce pays-là. Les Missionnaires s'écarterent chez les différentes nations des Sauvages, en connurent l'esprit & la langue ; acquirent, au prix de beaucoup de sang & de travaux, bien du crédit

chez plusieurs d'entr'eux ; & nos ennemis se plaignent encore chaque jour des effets de ce crédit, qui leur est souvent fatal. Les établissements d'ailleurs relatifs au ministere de la Religion, qui trop multipliés surchargent souvent une société toute établie, peuvent être très-utiles à une colonie naissante, & si éloignée. Ce sont autant de compagnies qui, excitées par ce desir toujours vivant d'établissemens particuliers, ne laissent pas de concourir à l'établissement général.

Après les Protecteurs ci-dessus cités, vint la Compagnie des cent Associés, tous les plus puissans de l'Etat, & qui ne firent rien du tout ; au contraire, tout retomba dans une langueur absolue. Enfin parut la célebre époque de la naissance des vues maritimes en France ; mais M. Colbert, tout Colbert qu'il étoit, se trompa en un point qui a pendant long-temps encore arrêté le progrès de cette colonie. Au lieu de songer à peupler des colons transplantés & affectionnés, un pays immense, excellent de sa nature, & qui s'offroit de lui-même à la population, notre Conseil s'obstina à vouloir ramener les Sauvages dans le sein de la colonie. Les y établir en bourgades, & leur donner les mœurs Françoises.

Toutes les raiſons qu'on opoſoit de deſſus les lieux à ce projet, paſſerent long-temps pour de vaines excuſes. Un mot ſeulement eût ſuffi pour montrer la vanité de cette idée ; & puiſque les Conſeils des Rois n'ont pas le temps d'étudier la nature de l'eſprit humain, ils doivent du moins ne jamais perdre de vue l'Hiſtoire & les Regiſtres de l'expérience, qui doivent compoſer leur métaphyſique. L'on ne trouvera pas un ſeul exemple d'un peuple brave & indépendant, qui volontairement ait échangé ſa liberté contre des commodités, dont l'habitude ne lui a pas fait des beſoins, d'un loup, qui de ſon plein gré, ſoit venu prendre le collier du chien. Ce fut pourtant à ce plan-là, que l'on ſacrifia long-temps les ſecours réels que devoit attendre d'un Miniſtre éclairé une colonie auſſi eſſentielle, ainſi que pluſieurs nations voiſines & amies, qui, aſſez faciles pour ſe laiſſer en partie détourner vers cet objet par les Miſſionaires, ont aſſez perdu de leurs mœurs pour ſuccomber ſous l'effort de leurs ennemis, & n'ont pas aſſez pris des nôtres pour faire de véritables colons. Bien peu d'entre ces nations nous ſont utiles, le reſte a fondu comme la neige au ſoleil, & cependant au lieu de

franciser les Sauvages, ceux-ci ont *sauvagisé* les François, & accoutumé notre jeunesse au métier de coureurs de bois, épidémie qui la détruit & la rend incapable de cette subordination qui est l'ame des colonies. Nous nous sommes enfin ravisés, mais comme on se ravise en France, c'est-à-dire, *à demain les affaires*, & *demain*, l'idée de la veille a fait place à une autre : d'ailleurs, la racine principale, je veux dire l'*Acadie*, étoit alors perdue. O nation frivole ! à la fin les chenilles deviennent papillons, mais les papillons ne sçauroient passer l'hyver sans miracle.

Cette envie de courir cependant, cette folie d'entreprendre au delà de ses forces, nous a fait faire le pas le plus important & le plus recommandable vers la découverte du nouveau monde. Je doute que l'Histoire ancienne ni moderne fasse mention d'aucun exemple d'opiniâtreté, d'audace & de constance qu'on puisse mettre à côté de la découverte & traversée de cet Univers du Nord au Sud, de l'embouchure du fleuve S. Laurent à celle du Missisipi par l'intérieur des terres. On diroit que notre courage, quand la fortune sembloit s'apprêter à nous fermer d'un côté les ave-

vues de commerce sont très-générales, & supriment la science des détails. Considérons maintenant si la véritable prudence a plus de part à la conduite des différens peuples de l'Europe, relativement à leurs colonies, qu'elle n'en eut à l'établissement de ces accroissemens du genre humain ; & si le systême effrayant de singularité, mais aussi de vérité, que j'ai expliqué dans mon Chapitre, précédent, ne seroit pas en Amérique, comme en Europe, la voie sûre de l'utilité générale & particuliere, dont nous nous écartons visiblement.

Nous avons, en fait de colonies, enchéri sur les anciens, en ce que nous avons dans ce troisieme âge imaginé de conserver un empire absolu sur des sujets aussi éloignés : mais avant d'examiner si nous avons en cela bien ou mal fait, il faut considérer quel a été notre but primitif dans ces sortes d'établissemens, c'est-à-dire, discuter le principe avant les conséquences.

Un motif de pure curiosité mêlé de cette espérance vague, qui en fait toujours partie, fut le mobile des premiers voyageurs qui découvrirent le nouveau monde. Les beautés de la nature entassées dans ces belles contrées, aidées des avan-

tages de la nouveauté, & exagérées dans les recits des premiers aventuriers, mais plus que tout, l'apas des richesses dont ils revenoient chargés, en firent courir nombre d'autres sur leurs pas. Le bonheur (s'il est permis de nommer ainsi un arrangement de circonstances, où la main de la Providence est visiblement marquée) présida à la conquête de deux grands Empires du Mexique & du Pérou. La fortune & le courage des Capitaines qui en devinrent les conquérans, ne les éblouirent pas au point de les faire manquer à leur devoir envers leurs Princes. Ce miracle étoit réservé à la fidélité Espagnole. Ce n'est pas qu'une affection d'indépendance leur eût aisément réussi; la soif de l'or attiroit à chaque instant de nouveaux aventuriers dans ces riches contrées, tous munis de différens pouvoirs accordés par la jalousie de la Cour & des Gouverneurs. L'exemple des crimes précédens, le jeu des grandes passions, l'habitude contractée de la violence, tout ébranloit la subordination entre les vainqueurs cruels, & leur faisoit tourner contre eux-mêmes le glaive teint du sang des malheureux Indiens. Le desastre de Gonzale Pizare, le seul qui ait réellement affecté l'indépendance, aussi promp-

tement abandonné que péniblement établi, n'étoit pas propre à leurrer les imitateurs.

Soit vice donc ou vertu, les Chefs Espagnols donnerent les premiers l'exemple de cette dépendance du nouveau monde pour l'ancien, qui ne s'est pas démentie depuis ; & toute leur ambition se tourna vers le desir de s'enrichir. Les Navigateurs des autres nations, qui découvrirent les autres parties de l'Amérique, n'avoient que le même but ; & les Souverains de l'Europe, voyant un Roi d'Espagne & des Indes, commencerent à comprendre que les Ducs de Normandie d'autrefois avoient été des ignorans de permettre aux Hauteville de conquérir la Sicile pour leur propre compte, & qu'un congrès assemblé à Utrecht, ou à Soissons eût dû décider s'il étoit oportun de donner le Royaume de Jerusalem à l'Infant Godefroi ; d'autre part, il ne fut plus question de conquêtes, dès qu'on ne trouva plus de sociétés réunies en forme d'Empire, & résolues à disputer le terrein : mais profitant de la facilité des naturels du pays ou de leurs divisions entr'eux, chacun en arrivant se mit à parcourir le plus de pays qu'il lui fut possible, toujours en prenant posses-

ſion au nom de ſon maître, & ce fut pour ces limites imaginaires, qu'on combattit quelquefois depuis, comme pour les autels & les foyers.

A la réſerve de l'avantage idéal d'un titre venteux, on ne voit pas trop, à ne conſiderer les nouvelles acquiſitions que du côté de la domination, quelle ſorte de profit en tireroient les Princes de l'Europe. Je ne ſçais ſi les armées, la magnificence, l'autorité enfin des Rois d'Eſpagne ſe ſont accrues depuis qu'ils ont joint les Indes à leurs Etats; mais on ſçait que des Princes, dont la puiſſance a doublé de nos jours en tout cela, le Czar, le Roi de Pruſſe, &c. ne poſſedent point d'Etats dans le nouveau monde. Auſſi les premiers aventuriers qui acquéroient ainſi d'immenſes Provinces à leurs Souverains, obtinrent-ils à peine un inſtant de leur attention, & quelques ſecours qu'on leur permettoit de tirer de l'Europe, plutôt qu'on ne le leur donnoit. Les Princes occupés chez eux de leurs véritables affaires, faiſoient de longues guerres pour acquérir une Place, un Bailliage, & ſe ſoucioient peu de vaſtes acquiſitions qu'on faiſoit pour eux dans le nouveau monde.

L'eſprit du commerce ſe perfection-

noit cependant, & les productions de l'Amérique, toutes superfluités autrefois, maintenant nécessités absolues, devinrent l'objet le plus important du commerce de l'Europe. Dans ce sens-là, l'on n'eût voulu d'abord que des entrepôts, tels que les nations commerçantes en ont sur les côtes de l'Afrique & de l'Asie; Comptoirs fortifiés, où les différentes compagnie auxquelles ils apartiennent, exercent une jurisdiction renfermée dans leurs murs, auxquels est joint tout au plus un médiocre territoire; mais bientôt on s'aperçut que les meilleures productions du nouveau monde avoient besoin d'être cultivées, & manufacturées sur les lieux, pour être rendues propres au transport; en conséquence, il fallut fonder des Villes, cultiver les terres; en un mot, établir & peupler des colonies en forme.

De ces trois choses si peu faites pour être combinées, à sçavoir, l'esprit de domination, celui du commerce, & celui de la population, il s'est formé un systême neuf, & si je l'ose dire, monstrueux, qui constitue la politique actuelle de l'Europe relativement à l'Amérique. L'esprit de domination voudroit embrasser plus d'étendue de pays, que tous ses sujets actuels n'en sçauroient enceindre

les plaçâ-t on un à un feulement à portée de fe parler avec un porte-voix. Il voudroit en outre gouverner fes fujets Américains autant & plus defpotiquement que ceux qui font à la porte de fa Capitale. L'efprit de commerce, dont le reffort au fond eft de vouloir tout pour foi & rien pour les autres, regarde les colonies comme les fermes du commerce, veut les nourrir, les vêtir, les meubler, les parer à fon prix & à fa fantaifie, avoir leurs denrées aux mêmes conditions, leur permettre & leur prohiber felon fon intérêt; traiteroit enfin volontiers les colons, comme l'on dit que les chats-huans traitent les fouris dont ils font provifion pour l'hyver, leur aportant du grain, mais leurs caffant les jambes pour les empêcher d'en aller chercher où bon leur femble. L'efprit de population enfin fent bien la néceffité de renforcer & d'accroître les colonies; mais gêné dans fa liberté par le premier de fes confreres, dans fon induftrie par le fecond, il ne prend que de fauffes mefures, & dont l'effet eft précifément le contraire de fon objet. S'il ordonne, par exemple, la divifion des biens par égale part, efpérant par-là d'une feule famille en faire quatre, il fe trouve qu'au

lieu d'un fort propriétaire en état de faire valoir ſon bien, & de faire les frais néceſſaires pour l'exploitation des denrées qui ont preſque toutes beſoin d'être manufacturées, il en arrive quatre ou cinq foibles, qui vendent le mobilier, & laiſſent en friche l'immeuble : s'il attire des étrangers deſtinés à la culture des terres, ces eſclaves deviennent marchandiſe, leur malheur rend leurs maîtres plus fainéans, & tout homme doué par la nature du ſuprême avantage d'une couleur blanche ſe croit privilégié pour l'oiſiveté. En un mot, tout les arrangemens de ces ſociétés jurent, & contraſtent les uns avec les autres. Tâchons d'en démontrer la diſcordance & l'inſtabilité ; démonſtration d'où naîtra naturellement la preuve, que le paradoxe politique que j'ai établi dans le Chapitre précédent, loin de nuire à la prééminence & proſpérité de l'Europe, & de chacun des Etats qui ſe diſputent la Souveraineté de l'Amérique, ſeroit au contraire le ſeul moyen d'éviter l'épuiſement où le mauvais ſyſtême actuel les jettera néceſſairement ; de peupler & féconder cette admirable & languiſſante partie de l'Univers, & de faire en un mot le bien de l'humanité en général, & en particulier.

Commençons par les inductions simples & frapantes à opoſer à l'eſprit de domination. Je les traiterai aſſurément toutes, tant celle-ci que les autres, fort en abrégé. Il y auroit de quoi faire des volumes ſur ces matieres intéreſſantes. Je demande donc à l'eſprit de domination, ce qu'il veut faire des contrées immenſes qu'il ne ſçauroit peupler, qu'à peine il peut parcourir, & dont les différentes parties ne ſçauroient avoir de correſpondance entr'elles, que par le moyen de coureurs inſenſés dans leurs entrepriſes, déréglés dans leur conduite, infideles dans leurs raports, & qui loin de porter dans ces régions écartées les lumieres & les mœurs qu'ils doivent à leur éducation, en raportent au contraire dans leur patrie les vices, l'indépendance, & la brutalité des barbares épars dans ces forêts. L'objet d'un Gouvernement ſage n'eſt pas ſans doute en cela de régner ſur des déſerts, & d'y établir un empire auſſi fructueux & conſidéré, que l'eſt celui du Grand-Seigneur ſur les Algériens, & autres Pirates des côtes de la Barbarie.

Notre plan en France, me dira-t-on (car au fond ce n'eſt que pour elle que je parle) eſt de multiplier les produc-

tions de notre territoire, en nous apropriant celles d'un pays abondant, que nous avons acquis par tant de travaux. L'indépendance est l'attribut le plus cher ou pour mieux dire, l'essence de la souveraineté. Nous avons de temps immémorial réduit nos voisins en Europe à nous craindre pour la leur, plutôt que de songer à entamer la nôtre; mais ce qu'ils n'oseroient imaginer même d'entreprendre par le fer, ils l'opéreroient par le commerce, si nous ne nous mettions en état de nous passer d'eux. Les productions de l'Amérique sont devenues des nécessités en Europe, il faut donc que nous en ayions de notre propre cru. Nos colonies du midi rempliront notre objet à cet égard. Quant à celles du Nord, la pêche & les pelleteries, les bois de construction, & autres denrées d'utilité premiere les rendent assez importantes; & quant à la célebre communication que nous desirons d'entretenir, elle est nécessaire pour le maintien de la Louisiane, colonie nouvelle, serrée des deux côtés par deux nations jalouses & bien établies, située en un territoire qui nous promet la plus singuliere fécondité, mais sous un climat lâche, & qui demande au Nord des défenseurs.

Ce plan eſt beau ſans doute, & même judicieux ; mais permettez-moi d'élaguer dans ma réponſe tout ce qui eſt relatif au commerce, qui aura tout à l'heure ſon article. Cela poſé, je vois dans votre hypotheſe un grand arbre qui prend ſa racine dans le Nord, & jette des branches juſqu'au Midi. Or, comme toute ſa force dépend des racines, c'eſt donc-là d'abord que doit ſe fixer toute votre attention. J'ai dit ce que je penſois de Louiſbourg ; mais l'Acadie, votre plus ancienne & plus aſſurée poſſeſſion autrefois dans le continent, l'Acadie, que vous avez cédée le lendemain du jour que vous démeubliez votre Capitale.... Heureux le Miniſtre qui ſignera le Traité de ſa reſtitution ! & ce Miniſtre ſera celui qui ſçaura ne point craindre la guerre de trente ans, pour acquérir une bonne & ſtable paix : plus heureux encore celui qui viendra à bout de la peupler & fortifier, de façon qu'elle n'ait déſormais rien à craindre. Mais ce mot de digreſſion me jette hors de mon ſujet, & même de mon perſonnage naturel ; revenons.

Il s'agit donc de peupler, & de renforcer vos colonies. Oh ! je ne vous demande pas ſi une dépendance abſolue

dans ſon Gouvernement, qu'il n'oſe rien entreprendre ſans une permiſſion d'Europe, rien décider ſans une conſultation & des ordres précis demandés à des Miniſtres déja trop chargés, & obligés d'abandonner comme détail à des ſous-ordres ces objets éloignés, tout importans qu'ils ſont ; je ne vous demande pas, dis-je, ſi vous croyez cette méthode bien propre à remplir l'objet ci-deſſus. Vous faites de cette ſubordination le principal rempart de votre domination contre le penchant naturel qu'ont des ſujets ſi éloignés à ſecouer le joug. Je crois cependant qu'il y auroit un moyen plus ſûr ; ce ſeroit de rendre ce joug ſi doux, qu'il fût recherché comme protection, & non redouté comme opreſſion. Il eſt même vrai de dire, que c'eſt le ſeul moyen de venir à bout de votre plan. Vous convenez qu'il faut peupler & fortifier vos colonies ; je crois qu'il en eſt à leur égard, comme d'un champ qu'il faut défricher, labourer, fumer & ſemer, avant que de rien recueillir. Si donc vous envoyez ſans ceſſe à vos colonies ſans ſonger à en rien retirer ; ſi vous leur donnez des Chefs d'une probité reconnue, d'une autorité naturelle & priſe dans la gravité des mœurs, patiens, généreux,

çachant eſtimer les hommes, découvrir, & cultiver leurs talens ; ſi vous payez bien ces Chefs, & les mettez à même de tenir un grand état ſans percevoir aucuns droits onéreux ſur le commerce, & moins encore ſur la débauche & les folies des colons ; ſi vous les y laiſſez long-temps avec une autorité entiere ; ſi fermant l'oreille aux plaintes & cabales des vauriens toujours ſoûtenus dans les Cours, vous deshonorez, quand ces Chefs reviendront, ceux qui ſe feront enrichis dans leurs places, & recompenſez ceux qui reparoîtront avec la pannetiere & la houlette, dormez alors ſur les détails, & ne veillez qu'aux ſecours principaux, & aux choix des dépoſitaires de votre autorité ; vos colonies ſe peupleront & ſe renforceront d'elles-mêmes avec une rapidité, dont les progrès vous étonneront.

Mais, dira-t-on, ce ſyſtême ſpécieux dans l'expoſition feroit dans la pratique précisément le moyen de relâcher tous les chaînons qui lient ces parties éloignées à la maſſe, d'écarter les raports des Provinces à la Capitale, & de faire de ces plantations cultivées avec tant de ſoin, des Etats diſtincts & ſéparés de la Métropole.

Oh ! nous voici revenus à l'admirable

axiome, *divide, & impera*; de crainte que les colons ne deviennent trop indépendans, il faut les maintenir foibles & grossiers, les livrer à un gouvernement intercadent, leur rendre enfin le joug habituel ; c'est ainsi, dit-on, que Genes a gouverné la Corse. Mais je veux que cette façon de faire vous réussisse en ce point : toujours est-il, que vous êtes convenus de la nécessité de peupler & de fortifier des colonies. Vous sentez vous-même que votre méthode actuelle n'y est pas propre ; tandis que vous languissez dans vos foyers sans aucun accroissement, vos voisins & vos rivaux qui suivent ma méthode, du moins en ce qui concerne la liberté intérieure, l'esprit patriotes des colons, & les secours continuels que leur accorde la Métropole, vos rivaux, dis-je, gagnent chaque jour du terrein. Vous les combattez encore avec vos Sauvages, & la valeur de quelques colons ; mais, outre que ce n'est qu'un feu de paille, qui brûle la pointe des feuilles, & n'empêche pas l'arbre de jetter bientôt de nouvelles branches & de plus fortes racines, ces foibles races d'ennemis dangereux nommés Sauvages, empoisonnés chaque jour par les eaux-de-vie que leurs ennemis leur

portent en abondance, disparoissent à vue d'œil de dessus la surface de leur terre natale. Vous vous trouverez un jour isolés, & livrés à vos propres forces, qui diminuent en proportion de ce qu'augmentent celles de vos rivaux. Il n'y aura bientôt plus pour vos colonies, demeurées foibles, que l'alternative, ou d'arborer le pavillon d'Angleterre, ou d'avoir été.

C'est donc une nécessité absolue que de peupler & fortifier vos colonies. Elles ne sont pas situées à vous permettre d'en jouir long-temps dans l'Etat où elles sont. Or il n'y a certainement pour cela de moyens actifs, que ceux que je propose.

Quant à la perpétuité de dépendance de leur part, devriez-vous m'en croire, si je vous en répondois ? Eh! qui vous répondra de votre propre stabilité ? Le nouveau monde certainement secouera le joug de l'ancien ; il y a même apparence que cela commencera par les colonies les plus fortes & les plus favorisées ; mais dès que l'une aura fait le saut, autant en feront toutes les autres. Vainement nos petites cervelles, tant de Londres que de Paris, se creuseroient en spéculation pour empê-

cher cet évenement ; ce qu'elles feront pour le prévenir, en accélérera l'accomplissement. Cet écrit durera, j'espere, plus que moi & j'y consigne cette prophétie, dont je n'ai assurement pas les gants ; mais je considere cette défection d'un tout autre œil que ne font nos hommes d'Etat d'aujourd'hui, & je pense que la nation, à laquelle ces colonies feront faux-bond la premiere, sera la plus heureuse, si elle sçait se conduire selon les circonstances. Elle y perdra beaucoup de soins & de dépenses, & y gagnera des freres puissans, & toujours prêts à le seconder, au lieu des sujets souvent onéreux.

Mais enfin, cette alternative n'est plus d'opinion pour nous, les Anglois en veulent bien courir les risques ; leurs principales colonies sont, à peu de chose près, les sœurs de leur Métropole, & marchant sur ce pied-là, elles nous auront bientôt absorbés, si nous ne les combattons des mêmes armes. Renforçons donc nos colonies ; du moins au pis aller, & en cas de défection générale de l'Amérique, les nations d'Europe, qui auront établi le plus de leurs freres dans le nouveau monde, auront le droit le mieux fondé à la reconnoissance & à la confra-

ternité des habitans de ce nouveau théatre de l'humanité ; & il faut avouer qu'à cet égard, nous avons un avantage pris dans la nature du François, qui, propre à tous les climats, à tous lieux, à toutes les courses, a cependant toujours un œil ouvert sur sa Patrie. Cet évenement ne la défigureroit point.

La France depuis douze cens ans fait l'admiration du monde connu, elle le seroit bien encore du nouveau monde dans toute sa future splendeur ; mais en suposant que la postérité Amériquaine pût un jour effacer notre lustre, est-ce cette splendeur de comparaison qui fait notre gloire & notre bonheur ? Il s'ensuivroit de là qu'il vaudroit bien mieux vivre parmi des gens contrefaits de corps & d'esprit, pour être un phénix parmi eux, que dans une société choisie où l'on ne seroit qu'un homme ordinaire. Cet amour propre-là seroit au dessus de l'instinct de la brute. J'ai dit & démontré, en parlant du commerce étranger, que la prospérité de nos voisins faisoit partie de la nôtre, c'est un des principaux arcboutans de mon systême, mais la vérité est tellement sensible & frapante, que les préjugés contraires ne peuvent être regardés que comme un encroutement de

cette barbarie dans laquelle nous sommes encore plus d'à-moitié plongés. Ceci nous mene naturellement à la discussion des privileges de l'esprit de commerce dans la direction des colonies.

Il est donc dit & établi, que le commerce est le principal, ou pour mieux dire, l'unique objet de notre ambition & de nos travaux en Amérique. Cela posé, notre conduite dans le nouveau monde (pour ne parler que de nous) administre par les faits la plus éclatante preuve de la vérité de l'axiome que j'ai établi ailleurs, que *le commerce doit servir en liberté, & jamais ne commander.* Considérons notre conduite passée & présente, & nous verrons de combien d'erreurs est susceptible ce déplacement d'être, qui fait marcher devant ce qui de sa nature doit suivre, & qui veut labourer avec un soc renversé. On conçoit aujourd'hui qu'il étoit impossible de commercer en Amérique sans s'y établir : mais combien de temps & d'avantages ne nous a pas fait perdre la cupidité de nous enrichir par des traites & des retours raportans, avant que d'avoir fait un établissement solide!

Des deux objets même de commerce

que nous presentoit l'Amérique septentrionale, l'un est d'utilité premiere, immense, & d'une facilité surprenante ; ce sont les pêches ; l'autre, d'une utilité seconde bornée, & d'un genre dépendant & plein de difficulté, d'une nature à croître chaque jour, ce sont les pelleteries. Nous nous sommes cependant livrés tout entiers à cette derniere, & de façon que, tandis que nous avons pris tant de précautions également inutiles, couteuses & tyranniques, essuyé tant de guerres, sans celles qui nous attendent, pour nous conserver le traité exclusif des pelleteries ; nous avons négligé dix occasions où il n'y avoit plus qu'un pas à faire pour chasser nos ennemis de Terre-Neuve. Nos pêches errantes ne sont presque rien ; & nous n'avons aucune pêche sédentaire passablement établie.

Ecoutez le commerce encore actuellement, & apréciez d'après son estime l'importance de vos colonies. Le Canada lui paroîtra la derniere de toutes : c'est, dira-t-il, la plus pauvre, on en peut tirer que quelques bois & des pelleteries de peu de raport, & il ne la considérera que comme servant de barriere aux entreprises des Anglois sur la totalité du continent. Les pêches cependant, ce Pé-

nous fait suposer qu'il ne peut jamais y avoir trop de denrées dans un Etat. L'on ne m'a pas lû, s'il reste encore quelques traces de ce préjugé à mon lecteur ; & quant à la seconde, qui regarde les gens que le transport & la voiture font vivre, je vous dirai qu'il vaut mieux que ces frais entretiennent les gens de riviere & de canaux, & autres voituriers que j'ai établis dans mon plan de vivification. Suivez-le de point en point ; & loin d'avoir moins de matelots entretenus par les frais de nolis, de bâtimens maritimes chargés de denrées, vous en aurez davantage ; avec la seule différence, que loin d'exporter au dehors vos denrées, ils vous en aporteront de celles de l'étranger.

Le commerce des denrées avec nos Isles nous est donc onéreux ; mais il en est un autre qui a mille branches, & qui, de mon aveu, est très-utile ; c'est celui de toutes les clinquailleries, parures, menues marchandises enfin, tant utiles qu'agréables, que consomment les Créoles, & que notre commerce tire de Paris & des Provinces. Sans contredit celui-là est très-bon, il seroit cent fois meilleur cependant, sans les prohibitions & entraves que la cupidité &

les vues mal entendues du commerce dictent au Gouvernement, & qui arrêtent l'accroissement des colonies, & bornent par conséquent leur consommation.

Si les colons étoient les maîtres de tirer de leurs possessions toutes les sortes de denrées qu'elles pourroient produire, de se fournir de celles que le sol leur refuseroit, de la main quelconque qui les leur offriroit à meilleur marché ; s'il leur étoit permis de recevoir les nécessités de leur entretien, & même de leur luxe, de ceux qui les leur viendroient présenter, & même de les aller chercher & échanger où bon leur sembleroit ; vous ne nierez pas qu'en cet état les colonies ne devinssent promptement, au milieu de cette abondance, très-fortes, très-puissantes & très-peuplées ; que le prix du terrein n'y accrût de beaucoup ; que la culture & le produit n'en doublassent, & que les villes, séjour des riches habitans, ne devinssent l'image de la prospérité. Si vous me niez cela, toutes regles de calcul & d'expérience sont fausses, & je n'ai plus rien à dire : si vous en convenez au contraire, je vous demande, si le pays de l'industrie, du travail, & de l'activité, *la France*, trouvera moins de

ressources dans son droit de prééminence à elle attribué par la nature vis-à-vis d'un nouveau monde puissant & riche, qu'elle n'en a aujourd'hui par son droit exclusif si souvent fraudé, si peu assuré dans ses profits, dans les retraites languissantes d'un tas d'interlopes & de fainéans.

En vous passant, dira-t-on, la supériorité de Paris pour les ajustemens, bagatelles & autres marchandises de détail, article qui seroit sujet à bien des exceptions, vous ne pouvez aussi nous nier que les Hollandois & les Anglois ne naviguent à moitié meilleur marché que nous, en conséquence ; si les prohibitions tombent, il n'y aura plus qu'eux de reçus dans les ports de nos colonies, ils viendront eux-mêmes chercher chez nous nos propres marchandises, & notre commerce maritime que vous recommandez tant, viendra à rien.

L'objection est simple & naturelle ; elle est tirée d'après les faits existans & visibles : & avec cela je vous soutiens moi, qu'elle n'est pas faite pour arrêter un instant. 1°. Notre mal-adresse maritime est une idée, dont l'expérience a démontré de tout temps la fausseté. Je l'ai dit ailleurs ; dans cinq ans notre marine mili-

aire naquit & crut au point de tenir
ête à celle de l'Europe combinée. Louis
XIV en vain eût imaginé & travaillé
en grand, s'il n'eût trouvé dans ses sujets
cette aptitude inimitable en tout genre
d'industrie & d'entreprises. De tout temps,
même avant les Romains, les peuples de
nos côtes, tant du Ponant que du Levant,
étoient les plus hardis navigateurs de l'Europe. Nos loix fiscales d'une part lient en
tout sens le commerce, & nos loix de police maritime de l'autre gênent & engourdissent la navigation. C'est des cendres de
ces deux codes que naîtroit un essain d'armateurs plus hardis, s'il est possible, que
ceux du Texel. Bientot ils sçauroient
tout aussi bien & peut-être mieux qu'eux,
agréer leurs navires, de façon qu'ils fussent en état d'aller avec la moitié moins
d'hommes. 2°. Qu'on se rappelle encore
l'augmentation de mains, de produit, de
matiere premiere, & de travail que les
Parties précédentes de mon plan auroient
établies dans le Royaume; le bas prix
des ouvrages, forcé d'une part par la concurrence; de l'autre, par le soin de repousser toujours l'or au dehors; la facilité des traites intérieures, de la sortie, &
tous les autres points de vivification que
j'ai démontrés faciles; & qu'on juge si

dès-lors aucune nation de l'Univers, tant éconôme & vigilante ſoit-elle, ſera en état de l'emporter ſur nous par le bon marché.

Je croirois inutile, après cette expoſition, de faire une comparaiſon de cette méthode ſimple, & j'oſe dire indiſpenſable, avec celle dont on uſe aujourd'hui, énumérée & diſcutée en détail. Cet examen auroit l'air d'une ſatyre, & je n'en veux point faire. Si quelquefois la vivacité m'emporte juſqu'à laiſſer aller des traits qui paroiſſent porter, c'eſt aſſurément ſans malice aucune, & la preuve en eſt en ce que les diverſes profeſſions, qui de tous les temps ont été plus particuliérement le plaſtron des bons mots des grands & des petits, ſont en général celles ſur leſquelles j'ai obſervé le plus de retenue. Non-ſeulement tout homme en particulier, mais toute claſſe d'homme m'eſt reſpectable : toutes ſont utiles, ce n'eſt que le déplacement qui les rend nuiſibles.

Sans détailler donc le régime actuel de notre commerce aux colonies, il ſuffit de dire que nous y devons tout porter, & tout en raporter, & que ſi les loix y étoient exactement obſervées, elles n'auroient de ſubſiſtance & de débou-

ch

ché que par nous. Or, comme l'accroissement d'un peuple est, selon que je l'ai tant répété, toujours relatif à ses subsistances, il s'ensuit que c'est notre commerce qui compose le territoire de nos colonies. Par une induction naturelle, il faut conclure que tout ce qui borne & rétrécit notre commerce, fait exactement le même effet sur nos colonies. Ainsi donc les loix fiscales & de police maritime, que j'ai dit ci-dessus gêner notre commerce & engourdir notre navigation, portent par un des bouts du bâton nécessairement sur nos colonies, tandis que celles de nos rivaux sont encouragées par toute sorte de secours. En outre, ceux-ci sont sûrs d'oprimer nos colonies, sans même se donner la peine de les attaquer directement, mais seulement en oprimant ou dérangeant notre commerce; ils leur portent en effet des coups certains, non-seulement par la force en temps de guerre, mais encore en pleine paix par leur seule industrie & attention à leur propre commerce; car nous damant insensiblement le pion par-tout ailleurs où nous ne sommes pas les maîtres, comme ici, d'éviter la concurrence, ils affoiblissent notre commerce dans ses autres branches, dont celle-ci n'est

pas assez indépendante pour subsister seule sans domination, tandis que les autres s'affoiblissent.

Il s'ensuit de tout ceci, que l'esprit de commerce est de lui-même très-incapable de former, pleupler, & fortifier des colonies, & sur-tout que ses vues & ses arrangemens actuels, relativement aux nôtres, sont tous propres à en arrêter l'accroissement; ce qui, vu leur situation environnée de voisins ambitieux, & qui donnent une attention toute particuliere à cette partie-là, veut dire la même chose que nous les faire perdre.

Venons aux objections à faire à l'esprit de population. A dire vrai, cet esprit n'a jamais eu de place dans les passions humaines, c'est un dérivé du calcul & de la réflexion. Les hommes aiment par nature la domination: par nature aussi ils desirent de s'enrichir; mais ce ne peut être que par une suite de réflexions & par l'expérience, qu'ils en viennent à concevoir que leurs besoins, leurs avantages, leurs passions mêmes gagnent à la multiplication de leur espece. Je n'entreprendrai pas de faire ici une dissertation que j'ai épargnée à mon lecteur au commencement de cet Ouvrage, où elle eût eu sa place naturelle; c'est aux livres

de recherche, de curiosité, d'agrément même, qu'il est permis d'ennuyer le prochain par le privilege de l'impression. C'est une charge imposée par le travail & l'amour-propre sur la maligne oisiveté des lecteurs de brochures ; mais un Auteur, qui traite de l'intérêt de l'humanité, doit sacrifier de son amour-propre, & même de sa réputation à la crainte de lasser l'attention. Je n'entends donc ici par esprit de population, que la conviction où l'on a été, qu'il falloit peupler l'Amérique, & y encourager la culture des terres, pour tirer quelque avantage de cette belle partie du monde. J'ai déja cité quelques fortes bévues faites par les Anglois mêmes, ainsi que par nous, dans le choix des moyens pour parvenir à cette fin ; & sans reprendre ici en détail en différens arrangemens domestiques de nos colonies en ce genre, je me contenterai d'examiner le plus important de tous, & le démontrer non-seulement insuffisant, mais même dangereux & nuisible.

On a imaginé de faire transporter des esclaves dans nos colonies Méridionales, pour les assujettir à la culture de la terre, c'est-à-dire, de mettre au dernier rang l'art & le travail qui doivent être au

premier dans l'eſtime des hommes. Dès que Rome ne vit plus ſes campagnes couvertes que d'eſclaves, dès-lors les maîtres ne valurent plus rien, & il fallut que l'Afrique nourrit l'Italie. On ſçait cela, & c'eſt un ſujet que j'ai aſſez rebattu.

Mais l'eſclavage ancien, tout barbare & dénaturé qu'il étoit, quoiqu'il ait corrompu les peuples, avili & mêlangé les nations, banni toute concorde, toute pitié, toute pudeur, toute humanité enfin; l'eſclavage ancien, quoique dans le droit plus deſpotique que celui d'aujourd'hui, étoit dans le fait tout autrement ſuportable, & moins dangereux. Nos eſclaves de l'Amérique ſont une race d'hommes à part, diſtincte & ſéparée de notre eſpece par le trait le plus inneffaçable, je veux dire la couleur, & qui conſéquemment reçoit de la nature le type de ſon infortune. Les eſclaves anciens étoient des hommes reſſemblans à leurs maîtres: les malheurs de la guerre & autres révolutions les réduiſoient à cette triſte condition, ſans leur ôter les dons naturels & les talens acquis dans leur patrie: tout cela les raprochoit de leurs maîtres. Ceux-ci, au contraire, on les va chercher dans le ſéjour de la barbarie. Ils arrivent

brutes ou doués d'un instinct qui nous est étranger, ce qui revient au même pour nous. On les jette dans des étables où sont entassés leurs semblables, on les excéde de travail pour le compte de leurs maîtres ; & de cet ordre d'habitudes & d'usages naît au sein de la loi de fraternité, & dans un siecle qui s'estime éclairé par excellence, la plus dure, &, j'ose dire, la plus impie des servitudes.

Cette méthode, en tout sens & de toutes parts, n'a que des inconvéniens également inévitables & ruineux. Si l'on apesantit le joug sur ces malheureux, comme en général on croit cette précaution nécessaire à la sûreté même des colonies, la culture des terres, qui leur est exclusivement attribuée, languit en proportion, leur population est arrêtée par leur misere & tous les desordres qui en derivent ; les femmes se font avorter pour être débarrassées d'un fardeau qui les gêne dans la culture du petit champ qui leur est délaissé pour leur subsistance, les hommes deviennent fripons & malfaiteurs, & l'on est obligé de tirer sans cesse à grands frais de l'Afrique, de quoi remplacer la diminution continuelle que la misere & les vices causent à cette étran-

égard l'encouragement & l'exemple. L'abondance & la richesse des villes attireront des artisans d'Europe, qui prendront l'avance sur l'industrie des négres, qui n'est jamais que d'exception parmi cette race d'hommes. Ces artisans en éleveront d'autres, & bientôt on préférera des ouvriers, & même des cultivateurs gagnant salaire, à des esclaves qu'il faut acheter fort cher, presque toujours embarrassans, & souvent infideles.

Le sentiment, instant de l'abondance de mon sujet, joint à celui de mon indignité personnelle relativement aux honneurs de l'*in-folio*, m'obligent de m'arrêter sans cesse en beau chemin. Je n'ai fait qu'effleurer la matiere sur les trois Parties de distribution que je me suis prescrites pour démontrer que nous sommes très-novices dans l'art de former des colonies, & que tous les arrangemens présens de l'Europe à cet égard, tendent précisément au contraire de l'objet que nous avons, & que nous devons avoir : je crois cependant qu'il résulte du peu que j'en ai dit, que bien loin que mon plan de liberté générale du commerce trouvât des obstacles invincibles dans le nouveau monde, c'est-là précisément où il auroit le plus d'avantages,

où même il eſt le plus indiſpenſable.

En effet, quelque ſagement conduit que puiſſe être le ſyſtême politique de l'Europe, quelque modération qui préſide à ſes arrangemens intérieurs, il eſt impoſſible qu'elle jouiſſe jamais d'une ſolide tranquillité, ſi les intérêts des principales Puiſſances de notre continent en Amérique ne ſont tellement condenſés, & ne ſe donnent, pour ainſi dire, la main de façon que toute voie ſoit fermée aux mal-entendus continuels, qui nous arment ſans ceſſe les uns contre les autres. Au lieu de cela, chaque nation ſe tourne le dos dans le nouveau monde; & s'il eſt paſſagérement quelques reſſorts d'union entr'elles, ils ſont d'un métal ſi aigre, & d'une nature ſi aiſée à agacer, s'il eſt permis de parler ainſi, qu'aujourd'hui que tout le monde a l'œil tourné de ce côté-là, l'on doit s'attendre à des ruptures continuelles qui allumeront des guerres maritimes, fatales ſurtout aux deux Puiſſances principalement contendantes, & ruineuſes pour tout le monde. C'eſt ce dont je vais traiter dans le Chapitre ſuivant.

CHAPITRE VII.

De la Paix & de la Guerre.

UN Populateur ne doit parler de la guerre que relativement à la paix. Les hommes se sont bien mépris dans le rang qu'ils ont accordé dans leur estime aux vertus militaires. Elles sont sans contredit les plus brillantes & les plus estimables de toutes, mais seulement en supposant leur plénitude & l'ensemble des différentes vertus qui doivent entrer dans leur composition ; à moins de cela, ce sont les plus brutales des affections dont nous soyons suceptibles.

Le desir de la gloire, l'audace, l'intrépidité, la force, la patience dans les travaux, le sang froid dans les périls, sont ce qui constitue les vertus militaires proprement dites ; mais si elles ne sont liées à la sensibilité, la générosité, la douceur & la modestie, elles dégénerent en fougue, dureté, cruauté, en fureur enfin. Dès-lors les guerriers ne sont plus utiles que comme des dogues enchaînés dans une basse-cour, qu'il ne faut lâcher

qu'à la derniere extrêmité. Or, comme chaque état n'eſt eſtimable qu'en proportion de ſon utilité, le rang dans un Etat eſt marqué par cette comparaiſon.

Vous n'eſtimeriez donc, me dira-t-on, que les Dugueſclin, les Bayard, les Turenne, & paſſé cela, vous comprendrez ſous votre proſcription morale la premiere des profeſſions dans tout Etat Monarchique ? Il s'en faut bien. En tout genre de vertus, & ſur-tout de vertus combinées, ceux qui ont atteint la perfection, ſont très-rares, & d'entre ceux-là-mêmes tous ne ſont pas mis par la fortune en un poſte aſſez éminent, pour que leurs vertus inſtruiſent l'Univers, & honorent l'humanité. Je dis plus ; & loin de borner à un ſi petit nombre parmi nous les Héros qui ſe ſont également diſtingués par les différentes qualités, dont j'ai fait entrer l'alliage dans la compoſition des vertus militaires, je ſçais au contraire, que toutes enſemble elles ont fait toujours parmi nous l'objet de l'ambition de nos militaires, le point de vue & le leurre, pour ainſi dire, auxquels ils ont été dreſſés. J'en ſçais peut-être autant qu'un autre à cet égard, & en conſéquence, j'eſtime fort nos guerriers ; mais je ne ſçaurois eſtimer la guerre qu'au-

tant qu'elle entre dans le plan d'une solide paix, & dans la marche pour y parvenir.

La paix est un don du Ciel ; mais il en est de ce don-là, comme de tous les autres qui ne fructifient que par nos soins. L'homme est en général un animal qu'on ne fait demeurer en paix que par force ; paix au dedans, par une bonne police ; au dehors, par une grande considération, respect des bons, crainte des méchans, amour de la part de l'humanité en corps, fondé sur la vénération & la reconnoissance des bienfaits ; voilà ce que doit s'attirer le Souverain du plus puissant Etat de l'Europe.

Rappellons-nous que les Royaumes étrangers sont dans ma spéculation les Provinces du nôtre : nous leur devons la police comme aux Provinces intérieures, & cette police s'apelle *paix*. Je crois avoir considérablement avancé l'exécution du plan de cette façon d'être dans toutes les Parties de cet Ouvrage, où j'ai traité de la conduite relative aux étrangers, & qui naissent de celles qui établissent le bonheur des régnicoles. Un Souverain qui, ayant rendu ses peuples nombreux, agissans, réglés & heureux, traitera ensuite les étrangers comme leurs

:es, leur ouvrira ses ports & ses che-
is, leur communiquera son industrie,
aidera par tous moyens à devenir tels
ses sujets ; un Prince, dis-je, qui
:onduira constamment selon le plan
j'ai tracé, trouvera, dans la dispo-
ı des esprits en sa faveur, un défen-
· bien présent, & une prévention bien
:e contre ceux qui voudroient l'atta-
r dans ses droits, au point de le né-
iter à interrompre un si digne ouvra-
par les mesures d'une guerre indis-
ısable. Cependant ce ne seroit pas
ınoître l'esprit humain, de croire que
justice & la droiture, quelque visibles
elles puissent être, ne perdent jamais
leurs droits auprès de lui. L'expérien-
ous démontre au contraire, que l'hom-
, tant en général qu'en particulier,
se meut presque jamais que par l'il-
on, dont les drois sur nous sont im-
scriptibles. D'ailleurs, l'empire de l'ame
le premier de tous ; & pour obtenir
empire, il faut élever les opérations
son ame au niveau de ce qu'on est.
ɔn Roi Pasteur doit être le pere de
aille de toute l'Europe, en conséquen-
, il faut qu'il en connoisse les droits,
humeurs, les intérêts. C'est la poli-
ue proprement dite ; mais avant d'ex-

pliquer en détail en quoi elle consiste, montrons l'illusion & la futilité des objets dans lesquels on voudroit la faire consister.

On prétend que l'idée de l'équilibre entre les Puissances de l'Europe, idée favorite des gazettes & des cafés politiques, a été imaginée par deux très-grands Ministres ; c'est faire beaucoup d'honneur à cette idée : mais au cas qu'elle ait une aussi noble origne, ils ne l'imaginerent assurement que comme un fantôme à présenter aux spéculatifs & aux mauvais politiques. Ils étoient trop habiles gens pour s'y méprendre, & pour ne pas sentir toute la vanité de cette imagination, d'autant que ce sont les deux hommes du monde qui ont le moins ménagé l'équilibre, & le plus fait pencher la balance de leur côté. Il est certain que le Cardinal de Richelieu avoit au moins espéré tirer de sa rupture avec la Maison d'Autriche les avantages qu'en retira après lui le Cardinal Mazarin. Quant au Chancelier Oxenstiern, il ne fut pas plus désintéressé, & au contraire. Il eût été pourtant bien généreux aux deux inventeurs de l'équilibre, de s'être contentés d'avoir rendu gratuitement la liberté à l'Allemagne ; mais encore un coup, ces

x hommes étoient trop habiles pour
. Donner, en un mot, de tels Au-
s au ſyſtême de l'équilibre, c'eſt en
e voir le peu de réalité. Il eſt pour-
: tout ſimple que nous nous en ſoyons
i dans le temps pour ameuter l'Euro-
ontre la Maiſon d'Autriche, & qu'on
employé depuis contre nous; mais
s le réel, ce n'eſt qu'une ombre &
preſtige vain. L'équilibre eſt depuis
ans l'apas préſenté aux Etats les
foibles contre les plus forts: qu'a
duit depuis ce temps pour eux cette
e idée? Jamais les grandes Puiſſan-
n'en ont plus englouti de petites. L'E-
e, qui, quoiqu'apartenante au mê-
Prince que l'Angleterre, faiſoit Royau-
à part, a été réunie ſans eſpoir d'être
rmais rétablie dans ſon indépendan-
Les Ducs de Toſcane, de Parme &
Mantoue ont été éteints; Veniſe a
ribué; l'Etat Eccléſiaſtique a été fou-
. En Allemagne, combien de petits
verains ont été englobés dans les
ds Etats qui s'y forment! Que de
des Puiſſances renforcées! Le Royau-
de Danemarck eſt devenu hérédi-
, celui de Pologne court riſque de
evenir; la Lorraine eſt Province de
ce. Il eſt donc démontré par l'ex-

périence, que les efforts pour l'équilibre n'ont servi de rien aux petits Etats; qu'ont-ils produit pour les grands? Guerres continuelles, qui les ont tous également dépeuplés & apauvris. J'en reviens à mon point : l'équilibre entendu comme il l'a été jusqu'aujourd'hui, n'est qu'une chimere dangereuse. Il consiste à rallier toute l'Europe, ou partie, auprès de la Puissance prépondérante contre la Puissance dominante, & butte au fond à rendre tout l'Univers le jouet de la jalousie & de l'ambition de quelques hommes.

Qu'on ne dise pas que je traite ici de chimere des craintes & des précautions qui ne peuvent être désormais que contre nous. Nous ne devons assurément point craindre cela. Cette idée, qui prend sa racine dans la crainte que le foible a naturellement du plus fort, peut trouver aisément créance dans les esprits foibles & prévenus; mais l'universalité des hommes ne se mene pas ainsi. La Maison d'Autriche, tant qu'elle fut l'objet de la crainte, s'y prit très-mal pour la faire cesser. Les desseins de l'Espagne furent toujours presque aussi réellement injustes que chimériques; ses moyens politiques ne l'étoient guere moins; ca-

bale & corruption par-tout. Il est impossible de corrompre tout le monde ; & tout ce qui ne l'est pas, se révolte toujours contre de pareils moyens. Le grand éclat de Louis XIV, sa hauteur, & l'honneur qu'il y avoit à s'oposer à ses desseins, quand le Ciel, la fortune, & de grands hommes en tout genre, sembloient s'efforcer à l'envi de les seconder, susciterent d'autres grands hommes qui, profitant de la jalousie des nations, les épuiserent, en leur faisant craindre, le joug d'un Prince, pour lequel ses sujets sacrifioient tout avec empressement. Cette illusion passagere a disparu, & la modération de notre Roi mise dans son vrai jour par une suite d'événemens tous parlans ; & par une conduite constamment dirigée sur ces principes, a porté le coup fatal à ce prestige ; mais sans cela, il se seroit évanoui de lui-même.

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à se retracer en un point la différence qui se trouve entre la position actuelle des Etats de la Maison de France dans son plus grand éclat, & les forces aparentes de la Maison d'Autriche, lorsqu'elle éveilla la jalousie de l'Europe. Outre toutes les Espagnes réunies, en y comprenant le Portugal qui lui donnoit les Indes en-

Naples obéissent à des Princes de cette Maison ; mais la mer est comme fermée par les Anglois, maîtres de Gibraltar & de Port-Mahon ; les Puissances maritimes couvrent l'Océan de vaisseaux en Amérique, ils sont plus puissans eux seuls que toutes les autres nations ensemble ; l'Italie est libre ; l'Allemagne n'a à craindre que les fers qu'elle se forge elle-même ; le Nord ne redoute des tyrans que du côté de ses glaces & de ses forêts. La Maison de France d'ailleurs, n'a rien acquis en général que par des voies légitimes, par le droit des fiefs, ou des Traités solemnels. En pouvoit-on dire autant de la conquête du Portugal, & des différentes réunions qui formerent autrefois les Etats héréditaires d'Allemagne ? Je ne veux point discuter ici les droits des Souverains ; mais la maison de France a plus rendu d'Etats par pure générosité, que la Maison d'Autriche, n'en posséda jadis par droit incontestable. Je ne dis pas que pour cela nous ayions passé pour être plus habiles, & le proverbe Italien, *Gli Francesi Pazzi sono morti*, n'est pas bien ancien ; mais je dis que, pour la sûreté publique, le génie des Maisons fait beaucoup ; que les maximes Françoises n'ont jamais été l'usurpation, ni même l'ambi-

tion inquiéte, démesurée & atroce dans ses moyens, telle qu'on l'imputa jadis aux ennemis du repos de l'Europe. Ne craignons donc plus de voir désormais sur les étendards de nos ennemis le fantôme de l'équilibre. Je ne parle même à cet égard qu'après coup, puisqu'à en juger par le début de la rupture actuelle, ils ont pris aujourd'hui pour emblême la devise contraire, *Va victis.* Quant à nous, il n'est pas à craindre, que la providence nous livre jamais assez à lesprit de vertige, pour que nous ayons besoin de resusciter cette idée factice & décevante.

Au défaut donc d'une imagination autrefois trop realisée, mais qui ne peut plus désormais tromper personne, voyons si les idées, qui conservent plus de créance & de réalité, contrastent avec mon plan, répugnent à ses moyens, ou plutôt, si la marche que je leur ai prescrite, n'est pas le vrai chemin de donner un jeu simple, facile, & continu à nos ressorts politiques.

La France considérée selon le systême des Politiques sublimes, s'il en reste, regardée comme le patrimoine de la Maison de Bourbon, obligée à faire valoir les intérêts & le crédit de cette Maison

contre tous autres, se cherchant en conséquence une rivale, & la trouvant toujours, doit être sans cesse pour ses voisins un objet de crainte & de jalousie, un motif de ligue ; par cette raison même je la vois obligée de vivre toujours sur ses gardes, d'entretenir des négociations pénibles & peu assurées, des alliances onéreuses, & des forces ruineuses autant que difficiles à faire mouvoir. Une de ses branches solidement établie sur le trône d'Espagne, menace l'Amérique de la réunion des deux Maisons, pour en exclure toute autre nation ; une autre menace l'Italie, & peut faire craindre aux Puissances commerçantes, que par un systeme de conduite bien entendu, les trois ne viennent à bout de s'attribuer exclusivement, le commerce du Levant; notre puissance en Flandres effraiera les Provinces-Unies ; nos Places sur le Rhin peuvent paroître des portes pour entrer en Germanie. La France, en suivant ce systême-là avec tout le bonheur dont une imagination prévenue peut seule se flatter, deviendroit l'Empire d'Occident des Romains, avec la différence que dans ce temps-là les Insulaires, nos voisins, n'étoient qu'une foible Province de cet Empire, dont les peuples *jam domiti*

ut parent, nondum, ut serviant, ne donnoient aucun ombrage, au lieu qu'aujourd'hui ils n'obéïssent pas même chez eux, & veulent commander ailleurs.

Cet Empire cependant céda tout-à-coup aux invasions du Nord. Il en seroit de même de nous, si nous parvenions à engloutir toutes les richesses de la nature & de l'industrie ; mais nos vertus & nos travers garantissent également l'humanité du malheur de voir la politique se tourner vers un plan également chimérique & destructeur : nos vertus, en ce que notre ambition a toujours été noble, généreuse, & que la race de nos Princes est, de toutes celles qui ont régné depuis que le monde est monde, celle qui a produit le moins de Princes intéressés, & jamais de tyrans par systême suivi ; nos vices, en ce que, quand nous serions capables d'enfanter un vaste projet de tyrannie universelle, nous ne le sommes certainement pas de le suivre dans toutes ses branches, & de le mener à bien.

Considérons à cet égard les projets de nos Politiques. Je ne remonterai pas aux siecles de la Chevalerie qui prohiboit l'ambition intéressée. Il seroit inutile encore de faire l'honneur à la célebre ex-

pédition de Charles VIII, de la regarder comme un plan de politique. François I voulut un inſtant être Empereur, s'il y fût parvenu, il auroit, ſelon les aparences, perdu des batailles où Charles Quint en gagna, attendu que François étoit homme de guerre, & que Charles n'étoit que politique; & il y a tout lieu de croire que le Luthéraniſme eût arrêté François, puiſqu'il arrêta Charles; mais enfin ce Prince ne fut point Empereur, & comme Roi de France, ſi ſon regne, a montré combien la France eſt difficile à entamer, meme au milieu des plus grandes calamités, il a mieux fait voir encore combien peu nous conviennent les expéditions étrangeres.

Depuis ce Prince & ſon fils qui fut politique comme lui, la France occupée à ſe ronger elle-même, n'a plus eu de ſyſtême relatif à l'Etranger juſqu'à Henri IV. Aſſurément il n'y en eut jamais de plus vaſte que celui que ce grand Prince & ſon digne Miniſtre enfanterent, & dont ils raſſemblerent les matériaux, & préparerent l'exécution. Ce projet eſt de ceux que le ſuccès peut ſeul juſtifier aux yeux du vulgaire. Si l'on veut conſidérer cependant, quel fut l'ébranlement que les débris de ſes préparatifs cauſerent huit

ans après la mort de ce grand Roi, & à quelle extrêmité ils mirent tout-à-coup la Maison d'Autriche en un temps où elle avoit repris toute sa réputation (article si considérable pour les Princes) en un temps, dis-je, où ses ennemis n'avoient plus de Chef, on jugera peut-être que les grands hommes, qui avoient imaginé ce projet, ne l'avoient pas bâti si fort en l'air, qu'on pourroit le croire d'abord, mais en le suposant idéal, du moins ne peut-on l'accuser d'avoir été conçu par une ambition tyrannique. Le projet de la Republique Chrétienne étoit au contraire le coup de la mort pour celui de la Monarchie universelle. La liberté de l'Europe étoit l'objet de ce plan, & l'égalité la base.

Après la mort d'Henri IV, l'étoile ambitieuse de l'Espagne reprit le dessus; & le Cardinal de Richelieu, l'homme d'Etat du génie le plus vaste, le plus âcre, & le plus impérieux qui ait peut-être jamais paru, trouva la France serrée & comme étouffée de toutes parts par les forces de la Maison d'Autriche. Considérons impartialement la politique de ce génie puissant & infatigable. On pourra l'accuser d'avoir été tyrannique au-dedans: il n'est pas de mon sujet d'examiner si ses vices

ne servirent pas aussi-bien l'Etat en cette partie, que ses vertus au dehors ; si ce furent uniquement sa vanité & sa haine implacable qui le rendirent sanguinaire, ou s'il n'entroit pas dans son régime de fer un peu de la persuasion que le François pouvoit obéir sans décheoir, perdre de son attrait pour les troubles. Cet homme supérieur avoit senti peut être qu'il étoit possible de nous ramener à la fidélité des temps, où le plus riche, le plus brave, le plus distingué des Princes du Sang, poussé d'injustices, & obligé de sortir du Royaume, le Connétable de Bourbon, n'emmena que le seul *Pompérant* ; bien persuadé qu'il étoit que la France ne pouvoit jouir de ses forces, & prendre son véritable lustre, que quand elle en seroit en ce point-là : mais quant au dehors, tout démontre que le plan conçu par le Cardinal de Richelieu, & exécuté en partie par son successeur, n'étoit que l'abaissement de la Maison d'Autriche, l'arrondissement de la France en certaines parties plus nécessaires à sa sûreté qu'à son aggrandissement, & la liberté de l'Europe. S'il chassa les Espagnols de la Valteline, ce fut pour la rendre aux Grisons ; s'il opprima de fait le Duc de Lorraine, il poursuivit ce

Prince intriguant en destructeur des intrigues, plutôt qu'en opresseur avide, qui abuse du droit du plus fort. En Italie, il ne conserva que les passages pour accourir à son secours. Premier auteur de la négociation universelle, il mit en mouvement & en armes tous les Princes endormis, ce qui n'est point du tout la voie de les oprimer, & jamais ne fit craindre un instant à ses alliés une défection qui eût pû lui être plus avantageuse, s'il eût été petitement intéressé, que son alliance avec tous les séditieux.

La marche naturelle des opresseurs de tous les temps, quand ils ne peuvent envahir seuls, c'est de s'unir avec les Puissans pour partager les dépouilles des petits. Le Cardinal d'Amboise, dont j'ai oublié dans ce précis la politique aussi gauche au dehors qu'elle fut bénigne au dedans, donna dans ce panneau-la; & comme son Maître, & lui furent les deux ames les moins tyranniques qui jamais aient gouverné, ils furent les dupes de ce personnage emprunté; mais le Cardinal de Richelieu ne fut ni dupe ni tyran au dehors. Toujours fixe & fidele dans sa politique, il prépara la véritable grandeur de la France. Quoiqu'il s'estimât beaucoup, à ce que j'imagine, il se

fût estimé bien davantage, si, comme Sulli, il eût vécu trente ans après son ministere.

La plus grande louange du Cardinal Mazarin est d'avoir bien rempli le plan de son prédécesseur. Ceux qui prétendent l'honorer en lui suposant le dessein de réunir un jour par le mariage l'Espagne à la France, le dégraderoient au contraire ; en ce cas, je ne répondrois autre chose, sinon que c'étoit un Italien impropre à nous gouverner au dedans, comme le sera toujours tout étranger, & pourtant dans la politique le vice de sa nation, qui fut souvent trop de subtilités & d'écarts ; mais nous lui ferions tort les uns & les autres : cet Italien étoit une tête bien faite en ce genre. Le Roi d'Espagne avoit deux fils, quand le Cardinal rechercha l'Infante, l'Espagne avoit été de tout temps pour nous un pays impénétrable, c'étoit encore un voisin dangereux ; & en imaginant même l'extinction de la branche régnante, il y avoit toujours eu un tel esprit de famille dans toute la Maison d'Autriche, un tel concours de vues entre ses différens Conseils, un tel attachement pour cette Maison dans l'opiniâtre nation Espagnole, qu'il étoit impossible d'espérer pouvoir

ravir à cette Maison le centre & le foyer de sa domination. Le sommeil profond, ou pour mieux dire, la léthargie qui empêcha la branche Allemande de faire passer aucun de ses Princes à la Cour d'Espagne dans les dernieres années du siecle passé, & d'y entretenir l'esprit Autrichien qui eût pû n'y souffrir jamais d'autre faction, étoit un événement si peu dans les régles de la prévoyance 40 ans auparavant, que c'est faire du Cardinal Mazarin le Paracelse de la politique, que de lui attribuer de telles vues. Ce Ministre vit dans cette alliance l'agrandissement de la France en Flandres, point le plus nécessaire de notre ambition d'alors. Il put prévoir l'entiere décadence de la Puissance Espagnole, & nous préparer des droits sur ses débris; mais c'est tout, & c'en étoit bien assez le moment.

Louis XIV, dont l'ambition a donné tant de craintes véritables ou feintes, ne suivit dans sa premiere guerre que l'effet des espérances, qui avoient été l'objet de son mariage. La seconde guerre, qui fut une fougue de jeunesse & de gloire mal-entendue, mit au hazard tout le fruit des travaux & de la bonne conduite des deux ministeres précédens. Sa fortune, sa conduite, ses Généraux, & ses

Miniſtres tirérent du ſein même du péril l'accroiſſement de ſa puiſſance ; mais rien dans le Traité de Nimegue, ſi glorieuſe époque du plus haut point de ſplendeur de la France, ne montre un plan fait de s'élever au deſſus du reſte de l'Europe, & de ſe mettre en état de foudroyer quiconque voudroit faire tête à notre ambition. Si ce reproche ne peut être fait au Traité, il faut avouer que la paix qui le ſuivit n'en eſt pas tout-à-fait exempte. Louis vainqueur parut vouloir troubler la tranquillité de l'Europe deſarmée, il cita des Princes au chambres de réunion, entreprit ſur Straſbourg, attaqua Luxembourg en pleine paix, exaſpéra le Duc de Savoye, affecta des hauteurs dans toute l'Europe ; mais on a reconnu depuis, que des Miniſtres intéreſſés à tourner les affaires du côté de la guerre, avoient abuſé des défauts du tempérament de leur maître, & oſé préparer les préliminaires de toutes ces choſes par des manœuvres de détail qu'ils lui cachoient. On n'imaginera pas cependant que cette audace déja incompréhenſible à ceux qui ſçavent combien ce Prince étoit craint & obéi, ait été au point de ſe faire des plans généraux de conquête & d'uſurpation ſans l'aveu du

Prince. Louis XIV étoit le seul arbitre de ses desseins, & rien dans tout le cours de sa vie, de ses actions, & de ses projets, ne montre celui de dominer dans l'Europe autrement que par le respect & la considération, dont il s'étoit fait une idée fausse à certains égards, s'il la fondoit sur le despotisme & la hauteur. Tout crioit *à la Monarchie universelle* au commencement de la guerre de 1688, & ce Prince fit cette guerre comme la précédente, en brave Champion qui se bat franchement en champ clos ou ouvert, & qui s'écrie comme Alexandre : *O Parisiens, comme je travaille pour être loué de vous !*

La guerre enfin de la Monarchie d'Espagne étoit un de ces évenemens qui eût fait quitter au lion la peau du renard, si jamais Louis XIV eût déguisé quelque chose. Si ce Prince eût médité toute sa vie le dessein de la Monarchie universelle, il n'eût point résisté à l'apas de joindre à sa Couronne tant & tant d'Etats. Sa premiere démarche cependant fut de donner un Roi à l'Espagne, il connoissoit assez les Espagnols pour sçavoir qu'ils ne se laisseroient pas gouverner de la seconde main. Qu'on ne dise pas que des Royaumes acquis à un de ses

enfans, lui paroissoient l'être à sa Couronne ; jamais Prince ne partagea moins l'autorité avec ses proches. Consommé, dira-t-on, dans l'art de régner, il sentit la vanité du projet : cela peut-être, mais il ne la sentit que parce que ce genre d'ambition n'avoit jamais eu de place dans son ame ; car ce Prince, maître de tout temps de ses foiblesses, conserva ses passions dans toute leur force jusqu'au bout ; en un mot, Louis XIV ne fut jamais un usurpateur.

Le regne présent a été celui de la modération. La politique pourra nous reprocher un jour le parti que nous avons pris dans la révolution arrivée à l'Empire ; mais la liberté de l'Europe ne nous le reprochera jamais. Sans prétendre prouver cette allégation par la modération du traité qui a terminé cette guerre, sorte d'argument fait pour les panégyristes à gage, & qui peut toujours être rétorqué, en nous disant que la paix fut forcée, c'est du commencement même de cette guerre que je partirois pour prouver que notre dessein ne fut point de nous prévaloir des circonstances pour nous agrandir. En pareil cas le droit du jeu pour un Philippe II eût été d'attiser le feu qui s'allumoit de toutes parts en Allemagne, d'aider

d'aider les uns de promesses, les autres d'argent, d'obliger enfin la Germanie à se détruire de ses propres armes, jusqu'à ce qu'épuisés de tous côtés, les plus foibles nous eussent appellés comme auxiliaires, & que nous fussions entrés dans l'Empire en état d'y donner la loi. Au lieu de cela, nous nous décidâmes d'abord entre les contendans, & bientôt, aidant notre allié de trop bonne-foi, nous montrâmes le loup aux dogues qui se battoient pour les avertir de se réunir.

Il est donc démontré par les faits, que, depuis que nous avons une politique, elle n'a jamais été tournée à l'usurpation, & à la chimere de la Monarchie universelle. Chaque jour cette tournure d'idée & de plans devient moins à craindre; chaque jour nous nous éloignons davantage des vues Romanesques, & peut-être trop.

Mais en suposant qu'il fût possible que, par un jeu de la Providence, un Charles XII naquît au milieu des arts, des porcelaines, tableaux, vernis, & musique blanche, noire, & mulâtre, iroit-il bien loin avec des François? Nos expéditions étrangeres l'ont prouvé, & cela depuis le siege de Rome jusqu'à celui de Prague. Les troupes qui nous

ont chassés de l'Allemagne, peuvent prendre place au temple de Mémoire pour ce haut fait d'armes, à côté des oies sacrées du Capitole. Notre impatience a tout fait, & nous entraînera toujours comme des nuages orageux, qui traînent après eux un vent forcé prompt à les dissiper. Tels nous sommes dans nos expéditions militaires, tels on nous vit toujours dans nos plans politiques, impatiens, légers, incapables en un mot, de suivre un projet qui demande de la constance & du temps. Le Cardinal de Richelieu qui nous connoissoit, le dit dans son testament, & lui-même fit choix d'un étranger pour suivre & remplir le projet qu'il avoit si glorieusement acheminé.

Il est donc vrai de dire qu'une politique intéressée, & tissue de rameaux nombreux & compliqués ne convient nullement à nos intérêts, & moins encore aux forces & au génie de notre nation. De même cependant que la guerre défensive, toujours plus pénible & plus désavantageuse que l'offensive, ne convient qu'à celui qui s'y trouve réduit par la disparité de ses forces avec celles de l'ennemi, ainsi toute Puissance respectable ne sçauroit que se perdre de réputation & de crédit, si elle s'en tient à une po-

tique passive. Quel est donc le plan de politique active que nous pouvons & devons nous faire relativement à nos forces, à notre génie, & à notre position ? Le voici.

La tranquillité & le bonheur de l'Europe doit être notre objet unique. Ce tronc a quatre branches, d'où partent tous les petits rameaux de la politique de détail. Ces quatre branches sont : 1°. La liberté de l'Italie. 2°. Le maintien des droits & de la constitution du corps Germanique. 3°. La balance du Nord. 4°. Notre considération auprès du Turc, fondée sur l'estime & la bienveillance. Ces quatre branches renferment tout le département politique.

Ce n'est pas que je prétende qu'il soit aussi aisé de simplifier le régime de cette partie, que d'en réduire l'objet & le plan. Cette vaste machine demande bien des soins de détail dont je sens toute la nécessité, quoique d'ailleurs très-étranger de style, de tempérament, & d'habitude à ce genre de connoissances ; mais il n'est pas nécessaire d'être négociateur pour sentir que tout le monde ayant à gagner à ce plan, celui qui s'en montrera à découvert l'auteur & l'exécuteur, se mettra de lui-même à la tête des affaires gé-

nérales, y sera porté par le vœux de toute l'Europe, & deviendra l'arbitre & le protecteur des nations.

Nous y gagnerons, nous, de n'avoir plus à nous perdre en incursions dans des terres étrangeres, & sur-tout dans cette Italie, cimetiere renommé des François, qui depuis près de trois siecles maintient à nos dépens son orageuse liberté. Outre toutes les raisons de fait que j'ai déduites ci-dessus, & qui nous démontrent que nous ne sommes pas propres à conserver nos conquêtes, nous ne sçaurions que perdre à nous aggrandir. Il y a long-temps qu'on a dit qu'un Conquérant étoit l'ennemi de sa postérité. Faisons valoir notre territoire. Par lui seul, Louis XIV fut le plus puissant Prince du monde passé & présent; les guerres continuelles cependant lui laisserent à peine le temps d'ébaucher le plan de vivification, dont je désigne ici la perfection.

L'Italie y gagnera de n'être plus le théatre des débats des grandes Puissances entr'elles, de ne plus craindre d'une part les ravages des François, de l'autre l'ambition des Allemands, dont les prétendus droits sur cette belle partie de l'Europe, sont de leur nature imprescriptibles, & de voir mettre, par la

paix, & par un systême suivi de liberté, des bornes à l'aggrandissement d'une Puissance née dans son sein, qui, plus exposée qu'aucune autre aux malheurs réels de la guerre, se releve toujours de ses chûtes par les avantages de la paix, & menace chaque jour de plus en plus la liberté de l'Italie.

L'Allemagne verra renaître l'ancienne splendeur de son Oligarchie, ou empêchera du moins que sa constitution déjà altérée ne soit tout à fait détruite.

Le Nord, sentant une politique clairvoyante & sécourable, attentive à maintenir sa liberté & sa balance contre les Puissances qui peuvent en menacer l'équilibre, ouvrira ses ports au commerce de l'Univers, & bientôt lui procurera par terre la fameuse communication, qu'on cherchera toujours en vain à travers les glaces de ses mers. Le Turc accoutumé à nous aimer comme alliés, nous respecteroit comme très-puissans, & peut-être aprendroit de nous enfin à sortir de cette barbarie volontaire qui anéantit le produit & l'industrie de la plus belle partie du monde.

Chaque Puissance rebutée des chimeres de l'ambition, & rassurée contre celle de la crainte, tournera son activité & ses

vues à faire valoir son propre territoire par les ressources du pays, par le bonheur & l'industrie de ses sujets; & l'humanité entiere benira l'Auteur d'un systême politique, dont la félicité universelle est l'objet & la suite.

On ne me soupçonnera pas, je crois, d'imaginer que cette espece de siecle de Rhée soit aussi facile à établir dans le fait que sur le papier. Il n'en est pas ici, comme des arrangemens économiques de ma premiere Partie qui dépendent uniquement de nous, & qui peuvent se faire en un tour de main, ni même comme des objets de vivification tracés dans la seconde; qui, quoique dépendans d'un travail suivi, naissent toutefois tellement les uns des autres, qu'une fois le branle donné à la roue, elle iroit pour ainsi dire, toute seule. Nous ne sçaurions donner des loix aux étrangers, & quand nous le pourrions, chaque nation a ses préjugés & ses habitudes, & plusieurs sont très-éloignées de cette flexibilité qui rend tout possible en France. Mais je dis que telle doit être la direction fixe, ostensoire & marquée de notre politique, que nous ne pouvons avoir que celle-là d'utile & d'honorable pour nous; cela posé, bien loin que toutes les autres parties du régime

intérieur & extérieur que j'ai établi dans tout le cours de cet Ouvrage, dussent contraster avec nos affaires étrangeres, c'est au contraire le seul & unique moyen de parvenir à notre but & de simplifier notre politique, de façon que cette science inventée pour le salut du genre-humain, & qui en est devenue le fléau, retourne à la pureté de son institution, & revenue à l'unique objet de tout Gouvernement qui ne veut pas encourir la malédiction de Dieu & des hommes, je veux dire, à la population.

Et pourquoi croiroit-on le personnage de Pere universel exagéré pour le plus puissant & le plus respectable Monarque de l'Univers, pour le Roi de France? On a vu de simples citoyens faire la fortune des Etats; des hommes privés, non-seulement devenir l'ame de leur pays, mais encore de leur patrie entiere. Le célebre Laurent de Médicis, du rang de simple notable d'une ville marchande, devint l'arbitre de la balance de l'Italie; respecté & consulté dans toute l'Europe, sa haute réputation, sa sagesse, & ses nombreuses correspondances faisoient toute sa force; mais il vouloit & sçavoit faire le bien de sa patrie; il avoit compris que ce bien particulier ne faisoit que par-

tie du bien général, il employoit à ce bien général tout le crédit que ses hautes qualités lui avoient acquis, & pouvoit à la fleur de son âge, mettre sur le seuil de son palais cette devise honorable pour le plus grand des Souverains: *Me stante cuncta quiescunt.*

En cet état cependant il est certain, comme je l'ai dit à la fin du précédent Chapitre, que, quelque balance que le pacificateur universel eût sçû établir dans l'Europe, la paix en pourroit être altérée à chaque instant, si les querelles de l'Amérique, destinées à refluer désormais sur l'Europe, n'étoient prévues & arrêtées par un changement de systême absolu dans le nouveau monde.

Mal-à-propos a-t-on blâmé dans le temps, & blâmera-t-on toujours les Plénipotentiaires qui, assemblées, pour ainsi dire, entre deux armées prêtes à se couper la gorge, & chargés de discuter des intérêts pressans, voisins, & momentanés, renverront à un examen moins précipité des discussions, dont le local est situé sous un autre hémisphere, auxquelles une partie des contendans actuels n'a aucun intérêt, & dont le détail est presque inconnu de la plupart de ceux-mêmes qui en disputent. Il faudroit des an-

nées entieres pour vérifier la moindre des contradictions qui se rencontrent dans les allégations de part & d'autre, & ce n'est point ici qu'on saisit l'instant de donner la paix à des peuples qui soupirent après la fin de leurs maux.

Cependant la paix une fois signée, & ses premiers fruits établis, les discussions traînent & s'enveniment. Si l'on statue quelque chose, celui des deux Princes qui est le mieux obéi dans le nouveau monde, se trouve par l'événement le plus mal servi; il évacue, il retire tout exactement par le moyen de ses préposés, qui ne connoissent que sa voix; ceux de son ennemi au contraire, nés parmi une nation, où dès l'enfance on s'accoutume à discuter les affaires de l'Etat, voyant de plus près les nécessités des lieux, s'affectionnant pesonnellement à la chose, & désaprouvant les cessions faites en Europe, ou refusent d'obéïr, ou déclinent tellement les ordres reçus, qu'ils donnent le temps aux mal-entendus, qui n'étoient qu'assoupis, de jouer leur jeu, & attendent que l'aigreur, préparant une nouvelle rupture, érige leur désobéissance en service important. Si au contraire le temps se perd en disputes de mots & de syllabes, chaque nation

tout-à-fait au dessus de ma portée, que j'ai pris; si j'ai embrassé dans ma course la totalité des objets de la cupidité humaine, sous quelque forme qu'elle puisse se déguiser, c'est qu'elle est en tout sens l'ennemie, je dis plus, la seule ennemie de l'humanité. En conséquence, tous ses détours, tout le territoire qu'elle embrasse, étoient de ma jurisdiction. Plein de sentimens, de zele & d'amour pour mes semblables, si j'ai trop osé, je n'ai pas du moins à me reprocher d'avoir excédé mon devoir par aucun motif d'intérêt, ni de vanité déguisée sous le nom de hardiesse. Ravale, qui voudra, la nature de son ame; c'est sans doute le sentiment intérieur qui le fait parler. Ce sentiment dit chez moi que la mienne vient des mains de Dieu; & si je la lui rends bien défigurée par les foiblesses & les miseres humaines, ce ne sera pas du moins par les passions villes, telles que l'intérêt, la jalousie, la haine, & l'orgueil.

Le titre de mon Ouvrage, & la beauté du sujet, m'ont mené bien loin. J'ai toujours cru suivre la vérité, & en conséquence, je retrouverai ma trace; mais comme il seroit très-possible qu'elle fût perdue pour bien d'autres qui n'ont pas

la clef de mon imagination, & que je n'en estimerai pas pour cela plus pauvres, je vais dans le suivant & dernier Chapitre rassembler en un petit nombre de points principaux toute la marche, la gradation, l'ensemble enfin de mon plan, pour que d'un coup d'œil on puisse juger de la totalité, & s'épargner même, si l'on veut, la peine & l'ennui de me lire d'un bout à l'autre.

CHAPITRE VIII.

Résumé général de tout l'Ouvrage.

LE précis, qui est l'objet de ce Chapitre, est d'autant plus nécessaire, que j'avoue moi-même, que la totéalit de cet Ouvrage est un cahos d'idées & de détails, qui n'ont d'ordre que dans les Titres des Chapitres.

Un grand Ecrivain de nos jours a paru, dans son Ouvrage le plus considérable, donner prise au même reproche, & malgré les subdivisions presque infinies qu'il a données à son plan, l'on se plaint avec quelque sorte de raison, que sa marche est souvent embrouillée, & en général

difficile à suivre. Nous n'avons assurément que cela de commun, lui & moi. Son érudition est immense & sûre, la mienne est très-bornée & fautive; son style est clair, noble, pur & tranchant, le mien est inégal, sans goût, négligé, souvent diffus & amphibologique : son esprit éclaire & éveille l'intellect du lecteur, le mien le fatigue & l'étouffe; ses idées semblent la fleur des notions, & en sont en effet le germe, les miennes naissent singulieres, & meurent triviales. Il étoit ouvrier habile, & totalement adonné à ce genre d'étude & de travail; & de son aveu il a consumé 20 ans à celui-là. Je ne suis rien de tout cela, & il s'en faut bien que je n'aie employé six mois à parcourir tout le terrein que j'embrasse. Il y paroît, me dira-t-on; je le sçais, mais encore un coup chacun a sa façon d'être, & me promît-on autant d'avantages, que j'en espere peu de mon travail, je doute qu'on me déterminât à revenir sur mes pas pour donner à mon Ouvrage une forme plus décente & plus suivie : ce dont je suis plus certain encore, c'est que j'échouerois dans cette entreprise, & me laisserois gagner à la langueur; disposition d'esprit la moins propre à rédiger un Ouvrage de vivacité & de sentiment.

Je ne ſçais d'ailleurs ſi ceci, tout négligé qu'il eſt, ne ſe fera pas mieux lire que n'eût fait un Traité méthodique. On eſt ſurchargé d'Ouvrages en regle ſur le commerce, & ſur toutes les parties relatives à la proſpérité intérieure d'un Etat. Ceux de ces Ouvrages qui ſortent des meilleures mains, n'aprennent pas plus au lecteur ordinaire l'eſſentiel de leur matiere, que la lecture du Cuiſinier François ne nous aprendroit par ſes ſeules recettes à faire un bon ragoût. Il faut être initié dans la pratique d'un art, pour être ſuſceptible d'être perfectionné par la lecture de ſes élémens. Ceux au contraire qui ont voulu ſe faire lire, aplanir & orner les routes du calcul, ne laiſſent aucune trace, ce qui n'eſt pas au fond un grand mal, attendu qu'il eſt bien difficile de faire chemin avec des guides qui bronchent eux-mêmes à chaque pas. Tout le fruit donc, qui peut revenir de ces ſortes d'Ouvrages bons ou mauvais, c'eſt d'accoutumer les hommes à s'occuper de la proſpérité publique, & d'éveiller, par quelques rayons de vérité, les idées naturelles qu'ont bien des gé[illegible]s privilégiés ſur ces matieres ſérieuſes & utiles. Ces idées, faute d'être excitées, demeureroient ſouvent enſevelies

pour jamais, étouffées par le torrent des idées courantes qui se portent ailleurs. Un rayon de lumiere qui pénetre dans ces ames fécondes, semblable à la meche qui met le feu à la mine, y produit un nouveau genre de vues, dont la progression s'étend bientôt à l'infini, au grand avantage de la société. J'ai dû à de tels secours, (s'il est permis de se citer) tout ce que je sçais, & tout ce que je conçois en ce genre ; c'est peu de chose, me dira-t-on : peut-être ; on auroit tort néanmoins d'en juger sur cette ébauche-ci, où, m'étendant beaucoup sur certains sujets, j'en ai à peine touché d'autres aussi intéressans. Tout homme, cependant, qui sçaura lire, jugera que je m'en suis plus reservé, que je n'en ai dit. Pour décider d'ailleurs, si cet exemple du genre d'explosion dont je parle, vaut la peine d'être cité, il faudroit connoître qu'elle étoit ma portée naturelle, avant que j'eusse lu le trait qui m'a fait réfléchir sur ces matieres. Mais, telle qu'elle soit, si j'avois l'avantage d'être du bois privilégié dont on fait les administrateurs d'Etat, soit en petit, soit en grand, peut-être certaines de mes idées mises en pratique seroient trouvées bonnes à quelque chose.

Toute

Toute l'utilité donc des Ouvrages du genre de celui-ci, consiste en l'avantage d'eveiller l'instinct & l'attrait des hommes nés pour concevoir & réfléchir en grand. Pour procurer cet avantage, il faut se faire lire ; or, je suis certain que si je me contraignois pour me rendre méthodique, je serois moins lû encore que je ne le serai dans toute la pompe de la négligence & des écarts.

Après donc avoir fait une sorte d'amende-honorable de l'espece de parallele que j'ai osé faire tout à l'heure avec un homme excellent, & avoir protesté que je n'ai entendu en induire aucune sorte de comparaison, je vais rassembler celles d'entre le nombre infini d'idées vagues répandues dans cet Ouvrage, qui forment un corps & un plan suivi de politique civile & étrangere.

La plus utile, & selon moi, la plus indispensable des méthodes en tout genre d'arts & de connoissances, en tout enfin ce qui est en nous matiere à enrichir la mémoire, & faciliter l'opération de l'esprit, qu'on apelle réflexion, c'est de convenir d'abord de la signification des termes généraux & usagers. Cette méthode nous oblige à considérer l'étendue & la réalité des choses, & à nous en former une idée

fixe & permanente ; c'est ce qui s'apelle convenir des faits & des expressions, ce qui est la base de tout raisonnement. D'après cela, il est impossible que deux esprits justes, que deux ames équitables ne conviennent bientôt des principes, quelque différence que les préjugés, la contagion, ou l'usage, aient pu mettre dans leur façon habituelle de penser & d'agir.

En général, il est peu d'hommes qui paroissent doués des deux vertus ci-dessus établies, du moins si l'on en juge par leurs actions. Celles-ci sont décidées par une infinité de causes étrangeres, prises dans nos passions ou dans nos foiblesses ; mais presque tous tant que nous sommes, nous pensons juste, nous sentons équitablement par réflexion. N'ayant donc ici que l'équité & la vérité en vue, je puis espérer d'être senti & entendu par le plus grand nombre, si j'ai assez de talent pour me faire entendre, & d'ordre pour valoir la peine d'être suivi & conçu : cependant comme la vérité & l'humanité, que j'ai cru prendre pour guides, paroissent néanmoins m'avoir entraîné dans la suite de ce Traité dans une infinité d'opinions très-oposées à celles qui sont généralement reçues, j'ai

cru nécessaire d'établir d'abord quelques principes, & de commencer par les définitions des choses qui paroissent en avoir besoin.

PREMIERE PARTIE.

CHAPITRE I.

C'Est ce que fait le premier Chapitre, qui définit d'abord ce que c'est que *société*, ensuite ce que c'est que *richesse*.

L'homme est un animal sociable par instinct, avide à l'excès par instinct & par intellect. De ces deux mobiles contraires, l'un lie la société, l'autre tend à la dissoudre. En conséquence, le partage des biens, qui établit *la propriété*, dut être & fut en effet toujours le premier des arrangemens de la société.

De l'attrait naturel à l'homme pour se réunir avec son semblable, que j'apelle *sociabilité*, vinrent toutes les vertus; de son penchant à desirer de s'aproprier tous les biens d'usage & d'opinion, que j'apelle *cupidité*, naissent tous les vices; d'où résulte que le premier & le plus important des soins du Gouvernement, doit être de diriger les mœurs vers

la ſociabilité, & de les détourner de la cupidité.

La ſociabilité nous conduit dans la route de la vérité ; la cupidité nous pouſſe dans les ſentiers tortueux de l'illuſion : & pour prouver ce principe, on démontre qu'elle nous égare dans la recherche de ceux-mêmes des biens phyſiques, dont elle fait le plus de cas ; c'eſt ſans doute *la richeſſe*

Qu'eſt-ce que la richeſſe ? Ce devroit être la poſſeſſion des biens d'ici-bas. Si c'eſt cela, la ſociabilité eſt toujours riche, & la cupidité jamais.

En effet, le néceſſaire, l'abondance & le ſurperflu ſont trois échelons dans l'ordre des biens, qu'on ne ſauroit voir que du bas en haut dans les vues de la cupidité qui, ſongeant toujours à gravir, n'eſt jamais riche de ce qu'elle poſſede, & ſait toujours être pauvre de ce qu'elle deſire. Dans les vues de la ſociabilité, au contraire, comme il ne s'agit que de ſe réunir, chacun aporte tranquillement ſon contingent à la ſociété ; riche de ce qu'on y fournit, on n'eſt pauvre que de ce qui manque à ſon frere. Or, comme malgré toute habitude de confraternité, nos beſoins ſitués en la perſonne d'autrui ſeront toujours très-bornés, il ne faut pour nous

ſatisfaire ſur cet article, que la vie & le vêtement.

Voulez-vous enrichir un peuple? tournez-le vers la ſociabilité. De tous les peuples dans tous les temps, nuls n'ont vécu plus durement, n'ont été plus attachés à leur façon d'être, & ne ſe sont en conſéquence eſtimés plus riches que ceux qui ont vécu le plus en commun.

Pour trouver d'après les notions même les plus triviales, les principes de la vraie richeſſe, il faut dire qu'elle conſiſte en la nourriture, les commodités & les douceurs de la vie : la terre produit tout cela ; le travail de l'homme multiplie ce produit, & lui donne la forme. Le vrai principe de toute richeſſe eſt donc la multiplication de l'eſpece humaine, apelée *Population*, c'eſt l'objet de ce Traité. Le premier des travaux auxquels il faut employer l'homme, eſt la multiplication du produit de la terre, art nommé *Agriculture*, dont la liaiſon indiſpenſable avec la population ſera démontrée dans les Chapitres ſuivans.

On réſume de celui-ci, que la premiere des loix poſitives de la ſociété, eſt & dut être une condeſcendance de la ſociabilité en faveur de la cupidité, qui

établit le partage des biens & avantages de la société ; & qu'en revanche, la base & l'objet du régime des loix spéculatives, doit être de repousser sans cesse l'inquiétude & l'avidité humaine vers la sociabilité, & de la détourner de la cupidité.

CHAPITRE II.

LA Population une fois reconnue pour le premier des biens de la société, il est question de savoir d'où on la tire.

Dieu créa en même-temps tous les germes, & leur donna l'inaltérable faculté de se reproduire & de se multiplier ; mais il les rendit tous dépendans des moyens de subsistance.

Ce n'est ni le célibat d'un certain nombre d'individus, ni la guerre, ni la navigation, ni les transmigrations dans le nouveau monde, qui causent la dépopulation actuelle ; au contraire, la plupart de ces choses pourroient tendre à accroître la population. C'est la décadence de l'agriculture d'une part, de l'autre le luxe ou le trop de consommation d'un petit nombre d'habitans, qui séche dans sa racine le germe de nouveaux citoyens.

Si la multiplication d'une espece dépendoit de sa fécondité, certainement il y auroit dans le monde cent fois plus de loups, que de moutons.

Rien ne gêne la multiplication des Sauvages de l'Amérique Septentrionale ; mais ils ne vivent que de chasse, & sont réduits à la condition, & presque à la population des loups.

Un ancien Romain vivoit, lui & sa famille, du produit d'un arpent de terre ; un Sauvage consomme seul le gibier que 50 arpens de terre inculte peuvent nourrir. Tullus Hostilius avec mille arpens pouvoit avoir cinq mille sujets, un chef des Sauvages ci-dessus, borné à un tel territoire, auroit à peine 20 hommes.

En proportion de ce qu'on cultive les terres, & qu'on les emploie à produire ce qui est de la nourriture essentielle de l'homme, l'espece s'accroît en nombre ; en proportion de ce qu'on les laisse en friche, ou qu'on les emploie en inutilités, l'espece diminue : d'où s'ensuit, que les consommations en superfluités sont un crime contre la société, qui tient au meurtre & à l'homicide.

Les hommes multiplient comme les rats dans une grange, s'ils ont les moyens de

subsister. En ce sens, le mot de M. le Prince à Senef, *une nuit de Paris remplacera cela*, pouvoit être un axiome politique bien raisonné. En effet, à moins qu'il ne survienne quelque nouvelle augmentation de subsistance dans l'Etat, il ne sauroit s'élever une plante de plus, qu'une autre ne lui fasse place.

Prince seul & unique, *la mesure de la subsistance est celle de la population*; les célibataires l'accroissent dans un Etat, loin de lui nuire, si à la contrainte du célibat est jointe quelqu'autre sorte d'institution, qui les oblige à vivre de peu, & à ne point faire de consommation inutile.

Augmentation de subsistance, accroissement de population. Nous allons voir dans les Chapitres suivans, comment accroissement de population doit faire augmentation de subsistance.

CHAPITRE III.

L'Agriculture, qui peut seule multiplier les subsistances, est par cela même le premier des arts: elle l'est par la beauté de son invention, puisqu'elle découvre, surprend, & imite le secret de la nature; secret de la Providence elle-

même,

même, & le plus admirable & le plus surprenant des effets par lesquels elle daigne se manifester à nos yeux.

Plus vous faites raporter à la terre, & plus vous la peuplez.

L'Agriculture cependant, cet art par excellence, qui peut se passer de tous les autres, tandis qu'aucun d'eux ne sauroit exister sans lui, l'agriculture, dis-je, est encore dans son enfance; & si parmi nous l'autorité tournoit sa protection sur cette partie intéressante, elle trouveroit la carriere neuve.

De tous les arts, l'agriculture est non-seulement le plus admirable & le plus nécessaire dans l'état primitif de la société, il est encore, dans la forme la plus compliquée que cette même société puisse recevoir, le plus profitable, & le plus raportant.

Il est de tous le plus sociable, & le plus innocent.

Il étoit peu nécessaire de s'étendre sur ces démonstrations, il le sera davantage de montrer ce qui en arrête chez nous les progrès, & quels seroient les moyens de l'encourager; mais avant d'en venir-là, il est utile de mettre sous les yeux un précis des avantages dont jouit en ce genre notre heureuse patrie.

CHAPITRE IV.

L'Auteur de la nature a donné à l'homme la faculté de faire aliment presque de tout : il a donné d'autre part à la terre de nourrir & de vivifier dans son sein presque tous germes de plantes & de fruits ; mais il faut encore que ce sein maternel soit attendri, réchauffé, humecté par le concours des autres élémens.

Ce concours lui est favorable presque par-tout, & l'industrie humaine en accroît & dirige les influences, & aide de sa force à la nature.

La température de l'air & des saisons, & ce qu'on apelle climat, décide du plus ou du moins de fruit de nos travaux. Les excès dans le climat nuisent aux productions de la nature ; mais la Providence les a variés selon les lieux, & la bienfaisance de la nature échape ainsi aux excès de la température de l'air. Cependant, s'il est un pays qui puisse jouir également de toutes ces productions, celui-là sans doute est le favori de la nature.

Ce pays est la France, au dire des maîtres du monde entier autrefois. La tem-

ťrature du climat y eſt telle, que dans
outes les Provinces du Royaume, on peut
ultiver les productions utiles ou agréables
es quatre parties du monde, de façon
u'elles y viennent comme dans leur patrie
aturelle.

Les eaux y coulent de toutes parts en
uiſſeaux, rivieres & fleuves, les uns pro-
res d'eux-mêmes à la navigation, les au-
es prêts à le devenir par un travail aiſé;
outes eaux ſalubres enfin & faci es à ré-
andre ſur les campagnes pour y porter la
ertilité.

La nature des terres d'autre part eſt
elle, qu'à la réſerve de quelques dunes au
ord de la mer, & de quelques roches
ſcarpées en petit nombre, il n'y a peut-
tre pas un pouce de terrein qui ne pût
tre mis en valeur.

Aux avantages du climat & du ſol, s'en
oignent d'autres pris dans le naturel des
abitans, qui ſans doute tiennent beaucoup
ces premiers; la fécondité des femmes,
activité naturelle à ce peuple, & ſur-tout
on induſtrie.

Pour avoir autrefois taxé cette derniere,
n fit d'un beau Royaume l'Iſle Gelée.

Il n'eſt beſoin que d'éclairer l'induſtrie;
ar, quant à ce qui eſt de l'exciter, la né-
eſſité ſuffit.

Ne confondons point. Il est deux sortes de nécessités ; l'une de penurie, l'autre d'abondance ; l'une fait des mendians, l'autre a fait les destructeurs de l'Empire Romain ; l'une est sans ressources, l'autre les a toutes. La dépopulation fait la premiere, l'extrême population fait la seconde ; mais l'extrême population ne peut venir que de l'extrême agriculture.

En total, la France pouvant être le théatre de l'agriculture, peut l'être de la population. Examinons les causes qui nous empêchent de profiter de nos avantages en ce genre autant que nous le pourrions.

Chapitre V.

L'Homme ne fait ici-bas ce qu'il desire. Il seroit aisé de démontrer au physique, ainsi qu'au moral, que l'adversité est le terme indispensable de la voie de la prospérité

La prospérité est aux Etats ce qu'est la maturité aux fruits de la terre ; elle en annonce, elle en nécessite presque la putréfaction.

Plus une société s'étend, plus elle est tranquille au dedans ; plus elle est vivifiée par plusieurs genres d'industrie, plus aussi le jeu de la fortune y a de liberté.

Dès-lors les grandes fortunes deviennent des colosses, & les gros héritages absorbent les petits. Enorme différence entre la fertilité d'un petit champ, qui nourrit le maître qui le cultive, & celle d'un vaste domaine livré aux agens d'un grand propriétaire.

L'accroissement des besoins du fisc est encore une des suites de la prospérité. Ces charges subdivisées sur un nombre de petits propriétaires accoutumés à vivre de peu, quoique plus onéreuses au peuple, le sont moins à la glebe : réunies sur la tête d'un grand propriétaire déjà dévoré par tous les sous-ordres du luxe & de la paresse, elles enlevent tout ce qui lui reste du produit, & dès-lors il en est plus porté à négliger un bien qui ne lui donne que de la peine.

La fausse urbanité, & le goût des arts spécieux, fruits & abus de la prospérité, font dédaigner la campagne & les campagnards.

D'autre part, l'administration d'un grand Etat incline naturellement vers des vices de constitution, qui désolent le laboureur : de ce genre seroient, par exemple, des impositions arbitraires dans leur répartition, la contrainte dans le débit de ses denrées.

La prospérité d'un Etat y rendant abondant, & faisant circuler aisément le signe des nécessités de la vie, facilite le déplacement des propriétaires, & attire les plus considérables à la Capitale déjà trop surchargée ; de l'abandon des provinces naît leur oppression.

La prospérité d'un Etat établit dans son sein une infinité de rameaux d'industrie & de natures de biens, qui tous paroissent au premier coup d'œil plus commodes & plus disponibles que ne l'est la possession des terres. Il est en effet généralement reçu, qu'un homme est pauvre, quelque riche qu'il soit en fonds de terre, s'il n'a que de cette nature de bien.

Les terres cependant sont d'une part les seuls biens solides ; leur possession donne une sorte de jurisdiction sur les cultivateurs. Leur produit ou revenu hausse en proportion ou à peu près de ce que les matieres de consommation enchérissent par l'abondance des especes dans un Etat, au lieu que les revenus fictifs sujets à bien des révolutions ne peuvent jamais croître. L'industrie & le travail du maître trouvent toujours un vaste champ d'espérance & de profit. Les terres ont des casuels ; cependant elles

se discréditent, tandis que le feu est aux effets fictifs. Pourquoi cela ? C'est d'abord l'habitation de la Capitale, dont les délices & les préjugés tendent tous à établir la mollesse & le dégoût du travail. On dédaigne l'habitation de ses peres, où les recherches du luxe n'ont point pénétré. On livre les terres éloignées à des agens fripons & concussionnaires. On dévaste les fertiles domaines de celles qui sont au voisinage par des arrangemens de pure décoration ; on consomme le reste de leur produit en entretien d'inutilités. Les Paysans ne connoissent plus leur Seigneur ; ils plaident contre le nouveau, qui souvent les a foulagés de droits onéreux qu'ils payoient sans murmure à leurs anciens Seigneurs. Tout cela dégoûte d'une possession pénible. Le haut prix de l'intérêt de l'argent est encore une des raisons du discrédit des terres.

La prospérité d'un Etat nuit encore à l'agriculture, en établissant un ordre de mœurs, un genre de magnificence & de décoration, qui la repousse au loin, & l'exile, pour ainsi dire.

Autant de terrein inculte, autant de sujets enlevés sans ressource à l'Etat. Le goût des jardins de pure décoration, des

terrasses, & des parcs, des avenues, &c. qui depuis le dernier regne s'est si fort multiplié, dévaste en ce genre une partie des environs de la Capitale & de ceux des Villes principales.

L'énorme largeur des chemins multipliés, dont tous les Administrateurs des Provinces font aujourd'hui leur objet capital, sans considérer les proportions relatives à la fréquence & importance des communications, enleve encore une partie du territoire de l'Etat, & les alignemens dévastent souvent les terreins les plus fertiles, laissant à côté des friches bien plus propres à assurer la voie publique.

De toutes ces choses, & de mille autres qui se trouvent éparses dans cet Ouvrage, naît le discrédit des terres, & la décadence absolue de l'agriculture. Passons aux moyens de l'encourager.

CHAPITRE VI.

TOut l'Ouvrage en général n'a d'objet que la nécessité & les moyens d'encourager l'agriculture. Cependant, comme ce n'est point la société des anciens Egyptiens qu'on considere, mais la société moderne, qui est tellement

compliquée d'accessoires, que le principal y est presqu'entiérement oublié, il est nécessaire de traiter de toutes les branches de la ramification politique, qui toutes ont la population, & conséquemment l'agriculture pour racine, tant pour faire voir l'union intime de toutes les parties de la chose publique entre elles, que pour ne pas présenter à un siecle délicat & recherché, l'Apôtre de l'agriculture, comme un laboureur stupide, qui ne voit que son champ. On parcourra donc une carriere immense, mais on trouvera souvent sous ses pas des objets relatifs au Chapitre actuel. On ne les rejettera pas alors; maintenant on présente seulement en gros les premieres idées qui s'offrent sur cet article.

On a dit que la prospérité d'un Etat établissoit les grandes fortunes, qui bientôt envahissoient tout le territoire. Quel remede à cela? *Aimez les Grands, appuyez les Médiocres, honorez les Petits.*

Aimez les Grands, vous leur aprendrez à aimer leurs inférieurs, vous vous intéresserez à la multiplication de leur famille, vous les apauvrirez des biens inutiles par la voie la plus douce & la plus satisfaisante pour la nature, & les enrichirez de sujets utiles au maintien &

à l'illustration de leur Maison, ainsi qu'à la Patrie.

Apuyez les Médiocres, c'est la pépiniere de l'Etat, & sa richesse la plus précieuse, & la moins embarrassante.

Honorez les Petits; *sacerrima res homo miser*. Mais indépendamment de cet axiome de morale, qui parle si bien au cœur, est-ce donc un paradoxe de vouloir qu'on honore les plus nécessaires de tous les hommes? Dans le fait nous nous devons tous une estime réciproque, & relative à l'utilité respective. Je dis plus. Quoi encore? Le respect.

Mais ce qu'il faut sur-tout honorer, c'est l'agriculrure & ceux qui l'exercent & l'encouragent. Le plus habile agriculteur, & le protecteur le plus éclairé de l'agriculture, sont, toutes autres choses étant égales, les deux premiers hommes de la société.

Une source, qui sort dans un terrein élevé, arrose & féconde ses environs, autant que la quantité de ses eaux peut s'étendre. Celle, au contraire qui naît dans un bas-fond, ne fait qu'un marais.

Je compare à cette source le propriétaire des terres. S'il est à la tête de la production, dont naturellement il doit

être l'ame, & à laquelle personne n'a plus d'intérêt que lui, il anime & vivifie tout le canton ; si au contraire il habite au centre de la consommation, il devient la source basse & marécageuse, & contribue à noyer un terrein déja de lui-même trop spongieux.

Rapellons-nous sans cesse le chemin que voudroit faire le peuple entier d'une nation que les aparences d'une prospérité passagere ont éveillé. Nous passons des Villages aux Bourgs, des Bourgs aux Villes, des Villes à la Capitale & c'est à quoi tend toute une nation, si le Gouvernement n'est attentif à lui donner une propension contraire.

Cette opération n'est pas si mal-aisée qu'on croit. Les hommes ont tous un penchant naturel pour la liberté & les occupations de la campagne ; que ses habitans soient tranquilles & protégés, qu'on les excite & les éveille par des divertissemens innocens, dont les anciens nous ont donné l'exemple, & que de grands Princes n'ont pas dédaigné d'établir parmi eux, ils verront bientôt avec frayeur la contrainte & l'esclavage des Villes.

Eh ! quand la protection de l'agriculture demanderoit du Gouvernement un

soin continuel & embarrassant, quel autre objet dans la société entiere peut lui paroître plus digne de son attention!

Pourquoi seroit-on effrayé de donner autant de soins à protéger l'agriculture, à instruire les agriculteurs, à les secourir, à défendre leurs libertés & immunités, qu'on en met à protéger les arts & métiers, qui ont tant fatigué le Gouvernement, & chargé la police de détails, de formes & d'ordonnances, dont la plupart gênent & étouffent l'industrie au lieu de l'apuyer?

Quant aux moyens de protection, on a tout prévu en France à tous égards: les plus belles & les plus utiles Ordonnances de l'Univers sont signées de la main de nos Rois; mais malheureusement nos loix sont presque comme nos modes.

C'est l'affection seule pour l'agriculture, & la persuasion de sa nécessité de la part du Gouvernement, qui peuvent lui donner le dégré d'attention nécessaire pour s'assurer & soutenir la vivification de cette partie. Il faut sur-tout rejetter sur la campagne une sorte d'abondance relative, qui est la mere de l'industrie noble & élevée. Cet art par excellence a besoin plus que tout autre, pour être

poussé à un certain dégré de perfection, les deux pivots nécessaires à tout, à sçavoir étude & expérience, théorie & pratique. Pourquoi nos Princes ne lui fourniroient-ils pas ces secours ? Nous avons de grands Rois en tout genre, & qu'il seroit difficile de surpasser. Je ne sçais plus que le titre de Roi Pasteur, qui puisse illustrer nos Maîtres futurs.

Ceci n'est qu'une ébauche d'un Chapitre intéressant. Les matériaux en sont, comme je l'ai dit, répandus presque dans tout l'Ouvrage. Le Chapitre suivant, par exemple, naît & dérive naturellement de celui-ci.

CHAPITRE VII.

LE nombre des habitans dans un Etat dépend des moyens de subsistance, les moyens de subsistance dépendent de l'emploi qu'on fait des terres, & l'emploi de celles-ci est décidé par les mœurs & usages.

Si les mœurs & usages sont tels qu'on emploie beaucoup de chevaux, la subsistance des hommes, & conséquemment leur nombre, décroîtra d'autant, & ainsi du reste.

Autrefois les grands Seigneurs en Fran-

ce entretenoient beaucoup de pauvre Nobleſſe autour d'eux dans des emplois tenus pour honnêtes, & même honorables alors ; ces Gentilshommes d'alors coûtoient moins que les valets d'à présent, & faiſoient beaucoup plus d'honneur & de profit ; c'eſt un mal réel que cet uſage ait paſſé de mode.

On ne peut nier que les pauvres, quand ils ſont laborieux, ne ſoient la plus précieuſe portion de l'Etat. La Nobleſſe eſt la partie de la nation à laquelle le préjugé de la valeur & de la fidélité eſt le plus particuliérement confié. Les préjugés qui conſtituent l'honneur, ſont partie réelle du tréſor de l'Etat, & celle qui ſoulage le plus les autres parties. Il importe donc de conſerver & de provigner le plus qu'il eſt poſſible la portion du peuple chez lequel cette monnoie a le plus de cours ; c'eſt la Nobleſſe.

Avoir beaucoup de Nobleſſe, c'eſt l'avoir pauvre. Cependant comme les ſentimens d'élévation qui conſtituent ſon eſſence, ne ſont point inhérens à la ſubſtance phyſique de chaque individu, mais à la profeſſion de ſes peres & à la ſienne, il faut empêcher qu'elle ne dégénére dans le fait, ce qui la rendroit plus vile encore que tout autre état dans le

leoît. Pour cela il faut lui donner les moyens de subsister dans un Etat, dont l'honneur & la fidélité furent l'essence.

La profession militaire si multipliée aujourd'hui en comparaison de ce qu'elle étoit autrefois, entretient cependant moins de Noblesse, on y méprise les pauvres qui ne peuvent subvenir aux dépenses devenues d'usage. Il étoit donc très-important de maintenir cet ordre de mœurs qui engageoit les riches à élever & entretenir leurs semblables, qui les entouroit de gens fideles & sûrs, & les forçoit à une décence de mœurs intérieures, perdue aujourd'hui au détriment encore de la société.

En Allemagne la réversion des fiefs assurée aux cadets, quand les branches aînées tombent en quenouille, multiplie beaucoup la Noblesse.

Si l'on proposoit en France une telle loi, on accableroit le préposant d'allégations multipliées ; entr'autres que cet arrangement nuit au commerce, & prive le Roi de ses droits de suzerain aux mutations. Examinons le premier point.

Le commerce est l'échange des nécessités & commodités de la vie, & nullement celui *des propriétés*.

On pourroit prouver que le revirement

continuel des biens & fortunes n'est point un avantage pour le commerce ; mais il ne s'agit ici que des fiefs, sorte de biens qui gît en jurisdictions & prééminence.

Dira-t-on que tout ce qui sépare un ordre, une classe de sujets, est une barriere à l'émulation ? On se trompe ; l'émulation n'est point l'envie de sortir de son état, c'est de s'y distinguer.

Passons à la seconde difficulté. Il est certain que la vassalité devant des droits à chaque mutation, tout ce qui interrompt ces mutations intercepte ces droits.

Mais, 1°. je doute qu'ils soient considérables, puisque tant de charges achetées à bas prix, & donnant d'autres privileges plus essentiels, en exemptent. 2°. Loin d'étendre les substitutions, ce plan les restreindroit en les bornant uniquement aux fiefs, c'est-à-dire aux jurisdictions & droits seigneuriaux. 3°. Ne pourroit-on pas commencer ces droits & au delà, en retablissant les loix de l'ancienne féodalité, encore en vigueur en Allemagne, en attribuant la réversion au Souverain au défaut de la ligne entiere masculine, sauf à lui à s'estreindre à ne les donner qu'à des cadets qui fondassent nouvelle souche ? 4°. Les droits de rachat

usités

usités dans certains cantons à chaque transition du fief en ligne collatérale, ne pourroient-ils pas être un autre dédommagement ?

Mais, dit-on, l'épuisement des vieilles souches se répare par de nouveaux Nobles confondus bientôt parmi les anciens.

Faux principes : les vieilles souches ne manquent que par les vices ci-dessus établis. Les intrus ne sont que de l'alliage qui avilit l'espece.

Les Chapitres d'hommes & de filles sont encore pour la noblesse d'Allemagne une ressource très-estimée & peu coûteuse. Quelle honte, que nous y ayons substitué le secours de mésalliance !

De mille raisons prises dans les mœurs, dans la décence, dans les sentimens, dans l'utilité publique, &c. contre cet usage, on se contente d'établir celles qui démontrent qu'il importe au maintien des mœurs, qui sont le vrai lien de la société, que chacun s'allie avec son semblable, & que chaque classe conserve sans mêlange les principes, s'il se peut, mais du moins le *costume* de son état.

Nous avons dit que la multiplication des chevaux resserroit celle des hommes. Pourquoi, s'il faut capiter quelque chose, cette

opération distributive de finance ne peut-elle être réversible sur les chevaux ?

La population & la culture de la campagne, sont le seul tableau de la prospérité réelle d'un Etat.

On admire, dit-on, nos villes, & l'on pleure sur nos campagnes. Il s'en faut bien que nos villes, quoique bâties de tous les débris, engraissées de tout le suc de nos campagnes, n'en soient au point de decoration & de splendeur qu'elles auroient, si leur magnificence étoit la suite de la prospérité publique, & si l'amour de la Patrie les avoit décorées.

Paris même, dans toute sa pompe, n'a rien, ou presque rien qui paroisse destiné au public, ni hôtel de ville, ni terrein pour les fêtes publiques, ni fontaines, ni salles de spectacles. Tout ce qu'il y a de beau tient au luxe particulier, & se trouve épars.

D'ailleurs, cet accroissement de nos villes n'est que fictif. Paris qui s'est accru des deux tiers depuis Henri IV, ne contient pas plus d'habitans. Une maison qui contenoit six familles du premier ordre, en loge à peine une du plus bas aujourd'hui; la consommation a décuplé, & puis c'est tout. Paris s'est étendu en pierres, jardins, glaces, parquets, marbres, &c. mais nul;

lement en hommes. On en peut dire autant de la plupart des autres villles qui se sont accrues.

Les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté. L'exemple des petites Républiques nous démontre cela.

Les petits Etats n'ont pas assez de force pour contenir les hommes ; les grands Etats affaissent les hommes par le poids de la leur.

Quels maux sont le plus à craindre dans une grande Monarchie ? 1°. La disproportion entre les nécessités du Gouvernement & ses ressorts. 2°. L'inégalité des fortunes. Ces deux-là réunissent tous les autres.

Le premier s'opere d'abord par la recherche, il s'acheve par la paresse qui en est la suite indispensable. La recherche, non contente de tenir les ressorts principaux, veut encore s'emparer des fils les plus déliés de l'administration. Le Gouvernement, accablé de détails & d'accessoires, amene tout à soi, & attire en même temps tous les frêlons de la ruche, qui l'étourdissent de bourdonnemens empressés, & l'obligent à abandonner presqu'au hazard la question publique, embarrassée désormais de cas partiuliers.

Le second s'opere par l'abondance de l'or qui, se repliant toujours sur soi-même, ne court se répandre dans la société que pour revenir à la masse, chargé des dépouilles de tout le pays qu'il a parcouru. L'or nous ruinera, comme il a dévasté l'Espagne. Il met à prix les charges & dignités, en absorbe la considération & l'utilité, & substitue aux vertus du citoyen un esprit mercenaire qui, ôtant au Souverain tout autre moyen de gratifier que de la bourse, renverse tellement l'ordre naturel des choses, que l'humeur bienfaisante du Prince devient un malheur réel pour le peuple.

Charlemagne, au milieu de ses conquêtes immenses, fit bien des grands Seigneurs d'autorité, de jurisdiction, &c. mais il n'en enrichit aucun, & en conséquence il ne dépeupla point son Empire. Un colosse d'argent établi en Saxe l'eût plus sûrement dévastée, que ne firent toutes ses expéditions.

Cette idée sera dévelopée par les détails dans la seconde Partie. Terminons celle-ci par quelques considérations qui rentrent naturellement dans les questions précédentes.

CHAPITRE VIII.

LEs partisans du lûxe, & les amateurs du superflu, en convenant que la trop grande inégalité des fortunes est un mal, disent que l'abondance des métaux le répare en quelque sorte, en donnant plus de fantaisies aux riches en proportion du plus de facilité à les satisfaire, & les rendant ainsi tributaires des pauvres industrieux, au lieu que dans mon plan je veux mettre les pauvres aux gages des riches, & la dépendance directe de leur générosité.

Dans toute distribution, l'ordre est la base du bon emploi. Avant de décider sur l'or & ses agens soudoient chacun selon son mérite & utilité, il faut établir d'abord le dégré d'estime dû à chaque état & profession, & en convenir, pour ne pas errer dans des idées vagues sur ce point fondamental.

A bon droit les ministres de la Religion, directeurs de mœurs, prôneurs de la charité & de la confraternité, ont-ils le premier rang dans une société bien ordonnée.

Après les Ministres de la Religion, viennent de droit les Défenseurs de la Patrie.

Sans la Religion, les assemblées d'hommes n'eussent jamais pris forme de sociétés; sans la valeur de ses défenseurs, la société eût été dispersée aussi-tôt qu'établie. Sans les loix, elle eût été détruite par les passions & le ferment intérieur aussi promptement que par les efforts extérieurs. Ceux qui sont préposés au maintien des loix, ont donc, après les deux ordres ci-dessus, une prééminence fondée en droit & en raison indispensable.

Cet ordre observé dans le fondement primordial de notre Monarchie, en a fait la solidité; & le goût naturel de la Nation, qui consacre dans l'opinion cette forme d'hiérarchie, malgré les accidens de vétusté qui devroient la détruire, perpétue la durée de l'Etat.

Après ces ordres fondamentaux viennent les ordres décorateurs, les sciences, les beaux arts, les arts libéraux; tous estimables en proportion de ce qu'ils servent à élever l'ame & le cœur des Citoyens méprisables, s'ils aident à les corrompre.

Les arts méchaniques enfin, qui sont la chaux & le sable qui lient tout le corps du bâtiment politique, mais qui doivent être apuyés & soldés en proportion de leur nécessité.

Après ce tarif racourci, examinons si les démembremens des fortunes, occasionnés par les fantaisies des riches, & l'abondance des métaux, observent & peuvent observer cette gradation de distribution.

Sans examiner si les Nations où la richesse privée est le plus en vogue, sont celles où l'on conserve le plus de respect pour les Ministres de la Religion, de considération pour le Militaire, d'attachement pour la Magistrature & les Loix; si les Savans y sont plus recherchés que les hommes à talens frivoles, si les travaux des arts y portent l'empreinte du noble & du grand : voyons seulement si, dans les arts méchaniques, ce sont les plus utiles & les plus solides qui reçoivent les tributs destinés à mi-partir la fortune du colosse d'or en question.

Les professions honorables de la société ne sont pas celles qui font les riches de métaux. Le faste est interdit à ces derniers par leur état, le luxe seul les débarrasse de leur superflu. Le luxe n'a que des fantaisies, & ne fait répartir qu'au rebours de l'ordre établi ci-dessus.

De même que le moyen premier de subsistance est l'*Agriculture*, le moyen se-

cond est le *travail* ; j'entends par ce mot la perfection de la matiere premiere.

Diminuer la consommation, & augmenter le travail, *moyen d'accroître la richesse.*

Nous déclinons par les deux contraires de ces deux principes. D'une part les mœurs laborieuses sont tellement déchues, que la diminution proportionnelle du travail de chaque individu se trouve être presque de moitié ; de l'autre, les mœurs économes sont avilies, ridiculisées, perdues enfin par l'exemple & l'habitude. La consommation en tout genre est doublée aussi.

La réforme se vante d'avoir accru la somme du travail dans les Etats qui l'ont embrassée par la suppression des fêtes. Les jours de repos sont nécessaires à l'homme, & doublent le travail du lendemain, quand l'homme aime le travail. Tout est jour de fête pour un paresseux.

En un mot, l'agriculture, travail premier, la manufacture, travail second, sont les deux pivots de la richesse. Les métaux ne sont point richesse ; si vous leur permettez de s'établir tels, vous errez dans le principe, vous périrez par les conséquences. Si vous regardez l'or au-

au contraire comme l'agent nécessaire, si vous le regardez comme devant être chez vous en quantité proportionnelle à celle des matieres dont il doit accélérer la production & la perfection, vous êtes dans le vrai.

Le commerce, la banque, la finance même consistent en hommes, & non en métaux.

Un Prince qui s'apauvriroit pour aider à la population, mettroit son argent à un bien gros intérêt : mais ce secret jusqu'ici n'est pas cher ; *aimez, honorez l'agriculture.* C'est-là tout.

SECONDE PARTIE.

Après avoir ébauché dans la premiere Partie les objets qui ressortissent à la subsistance & au travail, je tâche d'embrasser dans la seconde tous les moyens de prospérité intérieure d'un état.

Il est notoire par le raisonnement & par l'expérience, que l'homme ne peut se procurer en paix la subsistance & les commodités de la vie, si son travail n'est protégé par un régime universel & supérieur contre la cupidité de son voisin. Ce régime supérieur est ce qu'on apelle

le Gouvernement : il est aussi nécessaire à la conservation de chaque individu, que chaque individu l'est au public dont il fait partie. L'ensemble & la réunion de l'obéissance & du pouvoir, du travail & de la protection, sont ce qu'on apelle *le public*; & le territoire, qu'occupe ce public, est ce qu'on nomme *l'Etat*; nom générique, qui se prend aussi pour exprimer la masse & le corps de la chose publique.

La sûreté, le travail, & l'aisance des particuliers sont seules la véritable prospérité d'un Etat; seules elles sont la force & la richesse. Mais, comme dans l'Univers rien ne reçoit, qui ne soit obligé de donner, c'est à l'Etat à procurer aux particuliers la sûreté, le travail & l'aisance, dont il reçoit les fruits. C'est ainsi que tout fait un cercle ici-bas. Cette distribution paternelle est, dans les décrets divins, ainsi que, selon la prudence humaine, le seul objet de ce qu'on apelle Gouvernement. Tout ce qui est par-delà cet objet doit s'apeler abus.

Ce sont les principales branches de cette distribution, sans laquelle tout tourne vers le cahos, que je traite dans cette seconde Partie, relativement à ce qui concerne l'intérieur de l'Etat.

CHAPITRE I.

E premier Chapitre marqué sous le
titre de *commerce*, saisit d'abord cet-
expression en grand, rapelle que tout
commerce dans l'Univers, puisqu'il
t entendre par-là les raports natu-
; & indispensables de toute espece,
font & seront d'un homme à un au-
, d'une famille, d'une société, d'une
ion à une autre, & qu'à tort veut-on
regarder comme commerce qu'une
nche de l'échange, faire une pro-
ion à part du soin de cultiver cette
nche, & d'en faire la base unique de
subsistance.

En effet, accordons aux prôneurs du
nmerce, proprement dit, que cette pro-
ion doit être principalement honorée
protégée dans un Etat, comme en
nt l'ame & la richesse; permettons-
r ensuite de faire un ordre séparé
vec les cultivateurs, & donnons-leur
et égard un privilege universel pour
ıx qui seront compris dans cette clas-
ils seront eux-mêmes bien embar-
ſés d'en faire la distinction; le cercle
versel, que forment ici-bas les divers
vaux des hommes, leur paroîtra lié

de chaînons si imperceptibles, si-tôt qu'ils voudront le regarder de près, qu'ils ne sçauront où placer le cran. N'honorera-t-on du nom de commerçans que ceux qui font le commerce en gros? mais les détaillans sont au moins aussi utiles à la société. D'ailleurs, celui qui ne vend qu'en gros, ne peut s'empêcher d'acheter en détail. Tel est commettant en dix endroits, qui cependant est ici commissionnaire. Le banquier, qui n'est au fond que voiturier d'argent, devient toutefois par son opulence, ses ressources, ses talens, & son utilité, un commerçant du premier ordre. Ce qu'est le banquier en grand, l'argent de change l'est en petit, & sur une seule place. Le fabriquant, le plus utile au fond des négocians, honoré souvent des distinctions les plus marquées, & digne de l'être, Gobelin, Wanrobès, les inventeurs des glaces, &c. céderont-ils le pas au commerçant? Il le sont eux-mêmes en gros de leurs propres marchandises; ils sont ouvriers cependant, & dans cet état, de grade en grade, ils donnent la main au dernier des artisans. Ce que j'en dis ici, n'est assurément pas pour avilir le commerce; au contraire. Que sommes-nous dans nos terres, que les commerçans de leur produit? Si nous

les livrons à des fermiers ou entrepreneurs, ce sont nos détaillans : si nous les prenons à notre main, nous le sommes nous-mêmes. Le terme Italien de *Beccaio*, qui offensa si fort François I quand il le trouva dans la Dante, s'attribuoit dans le temps dont parloit cet Auteur à toute la plus haute Noblesse immédiate d'Italie. Ces Chevaliers envoyés d'Allemagne pour posséder les plus beaux fiefs, maîtres de la campagne, fournissoient les Villes de leurs bestiaux ; & ce genre de commerce étoit tellement annexé au fief, que la dénomination devint un titre de supériorité territoriale au lieu d'être une injure, comme le crut le Roi.

Tout est commerce dans la société ; c'est ce qui m'autorise à en parcourir tous les rameaux, à en toucher tous les ressorts, pour détailler sur quels principes on peut en diriger l'entretien & les mouvemens, afin de les garantir de la rouille & de l'engourdissement.

Tout mon travail est relatif à la population ; j'ai dit qu'elle dépend de la subsistance. La subsistance n'a que deux racines, *l'agriculture* travail premier & de production, *l'industrie* travail second & de perfection.

J'ai traité dans la premiere Partie de la premiere de ces racines ; dans la seconde, je traite de la seconde, mais en grand, attendu que les détails vont d'eux-mêmes, quand le grand est bien organisé.

Je finis le premier Chapitre par une comparaison qui rapelle que le soin de faire valoir son territoire, & d'en étendre le produit, doit être le premier des soins d'un Gouvernement ; que tous les autres genres de prospérité naissent de celui-là, au lieu que si on le néglige en faveur des autres, on n'en sçauroit retirer qu'une splendeur éphémere ; présage certain d'une décadence prochaine.

CHAPITRE II.

LE second Chapitre traite de la vivification intérieure d'un Etat. Un grand état se fonde par les conquêtes & réunions ; mais il ne peut se soutenir que par les raports & liens intérieurs. Nulle autorité ne peut avoir de fondemens solides, que dans l'avantage de celui qui obéit. La force & la justice sont ce qui établit ces avantages ; par-tout où le Gouvernement peut les procurer, il peut aussi se promettre un Empire durable,

où sa justice ne peut atteindre, son Empire s'arrête aussi.

La justice que le Souverain doit à son peuple, n'est autre chose que protection contre l'étranger, jugement & police entre Citoyens. En revanche, le peuple doit au Prince amour réciproque, respect & soumission. Telle est toute la dette respective. L'acquit de cette dette est *la circulation* dans le sens où je l'entens, & les moyens de rendre cette circulation rapide & facile, est ce que j'apelle *la vivification*.

Les métaux, seuls agens aujourd'hui de la ciculation, ne sont que signes de convention, & représentatifs de la subvention du peuple, soit en services, soit en denrées, mais les deux dettes, dont on parloit ci-dessus, doivent être considérées comme deux places de commerce, entre lesquelles le change doit être toujours au pair. Si la balance penche en faveur du Prince, le Gouvernement devient tyrannique: si le peuple l'émporte, il devint anarchie.

Une Province pourroit ne payer rien du tout, & être très-misérable: une autre Povince être chargée au double, & porter infiniment moins. Exemples du *comment*, par lesquels on établit en paſ-

sant la vraie méthode & les moyens de vivification.

Quand il faut forcer le peuple au payement de sa dette, c'est un signe certain que cette dette est trop forte, ou que la recette en est assujettie à un ordre vague de perception propre à donner l'air & le jeu de rapine à la plus légitime de toutes les levées.

Tout le secret enfin de la vivification intérieure en fait de numéraire, est que le Prince porte sa dépense aux lieux où sa recette languit, ou que si de plus pressans arrangements l'engagent de suivre cette méthode, il diminue dès-lors cette recette, jusqu'à ce qu'elle soit au pair de la mise qu'il y peut envoyer; car il n'y a bourse dont on puisse toujours tirer sans y remettre.

Un Prince en sçauroit se faire un trésor proportioné à ses revenus annuels, sans causer un étranglement forcé à la circulation numéraire dans ses Etats. Il ne peut s'enrichir en contrats ni hypothéque sur les terres, usure vaine & puérile dans celui qui est le maître de tout: il n'a donc qu'une façon d'amasser, qui est d'enrichir ses peuples; d'où s'ensuit que le mot de Cyrus, *mes sujets me gardent mes richesses*, n'est pas aussi roma-

nesque que pourroit le penser un Conseil de finance.

On a appris à repousser la finance pour pouvoir l'attirer ; il faut aprendre à renvoyer Justice & Police pour pouvoir retirer tous les fruits du bon ordre. C'est le sujet du troisieme Chapitre.

CHAPITRE III.

NOus avons dit que les liens d'un Empire étoient la force & la justice. Nous venons d'établir la force, établissons maintenant la justice.

Cette partie est sujette aux mêmes raports établis pour la précédente. Il faut que le Souverain envoie l'ordre & la justice sur les lieux, s'il veut en retirer l'obéissance.

Evocations, droits de committimus, &c. *Embarras & strangurie dans l'Etat.*

Officiers Royaux, Députés de la Cour pour intercepter tous les petits rameaux de circulation de la justice & police ; *corps étranger & loupe monstrueuse sur le corps politique.*

De même que l'agriculture est au physique le chef-d'œuvre de l'industrie humaine, *le droit*, proprement dit, l'est au moral.

L'Etat de la Magistrature est celui où l'antique désintéressement des François s'est le mieux conservé. Nul ne fait plus pour l'Etat, & ne lui coûte moins.

Quant aux Juges ordinaires, fussent-ils vicieux & dépravés, vainement espérera-t-on de les voir redressés par les Juges d'attribution & de Cour.

En général, mieux vaut injustice auprès, que justice au loin.

Mais le ressort principal le plus important, comme aussi le plus délicat de la justice & police, ce sont les mœurs.

Tout le secret du Gouvernement des mœurs consiste à détourner la cupidité humaine, dont la source est intarissable & indépendante de l'autorité, de détourner, dis-je, la cupidité insatiable de sa nature du desir des biens physiques qui sont bornés, & de la diriger vers les biens moraux qui sont immenses.

Les biens moraux sont plus au pouvoir du Gouvernement, que les biens physiques.

La vertu est assujettie à des regles de circulation, ainsi que tous les autres ressorts politiques. La vertu du plus simple particulier dans sa sphere à trait à l'avantage de son canton, & par contre-coup à celui de l'Etat. Par ce raport, le Sou-

verain repompe toutes les vertus de la ſociété, il doit auſſi les rendre & les repouſſer juſques dans les plus bas étages.

Remettre l'honneur d'une part, & l'or de l'autre, chacun à ſa place, c'eſt là tout le myſtere ; & pour cela, l'exemple & les diſtinctions.

Les Ecrits peignent les mœurs ; qui plus eſt, ils les font ; raiſon de veiller avec une inſpection particuliere ſur les Ecrivains.

Mais l'article des mœurs eſt trop important pour n'être pas traité à fond ; c'eſt ce qu'on fera dans les deux Chapitres ſuivans.

Réſumons celui-ci, en diſant que la juſtice & police ſont la plus intéreſſante partie de la circulation. Les canaux de cette partie ſont établis en France ; il ne s'agit que d'en réparer les conduits, les entretenir & en faire uſage.

CHAPITRE IV

LEs mœurs ſont non-ſeulement le tableau vivant de l'Etat de la ſociété, elles en ſont encore le reſſort principal. Cela ſe vit en tout temps.

Les mœurs, échapent à la contrainte. Les cauſtiques ne ſont propres qu'à dé-

vorer les chairs mortes, & n'ont nulle propriété pour prévenir la corruption, moins encore pour réparer ses ravages.

Les crises violentes dans un Etat, soit en bien, soit en mal, causent toujours une altération subite dans les moeurs; mais en général, elles déclinent d'elles-mêmes & par des dégrès moins marqués.

Toutes les vertus si célébres des anciens Romains se raportoient à trois principes: *La foi du serment, l'amour de la patrie, le respect des foyers domestiques.* Quelque différence qu'il y ait entre notre constitution, entre nos préjugés, & les leurs, ces trois points renferment également toutes les vertus dont nous sommes susceptibles, la Religion, le patriotisme, les vertus civiles.

La Religion fut toujours, elle est aujourd'hui parmi nous plus que jamais le ressort principal des mœurs.

La tolérance nécessaire en conscience, ainsi qu'en politique, consiste à n'aporter dans tout ce qui concerne la Religion, que l'esprit qui constitue sa propre essence, l'esprit de douceur & de charité; mais la tolérance seroit le pire des inconvéniens, si elle alloit jusqu'à l'indifférence sur le régime intérieur &

de détail de ce mobile tout-puissant de l'humanité.

Nous avons décliné en ce genre ; nos Ecrits, en sont plutôt la preuve, qu'ils n'en sont la cause.

Les Princes doivent être, & sont en effet infiniment plus odieux à l'esprit d'indépendance, que la Religion ; qu'ils maintiennent celle-ci ; elle leur sera un plastron assuré contre les attentats de l'indépendance.

De même que la foi du serment n'étoit autre chose que le respect pour la Religion, l'amour de la patrie n'étoit aussi qu'un mêlange superstitieux de respect, d'estime & d'attachement pour les différens ordres de la République, de tendresse pour ses proches & ses concitoyens, & d'orgueil confondu dans la gloire de la Patrie ; nous sommes susceptibles de tous ces mêmes sentimens.

A tort a-t-on dit que l'amour de la Patrie n'a point lieu dans les Monarchies.

Pour preuve, on démontre que toutes les vertus qui résultent de celle-là, ont existé parmi nous, & qu'elles y sont même encore toutes vivantes.

On dit ensuite par quelle sorte de relâchement on en peut éteindre le princi-

pe, & suprimer la trace : détail qui met à découvert les moyens d'en établir & perpétuer le régne.

Après la Religion & le patriotisme viennent les vertus civiles. Celles-ci paroissent au premier coup d'œil moins importantes que les autres. Il s'en faut bien qu'on en doive juger ainsi. La totalité, le corps des mœurs se corrompt par les détails. L'ensemble des mœurs forme l'opinion publique. Les vertus civiles sont l'école des Héros. Les hommes celebres en tout temps, & en tous lieux ne furent jamais que des hommes qui montrérent en un dégré plus éminent que les autres, les qualités en vogue dans la société parmi laquelle ils se firent distinguer.

L'amour de nos proches est, par tous ses raports, un des plus forts & des plus indissolubles liens de la société.

Deuils abregés par je ne sçais qu'elles illusoires raisons de commerce, *plaie faite aux mœurs.*

Pourquoi ne pas honorer par quelque distinction ou avantage, les femmes qui ont allaité leurs enfans ?

De l'amour des proches dérive l'amitié & confraternité entre Citoyens ; autre lien dont on sent l'importance, sans la connoître.

Que faire dans un Etat d'un homme impaſſible par indifférence ? L'apathie attaque en même temps tous les liens de la ſociété.

Après cette énumération de celles des vertus civiles qui tiennent au cœur, on renferme, pour abréger, toutes celles qui rentrent dans les mœurs extérieures, ſous le titre de *décence des mœurs.*

Ce qu'eſt l'étiquette aux Souverains, la décence l'eſt à tous les autres ordres de l'Etat, même au moindre particulier qui doit comme homme quelque choſe au reſpect de ſoi-même & de ſes ſemblables.

Il ne faut point confondre la ſimplicité avec la familiarité : la ſimplicité ſe fait reſpecter, la familiarité ſe rend mépriſable.

Rien n'eſt petit, en fait de mœurs, aux yeux du Légiſlateur.

Le faſte, la magnificence, & la dignité dans les mœurs, loin d'être un inconvénient dans une Monarchie puiſſante, ſont une preuve que tout y eſt à ſa place.

Puiſqu'il faut dans une ſociété complette des gens qui repréſentent, tandis que le plus grand nombre ſe pique d'une économe frugalité, c'eſt tout perdre que

de confondre les êtres à cet égard, de mettre les ombres sur les groupes principaux, & de répandre les lumieres sur les fonds.

C'est néanmoins ce que fait le luxe dont nous allons traiter dans le Chapitre suivant.

CHAPITRE V.

LE luxe est l'*abus des richesses*.

Le luxe n'eût jamais de panégyristes de bonne-foi, & dont le suffrage mérite d'être compté pour quelque chose, parce qu'ils ont erré dans le principe, en confondant le faste & le luxe. Le faste est la dépense *hiérarchique*, si l'on peut s'exprimer ainsi, c'est-à-dire, celle qui observe l'ordre des rangs entre les Citoyens, le luxe tout au rebours.

Le luxe amollit une Nation en asservissant l'esprit, en abaissant l'ame, en avilissant le cœur, & en énervant le corps.

Il avilit l'esprit en occasionnant les dépenses folles, le dérangement, la ruine & la cupidité, tous accidens qui livrent l'esprit aux agitations de la crainte & de l'espérance.

Il affaisse l'ame, en courbant son ambition

bition vers des objets bas, & portant toute émulation vers la richesse, dont l'apétit n'est autre chose que la cupidité.

Il avilit & endurcit le cœur en confondant tous nos vœux dans la soif de l'or, qui est de nos desirs le moins sociable, & celui qui se mêle le moins au bonheur d'autrui.

Il énerve le corps enfin, en nous forçant à un genre de mœurs *étrinquées*, par lesquelles l'amour-propre accablé par la richesse de son voisin, cherche à se relever de son abaissement, & opose à la distinction de l'or un autre fantôme masqué du nom de délicatesse & de goût, qui, épargnant sur l'espece & la qualité, se dédommage par une prétendue élégance.

Par ce circuit, le luxe amene nécessairement le goût de la recherche & du colifichet. Sous peine d'encourir l'anathême du ridicule, chacun est tenu d'assortir ses mœurs à sa dépense: de là la prééminence de la jeunesse dans la société, puisqu'elle est des trois âges de la vie, celui auquel l'ordre des mœurs nécessité par le luxe est le plus analogue: delà l'indécence, le déplacement, & le desordre dans les mœurs publiques, d'où

s'ensuit une éternelle enfance pour le corps, ainsi que pour les esprits.

Le luxe est l'ennemi du travail utile & durable.

Le luxe fait de ses favoris & de ses sacrificateurs ses propres victimes.

Il ne faut point s'écarter de la véritable définition du luxe, *c'est ce déplacement de la dépense, & l'impudence dans les mœurs.* Une fois connu, il est aisé au Gouvernement de l'arrêter, de l'éteindre même, sans nuire aux arts & à l'industrie. Indépendamment des moyens d'attention & de détail, il en est un général & efficace ; c'est d'estimer les vertus & les talens dénués de la richesse.

La politesse, l'industrie & les arts ne sont point le luxe ; à tort des Auteurs célestes les ont-ils confondus.

La politesse d'un siecle n'a pas de miroir plus fidele que celle qui régne dans ses Ecrits. Qu'on voie si les temps de luxe parmi les Nations ont été illustrés par la politesse de leurs Ecrivains.

Quant à l'industrie, il en est de trois sortes. Celle qui pourvoit à la nécessité, est la premiere ; celle qui sert à l'aisance & la décoration, la seconde ; celle enfin qui satisfait la recherche & la curiosité, est la derniere. Le luxe nous

rend incapables de la premiere, fait entierement dégénérer la seconde. Il paroît d'abord avoir quelqu'influence en faveur de la troisieme. On verra ci-dessous que cette effervescence, éphémere même, est destructive en soi.

Non-seulement le luxe n'est point la politesse, l'industrie, & les arts, mais il est leur pire ennemi. Voici comment.

La politesse est l'ordre & l'arrangement dans la société civile. Le luxe, qui raproche tout pour tout confondre, n'ordonne que la politesse des Saturnales.

Quant à l'industrie, elle est fille de la nécessité, & sœur du travail. Les grands efforts de l'industrie naissent des grandes nécessités : les nécessités les plus urgentes d'un paresseux, *la faim & la soif*, ne le portent qu'à tendre la main. L'industrie que le luxe anime, est dans l'ordre des choses à peu près aussi digne de considération, que le fut l'art de celui qui trouva le moyen de renfermer l'Enéïde entiere dans une coquille de noix. Il jette par-là tous les artisans dans un genre de travail si peu nécessaire, que le moindre accident arrivé dans la circulation, chasse plus d'Ouvriers faute

de travail, hors de la classe de l'industrie, que n'eussent fait vingt ans de guerre, si le travail avoit été tourné à l'utilité, & sur un pied fixe & réglé.

A l'égard des beaux arts, il est impossible qu'ils ne dégénerent, dès que le goût de la recherche a pris le dessus.

Tels sont les ravages du luxe sur l'industrie & les arts; tels sont ses effets sur l'humanité en général, & ce n'est que la plus foible partie des reproches qu'on auroit à lui faire.

CHAPITRE VI.

ASservi dans le Chapitre du luxe à réfuter les allégations faites en sa faveur par deux Auteurs célebres, on n'a point considéré ses déprédations relativement à la consommation, & en conséquence à la population; mais à cet égard, il suffit de se souvenir des principes, & les conséquences s'en trouvent répandues dans tout l'Ouvrage.

Dans la crainte d'ailleurs d'avoir paru le Critique de son siecle, pour éviter cet imputation, & pour fixer les idées sur les points possibles & utiles de régénération, il est nécessaire de fixer son

plan d'idées sur l'âge du corps politique.

Peu de gens, même de ceux qui y feroient le plus obligés par devoir, se livrent à ce genre de spéculation. Il est pourtant vrai, que rien ne se fait qu'il n'ait été préparé. Le systême d'Epicure est aussi dangereux en politique, qu'il est fautif en physique.

L'enfance de la Nation Françoise a duré jusqu'à Charles V, sa jeunesse jusqu'à nous, nous entrons dans l'âge mûr.

Les maladies éphéméres donnent souvent un air d'abbatement à un Etat, & en ce genre la convalescence pourroit être prise pour la vétusté.

Quels sont les signes de caducité pour un Etat? C'est sans doute l'altération absolue des principes fondamentaux, & la dissolution de ses ressorts.

Les principes fondamentaux chez nous sont: 1°. la perpétuité de la Maison régnante, & son droit incontestable de primogéniture; celui-ci est plus que jamais dans toute sa force.

2°. L'amour des peuples pour le Souverain; on en peut dire autant à cet égard.

3°. Le goût exclusif de la Noblesse

pour la profession militaire. Nous fûmes peut-être autrefois plus guerriers, mais nous sommes aujourd'hui plus militaires.

4°. Cette espece de vanité & d'émulation Françoise, qui s'aproprie les avantages brillans de l'Etat, & qui en rend l'éclat solidaire, pour ainsi dire, à chaque individu. Suposé que nous ayions perdu quelque chose de ce côté-là, nous n'en sommes que plus aimables pour les Etrangers.

5°. Un certain ordre d'élévation qui produit la générosité & la noblesse de mœurs. Nous avons décliné de ce côté-là; mais en perdant de cette noblesse de mœurs, qui tenoit de l'antique indépendance de nos peres, nous sommes devenus plus aisés à gouverner, & plus propres à lier la société.

Après cet examen des principes, passons à celui des ressorts. Je les ramene à trois, gaieté, activité, & industrie.

Notre gaieté: qualité d'une grande ressource dans des mains vraiment politiques, il nous reste celle de l'âge mur, & il seroit aisé de nous rendre, par la régénération des mœurs celle de la premiere jeunesse, avec moins de fougue

que nous n'en avions autrefois.

Activité : prodigieuse dans notre nature, & toute vivante encore dans nos mœurs.

L'industrie a pareillement un germe inextinguible ; il ne s'agit que d'aider l'industrie honnête parmi nous, & contenir celle qui, pour être trop avide, pourroit devenir nuisible par le choix des moyens.

Enfin, nous pouvons pousser d'autant plus loin le point florissant de l'Etat, qu'il a desormais échapé aux secousses du premier & du second âge, plus sujet aux maladies aiguës, que celui où le tempérament est formé.

Chapitre VII.

Les deux Chapitres précédens ont désigné les maux internes dont nous pouvions être attaqués. Celui-ci établit en bref l'âge de l'Etat, & désigne en conséquence le régime qui lui est propre. Traitons de quelques remédes de détail.

Toutes les campagnes & villes d'un Etat doivent un tribut constant & immense à la Capitale.

Une Ville n'est vraiment la Capitale

d'un Etat, que quand elle peut tout en retirer, & y repousser tout.

Parigi, Parigi, tu sei capo del regno, ma capo troppo grosso.......

Quand on renverroit dans les Provinces tous les Officiers Royaux qui en tirent de gros apointemens, qu'on exciteroit les grands propriétaires à s'y retirer, qu'on y repousseroit les plaideurs & intriguans, en y renvoyant les affaires ; quand les recherches de l'industrie seroient avec soin provignées dans les Provinces, je doute que Paris en eût fort affoibli. Dix greffes tirées d'un arbre vont féconder dix sauvageons ; & s'ils eussent demeuré sur l'arbre nourricier, il n'en eût pas été plus vigoureux.

La Capitale & les Provinces sont ici la partie représentative des deux places que je nommois ; le Souverain & le peuple. La Capitale pompe d'une main, il faut qu'elle verse d'une autre. Sans ce soin la machine crevera.

Pour cela le moyen est simple, & ne coûte rien au Tresor : ouvrez & entretenez les mêmes canaux de la circulation ; que les Provinces à portée de la Capitale soient employées à la production des denrées comestibles au courant,

qui

qui ne sçauroient être voiturées de loin ; que les Provinces plus éloignées, mais mitoyennes, fournissent les denrées qui peuvent souffrir le transport ; que celles enfin qui sont hors de portée de fournir des denrées à la Capitale, paient leur contingent en matieres ouvrées, dans lesquelles la forme emporte de beaucoup le fonds, & dont un envoi de petit volume puisse faire un gros paiement à la Capitale. Voilà toute l'opération.

De ces destinations, les premieres s'arrangent d'elles-mêmes : la troisieme demande des attentions, dont les détails sont dévelopés & traités par principes, & entr'autres la nécessité & la facilité de couper tout le Royaume de canaux, & autres ouvrages publics relatifs à l'établissement des communications, comme aussi l'utilité d'employer à ces travaux les troupes réglées.

Venons aux détails du reversement. Les grosses caisses animeroient le commerce sur les lieux, au lieu qu'elles augmentent l'engorgement de la Capitale.

Le transport des fumiers seroit encore un objet considérable. J'entends par-là les maisons publiques, hôpitaux, maisons de force, &c. sur-tout les maisons d'en-

ſans-trouvés, établiſſement de la plus grande utilité, & qu'il faudroit multiplier preſque à l'infini, prenant ſoin de renvoyer les éleves à la terre. Les moyens de cela.

En traitant ces différens détails, on n'a pas prétendu aſſujettir le Gouvernement à tant de menues ſpéculations ; mais c'eſt à lui à donner le branle principal, & cette impulſion n'a beſoin d'autre principe, que le ſoin de renvoyer ſans ceſſe à la terre puiſqu'il faut ſans ceſſe en tirer.

CHAPITRE VIII.

POur éviter de s'étendre à l'infini, on a omis un grand nombre de principes qui offroient la plus vaſte carriere. On eût dû démontrer, par exemple, par quelle opération ſimple l'abondance d'argent diminue naturellement la population, en augmentant la conſommation de chaque individu en particulier ; comment cette abondance portée trop loin bannit l'induſtrie & les arts : réſumer enſuite comment un Miniſtre habile peut régénérer un Etat en ce genre ; mais il faut ſe borner, & l'on termine cette Partie par l'examen d'un principe politique

qui paroît au premier coup d'œil peu fait pour être mis en question, à sçavoir, s'il *est utile ou non que l'argent soi marchandise dans un Etat*. Cet examen entraînera la discussion de plusieurs points importans.

On ne traite point de l'intérêt de l'argent relativement à la conscience, mais seulement en ce qui compete la société.

Il y a trois sortes de biens, à sçavoir, les biens non transportables, tels que les fonds, les maisons, &c. les effets commerçables, tels que denrées, marchandises, effets mobiliers, vaisseaux, &c. les rentes enfin, qui ne sont que des tributs imposés sur telle ou telle autre partie des deux autres portions de biens.

Un Etat s'enrichit à mesure qu'il acquiert plus de biens des deux premieres classes. Il n'en est pas de même de la troisieme, à moins que les rentes ne soient établies sur les fonds de l'étranger.

Un Etat devient tributaire de l'Etranger en proportion de ce qu'il en emprunte. Exemple des Anglois discuté. Ce n'est point à eux qu'il faut attribuer la décadence de notre Marine.

Les dettes nationales sont un tribut ruineux, quand elles sont contractées

avec l'Etranger. Les dettes nationales ou particulieres operent la ruine & le renversement de la société, quand même elles sont respectives d'un sujet de l'Etat à l'autre. Discussion de ce principe.

Baissez le taux des rentes, & éteignez-en autant que les circonstances pourront le permettre.

De ces deux principes, le premier n'est pas même à notre choix; nous ruinons notre commerce, si nous n'ordonnons toujours chez nous l'intérêt à un taux aussi bas qu'il le sera à Londres & à Amsterdam; nous avons même de plus grandes facilités pour cela, que les Anglois & les Hollandois.

Baissement du taux des intérêts, *accroissement du commerce, multiplication des entreprises, haussement des fermes, des terres: augmentation de manufactures, vivification de l'agriculture.* Le grand Sully l'a dit il y a long temps.

Liquidation des dettes des Particuliers, suites de celles des dettes de l'Etat; facilité de libérer l'Etat.

Suites utiles & brillantes de la richesse publique opérée par ce moyen: *rivieres rendues navigables, canaux, ports, chemins, pépinieres manufactures, hôpitaux d'incurables & d'Enfans, monumens d'utilité & de décoration.*

Ce que les Provinces feroient pour le public, les Seigneurs & particuliers le feroient sur leur patrimoine. Ne pouvant augmenter sa fortune qu'en bonifiant le fonds, on y mettroit mille pour recueillir un, & l'on en tireroit des ressources incroyables.

Toutes entreprises trouveroient doubles & triples fonds au premier signal.

En cet état, quelle pourroit être la nécessité d'emprunter? D'où s'ensuit qu'il s'en faut bien que les principes des Théologiens les plus séveres sur cet article, soient incompatibles avec le commerce & la prospérité d'un Etat.

Résumons en peu de principes tout ce qui concerne la prospérité intérieure.

1°. Aimez & honorez l'agriculture.

2°. Repoussez du centre aux extrêmités tout ce que vous attirez des extrêmités au centre.

3°. Méprisez le luxe & l'indécence dans la dépense.

4°. Honorez les vertus & les talens, & ne les payez point.

5°. Baissez le taux de l'intérêt; éteignez les rentes.

TROISIEME PARTIE.

L'Intérêt est le but & l'objet de tout cet Ouvrage, mais on a cherché l'intérêt bien entendu. On a traité dans la premiere Partie de ce que c'est que la vraie richesse & la vraie prospérité, comme aussi des moyens de les trouver. Dans la seconde, des moyens de les accroître, & d'en réprimer les abus. On va dans la troisieme, traiter des moyens de s'approprier l'un & l'autre chez autrui.

CHAPITRE I.

PErsuadés de la vérité des principes établis dans la seconde Partie sur les bornes nécessaires d'un Empire, nous nous sommes renfermés dans nos frontieres, & nous avons vivifié l'intérieur, en établissant une circulation réglée du centre de l'Etat à ses extrêmités.

La Capitale est devenue le cœur de l'Etat, principe de la vie & du mouvement répandu dans tous les membres; étendons cette spéculation, & considérant l'Etat entier comme le centre du monde qui l'environne, dirigeons sur les mêmes principes les ressorts de l'empire

universel que nous voulons nous attribuer.

Il s'ensuit de là, que l'entiere prospérité de nos voisins doit être le but & l'objet de nos vues & de nos soins intéressés. Démonstration de ce paradoxe par des exemples.

Notre intérêt est que dans l'état universel comme dans l'état particulier, les communications soient libres & aisées d'une extrêmité à l'autre de ce vaste Empire ; qu'elles soient assurées par la justice ; & d'exclure sur-tout à jamais de notre politique les sophismes cruels & ruineux de l'intérêt exclusif.

CHAPITRE II.

QU'on ne s'y trompe pas, je suis aussi intéressé qu'un autre ; au contraire je raporte tout à moi, je voudrois mettre l'industrie & l'action universelle à mon propre usage, mais instruit par l'expérience de tous les hommes & de tous les temps, qu'il n'est esclavage ici-bas qui ne soit respectif, services qui ne soient réciproques, je n'ai abdiqué la tyrannie, que parce que j'ai reconnu l'insuffisance de ses moyens. Je n'ai rendu heureux les régnicoles que parce qu'il ne me vau-

droient rien si je les oprimois ; & qu'au contraire en les rendant riches & industrieux, leur richesse & leur industrie reviennent à mon profit. Les Etrangers ne doivent pas s'attendre à plus de magnanimité & de désintéressement de ma part, ce seroit une duperie en politique. Ce sont des subsides que je leur demande, voyons de quelle espece, & comment je les forcerai à me les payer.

Je veux sans doute ce qu'il y a de meilleur. J'ai connu que l'unique richesse, qui renfermoit toutes les autres, étoit la population ; que celle-ci s'étendoit d'elle-même en proportion des subsistances ; en conséquence, j'ai multiplié chez moi les subsistances autant qu'il a été possible : si je viens à bout d'en tirer de l'Etranger, j'étends ma population en proportion, & conséquemment je m'enrichis à ses dépens.

Le marché ne sçauroit être forcé, il ne peut être que de convention ; & le moyen de cette convention n'est autre que cette partie de l'échange qu'on apelle *commerce étranger.*

Qui dit échange, dit troc ; de quelle nature seront les effets qui serviront à cet échange de notre part ? Nous retenons pour nous les denrées, & autres

matieres de conſommation ; notre ſubvention donc ne peut être qu'en métaux ou matieres ouvrées.

L'exceſſive population qui force l'induſtrie, nous met en état de fournir ces dernieres à meilleur prix que les autres ; mais quant à l'or, dire qu'un commerce ſoldé en métaux eſt plus avantageux, c'eſt démentir le préjugé général & l'opinion de tous les hommes verſés en cette matiere.

Laiſſons crier les aveugles, laiſſons répéter leurs cris aux enfans par écho : conſidérons quelle eſt la population & l'induſtrie dans les pays d'où l'on tire l'or ; dans ceux qui le reçoivent de la premiere main ; dans ceux où il va ſe perdre & s'engouffrer en dernier lieu, après avoir dévaſté ſur ſon paſſage tous les lieux où il a pû former quelque engorgement, & jugeons par les faits, ſi les Etats qui veulent retenir l'or chez eux, ſont gouvernés par des hommes ou par des taupes.

Inutilité des Ordonnances pour empêcher la plantation des vignes, tant qu'on obligera les peuples à chercher par le débit de leurs denrées chez l'Etranger de quoi ſolder leur contingent aux revenus du fiſc.

Il eſt indiſpenſable, pour attirer les grains de l'Etranger, ainſi que pour les multiplier chez nous, de leur laiſſer une pleine & entiere liberté pour l'exportation & importation, de regarder en un mot cette denrée comme une matiere ſacrée, & dont le régime & gouvernement quelconque doit être à jamais proſcrit. Réfutation du ſyſtême contraire dans toutes ſes allégations.

Après les grains, toutes autres denrées comeſtibles & de conſommation ſont le ſecond objet d'un commerce utile avec l'Etranger.

Viennent enſuite les matieres étrangeres, pour fournir au travail de nos manufactures.

En cet état regardons autour de nous, & voyons ſi le commerce étranger peut ſe paſſer de la proſpérité étrangere. L'abondance deſire le ſuperflu que notre induſtrie lui préſente. La miſere & la pareſſe ſe paſſent même du néceſſaire qui ſe trouve par-tout. L'Angleterre, notre ambitieuſe & jalouſe émule, conſomme nos modes, nos colifichets, malgré les défenſes & les précautions du Gouvernement. La Barbarie ne nous demande que quelques miſérables draps.

Notre intérêt ſeroit donc, au lieu de

faire un ſecret de nos manufactures à l'étranger, & d'empêcher que nos ouvriers ne le leur portent, de les leur envoyer nous-mêmes, de protéger enfin, & d'encourager par tous moyens leur induſtrie, qui ſera toujours une des branches de la nôtre, nous réunirons de la ſorte la gloire du procédé, & les avantages de l'intérêt.

CHAPITRE III.

UNe fois convenus de diſtribuer notre induſtrie à nos voiſins, ouvrons-lui les chemins & les communications.

Les barrieres factices n'ont jamais prouvé que la crainte ; les barrieres naturelles mêmes ont rarement procuré la ſûreté permanente.

Loin de vouloir fermer l'entrée de notre pays à nos voiſins, ſongez à la leur faciliter de toutes parts. Ouvrez les gorges & défilés, aſſurez les chemins, abattez les rochers, &c. Si les Chinois euſſent employé à civiliſer les Tartares la dépenſe que leur coûta la grande muraille, ces fiers voiſins ne les euſſent jamais ſubjugués.

Civiliſez vos voiſins, & de proche en proche, s'il eſt poſſible, l'Univers entier,

& vous n'en aurez plus rien à craindre. Que vous importe de donner des loix par delà les lieux où elles peuvent atteindre ? Je vous ai démontré que la Souveraineté n'a qu'une certaine portée, qu'elle ne peut régner au delà que sur la destruction. Cette portée s'étend en proportion de ce que vous pouvez étendre vos bienfaits, & retirer subventions. Je vous enseigne le seul moyen d'établir l'un & l'autre point sur les Etrangers.

Il est une sorte de frontiere la plus assurée de toutes, & en même-temps la plus ouverte ; c'est la mer, territoire commun, à toutes les nations. Vouloir s'en attribuer l'Empire, c'est se déclarer l'oppresseur universel.

Le commerce maritime est devenu si nécessaire à la vivification & prosperité d'un pays, qu'en général la terre vaut moins en proportion de sa qualité & fécondité ; qu'en proportion de ce qu'elle est à portée des débouchés maritimes.

Les côtes d'un facile abord sont un don de la nature ; mais la nature peut en cela, comme en toute autre chose, être perfectionnée, corrigée même par l'industrie & le travail.

Projet de mettre toute la côte en Port de mer, ridiculisé très-mal-à-pro-

pos. Les Hollandois se sont bien trouvés d'avoir suivi le plan de M. Ormin de la Comédie.

Le commerce peut être aussi libre, & plus libre dans la Monarchie, que dans les Républiques.

La vraie & industrieuse nécessité ne sçauroit avoir de principe plus assuré, & qui l'éloigne plus de celle qui porte au découragement, que l'extrême population.

Protégez la navigation, & les Navigateurs, de quelque espece qu'ils puissent être. Aidez, autant qu'il est possible, aux avantages de la nature en ce genre, & corrigez ses désavantages, pour ouvrir sur toutes vos côtes des retraites & des nids à ces sortes d'Alcyons. Faites que les communications en canaux & en chemins y aboutissent de toutes parts, & ensuite laissez les faire.

CHAPITRE IV.

APrès avoir traité des moyens de vivification de l'Etat universel, il faut en établir la justice & police.

C'est dans ce sens seulement qu'on traite de la Marine militaire, & non en tant que forces, puisqu'on n'a point parlé des troupes de terre.

Les troupes de terre sont la force d'un Etat au dedans, & la Marine l'est au dehors.

On ne parlera point des Corsaires. Cet ordre de Marins ne peut que décliner en France, & pourquoi ?

Si les deux Corps, contrepointés irréconciliablement dans notre Marine sous les noms distinctifs de *Militaire* & de *Plume*, sont également nécessaires, il seroit indispensable de les réunir, & faire rouler entr'eux les fonctions, prérogatives, & récompenses.

Rendre notre Marine militaire *commerçante*, seroit saper par le pied le principe du point d'honneur, & de l'esprit d'émulation qui distingue ce Corps-là.

Louis XIV, le Fondateur de notre Marine ne la considéra guere néanmoins que de son côté brillant, il la regarda comme une dorure de son palais, nécessaire à sa gloire, mais inutile à la solidité du bâtiment.

Une preuve qu'il n'en sentit pas les avantages, est tirée de ce qu'il la négligea dans sa derniere guerre, la plus fâcheuse de toutes, & celle dans laquelle la Marine lui eût pû être le plus utile. Ce Prince cependant avoit rendu ce Corps participant des plus grandes gra-

res ; pourquoi ne l'eſt-il plus aujourd'hui ?

Le nombre des matelots, ſecond arc-boutant des forces maritimes. Population d'abord, liberté & encouragement enſuite, vous en donneront à l'infini.

Il faut auſſi borner ſes forces maritimes, de façon que toujours puiſſantes pour protéger le commerce, elles ne gênent pas cependant les mouvemens de ce dernier par des armemens diſproportionnés. Un peuple qui déſerteroit les terres pour groſſir les armées, ne pourroit faire qu'une campagne, faute de vivres, ainſi fait l'Etat qui arme en guerre tous ſes matelots.

Il faut avoir une telle Marine en temps de paix, que ſans augmentation elle puiſſe ſuffire en temps de guerre, & la tenir toujours armée par moitié ; la guerre de mer ne ſçauroit alors être onéreuſe, ni inattendue.

Détails des moyens naturels qui concourroient tous à l'entretien de ces forces. Nous allons y en joindre d'autres qui nous ſont étrangers.

CHAPITRE V.

C'Eſt des Prohibitions que je vais traiter. C'eſt ici la plénitude de mon plan, & le lieu ſans doute où l'on trouvera le plus de paradoxes. Examinons.

L'eſprit des bonnes loix n'eſt autre choſe que l'utilité générale & l'utilité particuliere combinées & réunies. Parcourons les loix primitives de l'humanité, les loix de la nature, je défie qu'on m'en montre une ſeule qui, en faiſant le bonheur de la ſociété, ſacrifie à l'intérêt général l'avantage perſonnel de quelque particulier.

Je n'ai point de droit au bien d'autrui, mais j'ai droit à tout le mien ; ce mien eſt l'Univers entier comme ſi je ſortois de l'arche, pourvu que je n'emploie, pour l'acquérir, aucun des moyens proſcrits par la Loi naturelle.

Ce peu de principes établis jetteront une lumiere ſur la nature des prohibitions, & feront diſcerner aiſément celles qui ſont permiſes, d'avec celles qui ſont injuſtes.

Le monde eſt encore à ſon enfance en fait de Gouvernement.

Il n'eſt pas étonnant que toutes les

législations

légiſlations, dont nous avons connoiſſance, ſoient très-imparfaites. Fonder un Empire, & lui donner des loix, ſont deux opérations tellement diſtinctes, qu'elles apartiennent néceſſairement à deux hommes différens.

La distinction du juſte & de l'injuſte eſt la ſeule bouſſole qui puiſſe diriger de bonnes loix.

Il ne ſauroit y avoir d'Etat & de ſociété dont un grand nombre de loix de diſtribution ne puiſſe être réformé ſur ce principe. Ce n'eſt point innover, mais conſolider & fonder.

Si jamais Gouvernement fût libre de travailler à cet ouvrage utile avec certitude de la facilité dans l'exécution, c'eſt le nôtre aujourd'hui.

On n'a point parlé des prohibitions domeſtiques par des égards de bienſéance, pour éviter de choquer l'intérêt particulier : on ne traite que des prohibitions étrangeres.

Tous les Gouvernemens ſe ſervent des prohibitions comme d'un venin propre à faire ſécher l'induſtrie de leurs voiſins plus ou moins, ſelon le degré qu'ils croient convenir à leurs intérêts, & ne penſent pas que, comme le privilege n'en ſauroit être excluſif, on le combat des mêmes armes,

de forte qu'il en résulte que les prohibitions usitées par-tout gênent en tous lieux l'industrie, & établissent la fraude universelle. Examinons si une politique contraire pourroit être susceptible de quelque succès.

Suposons le Roi Pasteur persuadé des maximes établies ci-dessus : 1°. Que le commerce est à l'extérieur ce qu'est la vivification à l'intérieur. 2°. Que nous avons tous intérêt à ce que nos voisins tirent de leur territoire & de leur industrie toutes les ressources possibles. 3°. Que le commerce est de sa nature incompatible avec toute autre domination que celle de l'industrie & du travail.

Suposons qu'en conséquence le Roi Pasteur ait débarrassé l'Etat de toute prohibition intérieure. Il a fait plus, considérant que ne pas offrir la liberté du *transit* dans ses Etats aux denrées & marchandises des étrangers dont la destination est au dehors, c'est priver ses sujets des profits de voiture, du nolis, du dépôt des commissions, &c. il leve de toutes parts les barrieres, & présente à l'Univers étonné, les droits de l'hospitalité avec les avantages d'une communication toujours aisée, & d'une police admirable dans ses Etats.

Digne alors de rendre universels tous ces avantages, voici sa marche pour y parvenir.

Il propose d'abord aux Etats commerçans, qui n'ont presque d'autre fonds que leur industrie, un traité de fraternité portant supression de tous droits d'entrée sur tout ce qui sera aporté dans les ports de l'une des Puissances contractantes par les sujets & vaisseaux de l'autre.

Bientôt ce traité aura nombre d'accédans; on pourroit même mettre à cette entiere franchise des modifications, mais réciproques en faveur des Puissances encore affaissées par les usages & les vûes de la tyrannie, & aveuglées sur les avantages du commerce.

Le systême de l'Univers est changé, & la trace des décrets de la Providence à cet égard est visiblement marquée par les faits; la barbarie n'usurpera plus l'Empire; mais le froissement continuel de l'intérêt exclusif, déifié par-tout de nos jours, menace l'Europe d'une dévastation & d'un affoiblissement général & absolu.

Le projet donc de fraternité entre les peuples commerçans, loin d'être imaginaire, est le seul qui puisse remettre la cu-

pidité à sa place, & assurer à l'humanité le fruit de ses travaux & de ses connoissances modernes.

Le dernier des moyens de faire accéder l'Europe entiere à ce traité, seroit l'excommunication civile & la plus absolue de toute nation quelconque qui refuseroit de s'y prêter, sans hostilité néanmoins; mais en cas que la guerre survînt par les altérations inséparables de cette façon d'être, refus éternel alors de tout traité, jusqu'à ce que celui de confraternité en fît partie.

En cet état, je demande laquelle des deux Puissances auroit la faveur de l'Univers, ou le Roi Pasteur, ou son ennemi? Quel accroissement n'ajouteroient point à ses forces maritimes celles des peuples alliés qui lui devroient leur liberté, leurs richesses, & leur bonheur?

Objection de la diminution des revenus du fisc discutée.

Il est impossible qu'une nation livrée à l'esprit de l'intérêt exclusif avec ses voisins, ne le soit aussi intérieurement chez elle, & que cet intérêt ne corrode les liens internes de l'Etat. Réfutation des objets contraires à ce principe.

La même raison qui a établi chez tou

tes les nations policées la défense des mariages entre proches, milite contre l'exclusion étrangere. Tous les pays sont voisins, tous les hommes sont freres.

Les prohibitions enfin, ce beau secret de la politique commerçante, n'est qu'une sottise d'une part, & qu'une injustice de l'autre; principe de désordres, & d'une guerre intestine, comme aussi germe de divisions entre les peuples; elles dégénérent toujours en guerres opiniâtres, qui ne finissent que par des treves, la paix réelle ne pouvant exister avec les prohibitions.

CHAPITRE VI.

SI quelque chose peut compliquer, diversifier les intérêts de l'Europe, & barrer le systême de confraternité, ce sont les colonies annexes de certaines Puissances, tandis que d'autres n'y ont nulle part. Elles sont aujourd'hui l'objet principal du commerce qui l'est lui-même de la politique. En conséquence, il convient de traiter à fond cette partie, & d'examiner quel est l'intérêt réel de l'Europe à cet égard.

Le monde entier ne s'est peuplé que par colonies.

On peut diviser le temps à cet égard en trois âges : 1°. Les colonies des temps nommés dans l'histoire, *héroïques & fabuleux.* 2°. Les colonies anciennes. 3°. Les colonies modernes.

Les premieres colonies furent des séparations des différentes branches des premieres familles qui peuplerent l'Univers. Les besoins de l'homme étoient alors très-simples ; les colonies emporterent peu d'usages de leur berceau, & conséquemment la trace de leur séparation fut bientôt perdue.

Le premier Gouvernement fut établi par la force ; la crainte rassembla nécessairement plusieurs sociétés autour de celle-ci.

C'est à cette époque qu'il faut fixer la date des colonies du second âge. Des mécontens, des bannis, des fugitifs devant la force, ou des ambitieux, emmenant ceux qu'ils avoient pu attacher à leur fortune, fonderent de nouvelles villes. Ces colonies du second âge emporterent plus de choses de la mere ruche, parce qu'il y en avoit plus à emporter, & ce furent autant de points de reconnoissance qui perpétuerent chez ces nouveaux peuples la mémoire de leur origine.

Cependant ces nouvelles colonies, non plus que les premieres, ne conserverent aucune sorte de dépendance de leur Métropole, au contraire, elles jouirent d'une pleine & entiere liberté.

La découverte du nouveau monde a donné commencement au troisieme âge des colonies.

Les premiers peuples de l'Europe qui passerent en Amérique, ne furent pas des colons ; mais, au contraire, des conquérans & des dévastateurs.

Le nouveau monde est comme partagé entre quatre peuples. L'Espagnol néglige la terre, recherche l'or, & languit. Le Portuguais cherche la poudre d'or & les diamans, fraude les prohibitions Espagnoles, envahit tant qu'il peut le tout pour le compte des Anglois, qui ne lui laissent pas même le suc de ses propres terres. L'Anglois voudroit d'une part assujettir ses colonies, de l'autre les étendre : deux projets contraires. Heureusement le nerf manque pour le premier, ce qui avance le second. Quant à son plan général, c'est d'envahir tout le commerce, & de garnir de proche en proche toutes les côtes d'établissemens nombreux & contigus. Le François enfin, habile à courir, & établi par ses cour-

ses, se soutient par sa légéreté, son courage, son obéissance, & ses ressources du moment, contre la défectuosité ou la nullité de ses plans. Tel est le précis de l'état actuel.

Nous avons, en fait de colonies, enchéri sur les anciens, en ce que nous avons imaginé de conserver un Empire absolu sur des sujets aussi éloignés.

L'exemple en a été donné par la fidélité Espagnole, & suivi par les autres Nations. Examinons si nous avons bien ou mal fait. Nous dirons ensuite si le plan est solide ou caduc.

A la réserve d'un titre venteux, les Rois d'Espagne ont peu profité par l'acquisition des Indes. Je ne sais si leurs armées, leur pouvoir, leur magnificence, se sont accrus depuis; mais des Princes qui ont doublé de tout cela de nos jours, le Czar, le Roi de Prusse, &c. n'y possedent rien. L'esprit de domination, celui de commerce, & celui de population, trois principes si peu faits pour être combinés, ont tour à tour présidé à l'établissement des colonies.

L'esprit de domination voudroit embrasser plus d'étendue de pays qu'il n'en sauroit enceindre en transportant tous ses sujets actuels en Amérique, & tend

à gouverner ses sujets Amériquains autant & plus despotiquement que ceux qui sont aux portes de sa Capitale. Cependant l'esprit d'indépendance gagnera nécessairement les grands établissements de ces pays-là, & ceux-ci envahiront les nôtres affoiblis par les vices d'une administration intercadente & fiscale.

L'esprit de commerce regarde les colonies comme les fermes du commerce, & toutes ses vues ne tendent qu'à les tyranniser en tout. Loin d'être capable de les peupler, former & fortifier, ses arrangemens actuels sont tous propres à en arrêter l'accroissement.

L'esprit de population n'a jamais eu de place entre les passions humaines, c'est un dérivé du calcul & de la réflexion. On a senti qu'il falloit peupler l'Amérique & y encourager la culture des terres, si l'on en vouloit tirer quelque parti, mais on la peuple de Négres, & on y relegue l'agriculture & les arts aux mains de l'esclave, destructif si on apésantit ses liens, dangereux si on les relâche. Preuves de ces trois allégations.

En un mot, nous sommes novices dans l'art de former des colonies. Mais loin que mon plan de liberté générale du

commerce trouvât des obstacles invincibles dans le nouveau monde, c'est-là précisément où il auroit le plus d'avantages, & où même il est le plus indispensable.

En effet, l'Europe ne sauroit désormais être tranquille, si l'on ne travaille à nous fraterniser dans le nouveau monde autant que dans l'ancien. Le Chapitre suivant donnera plus d'étendue à cette idée.

Chapitre VII.

La paix est un don du Ciel; mais il en est de ce don-là comme de tous les autres, qui ne fructifient que par nos soins.

Ce qu'est la police aux Provinces intérieures, la paix l'est aux Provinces étrangeres.

L'équilibre entre les Puissances de l'Europe ne fut jamais qu'une idée creuse.

La France ne produisit jamais d'usurpateurs; mais fussions-nous capables de concevoir un vaste projet de tyrannie universelle, nous ne le sommes certainement pas de le mener à bien.

Nos politiques ne furent jamais entichés

de cette manie. La tranquillité & le bonheur de l'Europe doit être notre objet unique. Ce tronc a quatre branches d'où partent tous les petits rameaux de la Politique de détail. 1°. La liberté de l'Italie. 2°. Le maintien des droits & de la constitution du corps Germanique. 3°. La balance du Nord. 4°. Notre considération auprès du Turc fondée sur l'estime & la bienveillance.

Je ne prétends pas que les plans extérieurs soient d'une exécution aussi facile que les arrangemens intérieurs qui dépendent uniquement de nous ; mais je dis que telle doit être la direction fixe, ostensoire, & marquée de notre politique ; & que, cela posé, loin que toutes les parties du régime intérieur ci-dessus dussent contraster avec nos affaires étrangeres, c'est le seul moyen de simplifier notre politique, & de la ramener à l'objet primitif de tout Gouvernement, à savoir, la multiplication de l'espece humaine, & son bonheur.

Le systême de pacification universelle, politique du Roi Pasteur, doit cependant s'étendre sur l'Amérique.

Le seul moyen pour cela, est le plan de liberté générale du commerce ; dès-

lors toutes les vues des colons & de leurs Chefs se tourneront vers la culture de leurs fonds, vers la population, & vers l'exportation de leurs denrées.

L'agriculture a besoin de voisins ; ce n'est que le brigandage & la traite exclusive qui s'écartent, & qui d'entrepôts en entrepôts voudroient enceindre un monde de désert. Chacun aprendra à vivre de son fonds ; après les nécessités de la vie, on en recherchera les commodités.

Dieu veuille donner aux Etats de l'Europe dans leur constitution actuelle assez de durée, pour voir un jour l'Amérique n'avoir plus de déserts à peupler.

JE touche au terme de ma carriere, & je suis plus mécontent encore de mon Ouvrage, depuis que je l'ai extrait. Quel sujet, en effet, que celui de tous, qui, après la Religion, intéresse le plus l'humanité entiere, & quel organe pour en démontrer l'importance, & en traiter les détails ! Quelque foibles même que soient mes talens, je sens qu'en donnant à cet Ouvrage le soin & le travail qu'il mérite, je pouvois le rendre moins imparfait, mais quoique persuadé de mon

devoir à cet égard, le sort en est jetté. D'une part, mes affaires & ma position me rendent impossible un travail suivi & recherché; de l'autre, une révision exacte de ce Traité, & les corrections que j'y pourrois faire, serviroient plus à ma gloire qu'à l'admission & illustration de mes principes. J'abandonne le premier point, & je sens en ce moment même une satisfaction intérieure de rendre plus pur par ce sacrifice, l'hommage que je fais à la vérité & à l'humanité, de mon peu de connoissances & de talens. Quant au second point, je ne crois pas me flatter: plus d'art & de suite seroient inutiles à cet objet. J'ai si bien senti la vérité en l'écrivant, que je suis sûr de l'avoir montrée sans nuage aux ames nettes, aux cœurs droits; & quant aux autres, la trompette même du Jugement en les effrayant, ne les persuadera pas.

Grands & petits, interrogez-vous vous-mêmes. Vous voulez être aimés: ce sentiment, qui tient en vous de l'essence divine, est le seul par lequel vous soyez susceptibles d'une véritable joie. Aimez, si vous voulez l'être; aimez vos semblables, c'est l'unique recette contre le vuide, l'inquiétude & l'ennui; c'est l'an-

tidote des passions dévorantes, & le seul reméde contre le désespoir de se sentir dépérir soi-même sous les coups du temps. Aimez vos semblables, & ne craignez pas de multiplier les craintes & les afflictions de la vie; l'amour-propre seul est le principe de tout excès, & change en douleurs les semences de bonheur que nous tenons de l'Etre suprême. Si ce n'est pas vous que vous aimez exclusivement dans les objets de votre attachement, ceux qui vous restent adouciront la perte de ceux qui vous sont enlevés. L'amour-propre, au contraire, vous fait vivre en ennemi au milieu de vos freres, vous arrache les biens présens par l'apas de plus grands biens, rend plus perçant l'aiguillon des maladies, plus lourd le fardeau de la vieillesse, plus effrayant l'inévitable & toujours présent abyme de la mort. Aimez vos semblables; cet amour ne connoît point d'excès, n'a que de tendres inquiétudes, des desirs bornés, des plaisirs variés; & le miel pur, intarissable, & toujours nouveau, que la Providence a attaché à chaque acte de bienfaisance, adoucissant la pente rapide de vos jours, vous fera recevoir la mort comme un brave soldat reçoit les Invalides. Aimez vos semblables; la Religion, la

Vertu, l'Honneur, la vraie Philosophie, toutes les Loix, les Sciences & les Arts, tout répond à cet objet dont tout reçoit son illustration ; tout dégénere en désordre si l'on s'en écarte.

PRINCE, dont les regards annoncent l'élévation, la grandeur, & dont les actions respirent la bonté ; avortons sur la terre auprès de Vous, nous sommes vos freres d'origine & de destinée. Votre cœur le fut en naissant, il ne l'oubliera jamais : ce cœur, don universel pour tous vos contemporains, a garanti votre esprit du poison de la flatterie, & de la férocité de l'orgueil ; devenu notre pere par un digne usage de vos augustes fonctions, vous parcourez d'un coup d'œil également fixe & majestueux, vingt millions d'hommes qui sont à Vous, & que vous voudriez tous voir heureux. Semblable à l'œil de la Nature, rien ne peut recevoir l'impression que de Vous. Vous pouvez rayonner le bonheur universel, il ne vous en coûtera que d'être ce que vous êtes. Un concours innombrable d'hommes, la premiere Nation de l'Univers, les yeux tournés vers votre Personne sacrée, semblent se presser pour parvenir au bas des dégrés du Trône

auguste où vous êtes placé. Grand Prince, si l'humanité étoit dans son premier âge, ce culte n'auroit d'objet que Vous : eh ! quel autre eût pû vous le disputer ? Mais depuis long-temps des impies ont placé, à l'ombre du dais qui couvre la Majesté Royale, un volcan qui attire sans cesse l'or du centre de la terre, qui l'arrache avec effort, & le vomit avec abondance. Mille Idolâtres contre un sujet religieux, composent cette foule avide, adroits à se servir contre vous-même de vos propres vertus, & à se voiler des aparences du zele, les soirs pour les démêler seroient vains. Je ne connois qu'un secret, fermez le volcan. Le faux éclat de ses nuages mêlés de soufre & de cendre fera place à mille rayons de vertus, d'honneur & de dignité, qui vous environnent ; & quant à ce genre de bienfaits, distribuez-les précisément dans la direction contraire à celle que suivent les Princes aveuglés par un amour-propre & personnel, indigne de la majesté du Trône. Ils accablent de biens ceux qui les entourent, & qui leur tendent les mains ; donnez au contraire vos bienfaits à distribuer à ceux qui les tendent à leurs inférieurs, & à la partie de la société que vous avez commise à leurs

soins, ou que la Providence leur a confiée : ainsi, de classe en classe, tous vous offriront un culte d'action & d'obéissance. Vos yeux passeront rapidement sur une infinité d'échelons de sujets occupés à faire entendre & exécuter vos ordres, & aboutiront enfin sur les plus utiles de tous, qui ne voient au dessous d'eux que leur mere nourrice & la vôtre, qui, sans cesse courbés sous le poids des travaux les plus pénibles, vous bénissent chaque jour, & ne vous demandent rien que paix & protection. C'est de leur sueur, & quelquefois (vous l'ignorez) de leur sang même, que vous gratifiez ce tas d'hommes inutiles, qui répetent que la grandeur d'un Prince consiste dans la valeur, & sur-tout dans le nombre des graces qu'il répand sur ses courtisans, sur sa noblesse, sur ses commensaux. J'ai vu couper le poignet par un Huissier des Tailles à une pauvre femme qui défendoit son chaudron, dernier ustensile de son ménage, dont elle arrêtoit l'exécution. Qu'eussiez-vous dit, Grand Prince, Vous en qui on ne vit jamais un geste de rigueur, un mouvement d'impatience, dont le moindre valet ne reçut jamais une parole désobligeante ; Vous le plus tendre des Peres,

le meilleur des Maîtres, le plus doux des Rois! Quel bien ce seroit peut-être pour le pauvre peuple, que vous eussiez été en ce moment à ma place! Il n'en veut point à vos tresors ce peuple, borné au desir de la plus étroite subsistance. Le plus parcimonieux des Rois, Louis XII conservera à jamais le titre de son Pere par excellence. Le Restaurateur de votre Maison, Henri IV fut avare, disent les Historiens, il fut néanmoins bien servi dans son temps : toutes ses vertus héréditaires, si vivantes en vous, sont mortes en lui; il partage aves vous néanmoins encore, & de votre temps même, notre idolâtrie.

La confiance & le zele m'emportent trop loin; je ne puis néanmoins m'empêcher, en finissant, de desirer que l'on honorât du titre & des fonctions de Promoteur de l'agriculture, quelqu'un qui, avec d'autres talens, eût les mêmes intentions que moi. Ses quatre premiers Commis seroient, comme je l'ai dit, les quatre élémens. Je m'explique, le premier Bureau seroit celui de la terre. L'homme le plus philosophiquement & expérimentalement versé dans l'agriculture, le labourage, la plantation, la nourriture des bestiaux, la connoissance des

différentes propriétés de chaque espece de terreins, en seroit le chef.

Le second Bureau seroit celui de l'eau ; le détail des canaux, des arrosages, des différentes machines propres à être mises en mouvement par cet élément pour les facilités de l'agriculture, la nature des différentes eaux, le desséchement des marais, &c. tout cela seroit de son district.

L'air seroit le troisieme ; les recherches contre les influences de l'air & les brouillards, tant sur la santé des hommes & des troupeaux, que sur les récoltes & les fruits, le ventilateur, les machines à vent relatives à l'agriculture, la conservation des grains, &c. seroient de cette partie.

Les serres chaudes enfin, tant pour la production des fruits & légumes, que pour celle des animaux, les recherches sur les différentes expositions, les moyens physiques de multiplier & conserver la chaleur pour épargner la consommation des matieres combustibles, leur multiplication pour le soulagement des pauvres, & tous les avantages qu'on peut retirer du feu, seroient du ressort du quatrieme Bureau.

Ces deux derniers auroient encore en-

semble & con ointement le soin & l'emploi de procurer à notre patrie des transplantations d'animaux & de végétaux les plus utiles qui se trouvent dans les autres parties du monde. L'expérience nous démontre deux choses à l'égard des végétaux ; l'une, qu'il n'en est aucune sur la sur-face de la terre qui n'ait son utilité, soit pour la nourriture de l'homme, la médecine, la construction, le chauffage, & autres usages à l'infini ; l'autre, qu'ils sont presque tous transportables d'un climat à l'autre, & propres à se naturaliser, sur-tout dans le nôtre ; de façon qu'il seroit fort difficile aujourd'hui de distinguer chez nous les naturels du pays des colons ; & que ce que nous en sçavons en général, est que les derniers excédent de beaucoup en nombre les premiers. Il y a cependant encore dans les trois parties du monde une infinité de productions excellentes en ce genre, que nous allons chercher fort loin, faute d'avoir voulu nous donner le soin, & faire la dépense de les transplanter chez nous. J'en dis autant des animaux. Quel service n'a pas rendu celui qui le premier aporta des Dindes en Europe, moderne & très-abondante denrée, qui fait comme une nouvelle sorte de viande de

